Title : *Demain l’Europe !* (1949-1951)

# [ddr19490221de] Demain l’Europe ! — L’Europe en marche[[1]](#footnote-1) (21 février 1949)[[2]](#footnote-2)

[[p. 1 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Chaque semaine, à cette même heure, au moment où vous venez de tourner le bouton de votre radio pour être sûrs de ne pas manquer « les nouvelles » et les prévisions du temps valables jusqu’à demain à midi, chaque lundi soir, je me propose de commenter pour vous en cinq minutes *une* grande nouvelle, une seule, et qui est celle-ci : *L’Europe est en train de se faire*. Et j’ajouterai bien sûr, mes prévisions du temps, — de notre temps, valables jusqu’au jour où sera proclamée la fédération de l’Europe.

Cinq minutes, c’est bien peu pour un si grand sujet : j’essaierai d’être simple et direct, d’aller tout droit à l’essentiel, et je commence :

Un événement capital se prépare, et beaucoup d’entre vous l’ignorent. C’est qu’il est difficile de voir les grands événements de l’histoire quand ils se passent et se composent autour de nous, de jour en jour. Vous savez que depuis deux ans, des groupes et des associations de toute espèce travaillent pour fédérer les peuples d’Europe. De temps en temps, la presse et la radio vous donnent un aperçu de leurs congrès. Ce que vous ne savez peut-être pas, c’est que l’action de tous ces groupes (loin de se borner à des parlottes comme beaucoup le croient), cette action est en train d’aboutir à certains résultats concrets, qui marqueront l’histoire du xxe siècle, et que vos enfants et vos petits-enfants apprendront plus tard à l’école, tout comme on vous apprit le serment des Trois Suisses, ou la constitution de notre État il y a cent ans.

[[p. 2 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Le premier de ces résultats portera vraisemblablement la date de notre année 1949. Et ce sera la convocation d’un parlement consultatif de l’Europe, dont le principe vient d’être admis par les gouvernements du groupe des Cinq, et sera proposé demain à tous les États libres de l’Europe.

Un autre jour, je commenterai cette décision sans précédent dans notre histoire. Ce soir, je voudrais simplement vous dire en quelques mots, pourquoi l’Europe se fait, pourquoi nous devons tous vouloir la confédération européenne.

Voici la situation, dans ses grandes lignes[[3]](#footnote-3).

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_03.jpg/full/full/0/default.jpg) La guerre a eu pour conséquences principales, d’une part, l’affaissement de l’Europe, d’autre part, le surgissement de la Russie et de l’Amérique. Ces deux colosses sont en train de s’observer, par-dessus nos têtes. Ils n’ont pas envie de se battre, affirment-ils. Ils proclament au contraire leur amour de la paix. Mais l’Amérique prouve son impérialisme en libérant les Philippines, et en aidant l’Europe à relever ses ruines, tandis que l’URSS prouve son pacifisme en attaquant la Finlande et la Pologne, puis en annexant les États baltes. Il y a donc, vous le voyez, certaines différences assez sensibles entre les deux attitudes. Mais il y a cette grande ressemblance : c’est que les deux Grands [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_04.jpg/full/full/0/default.jpg) proclament leur intention de paix d’une voix de plus en plus bourrue, de plus en plus contenue et glaciale. Et l’on ne peut s’empêcher de penser que s’ils continuent à se déclarer la paix sur ce ton-là, cela finira par des coups.

Une seule puissance pourrait les séparer, les retenir, et les forcer au compromis, c’est-à-dire à la paix — c’est l’Europe.

Mais l’Europe n’est plus une puissance, parce que l’Europe est divisée en vingt nations dont aucune, isolée, n’a plus la taille qu’il faut, pour parler et se faire entendre, dans le monde dominé par les deux grands empires.

Et non seulement l’Europe n’est plus une puissance qui pourrait exiger la paix, mais *chacune* des nations qui la composent se voit menacée d’annexion politique ou de colonisation économique, par l’un des deux empires qui se disputent la Terre. Voici le fait fondamental, et que personne ne peut nier :

Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance.

Aucun de nos pays ne peut résoudre, seul, les problèmes que lui pose l’économie moderne.

Les conclusions que l’on doit tirer de ce double fait sont d’une tragique simplicité. Si les choses continuent comme elles vont :

1° Les différents pays de l’Europe seront annexés ou colonisés les uns après les autres ;

2° La question allemande ne sera pas réglée, c’est-à-dire fournira un prétexte *permanent* à la guerre entre l’Amérique et la Russie ;

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_05.jpg/full/full/0/default.jpg) 3° *Rien* ne pourra s’opposer à cette guerre entre la Russie et l’Amérique, — une guerre dont, quel que soit le vainqueur, s’il en est un, l’humanité tout entière sortirait vaincue.

Si les choses continuent comme elles vont, elles s’en vont *fatalement* vers une guerre qui risque bien d’être la dernière. Parce qu’elle laissera peu de monde pour en faire une nouvelle… Mais aussi tout cela nous conduit, avec la force même de l’évidence, vers une seule et unique solution.

Si nous voulons sauver chacun de nos pays, il nous faut commencer par les unir ; et si nous voulons sauver la paix, il nous faut d’abord faire l’Europe, c’est-à-dire la troisième puissance, qui serait capable d’exiger la paix, de *l’inventer* pour les deux autres.

Si vous pensez que l’Europe, même unie, serait encore trop petite pour tenir en respect les deux Grands, je vous rappellerai un seul chiffre : la population de l’Europe occidentale, donc à l’ouest du rideau de fer, est d’environ 300 millions, c’est-à-dire deux fois plus que l’Amérique, et autant que la Russie et tous ses satellites réunis.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Si ces 300 millions d’habitants faisaient bloc, soit qu’ils se déclarent neutres, soit qu’ils menacent de porter tout leur poids d’un seul côté, ils seraient en mesure d’agir, de faire réfléchir l’agresseur, et de sauver la paix du monde.

Voilà donc le grand but défini : la paix du monde. Et voilà l’instrument désigné : l’union de l’Europe.

Je suppose que sur ces deux points, théoriquement, tout le monde sera d’accord. Personne n’ose dire franchement : « Je suis contre la paix. » Personne n’ose dire non plus, pas même les staliniens (ces derniers défenseurs de la souveraineté nationale absolue) — personne n’ose dire : « Je veux une Europe désunie ! Je veux que nos pays s’effondrent un à un, en toute souveraineté nationale, qu’ils se cantonnent dans le double refus de l’Amérique et de la Russie, qu’ils y ajoutent un troisième refus, celui de l’Europe, jusqu’à ce qu’ils soient dûment ruinés, annexés et colonisés. »

Personne n’ose dire cela, et parmi vous, ce soir, je suppose que très peu le pensent. En revanche, vous pensez presque tous : tout cela est bel et bon, mais que fait-on, et que *pourra*-t-on faire en temps utile, pour que la solution sorte de l’utopie ? La paix, l’Europe unie, d’accord, c’est un beau rêve. En attendant, c’est plutôt un cauchemar qu’on nous prépare. Déjà les maréchaux s’installent et tirent leurs plans… La Russie fait donner ses cinquièmes colonnes à l’arrière des lignes ennemies. L’Amérique numérote ses bombes et prépare un Pacte Atlantique qui peut fort bien nous entraîner un jour à la guerre dans le Pacifique. Nous en sommes là…

Il s’agit donc de répondre *très vite* à cette double question, la seule sérieuse : qu’a-t-on fait jusqu’ici pour fédérer l’Europe ? qu’avons-nous le temps de faire encore, — avec quelles forces ?

[[p. 2 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Je vous dirai, chaque lundi soir, à la même heure, ce qui est en train de se faire pour cette union, quels sont les hommes qui luttent pour elle, et j’essaierai de vous faire participer aux péripéties de plus en plus rapides de cette grande aventure du xxe siècle.

Et voici mes prévisions valables jusqu’à lundi prochain : temps favorable pour l’action des fédéralistes. À Bruxelles, vendredi prochain, une nouvelle étape vers l’union sera franchie. Les délégués de 19 pays poseront les bases d’une action concertée de tous les grands mouvements qui militent pour l’Europe fédérale. Je vous donne rendez-vous à Bruxelles.

# [ddr19490225de] Demain l’Europe ! — Le Conseil international du Mouvement européen[[4]](#footnote-4) (25 février 1949)[[5]](#footnote-5)

[[p. 1 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Bruxelles a pavoisé au signe de l’Europe : sur toutes les places et les palais des drapeaux flottent, portant la grande lettre E — E pour Europe — couleur d’émeraude sur fond blanc, couleur d’espérance sur fond de paix. C’est qu’aujourd’hui notre Mouvement européen réunit pour la première fois son conseil international.

Vous allez dire peut-être : un congrès de plus ! Et oui, il y a beaucoup de congrès depuis deux ans. Ils se succèdent avec la même cadence que les batailles pendant la guerre, — et cette comparaison peut nous donner à réfléchir.

Car chacun de nos congrès européens est une bataille, un bombardement de l’opinion — pour faire la paix. Une bataille contre l’inertie, le scepticisme, le découragement, une bataille contre les égoïsmes nationaux, une bataille, enfin et surtout, contre toutes les fatalités qui nous préparent irrésistiblement une nouvelle guerre *si* personne ne fait rien, si personne ne se dresse avec passion pour affirmer que l’Europe fédérée non seulement doit mais *peut* fonder la paix.

[[p. 2 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_08.jpg/full/full/0/default.jpg) De quoi s’agit-il à Bruxelles ?

Au Congrès de l’Europe à La Haye, nous étions 800 délégués représentant une quantité de mouvements sans liens solides. C’était une première tentative pour faire entendre au monde entier « la voix de l’Europe ». Vous savez quel fut son succès : l’idée de Parlement européen en est sortie, elle est en voie de réalisation. Depuis lors, nous avons travaillé à fédérer tous nos mouvements, à leur donner l’unité nécessaire pour que leurs dirigeants puissent agir et peser sur les décisions des États, sur l’opinion publique des pays libres, sur l’opinion secrète ou clandestine, l’opinion chuchotée d’autres pays…

Dans toute l’Europe, nous avons constitué des conseils nationaux du Mouvement. Et chacun a délégué aujourd’hui quelques-uns de ses membres à Bruxelles : neuf pour les grands pays, quatre pour les petits, conformément à la coutume fédéraliste.

Ces délégués de 22 peuples, auxquels s’ajoute le comité exécutif, viennent de se rassembler, cet après-midi même, sous le nom de *Conseil international du Mouvement européen*.

C’est donc d’un conseil qu’il s’agit, et non plus d’un congrès comme les autres, d’un conseil beaucoup plus restreint — nous ne sommes que 30 délégués —, [[p. 3 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_09.jpg/full/full/0/default.jpg) d’un conseil qui sera désormais l’organe officiel d’un Mouvement bien solidement articulé, prêt à l’action.

Quelles sont les forces politiques que représente un tel conseil ? Quatre noms suffiront pour répondre. Ce sont les noms des quatre présidents que s’est donné notre Mouvement européen : Winston Churchill, Léon Blum, Paul-Henri Spaak, Alcide de Gasperi.

C’est-à-dire un conservateur, un socialiste, un démocrate-chrétien et M. Spaak, qui est un socialiste lui aussi, mais qui est surtout Paul-Henri Spaak — le nouveau type de l’homme d’État européen, le réaliste qu’il fallait pour défendre notre idéal. Vous allez entendre, dans quelques instants, en quels termes le Premier [ministre] belge a inauguré les travaux de notre conseil.

# [ddr19490227de] Demain l’Europe ! — L’Assemblée européenne[[6]](#footnote-6) (27 février 1949)[[7]](#footnote-7)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_10.jpg/full/full/0/default.jpg) Je vous disais vendredi soir, en introduisant par quelques mots cette série d’émissions sur la première session du Conseil international à Bruxelles, je vous disais : c’est d’un *conseil* et non pas d’un *congrès* qu’il s’agit. On l’a bien vu et bien senti lors de la séance inaugurale. La cérémonie, certes, était spectaculaire. La seule présence sur la tribune, à la table présidentielle, d’un groupe d’hommes politiques qu’on ne pourrait voir nulle part ailleurs *ensemble*, le seul spectacle de M. van Zeeland assis entre les socialistes Marceau Pivert et André Philip, de M. Churchill assis entre les socialistes Spaak et Guy Mollet, donnait un sens très neuf et au moins imprévu, à la séance, mais l’atmosphère demeurait un peu froide, on ne sentait pas cette électricité, cette pulsation des enthousiasmes et des passions qui parcouraient nos rangs à La Haye et à Rome. On sentait que nous étions réunis pour travailler et pour organiser, et que les discours de circonstance se réduisaient volontairement à la plus grande sobriété.

Dès le lendemain, le ton changea, au sein des deux commissions de travail. Je n’ai pu suivre les débats de la commission juridique, chargée d’élaborer le grand projet d’une Cour suprême européenne pour la défense des droits de la personne. Je vous dirai, lundi prochain, les résultats de ses travaux. Mais j’ai été frappé par la haute tenue des débats de la commission politique chargée de rédiger les principes généraux d’une politique européenne, la doctrine politique commune aux tendances si diverses réunies à Bruxelles.

À l’heure où je vous parle, ces débats ne sont pas terminés. Mais des conclusions se dessinent au travers de contradictions [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_11.jpg/full/full/0/default.jpg) passionnées et parfois dramatiques. L’Europe, c’est un dialogue, je le répète bien souvent, je ne l’avais jamais mieux senti. Et ce dialogue parfois devient un drame, mais quand il aboutit à un accord profond, et douloureusement obtenu, rien n’est plus émouvant que le concert des voix qui deviennent *la* voix de l’Europe.

Hier, nos débats se sont portés sur la question de l’Assemblée européenne. Comme l’ont souligné tour à tour M. Spaak et M. Churchill — et je cite ce dernier : « l’idée d’une Assemblée consultative européenne est devenue la politique adoptée par presque tous les gouvernements de l’Europe occidentale ». Il s’agit maintenant *d’exploiter* ce premier grand succès de notre mouvement. Il s’agit maintenant pour nous de peser sur les décisions imminentes des ministères et des parlements. Nous voulons en effet que l’Assemblée soit beaucoup plus qu’un simple corps consultatif. Nous voulons qu’elle soit dès le départ un grand *symbole* de l’unité confédérale pour laquelle nous luttons. Nous voulons que la voix des *peuples* y retentisse, couvrant les voix prudentes et parfois timorées des égoïsmes officiels. Nous voulons, en un mot, que l’Assemblée européenne ne soit pas une demi-mesure, mais l’éclatante démonstration qu’une ère nouvelle s’ouvre à l’Europe, à tout le peuple européen.

Ce n’est pas sans une joie profonde que, nous autres fédéralistes, voyons nos thèses progresser de jour en jour au sein du Conseil de Bruxelles. Ce que nous sommes en train d’obtenir peut se résumer en trois points :

1. Nous avons fait admettre la représentation, au sein de l’Assemblée, des forces vives, non politiques, de nos pays, siégeant sur pied d’égalité avec les délégués des parlements.

2. Nous proposons que des sièges soient réservés aux pays de l’Est, sièges *vides* pour le moment, — mais ce vide muet parlera mieux que des discours, mieux que de vaines protestations verbales, ce vide sera le symbole éloquent non seulement de notre sympathie mais de notre espoir, car nous luttons pour l’Europe *intégrale*, et cela veut dire que jamais nous n’abandonnerons à leur sort nos frères de [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_12.jpg/full/full/0/default.jpg) l’Est, ceux qui luttent en silence.

3. Et troisièmement, nous insistons pour que l’action sur les gouvernements se double immédiatement d’une grande campagne populaire dans toute l’Europe, afin que les masses soient associées à nos efforts, et les portent au sommet d’un élan unanime.

Si nous gagnons sur ces trois points — et nous sommes en bon train de gagner —, nous pourrons répéter ces mots que Churchill prononça d’une voix tonitruante — et en français — à la fin de son premier discours : « Alors, ça ira ! »

Pour terminer, je vous donnerai deux nouvelles : Ce matin, en séance plénière, notre conseil s’est donné un président de séance pour une année sur la personne de Léon Jouhaux, le grand chef syndicaliste français. Et d’autre part, M. André Philip, ancien ministre des Finances et de l’Économie, a été élu délégué général du Mouvement européen.

Voici encore mes prévisions du temps valables jusqu’à lundi prochain : la zone de haute pression fédéraliste dont le centre se situe actuellement à Bruxelles va s’étendre rapidement à toute l’Europe, jusqu’à la Grèce au Sud et la Suède au Nord, non sans provoquer à l’Est en passant, quelques légères ondulations du rideau de fer. Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19490307de] Demain l’Europe ! — « La paix, la paix ! »[[8]](#footnote-8) (7 mars 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_13.jpg/full/full/0/default.jpg) Je vous disais, il y a 15 jours : « Pourquoi faut-il fédérer l’Europe, et très vite ? » Et je répondais : parce qu’il n’y a pas d’autre moyen imaginable d’empêcher la guerre atomique. Fédérer nos pays, c’est en effet créer la seule puissance capable d’exiger la paix, de l’inventer pour les deux autres. Là-dessus, je pars pour Bruxelles, au Conseil international de notre Mouvement européen. Et nous nous sommes mis au travail pour faire l’Europe, pour faire la paix. Et dimanche dernier, interrompant nos travaux pendant l’après-midi, nous avons convoqué la population de Bruxelles sur la place de la Bourse, car nous voulions crier aux masses, sur tous les tons, et en trois langues : « Venez tous avec nous, travaillons tous ensemble à fédérer l’Europe, pour assurer la paix. »

Mais voici qu’à chaque fois qu’un de nos orateurs s’avançait devant le micro, quelques groupes dans la foule se mettaient à hurler, et tâchaient de couvrir nos voix. Nous étions venus pour parler de la paix, et ils criaient : « La paix, la paix » pour nous empêcher d’en parler.

C’est ainsi que pendant deux heures s’est poursuivi dans le tumulte un véritable dialogue de sourds.

— Tu veux la paix ? criait l’un.

— Non, je veux la paix ! hurlait l’autre.

— Ah ! c’est comme ça ! reprenait le premier. Eh bien, puisque moi je veux la paix, je te déclare la guerre !

Je ne voudrais pas exagérer l’importance de ces incidents. En vérité, ils n’ont servi qu’à la publicité de nos travaux, dont ils n’ont pas troublé le cours ni modifié les résultats. Mais derrière ce dialogue de sourds, ou plutôt derrière ce qui pouvait paraître une histoire de fous, il y a quelque chose de [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_14.jpg/full/full/0/default.jpg) sérieux, et même de grave. Il y a la grande tragédie de notre Europe. Il y a ce fait que plus personne ne croit, ou ne peut croire, dans notre Europe, à la bonne foi de l’adversaire. Quand on en est arrivé là — quand chacun crie : la paix ! et pense que l’autre en criant cela veut dire : la guerre —, alors, il n’y a plus qu’un moyen d’en sortir (si vraiment on refuse la guerre), c’est de cesser de crier et de parler tranquillement.

Justement j’ai la chance ce soir, de pouvoir vous parler tranquillement sans être interrompu par des cris d’animaux. Je serais donc criminel de ne pas en profiter et de ne pas tenter *l’impossible* pour pacifier ce débat sur la paix, pour en examiner les arguments sans aucun esprit de polémique ou de propagande haineuse et partisane.

Je voudrais donc expliquer tranquillement en m’adressant à la bonne foi des communistes, pourquoi l’Europe unie veut dire la paix *pour tous*, et ne veut pas dire la guerre, contre les Russes au service des Américains.

Nous voyons le monde divisé en deux camps, et nous voyons l’Europe menacée de ruine totale par la guerre entre ces deux camps. Géographiquement, nous sommes tout près de la Russie. Moralement nous sommes beaucoup plus près de l’Amérique, voilà le fait. Mais c’est un fait aussi que l’immense majorité des Européens refuse la guerre. L’immense majorité des Européens se demande avec une angoisse grandissante : « Que pouvons-nous faire pour empêcher cette guerre ? »

La réponse est simple : nous ne pouvons *rien faire*, dans l’état de division où nous sommes. Il faut donc nous unir pour nous mettre en mesure de nous opposer à la guerre.

Tout le monde devrait être d’accord là-dessus. Et en effet, tout le monde est d’accord, sauf les communistes… car la fédération de l’Europe, à les en croire, ne serait qu’une machine d’agression montée par les Américains contre l’URSS. Qu’avons-nous à répondre à cela, nous les fédéralistes ?

Nous avons à répondre deux choses :

1. *La fédération de l’Europe peut seule garantir notre indépendance réelle à l’égard des États-Unis*.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_15.jpg/full/full/0/default.jpg) Car, si nous ne savons pas nous fédérer librement, bâtir librement une Europe solide et prospère, c’est alors que nous serons contraints de confier notre défense aux Américains et de nous mettre en tutelle les uns après les autres. Faute d’une fédération librement constituée, nous n’aurons plus qu’une solution possible : signer le pacte militaire, nommé pacte de l’Atlantique. Et ce pacte, prenons-y garde, pour peu qu’il y entre une clause d’assistance mutuelle automatique, ce pacte dit de l’Atlantique pourrait fort bien nous entraîner un jour à une guerre dans le Pacifique…

2. Une Europe unie, qui pourrait être alors — mais alors seulement — *indépendante* vis-à-vis de l’Amérique, et qui pourrait alors mener sa politique comme elle l’entend, cette Europe-là cesserait d’être une menace pour la Russie, et deviendrait au contraire une vaste *zone de sécurité* à l’ouest des terres soviétiques. Il est bien évident que cette Europe, occupée à se fédérer, n’aurait aucune raison d’attaquer la Russie, pourvu que celle-ci la laisse en paix, et ne prétende pas l’annexer, sous prétexte de la libérer. Il apparaît donc très clairement, pour les deux raisons que je viens de dire, que la fédération européenne serait dans l’intérêt du monde entier, et donc aussi dans l’intérêt de la Russie, puisque celle-ci déclare qu’elle veut la paix et qu’elle ne demande que sa sécurité.

Je conclus donc : si les communistes veulent sincèrement la paix, comme nous la voulons, ils doivent souhaiter avec nous l’établissement rapide d’une fédération européenne, qui serait la garantie de notre *indépendance*.

Si toutefois ils persistent à mettre en doute nos intentions, nous serons en droit de leur demander : quelle autre solution nous offrez-vous, qui soit immédiatement praticable, et qui n’entraîne pas immédiatement la guerre ? L’heure est venue de parler clairement, et de cesser de crier : la paix, la paix ! sur un ton de défi, comme on déclare la guerre.

Et je me tourne aussi vers la Suisse, et je lui dis : si la Suisse veut demeurer neutre, mais non pas isolationniste, elle doit vouloir l’Europe indépendante, l’Europe sans pactes militaires, c’est-à-dire l’Europe fédérée. Qu’elle prenne donc ses responsabilités, pendant qu’il en est temps, qu’elle se [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_16.jpg/full/full/0/default.jpg) dépêche !!

Mais hélas, voici mes prévisions du temps, valables jusqu’à lundi prochain :

Orages locaux sur la Scandinavie, courants contradictoires sur l’Atlantique, mais du côté de Berne, pas de précipitations…

# [ddr19490314de] Demain l’Europe ! — La Cour suprême européenne (14 mars 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_17.jpg/full/full/0/default.jpg) À Rome, en novembre dernier, lors du Congrès de l’UEF, le comte Sforza est venu nous parler de ce qui lui tient le plus à cœur : la fédération de l’Europe. On ne saurait accuser le comte Sforza de manquer d’expérience politique : de tous les hommes d’État au pouvoir, de nos jours, c’est lui qui a eu la carrière la plus longue. Quel conseil avait-il à nous donner ? Nous pouvons le résumer, comme il l’a fait lui-même, en quelques mots. Il est un point, nous a-t-il dit, sur lequel, vous fédéralistes, vous ne devrez jamais transiger. De toutes vos forces, sans compromis et sans relâche, luttez contre le dogme et la pratique des *souverainetés nationales* absolues.

Avant de lutter contre un ennemi, il faut connaître sa nature, qu’est-ce que cela signifie au juste, la souveraineté nationale absolue ? Cela signifie, pratiquement, deux grands dangers, l’un intérieur : la tyrannie ; l’autre extérieur : le coup de force, la guerre.

En effet, si l’État national a tous les droits, s’il n’a de comptes à rendre à personne, ni à Dieu, ni à la loi, ni même à la morale courante, s’il n’y a *rien* au-dessus de lui, s’il est seul juge — et c’est ce que signifie le mot : souverain —, comment voulez-vous qu’il n’abuse pas de ses pouvoirs ?

Et s’il en abuse, comment voulez-vous qu’on l’arrête ? C’est *lui* qui vous arrête et qui vous fait avouer, vous la victime, que vous êtes un criminel : cela se produit sous nos yeux, de nos jours, dans les pays où l’État souverain prend au sérieux sa souveraineté. Il est un cardinal hongrois, et il est 15 pasteurs bulgares qui savent très bien, à l’heure qu’il est, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_18.jpg/full/full/0/default.jpg) ce que signifie la souveraineté inconditionnelle de l’État, l’impossibilité de faire appel à un tribunal supérieur… D’autre part, l’État souverain a le droit de déclarer la guerre, et de forcer chacun de nous à la faire, c’est-à-dire qu’il possède sur nous le droit de vie et de mort, et cela sans appel. S’il veut la guerre, personne ne peut le retenir. Il y a bien ce que l’on nomme la morale, il y a même quelques rudiments d’une loi internationale, mais qui peut l’appliquer cette loi, puisqu’il n’existe pas de pouvoir supérieur ? Puisqu’il n’y a pas de roi du monde, de suzerain, qui puisse réduire à la raison ces féodaux dressés sur leurs ergots que sont les États souverains ?

La Société des Nations avait été une première tentative pour apprendre à vivre aux États, pour leur apprendre à ne pas toujours dire : moi d’abord ! Pour les amener à respecter la loi. L’Organisation des Nations unies est une seconde tentative du même genre. Mais la SDN est morte, et si l’ONU était en train de vivre, de réussir, cela se verrait : Nous n’en serions pas où nous sommes, c’est-à-dire à nous préparer pour la troisième dernière, à la demande générale.

Pourquoi ces deux grandes machines coûteuses n’ont-elles jamais pu fonctionner ? C’est à cause d’un même vice de constitution. L’une et l’autre ont été et sont des sociétés non pas de nations, mais de gouvernements d’États souverains. Or, qui peut arbitrer les disputes entre deux États souverains ? Personne, puisqu’ils sont souverains, puisqu’ils sont à la fois juges et parties. Vous n’auriez pas l’idée, personne n’aurait l’idée de faire arbitrer un match par les deux capitaines des équipes en présence. Or, qu’est-ce que l’ONU ? C’est un congrès de capitaines d’équipes qui crient tous à la fois : si je ne gagne pas, eh bien, je triche ou je m’en vais ! Plus simplement encore : *veto* ! — un mot latin que les Russes comme vous le savez prononcent : *niet*.

Telle étant la vraie situation, que faire ? Comment protéger les *citoyens* contre l’arbitraire de l’État ? Et comment protéger la *paix* contre les entreprises de ces grands féodaux ? Il faut créer, c’est l’évidence, un pouvoir supérieur aux États, et qui limite leur souveraineté !

C’est un tribunal de ce genre que le Conseil international de notre Mouvement européen a décidé de proposer, dans sa [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_19.jpg/full/full/0/default.jpg) séance toute récente de Bruxelles.

Le projet mis au jour par le Mouvement européen me semble révolutionnaire, pour deux raisons.

Premièrement, il prévoit une *Cour suprême européenne*. À cette cour pourront s’adresser par-dessus la tête de l’État les personnes physiques et morales, c’est-à-dire vous et moi, ou votre syndicat, ou votre Église, *contre* l’État qui aurait violé leurs droits.

Secondement, il est prévu que cette Cour suprême sera doublée d’une *Commission des droits de l’homme*, composée de membres indépendants des États et gouvernements. Cette commission recevrait toutes les plaintes et pourrait aller enquêter sur le territoire même des États accusés. Voilà qui formerait le premier noyau d’un véritable pouvoir fédéral, et voilà qui ferait une brèche sérieuse dans la Bastille des sacro-saintes souverainetés nationales.

Notre projet sera soumis bientôt aux États et aux parlements. S’il se voit accepté, un premier pas sera fait pour la sauvegarde des libertés européennes.

À mon avis, ce premier pas en appelle aussitôt un second, qui serait la création d’une police fédérale, d’une force armée européenne, capable de faire respecter les arrêts de la Cour suprême. Cela viendra, si nous savons le vouloir, et si toute l’opinion nous appuie.

En attendant, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et du Benelux se réunissent aujourd’hui même à Londres pour préciser les plans du *Conseil de l’Europe*. Vous voyez que les choses ne traînent pas. Mes prévisions seront donc optimistes :

Température européenne en hausse légère mais continue : à l’Est et sur le front de nos adversaires, nébulosité variable à très forte. Un peu de précipitations possibles, spécialement dans le Nord du continent. Toujours très calme à Berne.

# [ddr19490321de] Demain l’Europe ! — Le pacte de l’Atlantique et la fédération européenne (21 mars 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_20.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs, beaucoup d’entre vous m’ont demandé, depuis trois jours : quel est le rapport entre le pacte de l’Atlantique et l’union européenne ? Et qu’en pensent les fédéralistes ? Je ne puis pas me dérober à cette question brûlante, bien que je n’aie pas eu le temps de consulter tous les porte-parole de nos mouvements. Je vais vous dire mon opinion privée, que je crois d’ailleurs être celle de la plupart des militants fédéralistes et de leurs chefs.

Tout d’abord, qu’est-ce au juste, le pacte de l’Atlantique ? Essentiellement : un pacte d’assistance mutuelle, d’assistance armée, militaire, dans le cas d’une agression contre un des États membres. Tous, en principe, voleront au secours de la victime. Ce sera donc, en principe : Un pour tous, tous pour un.

Ceci nous rappelle quelque chose, un autre pacte, celui qui fonda la Suisse il y a plus de 650 ans, et qui se trouve être aujourd’hui le plus ancien pacte fédéraliste, le seul qui n’ait jamais été violé ou dénoncé.

Il me semble qu’une comparaison s’impose entre ces documents.

Le pacte du 1er août 1291 comporte, lui aussi, un serment d’assistance mutuelle. Écoutez-le :

Soit donc notoire à tous que les hommes des vallées d’Uri, de Schwyz, et d’Unterwald, considérant la malice des temps, et afin de se défendre et maintenir avec plus d’efficace, ont pris de bonne foi l’engagement de s’assister mutuellement de toutes leurs forces… envers et contre quiconque tenterait de leur faire violence. Et, à tout événement, chacune desdites communautés promet à l’autre de venir à son aide en cas de besoin, de la défendre à ses propres frais… et de venger sa querelle, prêtant un serment sans dol ni fraude, et renouvelant par le présent acte l’ancienne Confédération.

Dans les deux pactes, il s’agit donc exactement de la même idée.

Le langage diffère, à vrai dire, car hélas, nos légistes modernes ont perdu le secret du beau style énergique.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_21.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais c’est surtout *l’esprit* de ces deux traités qui, décidément, n’est pas le même.

Notre pacte du 1er août s’ouvrait par cette invocation :

*Au nom du Seigneur, Amen !*

Le pacte de l’Atlantique, lui, débute en ces termes :

Les États parties du présent traité réaffirment leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations unies.

Comme on le voit, les deux documents commencent par une affirmation de foi. Mais voici la *grande* différence : le pacte des Suisses se plaçait sous l’invocation de *Dieu*, et d’un Dieu auquel *tous* croyaient ! Le pacte de l’Atlantique, lui, ne se place que sous l’invocation de l’ONU, à laquelle *personne* ne croit !

Je n’exagère pas : je constate. Si les États qui viennent de signer le pacte croyaient un seul instant à l’efficacité, à la réalité de l’ONU, il n’y aurait pas de pacte de l’Atlantique, personne n’en aurait eu l’idée.

Faut-il penser qu’on l’a conclu pour *suppléer* à cette divinité laïque, et abrégée, l’ONU, que l’on invoque tout de même par courtoisie comme un hommage que le réalisme politique doit rendre officiellement à l’idéal ? A-t-on jugé prudent de remplacer cette Providence défaillante par de solides et nombreuses divisions ? Ce serait un drôle de réalisme. Un seul chiffre suffit à le montrer, Churchill le citait l’autre jour : la Grande-Bretagne, en cas de guerre, peut compter sur deux divisions, — je dis *deux*, en tout et pour tout.

Nous comprenons la gêne des cercles officiels devant cette grande alliance d’états-majors sans troupes. L’utilité militaire restant douteuse, on se rabat sur la valeur morale du pacte : son intérêt, affirme-t-on, serait d’ordre essentiellement psychologique… Mais psychologiquement, quel est l’effet produit ? Certainement la tension s’est accrue dans le monde. On a donné aux Russes une superbe occasion de crier à la provocation, sans créer pour autant la force réelle qui leur imposerait le respect.

Cette force réelle, où faut-il la chercher ? Elle ne naîtra pas d’un traité, surtout pas d’un traité militaire, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_22.jpg/full/full/0/default.jpg) quand on manque d’armes et de troupes. Elle ne peut naître que d’un grand élan des peuples libres de l’Europe. Elle ne peut naître que dans l’enthousiasme soulevé par la proclamation d’un Pacte fédéral du continent.

À la question qu’on m’a posée : « Que pensez-vous du pacte de l’Atlantique, vous, les fédéralistes européens ? » je réponds donc : — Tant par ses graves insuffisances que par ses bonnes intentions le pacte de l’Atlantique nous donne des raisons de plus — s’il en fallait ! — de vouloir une Europe solidement fédérée, un bloc puissant et pacifique de 300 millions d’habitants rendus par leur union à la prospérité, qui est le seul gage d’une véritable indépendance. Le grand bruit que fait dans le monde la signature prochaine du pacte peut couvrir notre voix pendant quelques semaines : il n’arrêtera pas notre action. Il nous dit au contraire : « Hâtez-vous ! car vous tenez peut-être dans vos mains la seule chance de la paix ! »

Quant à mes prévisions du temps, de notre temps, je ne puis que répéter ce soir le commentaire curieusement symbolique que donnait l’autre jour la Station centrale suisse : — les très hautes pressions qui règnent actuellement sur l’Atlantique provoquent un afflux d’air glacial venant de l’Est. On ne saurait mieux dire. J’ajouterai simplement que *pour une fois* il convient de féliciter Berne d’avoir su se tenir à l’abri des courants d’air.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19490328de] Demain l’Europe ! — Le Conseil de l’Europe (28 mars 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_23.jpg/full/full/0/default.jpg) Pendant que la presse du monde entier discute le pacte de l’Atlantique, un événement peut-être décisif se prépare en silence, à Londres, aujourd’hui même. Il s’agit de fixer les statuts d’un Parlement européen. Les représentants de dix nations se sont réunis ce matin, et nous saurons peut-être en fin de semaine, les résultats de leurs travaux.

On peut juger bizarre qu’une telle négociation, qui engage l’avenir de notre Europe, se poursuive à huis clos, et sans la moindre publicité. Il semblerait que les gouvernements n’aient pas envie qu’on sache qu’ils font l’Europe… C’est qu’ils la font à leur corps défendant. On les y pousse, et ils n’osent pas dire non, mais ils espèrent garder aussi longtemps que possible le contrôle de l’opération.

L’initiative, en vérité, appartient aux fédéralistes. Et, pour vous faire comprendre la portée de la réunion qui se tient à Londres, cette semaine, je vais résumer brièvement les étapes de sa préparation.

Au mois de mai 1948, il y a donc un peu moins d’un an, nous avons convoqué un Congrès de l’Europe avec l’appui des organisations les plus diverses, économiques, parlementaires et religieuses, syndicales et fédéralistes. Ce congrès, présidé par Churchill, réunit 800 délégués. À l’unanimité, il résolut d’entreprendre une action immédiate en faveur de la convocation d’une Assemblée européenne.

Le 18 août, nos délégués remettaient aux cinq puissances signataires du pacte de Bruxelles un Mémorandum détaillé sur notre projet d’Assemblée.

Le même jour, ces propositions se voyaient acceptées sans [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_24.jpg/full/full/0/default.jpg) réserve par le gouvernement français, bientôt suivi par les pays du Benelux.

Après beaucoup d’hésitations, le cabinet de M. Bevin se résignait à suivre ses alliés.

Un comité fut alors désigné par les gouvernements des 5 puissances pour examiner la question. Ses travaux commencèrent en novembre, et le 29 janvier de cette année, le comité des Cinq annonçait à la presse qu’il venait d’aboutir à un accord. Un *Conseil de l’Europe* allait être formé. Il comprendrait d’une part un Comité de ministres, et d’autre part un corps consultatif, désigné par les parlements.

Ce n’était qu’un premier pas vers l’action, vers l’Europe, — mais c’est le premier pas qui coûte. Peu de jours après, on annonçait que la ville de Strasbourg serait choisie comme siège du corps consultatif, et que l’Assemblée serait convoquée dès cet automne.

Rapidement, 5 nations nouvelles sont venues s’ajouter au noyau primitif. Ce sont les États scandinaves, l’Irlande, et l’Italie. Remarquez que la Suède, et l’Irlande ont refusé toutes les deux de signer le pacte de l’Atlantique, mais qu’elles acceptent de collaborer quand il s’agit d’union européenne. Elles ne considèrent *pas* que leur neutralité soit un obstacle à leur présence active. Cet exemple aura de quoi faire réfléchir la Suisse.

Voici donc réunis à Londres, aujourd’hui même, les représentants de 10 pays qui acceptent — non sans précautions, non sans arrière-pensées peut-être — de s’engager dans la voie que leur tracent les pionniers du fédéralisme.

On aura rarement vu négociation aussi lourde de conséquences se dérouler plus discrètement… Quels résultats faut-il en espérer ? La manière dont elle s’est engagée ne permet pas d’attendre des miracles.

Le comité de Londres réunit des experts et des délégués des États.

Or, les experts, en général, ont tendance à prouver qu’il est urgent d’attendre. Ils connaissent les difficultés, c’est leur métier, et ils entendent nous le faire sentir. Mais il arrive qu’ils manquent d’une vision claire et simple des grandes nécessités de l’heure : or celles-ci nous commandent de faire l’Europe, et de la faire à n’importe quel prix.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_25.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais gardons-nous aussi d’un excès de pessimisme. Car si l’on doit prévoir que le comité de Londres va limiter autant que possible le rôle du futur parlement européen, le fait est que nous aurons tout de même un parlement. Et l’on ne voit pas ce qui retiendra cette assemblée, dès qu’elle existera et fonctionnera, d’aller plus loin, beaucoup plus loin que les États n’osent le souhaiter, — d’aller enfin fraîchement, courageusement, vers la fédération totale de l’Europe.

Qu’on nous donne l’assemblée sous n’importe quelle forme, et l’opinion publique fera le reste ! C’est pourquoi le Mouvement européen se prépare à lancer dans tous nos pays libres une campagne de grande envergure, afin que les masses se joignent aux élites pour dire au Parlement européen : nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens.

Et nous voulons cela, parce que l’Europe unie sera seule assez forte pour arrêter la guerre et défendre nos libertés !

Voici encore mes prévisions du temps valables jusqu’à lundi prochain : brouillard épais sur Londres et ce qui s’y passe, plus chaud en Suède, menaces de précipitations dans les Balkans — à Berne, encore doux et serein.

# [ddr19490404de] Demain l’Europe ! — « Une idée généreuse » ? (4 avril 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_26.jpg/full/full/0/default.jpg) Ceux d’entre vous qui m’ont entendu lundi dernier savent que se tient à Londres, ces jours-ci, la conférence des 10 pays qui seront les membres fondateurs de l’union européenne. Ces jours-ci se décide, en silence, le statut de l’Assemblée consultative de l’Europe qui siégera, dès l’automne, à Strasbourg. Cet événement, si lourd d’avenir pour tous nos peuples, a fait peu de bruit jusqu’ici. Le grand public ignore souvent le principal de ce qui se passe autour de lui, de son vivant. C’est que la presse oublie parfois de lui apprendre certains faits, que les manuels d’histoire, plus tard, se chargeront d’apprendre à nos enfants — les pauvres !

J’ajouterai que le grand public ignore encore, dans mainte région, l’existence du Mouvement européen et son action rapide depuis un an. On a bien entendu parler d’un certain congrès de La Haye, ou du récent Conseil qui se tient à Bruxelles. On sait vaguement que MM. Churchill et Spaak, entre autres, se préoccupent d’unir les peuples de l’Europe. Mais on pense qu’il s’agit simplement de discours, qui ne font de mal à personne et ne servent à rien…

C’est ainsi que je rencontre chaque jour des gens qui me disent d’un air sceptique et un peu fatigué : « Vous y croyez, vous, à cette Europe unie ? » Et quand je leur dis que non seulement j’y crois mais que j’y travaille sans relâche, et qu’il faut qu’ils y croient eux aussi, ils me regardent avec un peu de pitié… Moi, je sais bien que ça leur passera, et que l’Europe se fera quand même, et que plus tard, quand elle sera fédérée, ces gens-là penseront que c’était tout naturel, et si facile à faire, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_27.jpg/full/full/0/default.jpg) voyons ! C’était bien clair et tellement évident qu’il fallait le faire !… Ils me diront : moi, vous savez, j’y ai toujours cru ! Ils voleront au secours de la victoire.

Mais ce qui m’étonne bien davantage, ce sont les gens qui me répètent : « Ah oui, la fédération de l’Europe, quelle idée généreuse ! »

Voyez-vous, quand un Américain déclare que votre idée est généreuse, c’est qu’il est ému et qu’il va vous aider. Mais quand un Européen vous dit : l’Europe unie ? oui, c’est une belle idée, une idée généreuse… c’est qu’il n’a pas la force d’y croire, qu’il ne fera rien, qu’il pense qu’il est sérieux et que vous rêvez.

Or, il s’agit, en réalité, de la vie ou de la mort d’une civilisation. Fédérer tous nos peuples encore libres, les fédérer à la dernière minute, pour empêcher la guerre, c’est notre seule chance de salut. On se demande en vain ce qu’il peut y avoir de « généreux » dans une entreprise de ce genre. La maison brûle, et quand les pompiers arrivent à toute vitesse pour essayer d’éteindre l’incendie, on ne leur dit pas d’un air sceptique et protecteur : merci Messieurs, vous êtes bien généreux ! mais on se précipite pour les aider.

D’autres me disent : d’accord, essayons de nous fédérer. Mais cela va prendre au moins cent ans ! Je réponds que l’Europe s’unira tout de suite, avant deux ans, ou bien ne s’unira jamais, parce que la guerre n’attendra pas cent ans pour nous atomiser jusqu’à la moelle des os, — si nous restons les bras ballants.

Mais il est une phrase, entre toutes, que je voudrais ne plus jamais entendre, et que j’ai lue ou entendue 365 fois depuis un an, et c’est celle-ci : « Nous ne pouvons que souhaiter bonne chance aux courageux pionniers du fédéralisme ! » C’est une manière de dire : Allez-y ! Faites-vous tuer, nous suivrons de loin vos efforts, et nous vous rejoindrons, bien entendu, si par miracle vous gagnez !

Seulement, voilà, nous ne gagnerons pas cette immense partie sans l’appui de l’opinion tout entière, sans *votre* appui, à vous aussi, chers auditeurs. Nous voulons bien gagner pour vous, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_28.jpg/full/full/0/default.jpg) mais pas *sans* vous ! Car il s’agit de votre vie à tous, et si nous perdons cette partie, si bien engagée aujourd’hui, ce n’est pas seulement les fédéralistes, mais c’est vous tous qui la perdrez, qui serez ruinés, fouillés par la police politique, arrêtés sans savoir pourquoi, et jetés dans les camps de concentration… De tous côtés, on réclame des apôtres. On nous dit : assez de discours ! à l’action ! faites des gestes ! On a raison, mais il faut bien quelques discours pour avertir les peuples de ce qu’on va faire. Et s’il vous faut des apôtres, si vous y tenez tant que ça, *pourquoi ne seriez-vous pas le premier* ?

Diogène, le vieux philosophe grec, avait bien tort, quand il cherchait un homme à la lueur de sa lanterne. Il eût mieux fait d’en devenir un lui-même. C’est le plus sûr moyen d’en trouver. Je vous laisse à tirer les conclusions de cette petite parabole. Et je vous rappelle qu’il existe, dans toutes les villes européennes, dans nos villes suisses aussi, bien entendu, des groupes fédéralistes organisés, qui sont prêts à vous accueillir.

Voici encore mes prévisions du temps valables jusqu’à lundi prochain : à Londres, brouillard persistant autour des travaux de la conférence des Dix. En Europe, le courant d’air glacial venu de l’Est provoquera encore quelques faibles précipitations, ou comme on préfère dire à Berne : un peu de pluie.

# [ddr19490411de] Demain l’Europe ! — L’Allemagne et l’Europe (11 avril 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_29.jpg/full/full/0/default.jpg) Depuis plusieurs semaines, à ce micro, je vous parle d’une grande aventure : l’Europe en marche vers son unité. Je vous en décris les étapes. Et je vous dis pour quelles raisons urgentes il faut que nos peuples se fédèrent. Car c’est le seul moyen qui nous reste :

1° d’échapper à la guerre ;

2° d’arrêter les Russes ;

3° de sauver notre économie, sans nous laisser coloniser par l’Amérique.

Ce soir, je parlerai d’une 4e raison non moins urgente de créer l’Europe fédérée ; et c’est l’Allemagne, le problème allemand, — l’Allemagne qui déjà, relève la tête et commence à revendiquer.

Voici un peuple qui nous a donné Goethe et Hitler, la grande musique et les fours crématoires, où l’on poussait vivants des milliers d’hommes. Voici un peuple qui, par deux fois dans l’espace d’une génération, a bouleversé l’Europe et menace, directement ou non, chacune de nos vies. Deux fois repoussé, battu à plate couture, va-t-il encore une fois refuser de comprendre et d’assumer ses fautes et sa défaite ? On peut le craindre.

Après la Première Guerre, Hitler criait : l’armée allemande n’a pas été battue ! Ce sont les socialistes et les grévistes qui lui ont donné le coup de poignard dans le dos ! — Après la Deuxième Guerre, un autre chef allemand peut affirmer que cette fois-ci, ce n’est pas le peuple allemand qui a capitulé, mais c’est seulement l’armée d’Hitler. Vous le voyez, cela revient au même. M. Adenauer, tout comme Hitler, essaye de nier en partie la défaite ou d’en rejeter la faute sur d’autres : dans les deux cas, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_30.jpg/full/full/0/default.jpg) on veut innocenter les « bons » Allemands, et refuser la culpabilité du crime commis contre l’Europe.

Mais la situation est aujourd’hui encore plus grave, si possible, qu’elle ne l’était du temps d’Hitler. Car l’Allemagne vaincue et ruinée garde un atout considérable : elle peut jouer entre l’Est et l’Ouest, jouer sur les divisions des Alliés, et par une sorte de chantage désespéré, menacer de se jeter dans les bras des Soviets, si on ne lui donne pas un traitement de faveur, qu’*elle* eût évidemment refusé à ses victimes.

Tous les témoins sont unanimes sur ce point : l’Allemagne est demeurée nationaliste, et même nationale-socialiste, ni plus ni moins qu’en 1939. Je vous conterai à ce sujet une anecdote célèbre en Amérique :

Dans une ville allemande que les Américains viennent d’occuper, le gouverneur réunit cent personnes qu’il a fait prendre au hasard dans la rue, et il se met à les interroger. Y a-t-il des nazis parmi vous ? demande-t-il. Tous jurent que non, ils n’ont jamais été nazis. L’officier américain s’étonne, puis se fâche. Le monde entier, crie-t-il, sait que le peuple allemand a plébiscité Hitler par cinq fois, à la majorité de 99,5 % des voix. Il y avait donc des nazis, en Allemagne, et même en assez grande quantité… Alors, le porte-parole du groupe d’Allemands se lève, interrompt l’Américain, et s’écrie : « Ce que vous dites-là ce sont des mensonges, propagés à l’étranger par les Juifs, les ploutocrates américains, les bolchéviques et les démocrates décadents : Jamais nous n’avons été nazis ! Heil Hitler ! »

Que faire avec ce peuple qui se ment à lui-même, et passe du désespoir à l’arrogance avec une telle facilité ?

Que faire pour l’empêcher de sombrer demain dans un national-bolchévisme ? Et comment appuyer les amis que nous comptons en grand nombre, outre-Rhin, qui voient clair, et qui ont mis sur pied un beau mouvement fédéraliste, le seul vivant et neuf dans ce pays qui ne croit plus à rien ?

Depuis trois ans, les Alliés ont pris à l’égard des Allemands des mesures contradictoires, tantôt trop dures, tantôt trop indulgentes. Ce n’est que la semaine dernière qu’ils se sont mis d’accord, à Washington, pour fixer le statut de l’Allemagne nouvelle. Ils ont décidé d’imposer le régime fédéral aux onze États ou länder allemands.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_31.jpg/full/full/0/default.jpg) Je ne sais s’il faut s’en réjouir, du point de vue d’un fédéralisme véritable.

Il me semble au contraire que les Alliés viennent de commettre deux erreurs assez graves.

La première, c’est d’avoir imposé aux Allemands une série de petites « rectifications de frontières », sans grand intérêt pour les Alliés, mais qui ont suffi à soulever en Allemagne une nouvelle vague de nationalisme.

La seconde erreur, c’est d’essayer *d’imposer* de l’extérieur un régime fédéral.

Car si l’on croit que le fédéralisme est une bonne chose, il ne faut pas en faire cadeau à ceux que l’on voudrait affaiblir. Et si l’on veut que les Allemands l’acceptent, il ne faut pas le présenter comme une terrible punition qu’on leur inflige. Aussitôt, ils le détesteront.

La seule solution de bon sens, c’est d’offrir aux Allemands un régime fédéral *dans le cadre élargi d’une Europe fédérée*, d’une Europe elle-même fédérale. Alors enfin le peuple allemand, traité sur pied d’égalité, aura sa chance de se relever sans devenir aussitôt dangereux.

Avant la guerre, les Allemands disaient : nous avons la plus grande armée du monde ! Aujourd’hui, ils gémissent : nous avons la plus grande douleur du monde ! Leur maladie, c’est de vouloir toujours se rendre spécialement intéressants. Pour les guérir, il faut leur donner l’occasion de se conduire enfin comme tout le monde, et non plus comme un peuple exceptionnel dans la vertu ou dans le vice. Il faut aussi rendre un *espoir* à la jeunesse, et la sauver du nihilisme où elle s’enlise. Et la seule grande idée nouvelle qui puisse enthousiasmer les jeunes Allemands, c’est l’idée de l’Europe unie, c’est la fédération que nous voulons.

Voilà pourquoi notre Mouvement européen vient de demander que l’Allemagne soit reçue à l’Assemblée consultative de l’Europe, dès cet automne, *sur pied d’égalité*. Nous saurons, d’ici peu, si les gouvernements comprennent toute la portée de cette démarche, et s’ils verront la grandeur de l’enjeu : *rendre une Allemagne saine à l’Europe fédérée !*

# [ddr19490418de] Demain l’Europe ! — Pâques européennes (18 avril 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_32.jpg/full/full/0/default.jpg) On nous avait promis un très bel œuf de Pâques pour cette année. On nous avait laissés entendre que les statuts de l’Assemblée européenne seraient terminés ces jours-ci, à Londres. Il eût été bien beau de faire coïncider l’annonce du renouveau européen avec la fête de la Résurrection. Mais rien n’est venu jusqu’ici. Eh bien, si ce n’est pas pour Pâques, ce sera donc pour la Trinité ! — et cela ne veut pas dire, comme dans la chanson, que nous ne verrons jamais rien venir : car l’élan est donné, le mouvement est en marche, et plus rien ne peut l’arrêter. Nous aurons *certainement* le Conseil de l’Europe, et l’Assemblée consultative. Certainement, l’Europe va se faire. La seule question qui se pose encore, c’est de savoir *comment* elle se fera.

Peut-être n’est-il pas mauvais que la conférence des 10 ambassadeurs, à Londres, prenne son temps. Il y a deux semaines, elle faisait bon accueil aux propositions détaillées que les délégués de notre Mouvement lui soumettaient. Nous savons qu’elle les étudie. Puisse-t-elle se laisser inspirer par ce temps de Pâques et les vacances, et puisse-t-elle prendre non seulement son temps, mais aussi les distances nécessaires pour mieux voir le problème dans son ensemble, loin des détails et des difficultés techniques, — pour méditer, dans la campagne anglaise… J’y pensais hier, dans mon jardin, tout en cherchant des œufs de Pâques avec mes enfants, et je me disais : tout dépend d’une seule chose, — l’avenir de ces enfants et celui de nos pays, tout dépend d’une seule chose, qui est celle-ci : les hommes d’État chargés de faire l’Europe auront-ils la *vision* nécessaire ?

Il y a peu de grandes visions dans notre temps. Le souci des intérêts immédiats et surtout la peur de la guerre nous empêchent trop souvent de voir loin, de voir grand, d’imaginer vraiment la paix, la paix vivante et passionnante qui reste encore possible, et qui dépend de nous. Il y a très peu de grandes visions. J’en connais trois.

Il y a celle du jeune Garry Davis. Elle est très vaste, mais aussi très vague. Il se promène ces jours-ci dans les rues et cafés de Paris, avec un gros livre sous le bras, quêtant la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_33.jpg/full/full/0/default.jpg) signature des amis de la paix. Il a déchiré son passeport, et quelques écrivains lui ont donné l’appui de leurs noms célèbres, mais sans rien déchirer du tout. Il est sympathique et très pur. Il rêve d’une assemblée mondiale et d’un gouvernement unique pour toute la terre.

Mais les Russes ont aussi leur vision, leur idée de l’unité du monde sous les auspices du Kominform et de l’épuration permanente, — et ceci tue cela, ce n’est pas notre faute, ni la faute de Garry Davis…

Il y a enfin une troisième vision, celle de l’Europe fédérée. Elle est moins vaste, en vérité que celle du jeune Américain, mais à cause de cela même, elle est plus claire et proche.

Je voudrais l’appeler aujourd’hui la vision du beau temps européen, la vision d’un printemps de l’Europe où les frontières et les barrières entre nos peuples fondraient comme neige sous le soleil d’avril. Imaginez ce grand jardin de l’Europe où vous pourriez circuler librement sans passeports ni visas, sans restrictions de devises, sans anxiétés mesquines, avec seulement votre curiosité pour tant de beautés antiques et nouvelles, votre fraternité pour tant de peuples différents et si proches, — comme vous circulez aujourd’hui d’un canton à l’autre de la Suisse. Imaginez cette Europe grande ouverte où les nations ne disparaîtraient pas davantage que nos cantons n’ont disparu en se fédérant, mais où les guerres entre nations deviendraient aussi impossibles que la guerre entre nos cantons.

Imaginez ensuite cette grande Europe aussi décidée que la Suisse à ne faire la guerre à personne, mais à défendre d’un seul cœur son indépendance reconquise. Cette Europe inventant la paix, l’imposant au besoin par la force tranquille de sa masse, de ses 300 millions d’habitants rassemblés, rendus par leur union à une prospérité qui, selon certains économistes, pourrait multiplier par 3 les standards de la vie matérielle.

Paix, liberté, prospérité, tels ont été les grands motifs de toutes les confédérations qui ont vu le jour, au cours des siècles, et vous savez comment la Suisse a su atteindre ces 3 buts, en se fédérant, il y a 100 ans.

Si l’on a bien vu cet enjeu, la possibilité de le gagner, et la nécessité de le gagner d’urgence, non seulement pour nous en Europe, mais pour la paix du monde entier, alors le principal [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_34.jpg/full/full/0/default.jpg) est fait. Et si les 10 ambassadeurs à Londres ont bien vu cela, ils ne se laisseront plus arrêter par les chicanes techniques et les experts.

Tout dépend de la vision qu’ils en auront.

Il n’est point d’ordre politique qui serve l’homme, s’il n’est orienté dès le départ par une vision libératrice, et fascinante. L’Europe se fera, parce qu’une équipe de véritables résistants — ceux qui résistent à la fatalité — l’auront vue et marcheront vers elle. Il se peut que la vision qui les guide cache une réalité finale qui les surprenne. Christophe Colomb voyait les Indes, on nommait ainsi sa vision. Centre vents et marées, contre tous les experts de son époque, il se mit en route pour la joindre, et c’est ainsi qu’il trouva l’Amérique. Mais nous, quel continent nouveau allons-nous aborder demain ? Se peut-il que ce soit tout simplement l’Europe, redécouverte à la faveur de son union ? Une Europe rajeunie qui deviendrait soudain, pour nos yeux étonnés, la Terre promise !

# [ddr19490425de] Demain l’Europe ! — L’union de l’Europe et l’Amérique (25 avril 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_35.jpg/full/full/0/default.jpg) L’idée simple que, chaque lundi, je vous expose à ce micro, c’est que l’Europe unie sauvera la paix en sauvant son indépendance. Par la fédération de tous ses peuples, elle formera une troisième grande puissance, qui sera l’égale de la Russie ou de l’Amérique. Et de la sorte, chacun de nos pays verra ses forces décuplées, pour résister, d’une part, à la pression *politique* exercée par l’Empire du Kominform, d’autre part, à la pression *économique* exercée par l’Empire du dollar.

L’idée est simple, je le répète, comme toutes les grandes idées qui font l’Histoire. Mais il ne faudrait pas qu’elle nous entraîne à des simplifications forcées. Par exemple, quand nous montrons que l’Europe *divisée* court un double danger, du fait de la Russie et du fait de l’Amérique, il ne faudrait pas en conclure que ces deux dangers sont équivalents. Non, la balance n’est pas égale entre les deux pressions auxquelles nous sommes soumis. Je voudrais vous le montrer ce soir, en examinant rapidement les rapports entre l’Europe fédérée et l’Amérique. La principale différence entre l’attitude américaine et l’attitude russe, à l’égard de l’Europe, c’est que la Russie fait tout ce qu’elle peut pour empêcher notre fédération, tandis que l’Amérique la souhaite, et le prouve autrement qu’en paroles.

Le Kominform entretient, dans chacun de nos pays, un parti politique dont il dicte la ligne et qui s’oppose sournoisement à notre effort fédéraliste. L’Amérique, au contraire, n’a jamais suscité un parti politique américain dans nos pays. Les hommes qu’elle envoie vers l’Europe y viennent ouvertement avec des plans d’union : le plan Marshall en est la preuve bien connue. Dans le domaine de la culture, la différence n’est pas [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_36.jpg/full/full/0/default.jpg) moins frappante. À Moscou, on condamne les écrivains et les compositeurs qui se laissent influencer par leurs confrères européens, et le pire des crimes dont on puisse les accuser, c’est le crime d’occidentalisme. À New York au contraire, on traduit et on joue de plus en plus tous les auteurs européens. Vous avez donc, d’une part, la Russie qui essaye de saboter notre union et qui se ferme à notre influence, — d’autre part, l’Amérique qui travaille à notre union, et qui s’ouvre à tous les échanges. La balance n’est pas égale.

Les Russes répliquent alors que le plan Marshall est beaucoup moins un plan d’union et d’aide économique, qu’une entreprise de colonisation de l’Europe par le dollar.

Que vaut cet argument répété tous les jours depuis deux ans par tous les communistes et leurs sympathisants ? Il ne vaut rien, même dans les cas où il est sincère, car il n’est pas conforme aux faits. Voyons ce que les gens *font* et non pas ce qu’ils disent.

Si les États-Unis *voulaient* nous coloniser, ils feraient *comme* les Russes : ils s’opposeraient à notre union fédérative. Car il est beaucoup plus facile de régner sur un pays divisé que sur une nation bien unie. Les Russes appliquent la vieille maxime romaine : *diviser pour régner*. Les Américains au contraire, en favorisant notre union économique, savent très bien que s’ils réussissent, ils feront de l’Europe leur plus grand concurrent. S’ils voulaient nous réduire en esclavage, je le répète, ils se contenteraient d’imiter la tactique des Russes, c’est-à-dire qu’ils tâcheraient de nous maintenir dans un état de division, donc de faiblesse, pour mieux s’emparer de nos pays un à un. Contre cette évidence éclatante, tous les discours de propagande restent sans force, pour les esprits honnêtes.

Mais, dira-t-on, pourquoi les Américains désirent-ils l’union de l’Europe, si cette union doit leur créer une sérieuse concurrence économique ? Ici encore, la réponse est facile. Les Américains savent très bien qu’une Europe forte, même concurrente, vaudra mieux pour eux qu’une Europe malade, qu’ils devraient soutenir indéfiniment par des injections de dollars, et qui, de plus, à cause de sa faiblesse, constituerait une tentation permanente pour les Russes, donc une cause de guerre.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_37.jpg/full/full/0/default.jpg) II y a quelques jours, à Paris, l’ambassadeur américain Caffery s’est adressé aux fédéralistes français. Je tiens à vous citer quelques-unes de ses déclarations les plus franches et les plus nettes :

Est-il exact, tout d’abord, a dit l’ambassadeur américain, que mon gouvernement soit favorable au fédéralisme européen ? Oui, c’est un fait… Les États-Unis souhaitent *l’indépendance de l’Europe*… J’insiste sur ce mot *indépendance*, car une idée assez répandue semble exister — ou tout au moins une propagande se manifeste dans ce sens — que les États-Unis tendraient à établir leur emprise sur l’Europe… Or, les Américains envisagent au contraire la création d’une Europe fédérale, comme l’aboutissement logique et nécessaire de la coopération économique entre les États européens. Je ne prétendrais pas que la politique américaine soit totalement désintéressée, car la prospérité de l’Europe contribue à celle de l’Amérique. Les Américains et leur gouvernement estiment que cette prospérité et cette force ne peuvent exister que *par l’unité* européenne.

Ces déclarations venant d’un personnage aussi hautement autorisé que l’ambassadeur Caffery, sont aussi claires qu’il est possible. Tirons-en rapidement deux conclusions :

*Premièrement* : l’Amérique veut notre union, et c’est seulement si nous n’arrivions *pas* à nous unir que le plan Marshall deviendrait, contre la volonté des Américains, un danger pour notre économie ; de même que c’est seulement si l’Europe ne regagne pas son *indépendance*, en se fédérant, que le Pacte Atlantique restera l’alliance dangereuse du pot de terre et du pot de fer.

*Secondement* : c’est précisément la politique russe, la politique du Kominform, qui tend à faire de l’Europe une dépendance de l’Amérique, puisqu’elle essaye d’empêcher notre union.

La volonté américaine est claire : toute l’Amérique souhaite notre fédération. Le jour où ce désir sera aussi celui des Russes, la paix sera faite. En attendant que les Russes l’acceptent de bon cœur, sachons leur faire comprendre au moins qu’ils ne pourront pas l’empêcher.

Et cela dépend, en premier lieu, des résultats que le Mouvement européen obtiendra dans les mois qui viennent.

Nous en reparlerons lundi prochain, à propos de la Russie et [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_38.jpg/full/full/0/default.jpg) des États de l’Est.

# [ddr19490502de] Demain l’Europe ! — L’URSS et l’Europe fédérée (2 mai 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_39.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs, si tous les lundis soirs je reviens vous parler de l’Europe et des problèmes variés que pose son union, c’est parce que je suis convaincu que cette union fédérative est l’une des conditions de la paix, et sans doute sa première condition. Quand tout le monde aura compris cela, je me tairai ou bien je vous parlerai de littérature. Mais la question de la paix et de la guerre prime tout, dans le monde d’aujourd’hui. Courons donc au plus pressé, et parlons de la paix. Ou plutôt non ! ne parlons pas de la paix — assez de congrès bavardent à son sujet — mais essayons de *faire* quelque chose de précis pour l’établir. Pratiquement, je propose de faire l’Europe.

Cette attitude me paraît claire et nette. Elle inquiète, cependant, un certain nombre de personnes, dont je ne mets pas en doute l’entière bonne foi. Ces personnes ont la grande obligeance de m’apprendre qu’il existe un certain rideau de fer, que ce rideau coupe l’Europe en deux, et que, dans ces conditions, toute tentative de fédérer l’Europe est vouée, dès le départ, à l’échec. Sur quoi d’autres ajoutent, d’un ton excité, que la fédération européenne, loin d’être un élément de paix, ne serait en réalité qu’une machine de guerre, car, assurent ces personnes : « Vous êtes en train de faire l’Europe avec Churchill contre les Russes ! »

Je répondrai ce soir à ces deux objections.

Tout d’abord, est-il bien exact d’affirmer que le rideau de fer coupe notre Europe en deux, par le milieu ? Rappelons les chiffres : de notre côté du rideau, nous sommes 300 millions. Du côté Est, 105 millions seulement, même en comptant les Yougoslaves et Tito pour la bonne mesure. Les pays [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_40.jpg/full/full/0/default.jpg) de l’Est ne forment donc au plus qu’un *quart* de l’Europe. Habité en majorité par une population agraire, dont chacun sait qu’elle n’est pas la plus évoluée du continent, au point de vue politique et civique, comme au point de vue de l’industrie et de la culture. Ce qui ne signifie pas que nous devons la négliger, bien entendu, mais simplement qu’elle est très loin de représenter comme on le répète — tant par le niveau de vie que par la quantité — la moitié de l’Europe.

Ensuite, je rappellerai que ce n’est pas *nous* qui avons tiré le fameux rideau. Et ce ne sont pas non plus les peuples des pays de l’Est. Mais ce sont les chefs staliniens, partout où ils ont pu s’emparer du pouvoir. S’ils ont jugé bon d’amputer notre Europe, provisoirement, d’un quart de sa population, ce n’est pas une raison, bien au contraire, pour que nous renoncions à fédérer le reste, en attendant. Autrement, nous y passerons tous.

Il est donc vrai que la fédération de l’Europe est *en partie* une mesure de défense contre l’expansion russe, ou plus exactement contre la dictature stalinienne.

Mais là où nos critiques vont… un peu fort, c’est lorsqu’ils croient ou essayent de faire croire, que cette mesure de légitime défense cache un plan d’agression contre l’URSS. Où est la vraisemblance d’une telle accusation ? On se borne à la répéter, sans avancer l’ombre d’une preuve. Un auteur communiste m’écrivait l’autre jour qu’à son avis, toute fédération régionale — comme la fédération européenne — représente nécessairement une coalition belliqueuse et une menace pour la paix. D’ailleurs, ajoutait-il avec candeur, un peu plus loin, la seule vraie fédération qui se soit constituée de nos jours, c’est celle qui groupe toutes les Russies dans la république des Soviets.

Tout le monde verra que ce raisonnement se retourne contre les Soviets, tout le monde, sauf son auteur : car à ses yeux quand les Russes se fédèrent, c’est pour la paix ; mais si d’autres en font autant, c’est pour la guerre.

Il est donc parfaitement inutile de poursuivre cette discussion, et de perdre à ces petits jeux-là un temps que l’on peut employer pour *faire* la paix autrement qu’en paroles. Que les Russes et leurs communistes organisent des congrès de [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_41.jpg/full/full/0/default.jpg) colombes, qu’ils y réclament la paix sur tous les tons, y compris le ton des injures, nous n’y voyons aucun inconvénient. Qu’ils parlent de la paix, pourvu qu’ils nous la laissent ! L’Europe que nous voulons, libre et indépendante, ne peut faire peur qu’à ceux qui n’ont pas bonne conscience, qu’à ceux qui rêvent de nous forcer un jour à subir un régime policier dont nous n’avons ici ni l’envie ni le besoin.

Qu’ils se rassurent pourtant : l’Europe que nous faisons ne leur imposera qu’une seule chose — qu’ils la désirent ou non — et c’est la paix.

Je n’ai pas donné mes prévisions du temps depuis 15 jours, et je le regrette, car j’aurais dû faire souvenir du vieux proverbe : « En avril, n’ôte pas un fil ! » Le printemps n’a fait mine d’entrer, et le rideau de fer de se soulever à Berlin, que pour laisser passer un flot d’air froid. Durant la semaine qui vient, restons prudents. Cependant le brouillard va se dissiper enfin sur Londres : la presse du monde entier, dans quelques jours, publiera les statuts du Conseil de l’Europe et de l’Assemblée consultative. À Berne, on reste calme, mais un peu plus chaud : le Conseil suisse pour le Mouvement européen vient en effet de se constituer aujourd’hui même. Je vous en parlerai lundi prochain.

# [ddr19490509de] Demain l’Europe ! — Le Statut du Conseil de l’Europe (9 mai 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_42.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs !

Je vous parle ce soir de Paris, où j’ai participé, pendant trois jours, aux réunions du Comité exécutif de notre grand Mouvement européen. Des comités, encore des comités ! va-t-on penser. Mais dites-vous bien ceci : c’est du travail tout désintéressé, mais acharné, de ces comités-là, que vient de sortir un document majeur de notre histoire : le *Statut du Conseil de l’Europe*, enregistré à Londres le 5 mai.

Il y a ce soir un an, exactement, que siégeait à La Haye le Congrès de l’Europe. La principale résolution qui fut votée par ce congrès demandait la convocation d’un Parlement européen. En un peu moins d’un an, nous avons abouti. Le premier objectif est atteint. Et ce n’est pas sans émotion que je puis vous parler ce soir de ce premier aboutissement spectaculaire d’un long effort, poursuivi sans relâche, contre vents et marées, par des milliers de militants de *tous* les pays de l’Europe, ceux qui sont libres et ceux qui le seront un jour, — ceux qui veulent *ensemble* la paix, et qui veulent en créer la première condition : l’Europe unie.

Ce Conseil de l’Europe, dont les statuts viennent donc d’être signés à Londres par les ministres des Affaires étrangères de dix pays démocratiques, ce n’est, je le répète, qu’un premier objectif. Nous l’avons conquis de haute lutte, mais non sans pertes. Ce qui est acquis est bien acquis, ou, comme le disait la manchette d’un des grands journaux parisiens commentant cette date décisive : « *Ce qui est fait ne sera pas défait !* » Mais ce qui est fait n’est pas encore la plénitude de ce qu’il faut faire et que nous voulons. Ce Conseil de l’Europe, désormais existant, c’est presque tout et ce n’est presque rien. C’est une grande porte ouverte sur l’avenir, et maintenant, il faut franchir le pas. Que sera le Conseil, que ne sera-t-il pas ? C’est ce que je voudrais vous dire en quelques mots.

Vous savez qu’il comprend d’une part, un Conseil des ministres des Affaires étrangères, et d’autre part une Assemblée.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_43.jpg/full/full/0/default.jpg) Le Conseil des ministres doit siéger à huis clos, et il admet le droit de veto, puisque ses décisions ne seront prises qu’à l’unanimité des membres. Sur ce point, nous faisons toutes réserves, et pour le dire avec franchise, aucun progrès réel ne semble acquis. Chaque ministre, nommé par son gouvernement, défendra les droits de son État, et nous ne dépasserons pas le stade de la Ligue des Nations ou de l’ONU.

Mais il y a l’Assemblée consultative, et c’est là que le fédéralisme européen marque un point vraiment *décisif*.

Cette Assemblée siégera dans trois mois à Strasbourg. Elle sera composée de députés désignés par les parlements de douze pays, et choisis dans ces parlements, mais aussi en dehors de leur sein. Et voici le fait que je voudrais souligner avec vigueur : ces députés ne voteront *pas* au nom de leur pays ou de leur gouvernement, mais au nom de leur seule conviction personnelle de citoyens européens. Et *là*, nous dépassons enfin le stade des intérêts nationalistes.

Les débats de l’Assemblée seront publics. Les décisions de l’Assemblée, bien qu’elles n’aient qu’une valeur consultative, retentiront dans l’opinion publique de toute l’Europe, et seront largement conditionnées par elle. C’est dire que la conscience commune de tous nos peuples, leur volonté commune de paix et de liberté, pourront enfin se faire entendre au monde entier comme la voix même d’une renaissance européenne, d’une Troisième force, d’une force d’espérance. Une ère nouvelle commence ici.

Certes, nous voulons davantage ! Nous voulions une plus vaste Assemblée, comprenant 300 députés : on nous accorde avec difficulté un Parlement de 87 membres, c’est mesquin. Nous voulions que cette Assemblée puisse traiter librement de toute question intéressant les citoyens européens : on lui interdit les questions militaires, et on limite ses compétences politiques. Et nous voulions enfin, nous le voulons encore, une Assemblée constituante, or celle-ci ne sera qu’un corps consultatif.

Notre idéal est donc loin d’être atteint. Il n’y a pas encore lieu, ce soir, de faire sonner les cloches dans toute l’Europe. Mais le son frêle et pur d’une petite cloche heureuse s’est fait entendre : c’est la voix de ce que Charles Péguy nommait « la petite espérance ». Sachez l’entendre et l’accueillir en votre cœur. Elle ne cessera plus de tinter.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_44.jpg/full/full/0/default.jpg) Et c’est à vous, c’est à nous tous, à l’opinion de tous nos peuples et de chacun de nous dans nos foyers, qu’il appartiendra désormais de propager l’espoir qui vient de naître. Seule, la pression constante de l’opinion publique pourra forcer les résistances égoïstes, pourra pousser les députés européens à proclamer un jour, à la face des États : nous sommes ici de par la volonté des peuples, et nous jurons de n’en sortir qu’une fois l’Europe entièrement fédérée !

C’est pour hâter la venue nécessaire de ce nouveau Serment du Jeu de paume que le Mouvement européen va mobiliser l’opinion.

C’est donc avec une grande confiance que dans mes prévisions du temps, valables cette fois-ci jusqu’à l’été prochain, je puis vous annoncer l’élévation constante de la température européenne. Et notez-le, à Berlin, cette semaine, le rideau de fer va s’entrouvrir, laissant passer une masse d’air chaud de l’Occident vers l’Est européen. Le beau temps vient ! Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19490523de] Demain l’Europe ! — La neutralité suisse (23 mai 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_45.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Le Parlement européen a cessé d’être une utopie, je vous l’ai dit lundi dernier. Dans trois mois, à Strasbourg, une Assemblée consultative, désignée par les parlements de 12 ou 13 pays européens, sera solennellement inaugurée. Elle rappellera notre ancienne Diète fédérale. Et l’on pensera, dans le monde entier, que les nations de ce vieux continent sont en train d’imiter, avec un peu de retard, l’exemple de nos cantons suisses. Mais justement, à cette première Diète fédérale, la Suisse ne sera *pas* représentée. Voilà qui nous pose une question, une question difficile et grave.

À la demande d’un certain nombre d’auditeurs, tant en Suisse qu’en Belgique et en France, j’essaierai d’y répondre ce soir et dans mes prochaines émissions. J’essaierai de vous montrer comment l’exemple suisse — 100 ans de paix par la fédération — reste valable pour l’Europe actuelle. J’essaierai de montrer aussi comment la Suisse *devrait* et *peut* participer à l’œuvre de l’union continentale. Mais tout d’abord, ce soir, je voudrais vous parler du problème de la neutralité, puisque c’est la neutralité, précisément, qui empêche la Suisse d’être présente au premier Parlement de l’Europe.

On a peine à comprendre, à l’étranger, comment notre pays, qui est le modèle classique d’une fédération réussie, n’entre pas avec enthousiasme dans ce premier essai d’union. On sait bien que la neutralité interdit à la Suisse de conclure des alliances de caractère politique. Mais on pense que cette neutralité est quelque chose de périmé. Et l’on est bien souvent tenté de l’interpréter comme une attitude égoïste, comme un défaut d’esprit de solidarité. Après tout, la Suède et l’Irlande, qui elles aussi se sont déclarées neutres, iront cependant à Strasbourg. Pourquoi la Suisse s’obstinerait-elle à rester seule, quand il s’agit d’un effort unanime pour sauver l’Europe et la paix ?

Je répondrai par une seule phrase : la Suisse neutre et [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_46.jpg/full/full/0/default.jpg) déjà fédérée, c’est une Europe déjà sauvée et pacifiée. En revenant en arrière, et par exemple, en renonçant *aujourd’hui* à sa neutralité, la Suisse trahirait donc non seulement sa mission, mais encore l’idéal européen qu’elle doit *maintenir* et illustrer, jusqu’à ce que les autres nations l’aient réalisé toutes ensemble.

Voilà le fait qu’on oublie trop et sur lequel je voudrais insister : *la neutralité suisse n’est pas moins nécessaire à l’Europe qu’à la Suisse elle-même*. Au lendemain des guerres de Napoléon, les puissances réunies à Vienne déclarèrent que la neutralité suisse était « dans l’intérêt de l’Europe entière ». Elles *obligèrent* la Suisse à rester neutre et à défendre sa neutralité, et cela, parce qu’il était vital, pour l’équilibre européen, que la position stratégique occupée par la Suisse au cœur du continent, restât libre, et ne tombât pas aux mains de l’une ou l’autre des grandes nations voisines.

Il est clair que la Suisse n’aurait pas pu défendre et garder libres les cols des Alpes, si elle avait cessé d’être neutre. Car la Suisse est formée par 25 républiques, elle parle quatre langues, et pratique deux religions. Si elle avait pris parti pour l’un ou l’autre camp, au cours des guerres européennes, elle se serait fatalement disloquée.

Par trois fois, en moins de cent ans, la guerre a éclaté entre Allemands et Français. Or la Suisse représente en petit une Allemagne et une France déjà réconciliées. Son rôle est de maintenir à n’importe quel prix cet exemple vivant, cette preuve irréfutable que des Germains et des Latins peuvent vivre et travailler en bonne intelligence.

Ceci dit, on pourrait m’objecter que la situation de l’Europe a bien changé. Le danger immédiat n’est plus pour nous, dans une quatrième guerre franco-allemande. Le danger immédiat, c’est le conflit entre les Russes et les Américains. Peut-on soutenir que ce conflit ne concerne pas aussi la Suisse ? [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_47.jpg/full/full/0/default.jpg) Chacun sait que la guerre entre les deux empires se livrerait sur notre continent, et cette fois-ci, la Suisse ne serait pas épargnée.

À cela, je répondrai qu’il n’y a qu’un seul moyen de prévenir la guerre des deux Grands : c’est de faire de l’Europe une Troisième force, décidée à s’interposer. Or, cette Europe, si elle s’unit vraiment, c’est-à-dire si elle arrive *assez vite* à constituer une vraie *fédération*, cette Europe, à son tour, devra se déclarer *neutre*.

Elle aura, pour cela, les mêmes raisons que la Suisse. Unie dans l’infinie diversité de ses peuples et de ses tendances, politiques et idéologiques, elle ne pourra préserver son union qu’à condition de refuser toute prise de parti belliqueuse. Car autrement, il est fatal que se déchaîne une guerre civile européenne, qui marquerait la fin de nos libertés et de notre civilisation.

Le rôle de la Suisse, désormais, paraît clair. Solidement fédérée, neutre depuis un siècle, elle est au but, elle marque le but vers lequel tendent de plus en plus tous les peuples européens. Elle prouve, par sa seule existence, la possibilité et les bienfaits de l’union fédérale dans la diversité. En persistant dans sa neutralité, en travaillant très activement pour en étendre le principe, elle lutte pour préserver au cœur du continent une image de l’avenir européen. Quand toute l’Europe se sera fédérée, quand elle sera neutre à son tour, alors la Suisse pourra rejoindre cette union sans trahir sa mission séculaire. Sa vocation européenne sera remplie. Et ce jour-là, mais pas avant, nous pourrons annoncer qu’à Berne il y aura des précipitations !

# [ddr19490530de] Demain l’Europe ! — Suisse 1848-Europe 1949 (30 mai 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_48.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

En vous parlant lundi dernier de la neutralité de notre pays dans le cadre d’une future neutralité occidentale, j’ai abordé le sujet délicat, et qui deviendra de plus en plus brûlant, des rapports de la Suisse avec l’union européenne en formation. Aujourd’hui, je voudrais souligner la valeur de *l’exemple* suisse pour les fédérateurs du continent.

Personne au monde ne songe à nier la réussite, sur tous les plans, de notre système fédéral et de nos méthodes. Cent ans de paix intérieure, politique et sociale, et l’état de prospérité de plus en plus démocratique que l’étranger admire chez nous, voilà deux résultats qui nous dispensent de toute autre démonstration. La preuve est faite, en Suisse, que le fédéralisme est le seul système efficace et véritablement pratique au xxe siècle. Mais on va bien m’objecter, je le sais bien, qu’il a fallu des siècles aux Suisses pour en arriver là. La fédération suisse, dit-on, a pris plus de 500 ans pour se constituer.

Si l’on veut en déduire qu’il faudrait à l’Europe autant de siècles pour se fédérer, je pense qu’on a doublement tort. Premièrement, parce que l’Europe *doit* se fédérer dans les deux ans qui viennent, si elle veut éviter la guerre et garder son indépendance. Secondement, parce que les cantons suisses, à la veille de leur fédération, c’est-à-dire il y a 101 ans, *n’étaient pas beaucoup plus avancés dans la voie de l’union réelle, que ne le sont les 24 États qui composent l’Europe d’aujourd’hui*.

Et pourtant, nos 22 cantons se fédérèrent *en moins d’un an*, comme vous le savez. La comparaison est frappante, entre cette Suisse [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_49.jpg/full/full/0/default.jpg) d’il y a cent ans et notre Europe en crise, et qui cherche à s’unir.

Certes, les cantons suisses vivaient depuis longtemps dans une communauté de fait : c’est aussi le cas de nos diverses nations. Ils avaient noué des alliances, qui pourtant n’avaient pas empêché qu’ils ne se battent entre eux pendant des siècles. Les villes s’étaient liguées maintes fois contre les cantons campagnards. Protestants et catholiques s’étaient affrontés dans 5 guerres au moins, et la dernière d’entre elles, la guerre du Sonderbund, venait à peine de se terminer. Et pourtant, ces villes et ces campagnes, ces protestants et ces catholiques se sont unis, en quelques mois, et sont restés unis depuis cent ans. Les différences entre nos cantons étaient certainement aussi grandes, à l’époque, que ne sont aujourd’hui les différences entre les États de l’Europe. Les uns parlaient l’allemand, les autres le français, d’autres encore l’italien ou le romanche. Entre un paysan du canton de Zoug et un citadin de Genève, entre un patricien catholique de Lucerne ou de Fribourg et un horloger socialiste des montagnes neuchâteloises, il y avait certainement — et il subsiste encore — au moins autant de différences qu’entre un pêcheur danois, un paysan italien, un mineur belge, et un bourgeois de Londres ou de Paris.

Et pourtant, tous ces hommes se sont unis, et sont restés unis depuis cent ans.

Le sentiment d’une commune patrie suisse n’était, en fait, pas beaucoup plus vivant au début du xixe siècle, que ne l’est aujourd’hui le sentiment d’une commune patrie européenne. Chacun de nos cantons s’attachait jalousement à sa sacro-sainte souveraineté. La preuve que le sentiment d’une patrie suisse n’existait guère, c’est qu’il fallut l’action persévérante d’un certain nombre de sociétés privées pour le faire naître, pour le propager et l’illustrer aux yeux des masses. La société helvétique, les tirs fédéraux, les associations d’étudiants comme celle de Zofingue jouèrent alors un rôle comparable à celui de nos divers mouvements fédéralistes européens.

Je mets en fait que les Genevois, les Zurichois, les Tessinois, aux débuts du siècle dernier, ne se sentaient pas plus *Suisses* que les Français, les Suédois et les Anglais, aujourd’hui, ne se sentent *Européens*.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_50.jpg/full/full/0/default.jpg) Et pourtant, tous ces hommes se sont unis, en quelques mois, et sont restés unis depuis cent ans.

Que manquait-il à nos cantons en 1847, et que manque-t-il à nos nations, aujourd’hui, pour constituer une vraie fédération ?

Il manquait et il manque deux choses : des institutions politiques communes, et l’unité économique. Je parlerai dans ma prochaine chronique des problèmes de l’économie. Ce soir, je ne m’attacherai qu’aux ressemblances politiques, entre la Suisse d’il y a cent ans, et notre Europe.

En 1847, nos cantons n’étaient pas liés par une constitution et par des lois communes. Comme les États de l’Europe actuelle, ils se croyaient absolument souverains, et semblaient décidés à le rester. Une seule institution les reliait : c’était la Diète fédérale. Cette Diète était formée de délégués des gouvernements cantonaux. C’était une sorte de société des cantons, analogue à la Société des Nations, ou à l’ONU. Comme la SDN et comme l’ONU, elle ne représentait que les intérêts égoïstes des *États*, au lieu de représenter la volonté d’union des *peuples*. Et c’est parce que la Diète des cantons souverains s’était révélée *impuissante* à défendre la paix du pays, que les Suisses décidèrent il y a cent ans de créer un pouvoir central, un Conseil fédéral, et un vrai parlement.

L’expérience de leur dernière guerre civile leur suffisait : en *quelques mois*, ils rédigèrent une constitution fédérale, le peuple des cantons l’accepta par un vote, et la Suisse moderne naquit.

Comme vous le voyez, les circonstances de la Suisse jusqu’en 1847 se trouvaient correspondre, point par point, aux circonstances de l’Europe d’aujourd’hui.

Pourtant, un an plus tard, la Suisse était unie.

Qu’on se le dise, à Strasbourg, au mois d’août, lorsque s’ouvrira la session de la première Diète de l’Europe ! Qu’on ait le courage d’aller très vite, comme les Suisses surent aller très vite il y a cent ans et pour une fois au moins dans leur histoire. Le grand danger, la suprême imprudence, ce serait aujourd’hui l’excès de prudence. Fédérons-nous d’abord, et rapidement !

Ensuite, une fois la paix conquise, il sera temps d’imiter Berne, et sa méfiance des précipitations.

Au revoir, à lundi en quinze.

# [ddr19490613de] Demain l’Europe ! — Suisse 1848-Europe 1949 (II) (13 juin 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_51.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Dans ma dernière chronique, j’ai comparé l’Europe de notre temps, divisée en 24 nations, avec la Suisse d’il y a 100 ans, divisée en 22 petits États souverains. Du point de vue politique, la ressemblance était frappante : même absence d’unité d’action dans les deux cas, même impuissance vis-à-vis des grands voisins, même attachement stupide et obstiné à des souverainetés absolues que nos cantons ne pouvaient plus défendre, et qu’aucun de nos pays européens ne pourrait aujourd’hui défendre sérieusement. Et cette comparaison paraissait rassurante, puisque nous avons vu que nos 22 cantons, tout aussi divisés à l’époque que ne le sont aujourd’hui nos 24 nations, se sont tout de même fédérés solidement en quelques mois. Si nous comparons maintenant l’état *économique* de nos cantons avant qu’ils se soient fédérés et l’état de notre Europe divisée, nous allons constater des ressemblances peut-être encore plus étonnantes. Quels sont les maux dont souffre de nos jours l’économie européenne ? Vous les connaissez tous, ils sont bien évidents.

Nous avons en Europe 24 monnaies différentes, de valeurs inégales et constamment variables, qui transforment les opérations commerciales en casse-tête d’arithmétique, où seuls les virtuoses du marché noir arrivent à se retrouver. Les barrières douanières se multiplient et s’élèvent sans cesse, à tel point que la traversée de l’Europe devient une épuisante course d’obstacles. Nos marchés nationaux, de plus en plus fermés, sont tous trop petits pour les industries modernisées, qui étouffent et se voient obligées de freiner secrètement la production.

Il en résulte que le prix de la vie ne cesse d’augmenter, et que le chômage devient une maladie chronique.

Eh bien, nos cantons suisses, il y a 110 ou 120 ans, connaissaient tous ces maux, les mêmes, exactement. Il y avait alors en Suisse une douzaine de monnaies différentes. Il y avait des douanes intérieures, auxquelles on se heurtait tous les 30 kilomètres. On comptait, en 1847, plus de 400 taxes sur le trafic des marchandises à *l’intérieur* du pays ! On devait payer des droits de péage à l’entrée des cantons, et même parfois des communes. Le canton du Tessin, par exemple, prélevait treize taxes différentes sur la route du Gothard, avec obligation de décharger chaque fois la marchandise pour la peser. L’essor de l’industrie naissante et du commerce se voyait freiné, brimé, et presque paralysé, par toutes ces barrières de tarifs. Le chômage augmentait chaque année. Un canton regorgeait de blé, tandis que d’autres souffraient de la famine.

Voici encore une comparaison très précise entre l’état de la Suisse avant 1848 et l’état de l’Europe d’aujourd’hui. Un commerçant de Saint-Gall qui voulait vendre ses produits à Genève devait payer tant [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_52.jpg/full/full/0/default.jpg) de droits pour passer à travers une demi-douzaine de cantons, qu’il préférait les éviter en faisant un grand détour par l’Allemagne et la France. Il n’en va pas autrement de nos jours, pour le trafic européen.

En effet, on a calculé qu’un commerçant de Stockholm ou d’Oslo qui veut vendre ses produits à Madrid ou à Athènes aurait intérêt à les faire passer par l’Amérique afin d’éviter une douzaine de barrages douaniers longs et coûteux, en traversant l’Europe. Tout le monde voyait très bien, il y a cent ans, que ces absurdités dépassaient toute mesure, et tout le monde le voit de nos jours. Cependant, les États s’obstinaient, et certains intérêts mal compris s’opposaient en ce temps comme aujourd’hui, aux réformes les plus urgentes. Ceux qui voulaient supprimer les péages à l’intérieur de la Suisse se faisaient traiter de doux rêveurs ou d’ignorants, comme ceux qui demandent la suppression des douanes à l’intérieur de notre Europe.

On leur disait : vous allez provoquer des catastrophes ! vous brûlez les étapes ! et si vous supprimez d’un coup les douanes et les péages, voici la liste des industries locales qui, du jour au lendemain, seront ruinées !

Or, que s’est-il passé ?

En moins d’un an, les cantons suisses se sont unis, douanes et péages ont disparu, et pas une seule des catastrophes prévues, et dûment calculées, ne s’est produite. Au contraire, l’essor immédiat de l’industrie et du commerce nous a valu cent ans de prospérité. Tirons maintenant la leçon de cette comparaison.

La Suisse, en 1847, n’était pas plus avancée que l’Europe en 1949. C’était le même chaos économique, produit par les mêmes divisions. On répétait tous les mêmes arguments contre la suppression des frontières et des douanes. On répétait : surtout pas de précipitation !

Et pourtant, la fédération définitive de nos cantons s’est faite en quelques mois, avec un plein succès. Personne ne peut le nier, c’est un fait historique.

Les Suisses ont donc le devoir de dire à toute l’Europe : voici notre expérience, imitez-la !

Et nous tous, les Européens de tout pays, il est temps que nous disions à nos gouvernements : assez d’absurdités, assez de petits calculs, renvoyez vos experts planter des choux, si vous voulez faire des économies ! Ouvrez largement vos frontières et jetez-vous dans la prospérité ! Demain, l’Europe peut être belle ! Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19490620de] Demain l’Europe ! — La Suisse et l’Europe (IV) (20 juin 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_53.jpg/full/full/0/default.jpg) Mes trois dernières chroniques ont été consacrées à la position de la Suisse par rapport aux projets d’union européenne. J’ai parlé de la neutralité, que nous devons conserver dans l’intérêt de l’Europe. Et j’ai montré comment notre expérience fédéraliste peut servir de modèle pour l’Europe de demain, tant au point de vue de l’économie qu’à celui des institutions politiques.

Ces trois chroniques ont provoqué d’intéressantes réactions, dans la presse en particulier. Je voudrais parler tout d’abord de deux critiques qui ont été formulées.

On m’a dit : vous semblez oublier que la Suisse ne s’est pas faite en un jour, et qu’il nous a fallu près de cinq siècles pour aboutir à une fédération définitive.

On m’a dit aussi : comment pouvez-vous comparer notre toute petite Suisse avec l’Europe entière ? Ce qui valait pour un petit pays, il y a cent ans, ne vaut plus pour un continent tout entier, au xxe siècle.

Ces deux arguments semblent avoir en leur faveur le gros bon sens, et même une espèce d’évidence. Et cependant, si l’on y regarde de plus près, on s’aperçoit que les réalités historiques sont bien différentes,

La Suisse, dit-on, ne s’est pas faite en un jour. Non, mais elle s’est faite en moins d’un an, entre le mois de février et le mois de septembre 1848, — le temps qu’il a fallu pour décider la révision du Pacte de 1815, pour écrire la Constitution fédérale, et pour la faire voter.

Bien sûr, ces événements rapides couronnaient une très longue évolution, et mettaient fin à une crise violente, la guerre civile du Sonderbund. Mais il en va de même aujourd’hui pour l’Europe. Nos différentes nations vivent côte à côte depuis des siècles ; elles ont noué entre elles autant d’alliances qu’il y en avait jadis entre les cantons suisses. Elles sortent, elles aussi, d’une guerre civile européenne. Elles se voient, elles aussi, *contraintes* de se fédérer très rapidement, pour sauver leur indépendance économique et politique. Au terme de plusieurs siècles de vains efforts, de tentatives manquées, d’erreurs sanglantes, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_54.jpg/full/full/0/default.jpg) nos 24 nations européennes sont aujourd’hui dans la même situation que nos 22 cantons il y a cent ans. Et l’échéance du plan Marshall définit le délai qui leur est imparti pour aboutir enfin à leur fédération : deux ans et demi.

En second lieu, lorsqu’on me répète que la Suisse est trop petite pour être comparée à l’ensemble du continent, je réponds qu’en réalité, et pratiquement, la Suisse, il y a cent ans, était un peu plus grande que l’Europe d’aujourd’hui. Et je le prouve.

Pour arriver dans la ville où siégeait la Diète fédérale, un député du Tessin ou des Grisons mettait deux ou trois jours de voyage. Pour arriver au Parlement de Strasbourg, cet été, un député grec ou suédois mettra moins d’un jour.

La rapidité des communications et des transports a rétréci l’Europe actuelle aux dimensions de la Suisse ancienne, et pratiquement, c’est cela qui compte.

Il faut se rappeler aussi que dans le monde du xxe siècle, de grands empires se constituent à l’Est et à l’Ouest de l’Europe, tout comme il y a cent ans de grandes nations se constituaient au Nord et au Sud de la Suisse. Une certaine unité, de type fédératif, est donc, aujourd’hui comme alors, et pour les mêmes raisons, le seul moyen de rester indépendants.

Il est temps que je résume les conclusions auxquelles m’amène cet examen rapide des positions de la Suisse vis-à-vis de l’Europe.

Premièrement, nous devons rester neutres. Et cela, non seulement parce que les traités et la constitution nous y obligent, mais aussi parce que la neutralité est le but vers lequel doit tendre une fédération de l’Europe. Nous sommes déjà au but, pour notre part. Restons-y, l’arme au pied, en attendant que les autres nous rejoignent.

Secondement, nous avons le devoir de faire valoir notre expérience fédéraliste sur le plan élargi de l’Europe. Il s’agit donc pour nous d’être présents dans les conseils européens, et même d’y être plus actifs que nos voisins. Et ceci dans notre intérêt comme dans le leur. Car si nous n’aidons pas à faire l’Europe, elle se fera quand même, elle se fera sans nous, et nous n’aurons pas le droit de nous plaindre si nous trouvons qu’elle est mal faite.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_55.jpg/full/full/0/default.jpg) Troisièmement, il nous faut nous préparer nous-mêmes aux sacrifices nécessaires pour entrer dans l’union européenne. Tout dépendra, demain, de notre opinion publique. Notre gouvernement ne fera rien sans elle. Mais il ne refusera pas ce qu’elle demande, si elle demande avec ensemble que la Suisse, tout en restant neutre, prenne sa part dans l’œuvre commune.

Le Conseil suisse pour le Mouvement européen s’est constitué, et s’est mis au travail. Les présidents de nos 4 grands partis font partie de son comité. C’est dire qu’il représente l’opinion suisse dans son ensemble. Sa première tâche est de réveiller cette opinion, et c’est aussi la tâche que je me suis donnée en venant vous parler chaque lundi. Déjà, je puis me réjouir de certains résultats. Beaucoup de mes auditeurs m’ont fait savoir qu’ils s’inscrivaient aux groupes fédéralistes de leur ville. Et la presse également nous appuie. Merci tout particulièrement aux journaux religieux, catholiques et protestants, qui, à propos de mes chroniques, ont demandé que les fidèles des deux Églises prient pour l’union européenne. Car si l’Europe ne se formait que dans le cerveau de quelques politiciens, elle ne serait qu’un chiffon de papier. Il faut qu’elle naisse et qu’elle se forme dans les cœurs, aux vraies sources de l’espérance.

# [ddr19490627de] Demain l’Europe ! — Le Centre européen de la culture (27 juin 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_56.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

À propos de la Suisse et de l’Europe, je vous dirai ce soir un dernier mot, qui n’est pas le moins important.

Dans mes dernières chroniques, j’ai tâché de vous montrer pourquoi la Suisse, fédération neutre et armée, doit se tenir sur une certaine réserve, provisoire, pendant que les autres peuples de l’Europe commencent ce qu’on pourrait appeler leur éducation fédérale. Mais je n’ai pas manqué d’insister sur la présence nécessaire de la Suisse dans l’œuvre de l’union européenne, partout où nous le pouvons sans cesser d’être neutres.

Or il est un domaine où nous devons *profiter* de la neutralité pour agir sans réserve, et pour nous rattraper, si je puis dire : ce domaine est celui de la culture et de la formation de l’opinion.

Sous les auspices du Mouvement européen, un appel vient d’être lancé pour que les Suisses prennent la part principale, financière autant que morale, dans la création, sur leur sol, d’un Centre européen de la culture.

Certains d’entre vous se demanderont ce que la culture vient faire ici, ce qu’elle peut faire pour l’union de l’Europe, qui paraît être une question politique ou économique avant tout. La réponse est bien simple : en vérité, *c’est la culture qui a fait l’Europe*, au temps de sa puissance, et c’est donc la culture qui doit montrer la voie d’une Europe rénovée par son union.

Si l’on y réfléchit quelques instants, on s’aperçoit que les grandeurs européennes viennent de *l’esprit*, et non pas de la nature, ni du nombre. Comment expliquer autrement que ce petit continent, qui n’est en réalité qu’une péninsule déchiquetée de l’Asie, ait pu régner sur toute la terre, pendant des siècles ?

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_57.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce n’était pas à cause de sa grandeur physique : car l’Europe représente à peu près 4 % de la surface du globe. Ce n’était pas à cause de sa population : moins d’un sixième de celle de la Planète. Non, l’Europe a régné par sa culture, qui, pour le bien comme pour le mal, a créé ses richesses et sa science de la matière et de la vie ; ses machines, ses cités, et ses livres ; ses procédés de construction ou de transport, que tous imitent ; et enfin ses doctrines politiques et religieuses dont le monde entier s’est inspiré. Si l’Europe a régné sur la terre, c’est donc bien grâce à sa culture, source de sa puissance matérielle et morale.

Aujourd’hui, la puissance a changé de camp. Elle est américaine ou russe. Naguère encore maîtresse de la Planète, l’Europe se voit réduite à se défendre pour assurer sa survivance économique et son indépendance politique.

Cette Europe sur la défensive, comment allons-nous la sauver ? Là-dessus, tout le monde est en train de s’accorder : il nous faut unir nos faiblesses, fédérer nos nations encore libres, et créer des pouvoirs européens, capables de traiter sur pied d’égalité avec les empires neufs de l’Est et de l’Orient. Tels sont les buts que poursuivent sans relâche les pionniers du Mouvement européen. Nous verrons, au mois d’août, le premier résultat de leur effort, lorsque s’ouvrira, à Strasbourg, le Parlement consultatif de 13 nations.

Mais toutes les constructions politiques et sociales, économiques et juridiques, dont chacun reconnaît l’urgence, resteront sans force et sans vie si elles ne sont pas soutenues par un élan profond, par un espoir nouveau de tous nos peuples.

Cet élan de l’opinion, et cet espoir des masses, ce n’est pas une propagande artificielle qui les créera, mais au contraire une véritable *éducation* du sentiment de notre communauté. Il existe, ce sentiment, et peut-être plus qu’on ne le croit. Mais il faut le nourrir et l’informer, lui donner une voix, et des moyens d’action.

Telle est la tâche vitale que voudrait assurer le *Centre européen de la culture*, dont je vous ai dit qu’il doit avoir son siège en Suisse.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_58.jpg/full/full/0/default.jpg) Je le sais bien, ce mot de *culture* peut sembler vague ou légèrement suspect à bien des gens. Il peut faire croire aussi à de la théorie pure, à des activités académiques et distinguées, pour spécialistes un peu distraits. Ce n’est pas cela que veut faire le Centre européen.

Notre but est de coordonner les forces intellectuelles dispersées en Europe, et de leur offrir une possibilité pratique de s’engager dans notre action commune. Notre but est de faire voir aux écrivains, artistes, savants, professeurs, hommes d’Églises, que la culture doit et peut faire sa part — une très grande part ! — pour aider les peuples à s’unir.

Et maintenant, voici le point que je voudrais bien marquer ce soir. Le fait que la Suisse soit prévue comme siège du Centre européen de la culture, cela ne relève ni du hasard, ni de considérations touristiques.

Tant à Berne qu’au comité de notre Mouvement européen, on a reconnu que le domaine culturel était celui où nous pouvons, nous Suisses, sans renoncer à la neutralité, jouer le rôle qu’on attend de nous dans l’œuvre collective de la fédération.

Rôle capital ! Car à mesure que se réalisent les objectifs *politiques* du Mouvement — le Conseil de l’Europe étant acquis —, à mesure que la fédération du continent se dessine et prend *corps*, la nécessité de lui donner une *âme* passe au premier plan. Et c’est bien cela, c’est bien l’âme du Mouvement que doit devenir le Centre européen de la culture.

Souhaitons que les Suisses comprennent toute la grandeur d’une pareille tâche, et qu’elle leur offre une chance autant qu’une charge, — une chance de se montrer fidèles à leur mission en accueillant, soutenant et animant le foyer même d’une action historique, dont on a pu dire que le but était l’Europe helvétisée !

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19490704de] Demain l’Europe ! — Faisons le point (4 juillet 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_59.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Radio-Genève va prendre ses vacances, et il faudra que j’en fasse autant, un peu plus tard. Cette chronique sera donc la dernière de la saison, avant que je ne la reprenne, peut-être, au mois de septembre.

Ce soir, je voudrais faire le point, vous dire en quelques mots où nous en sommes dans la lutte pour unir l’Europe, pour la sauver pendant qu’on le peut encore.

Au mois de mai de l’année dernière, rien n’était fait. Un seul homme travaillait sérieusement à réveiller le besoin d’unité dans nos pays occidentaux, et c’était M. Vychinski.

Il venait de réussir le coup d’État de Prague, et de provoquer dans toute l’Europe une vague d’indignation et de peur salutaire. Vraiment, nous devons beaucoup à M. Vychinski : sans lui, notre congrès de La Haye n’aurait jamais si bien marché. Mais quels que soient les talents de ce ministre, on ne pouvait pas s’en remettre à lui seul du soin de persuader l’Europe entière qu’elle devait s’unir, ou périr. Le congrès de La Haye demanda donc qu’une Assemblée européenne fût convoquée, comme première condition de l’union. Bien peu croyaient la chose possible, à cette époque. On constatait seulement qu’elle était nécessaire. Et voici qu’elle se réalise : dans un mois, le 8 août, à Strasbourg, l’Assemblée de l’Europe s’ouvrira, réunissant une douzaine de pays, appelant à elle tous ceux qui croient encore aux droits de l’homme plutôt qu’à la terreur, à la libre circulation plutôt qu’aux camps de concentration.

Cette Assemblée consultative de l’Europe, je vous l’ai dit lorsqu’elle fut décidée, ce n’est presque rien, mais en même temps c’est presque tout. Ce ne sera rien, si l’opinion publique n’est pas alertée derrière elle, et ne la force pas à s’imposer, à bousculer les égoïsmes nationaux. Ce sera beaucoup, ce sera le début d’une ère nouvelle pour toute l’Europe, si elle a le courage de se proclamer Constituante, et de rédiger un pacte fédéral, que tous nos peuples, ensuite, auront à ratifier.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_60.jpg/full/full/0/default.jpg) Tout dépend donc, maintenant, de l’opinion publique. Et c’est elle que le Mouvement européen va s’efforcer de mobiliser. Car c’est un fait que la grande masse, le grand public européen, ne s’est pas encore rendu compte de l’importance de l’Assemblée. Souhaitons qu’il se réveille avant qu’il soit trop tard ! L’Europe n’a plus que *deux ans* pour s’unir : et ce délai n’est pas une hypothèse, il est fixé, inexorablement, par la durée du plan Marshall. Quand l’Amérique aura cessé de nous aider, si nous ne sommes pas unis à ce moment-là, ce sera la ruine certaine, — et notre ruine, ce serait la porte ouverte à la ruée des Cosaques de Staline[[9]](#footnote-9). Que pouvons-nous faire en deux ans ?

Passons rapidement en revue l’état de nos forces fédéralistes dans les nations de l’Europe libre. Nous y trouvons d’une part, une pléiade de grands noms, et d’autre part, des noyaux de militants, sans cesse croissants.

Prenons l’exemple de la France, qui se trouve être une fois de plus, à la tête du mouvement novateur. L’appui de M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, s’est montré décisif lors des négociations de l’Assemblée. Et dans nos comités européens, nous avons avec nous les grands aînés, Herriot, Reynaud, Ramadier, Léon Blum. Nous avons Léon Jouhaux, le chef syndicaliste, Georges Villiers, le chef du patronat. Et nous avons surtout le groupe des jeunes ministres sortis de la Résistance à la Libération : André Philip, Teitgen, Henri Frenay. Derrière eux — ou plutôt devant eux, bien souvent — marchent les groupes de militants : fédéralistes, syndicalistes et catholiques. Et nous avons enfin, au Parlement français, un groupe fédéraliste qui compte déjà plus de 150 députés. Parmi eux seront choisis les représentants français à l’Assemblée consultative de Strasbourg.

Dans les autres pays, nous trouvons également à nos côtés, et mêlés dans nos rangs, des hommes politiques chevronnés : Churchill et Macmillan, en Grande-Bretagne ; Sforza, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_61.jpg/full/full/0/default.jpg) de Gasperi et Saragat en Italie ; Spaak et van Zeeland en Belgique. Mais surtout, nous trouvons des milliers de jeunes hommes qui furent au 1er rang de la Résistance, tels que ce jeune chef italien qui a fait 16 ans de prison et de camps sous le fascisme, ou ce jeune chef du mouvement en Allemagne, Eugène Kogon, qui a passé près de 8 ans à Buchenwald. Ce sont des hommes qui ont le droit de parler, maintenant ! Ils ont payé le droit de revendiquer une Europe libre, unie, libérée des cauchemars qui tourmentaient leurs nuits derrière les barbelés.

Voici nos chefs, voici nos troupes, et vous le voyez, ce ne sont pas de piteux idéalistes, de doux rêveurs ! Avec des hommes de cette trempe-là, nous pouvons, nous devons réussir à faire l’Europe dans le délai de grâce qui nous est accordé par le destin, — et par la générosité de l’Amérique. Mais nous n’avons pas beaucoup de mois à perdre. La victoire, c’est-à-dire la paix, dépend maintenant de la manière dont seront conduits les débats de Strasbourg. Suivez-les, dès le mois prochain, à la radio et dans la presse. Demandez, exigez qu’on vous en parle, et parlez-en autour de vous. L’Assemblée de Strasbourg ne fera l’Europe que si elle peut délibérer en votre nom, au nom des masses européennes. Alors, mais alors seulement, les États seront forcés de la suivre. Je vous l’ai dit souvent, je vous le répète ce soir une dernière fois, en guise d’au revoir : nous voulons bien sauver l’Europe pour vous, mais pas sans vous ! Adhérez à nos groupes fédéralistes, réveillez ceux qui dorment, le temps presse ! Appuyez-nous par vos espoirs, par vos dons et par vos prières. Car c’est de votre paix, à vous personnellement, de votre liberté, et de celle de vos enfants, que je vous ai parlé, depuis des mois, en vous appelant à dire et à vouloir : « Demain l’Europe ! »

Au revoir, à l’automne prochain !

# [ddr19490919de] Demain l’Europe ! — Un bel été (19 septembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_62.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Nous vous retrouvons ce soir après deux mois d’interruption de cette chronique. L’été touche à sa fin. Ce fut un bel été, comme j’avais cru pouvoir vous l’annoncer dans mes dernières prévisions du temps, — l’un des plus beaux étés de notre siècle, et peut-être le plus décisif, puisqu’il a vu naître, à Strasbourg, la première tentative d’union du continent. Voici l’automne déjà, voici le temps venu de faire le point avant de repartir, et tout naturellement, je me suis interrogé sur la nécessité ou l’opportunité de reprendre ces brèves causeries. On comprendra qu’il est bien difficile pour leur auteur d’en mesurer l’utilité. Je parle seul devant ce micro, et je ne puis que vous imaginer. Les uns sont à la table de famille, on crie à l’un des gosses : « va mettre la radio » pour avoir l’heure exacte ou les nouvelles… D’autres sont seuls, et la journée finie, ne sachant trop quoi faire, ils tournent un bouton, et ils entendent une voix qui leur dit : « Faire l’Europe ». Ils pensaient à tout autre chose, à leur métier, à leurs amours, à leur santé, ou seulement à leur solitude. Je m’excuse auprès d’eux : je tombe peut-être mal. Sait-on jamais ? Un chroniqueur à la radio ne sait jamais. Vous êtes peut-être 2 ou 3, ou peut-être quelques milliers… Dans le doute, j’ai choisi de ne pas m’abstenir, de continuer. Car la vie continue, et l’histoire continue autour de nous, une histoire qu’il nous faut essayer de comprendre, puisqu’elle se fait avec nos vies, et quelquefois à leurs dépens, mais que chacun de nous, aussi, est capable d’influencer, puisqu’elle dépend de plus en plus de l’opinion, et que l’opinion, c’est vous, et vous, et vous encore, et que nous en sommes tous responsables.

Il s’est passé, durant ce bel été, un événement considérable, que les foules ont à peine remarqué. Si je n’avais rien d’autre à faire dans ces chroniques que d’attirer votre attention sur cet événement capital, il vaudrait la peine de parler.

Les historiens futurs s’étonneront certainement de l’indifférence relative avec laquelle fut accueilli le premier Parlement de l’Europe. Cette date, que tous nos petits-enfants apprendront à l’école primaire, aura passé quasi inaperçue pour la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_63.jpg/full/full/0/default.jpg) majorité de nos contemporains. C’est qu’il n’est pas facile de se rendre compte de l’importance de ce qu’on voit de près. Au soir de la bataille de Valmy, où l’armée improvisée des sans-culottes venait de battre l’armée de métier des Prussiens et des Autrichiens, Goethe notait dans son journal : « De ce lieu, de ce jour, sera datée une ère nouvelle… ». Mais, ce soir-là, il était le seul à s’en douter.

Cette histoire n’est pas bien nouvelle. Il y a près de 2000 ans qu’on la connaît. La mort d’un juif obscur, crucifié près de Jérusalem, a fait moins de bruit, en son temps, que la visite de Bartali, coureur cycliste, au Vatican. Il serait donc naïf de s’étonner que le Tour de France, suivi du Tour de Suisse, aient damé le pion de l’« actualité » à la première Assemblée de l’Europe, qui s’ouvrit à Strasbourg, le 10 août — en pleines vacances de l’opinion publique.

Pourtant, les journalistes étaient présents. On dit même qu’ils furent plus de 500. Et bien d’autres ont jugé Strasbourg, dans les éditoriaux du monde entier, d’autant plus librement qu’ils n’y étaient pas allés. L’événement s’est donc vu noyé sous un déluge de clichés étonnamment contradictoires. J’en ai fait toute une collection, dont voici quelques échantillons. À propos de Strasbourg, nos journaux ont parlé tantôt « d’assembleurs de nuées » et tantôt de « mesures terre-à-terre » ; tantôt de « festival oratoire » et tantôt de « ternes discussions techniques » ; de « généreux idéalistes » ou au contraire de « politiciens combinards » ; « d’utopies gratuites » ou de « manœuvres partisanes » ; de « précipitation dangereuse » ou de « lenteurs exaspérantes », — ou les deux à la fois souvent dans le même article. L’Assemblée s’est-elle montrée trop timide ou trop téméraire ? L’expérience est-elle prématurée ou trop tardive ? C’est ce que personne ne pourra déduire des centaines, des milliers d’articles qui ont paru à propos de Strasbourg, dans le monde entier. Une seule conclusion générale se dégage de ce flot d’imprimés : tous les journaux semblent d’accord pour affirmer que l’opinion est demeurée indifférente. Mais ceci est assez étrange. Car, les journaux le savent très bien : ce sont eux qui font l’opinion ; si l’opinion n’a pas bougé, c’est parce qu’ils avaient décidé que l’opinion ne bougerait guère. Et s’il leur faut tant de mots pour expliquer que le sujet n’intéresse pas beaucoup, méfions-nous, et cherchons ailleurs les éléments d’un jugement objectif.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_64.jpg/full/full/0/default.jpg) Que s’est-il passé à Strasbourg ? Il s’est passé quelque chose de très neuf, quelque chose qu’on n’avait pas vu depuis plus de 2000 ans que dure l’Europe, et c’est pourquoi la presse hésite à l’enregistrer, et ne trouve pas de phrases toutes faites pour le décrire. On dirait qu’elle n’ose pas y croire…

Pour moi qui ai vu Strasbourg de près, qui me suis trouvé mêlé à sa préparation, qui en connais le détail et l’atmosphère, j’essaierai dans mes prochaines chroniques, de vous dire ce que fut l’événement, ce qu’il prépare pour notre avenir à tous.

Si l’un ou l’autre d’entre vous désire me poser des questions, qu’il n’hésite pas à le faire par écrit, je répondrai. Et c’est dans cet espoir d’établir un *dialogue* avec ceux d’entre vous qui sentent le besoin d’agir, que je vous dis, chers auditeurs, au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19490926de] Demain l’Europe ! — La dévaluation et la bombe soviétique (26 septembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_68.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Merci, tout d’abord, pour les chaleureux encouragements que plusieurs d’entre vous m’ont envoyé soit individuellement, soit en famille, à l’occasion de la reprise de cette chronique.

Ces messages témoignent de l’intérêt croissant qu’éveille l’effort pour l’union de nos peuples, tant en Suisse que dans les pays voisins.

Et merci tout autant pour vos questions. Je comptais commencer d’y répondre, dès aujourd’hui, et vous parler, en conséquence, des premiers résultats acquis par l’Assemblée consultative de Strasbourg. Mais deux événements importants se sont produits la semaine dernière, deux événements qui affectent l’Europe dans son ensemble, et qu’il est nécessaire de commenter sans plus attendre, du point de vue de notre action fédéraliste. Vous avez deviné qu’il s’agit de la dévaluation de la livre anglaise, et de la bombe atomique fabriquée par les Russes.

Au lendemain de la première session de Strasbourg, devant le bilan positif de cette première expérience, beaucoup de gens ont pu croire que la partie était plus qu’à moitié gagnée, que l’unité européenne allait s’organiser toute seule, que pour leur part, ils n’avaient plus qu’à se tourner les pouces.

Mais les deux événements de la semaine dernière arrivent à point pour nous rappeler, d’une part, les grands obstacles qu’il reste à surmonter, d’autre part, la grave menace qui pèse sur nous tous, et l’urgence d’y répondre. La dévaluation britannique signifie : *union difficile*. La possession de la bombe atomique par les Soviets signifie : *union nécessaire*.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_69.jpg/full/full/0/default.jpg) Je ne suis pas un expert économique, loin de là. Je ne saurais donc juger la valeur technique de l’opération monétaire décidée par les Anglais. Mais je puis dire ceci, sans crainte de me tromper : toute l’Europe vient d’être secouée par une mesure prise par un seul pays, lequel s’était gardé d’avertir ses voisins. Ainsi la solidarité économique de toute l’Europe bon gré mal gré, est démontrée d’une manière éclatante quoique négative et coûteuse pour certains. Ceux qui s’obstinaient à la nier sont placés devant l’évidence. Nous dépendons tous, étroitement, les uns des autres. Et s’il plaît à un peuple isolé de se serrer encore plus la ceinture pour sauver son régime de travaillisme austère, nous voici tous forcés, dans toute l’Europe, de participer aux frais de l’opération, que cela nous plaise ou non. Eh bien ! il est grand temps que cette solidarité économique cesse d’être purement négative, cesse d’être une solidarité dans la misère ou dans les catastrophes seulement. Il faut désormais la vouloir d’une manière positive et pour le bien commun, c’est-à-dire qu’il faut l’organiser entre nous tous, et reprendre en main nos destins.

Encore une fois, je n’ai pas à juger de la valeur en soi des décisions britanniques, mais j’ai à dire ceci : c’est que la manière dont elles ont été prises est scandaleuse, du point de vue de l’Europe en général. Que s’est-il passé en effet ? Sir Stafford Cripps est parti seul pour Washington, s’est enfermé dans une salle de comité avec les experts américains, tandis que les représentants français, italien et belge attendaient derrière la porte. Chacun voulait faire valoir son point de vue purement national ; un seul y a réussi ; mais l’Europe, l’Europe solidaire et qui allait payer les frais de l’opération, je le répète, l’Europe était absente, personne ne parlait en son nom.

C’est à cela que Strasbourg doit remédier d’urgence, dans l’intérêt de chacun d’entre nous.

Je dis d’urgence. Car on vient de nous apprendre que les Russes, à leur tour, ont trouvé le secret de la bombe atomique. On peut s’en réjouir, pour certaines raisons psychologiques d’abord.

La possession de la fameuse bombe peut en effet diminuer, chez les Russes, leur crainte presque morbide d’être encerclés et vulnérables. Il y a là, si paradoxal que cela paraisse, un élément de détente dans la situation internationale. Beaucoup des [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_70.jpg/full/full/0/default.jpg) réactions russes étaient inspirées jusqu’ici par une peur exagérée de la puissance américaine. Se sentant désormais plus forts, qu’avant, les Soviets se montreront peut-être moins négatifs dans les négociations. Mais le fait brutal qui demeure, c’est qu’entre les Américains et les Russes également armés de la Bombe, voici l’Europe encore désunie, totalement désarmée, et toute prête à servir de champ clos pour le duel atomique des deux Grands, c’est-à-dire : prête à être rasée.

Ceux qui trouveraient encore que la situation « n’est pas mûre », pour nous fédérer, qu’il faut y aller bien doucement, bien lentement, et sans rien bousculer surtout, ces prudents m’apparaissent désormais comme des rêveurs de la plus dangereuse espèce, des utopistes impénitents, ou d’irrémédiables nigauds.

Pour tous les autres, Strasbourg vient d’apporter un message d’espoir et d’action. Nul ne l’a mieux dit que M. Spaak, le président de l’Assemblée, lorsqu’il s’est écrié dans son discours final : « Je suis venu ici parce que j’étais convaincu de la *nécessité* des États-Unis d’Europe, je repars convaincu de leur *possibilité*. »

Il me plaît de vous quitter ce soir sur ces paroles, que je me réjouis de commenter et confirmer, lundi prochain : au revoir mes chers auditeurs.

# [ddr19491003de] Demain l’Europe ! — « Êtes-vous satisfait de Strasbourg ? » (3 octobre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_71.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Les deux questions qu’on me pose le plus souvent, depuis quelques semaines, sont les suivantes : 1° « Êtes-vous satisfait de Strasbourg ? » 2° « Que devons-nous penser des résultats acquis ? »

Je ne saurais mieux répondre à la première question qu’en vous racontant ce que j’ai vu dans la capitale de l’Europe, pour vous permettre de juger vous-mêmes s’il y a vraiment un espoir neuf de ce côté-là.

J’ai vu d’abord une ville pavoisée comme pour un jour de grande victoire. Pas une maison, même dans les petites rues écartées, qui n’arborât quelques drapeaux de nos pays, et surtout le drapeau de l’Europe, une grande lettre E, en vert, sur un fond blanc, — et cela non pas seulement pour l’inauguration, mais pendant les cinq semaines que dura la session. Strasbourg se prête à ces symboles. Située au cœur du grand litige franco-allemand, dont elle a tant souffert pendant des siècles, cette ville résume dans son architecture, ses dialectes et son atmosphère, une grande partie de l’Europe occidentale. On s’y croit tantôt en Suisse et tantôt en Hollande, tantôt en Belgique et tantôt en Allemagne, et l’on y est en France, pour de bon, cette fois-ci. Et puis, il y a les ruines, les pans de murs, les églises détruites ici ou là qui nous rappellent à la réalité la plus pressante ; il était bon que l’Assemblée européenne s’ouvrît non pas dans des palaces parmi les touristes millionnaires, mais dans une ville blessée une [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_72.jpg/full/full/0/default.jpg) ville qui se souvient…

L’université avait prêté son aula pour les séances du Parlement. Je n’y suis pas entré sans émotion : j’allais voir de mes yeux le premier résultat d’une action à laquelle, depuis quelques années, j’ai consacré mes jours et pas mal de mes nuits. L’Assemblée ne siégeait que depuis une semaine, lors de ma première visite. Mais il en va des assemblées comme des individus : ce sont les premiers mois, parfois les premiers jours de l’existence d’un bébé qui décident de son avenir. Je suis entré dans cette aula, et j’ai senti, après quelques minutes, que l’Assemblée se portait bien, que le bébé s’annonçait robuste et décidé à réclamer ses droits vitaux. Churchill parlait, bonhomme et plein d’humour, regardant par-dessus ses lunettes, les deux mains plaquées sur son ventre, selon son geste coutumier. Il venait d’obtenir le droit, pour l’Assemblée, de fixer ses ordres du jour, sans demander l’avis du Conseil des ministres. Il réclamait l’admission de l’Allemagne, et proposait une nouvelle réunion de l’Assemblée, pendant l’hiver. M. Spaak présidait avec rondeur, réplique vivante d’un Churchill rajeuni. Et je reconnaissais dans l’Assemblée tant de visages bien connus de camarades de lutte, depuis deux ans, que je crus assister d’abord à une sorte de comité élargi de notre Mouvement européen. À vrai dire, les deux tiers des députés, à Strasbourg, se trouvaient être membres du Mouvement, et cette constatation est importante car elle signifie que l’Assemblée est portée, animée et nourrie par l’élan de nos militants, dans tous nos pays, par d’innombrables associations indépendantes à la fois des partis, des routines politiques et des gouvernements. Il y a là quelque chose de très neuf, quelque chose qui n’existait pas derrière la Ligue des Nations, un trait d’union vivant entre les peuples dans leur réalité humaine, et les officiels qui parlent en leur nom, dans des salles closes.

C’est vraiment grâce à cette présence du Mouvement européen, grâce à son action quotidienne autour de l’Assemblée, dans ses couloirs, et au sein même des délibérations, qu’on a pu sentir à Strasbourg passer un souffle de grand air, une volonté d’action et de rénovation.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_73.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans cette grande salle carrée, aux tentures claires et d’aspect très moderne, on avait réservé un hémicycle pour les cent députés, 101 exactement, mais le public, toujours nombreux, remplissait le reste du parterre, entourait l’Assemblée, la serrait de près, et l’on peut y voir un symbole… Il y en avait bien d’autres. L’hémicycle rappelait la Chambre française, mais chaque député parlait de sa place, comme à la Chambre des communes, et l’atmosphère était aussi sérieuse et réaliste qu’à notre Conseil national. Seulement, on parlait de l’Europe, de la famille européenne, pour la première fois dans l’histoire devenue visible et tangible. Je me frottais les yeux, mais non, je ne rêvais pas : le Parlement de l’Europe existait, physiquement, malgré tous ceux qui nous disaient encore l’hiver dernier, qu’il faudrait une vingtaine d’années pour mûrir ce projet d’utopie.

Et certes, l’Assemblée consultative n’est pas encore dotée des pouvoirs nécessaires : mais *elle fonctionne* et rien ne pourra plus l’empêcher de conquérir, pas à pas, ces pouvoirs, jusqu’au jour où les peuples eux-mêmes seront appelés aux élections européennes. L’année prochaine en décidera sans doute. À la question : « Êtes-vous satisfait de Strasbourg ? » Je puis donc vous répondre *oui*, sans hésiter, parce que j’ai vu de mes yeux ce Parlement, parce que j’ai senti qu’il existe autrement que sur le papier, et que cette fois, le fruit, comme on dit, a *noué*. C’est l’essentiel. C’est l’événement qui domine de haut notre année, c’est une actualité qui rayonnera longtemps. Et si ce n’est plus le fait du jour, après un mois c’est peut-être le fait du siècle.

Je vous dirai lundi prochain ce que l’Assemblée a fait en réalité, et ce qui doit en sortir au cours des mois qui viennent : c’est beaucoup plus que vous n’avez pu le croire en lisant rapidement les journaux.

Au revoir, mes chers auditeurs.

# [ddr19491010de] Demain l’Europe ! — Les résultats de Strasbourg (10 octobre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_74.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Il est temps que j’en arrive aux résultats acquis par l’Assemblée consultative de Strasbourg, à la fin de sa première session. Je voudrais vous en parler sans trop de détails techniques, mais cependant, il est bon d’en donner quelques-uns, pour vous faire entrevoir la nature et le nombre des difficultés qu’il faut vaincre, si l’on veut arriver à cette chose simple et grande : l’Europe unie, libérée des frontières, rendue, dans toute son étendue, à la libre circulation des hommes, des idées, et des biens.

Trente-trois jours ne pouvaient suffire pour transformer notre vieux continent. A-t-on bien dégagé, au moins les perspectives du travail à venir ? Je le crois, et j’en veux pour preuve le fait que l’Assemblée, en quelques jours, a su montrer sa volonté de devenir un vrai parlement. En affirmant son autonomie à l’égard du Comité des ministres, qui représentait les États ; en prenant la liberté de fixer ses ordres du jour ; en habituant des hommes de pays et de partis différents à repenser tous les problèmes du point de vue de l’Europe en général, et non pas du point de vue de leur seule nation, l’Assemblée a ébauché l’image d’une communauté de nos peuples par-dessus les frontières en dépit de leurs États. Elle s’est donc affirmée dès l’abord comme un *pouvoir législatif en puissance*.

Forte de ce succès, l’Assemblée a aussitôt proposé la création d’un *pouvoir judiciaire* européen. De quoi s’agissait-il ? De garantir les droits de chaque citoyen, vous ou moi, contre la toute-puissance des États souverains. Il s’agissait de donner à chacun, vous ou moi, une possibilité de *recours* contre les injustices commises au nom d’un gouvernement, ou au parti au pouvoir. Cette possibilité n’existe pas, aujourd’hui. Il n’y a rien, aujourd’hui, au-dessus de l’État. Il faut donc créer une Cour des droits de l’homme, capable d’intervenir dans chacun de nos pays pour y faire respecter les libertés fondamentales de chaque personne. C’est un jeune député et ministre français, l’énergique Pierre-Henri Teitgen, qui a présenté à l’Assemblée le projet d’une Cour suprême des droits de l’homme, tel que notre Mouvement européen l’avait étudié et mis au point. Le projet a été accepté, à l’unanimité moins quelques abstentions, et il semble [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_75.jpg/full/full/0/default.jpg) certain que la plupart des gouvernements l’appuieront. Seul, M. Dalton, au nom des Britanniques, a déclaré qu’il n’accepterait pas qu’un citoyen anglais allât se plaindre de ses autorités devant une cour internationale. Pourtant, c’est bien à un tel but que tendent tous nos efforts : nous voulons qu’au-dessus de chacun de nos États, un pouvoir fédéral indépendant soit capable de réprimer les abus qui seraient commis au nom de l’égoïsme national, ou de la volonté de puissance d’un seul parti. Ce que nous voulons, c’est en somme, l’équivalent européen du Tribunal fédéral de la Suisse.

Dans le domaine économique, l’Assemblée a proposé un certain nombre de mesures tendant à la libre circulation des marchandises et des capitaux, ainsi qu’à la convertibilité des monnaies entre elles. Surtout, elle a proposé qu’une délégation du Conseil de l’Europe aille discuter à Washington *au nom de l’Europe tout entière*. Cette proposition a été traitée de « billevesée » par le même M. Dalton. On a compris les raisons de son opposition, quelques jours plus tard, lorsqu’une délégation britannique est allée seule à Washington pour y négocier *seule* la dévaluation de la livre, au détriment du reste de l’Europe. Rien ne saurait mieux illustrer l’urgence et la nécessité de l’union économique demandée par Strasbourg.

Enfin, l’Assemblée a émis, à l’unanimité, un certain nombre de vœux pratiques tels que la création d’un *Centre européen de la culture* (dont l’embryon existe à Genève) et la mise à l’étude immédiate d’un *passeport européen*.

Ce ne sont là que des vœux, direz-vous. Oui, certes, mais ils sont appuyés par la volonté unanime de l’Assemblée consultative. Or celle-ci se compose de députés régulièrement élus par douze parlements européens. La plupart de ces délégués sont les chefs de fractions politiques importantes. Il est donc probable qu’ils arriveront à faire voter, dans chaque parlement national, les mesures proposées par Strasbourg. Vous voyez donc que malgré son titre modeste d’Assemblée *consultative*, le Parlement de Strasbourg peut devenir un instrument très efficace d’unification de l’Europe. Ce qu’il a fait, avec beaucoup de sérieux et de mesure, ne restera pas sans lendemain.

Un dernier mot : presque toutes les propositions concrètes votées par l’Assemblée de Strasbourg avaient été préparées par notre Mouvement européen. C’est lui qui a fait Strasbourg, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_76.jpg/full/full/0/default.jpg) en réalité. L’un des observateurs américains qui assistaient aux travaux de l’Assemblée et qui ont pu voir notre Mouvement à l’œuvre dans les coulisses, s’écriait un jour devant moi : « J’ai été témoin, ici, de choses stupéfiantes pour nous autres Américains ! L’Assemblée existe, elle travaille, et vous avez obtenu tout cela sans moyens mesurables, sans organisation solide et lourde, à la yankee, et par la seule action, presque invisible, d’un très petit nombre d’hommes qui ont su voir juste ! »

Je lui ai dit : cher ami, en somme, vous venez de découvrir l’Europe, — ses limitations, son génie…

Au revoir, mes chers auditeurs ! Merci pour vos questions. Continuez : je réponds.

# [ddr19491017de] Demain l’Europe ! — Que pouvez-vous faire ? (17 octobre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_77.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Depuis que j’ai repris cette chronique, en fin d’été, je vous ai parlé surtout de l’Assemblée de Strasbourg, de ce qui s’est fait déjà au cours de sa première session, mais aussi des difficultés que crée pour notre action la crise anglaise entre autres. J’ai tâché de vous faire voir, en résumé, que l’union fédérale du continent est en bonne voie, que l’Assemblée de Strasbourg permet de grands espoirs, mais que l’attitude britannique, pour le moment, fait échec à certains progrès rapides et décisifs qui, sans elle, pouvaient être acquis dès cet automne. Voilà pour la situation en général.

Mais tout cela, direz-vous, se passe bien loin de nous, à Strasbourg ou à Londres, ou même à Washington. Tout cela met en jeu des forces politiques et de grands intérêts économiques sur lesquels nous ne pouvons rien. En un mot, tout cela nous dépasse, et nos bonnes volontés ne trouvent pas le moyen d’entrer dans cette action, dont pourtant dépend notre avenir. Ce sentiment *d’impuissance qui étreint les individus*, devant l’évolution de monde, il est bien caractéristique de notre siècle, d’un siècle qui a vécu deux guerres mondiales, que personne ne voulait et que nous avons pourtant tous faites, ou subies.

C’est contre ce sentiment d’impuissance, angoissant, mais aussi en partie illusoire, que je voudrais parler ce soir. Une question d’un de mes auditeurs de La Chaux-de-Fonds (M. Maire), écrivant au nom de plusieurs autres, m’en fournit justement l’occasion. La voici : « Que peuvent faire, m’écrit-il, les simples pékins pour soutenir les efforts de ceux qui œuvrent pour l’Europe unie ? » Que pouvons-nous faire, chacun de nous ? Oui, voilà bien la grande question, la vraie question humaine de notre temps. Une question simple, élémentaire, mais qui va droit au fond des choses. Car [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_78.jpg/full/full/0/default.jpg) il s’agit de savoir, aujourd’hui, si l’homme, l’individu, chacun de vous n’a plus qu’à démissionner en attendant d’être réduit en poussière atomique, ou bien si, au contraire, il est encore capable de reprendre en main son destin, de secouer les fatalités de guerre, de misère et de honte, qui s’accumulent sur un proche horizon.

Que devons-nous faire ? Nous réveiller d’abord ! Car nous dormons, sur le bord d’un abîme. Et peu nombreux, encore, sont les « simples pékins » qui s’en doutent. Nous dormons à côté des bombes atomiques, des tubes de bactéries dont un seul (disait hier un savant canadien) peut faire mourir en une heure tous les habitants d’une grande ville d’Europe. Nous dormons sur le seuil d’une crise économique sans précédent. Nous dormons dans une Europe qui, réellement, pratiquement, nécessairement, doit s’unir demain ou périr.

Que devons-nous faire dans ce péril ? Eh bien, on ne demande pas à chacun de vous de repenser le monde de fond en comble et de résoudre pour sa part tous les grands problèmes du siècle. On demande à chacun de vous simplement de sortir de son *isolement*, car c’est l’isolement qui produit ce sentiment d’impuissance dont je parlais. On demande aux hommes qui veulent agir de se grouper et d’être prêts. Comment le faire ? Voici quelques conseils pratiques.

Dans presque toutes nos villes de Suisse, il existe des sections de l’*Union européenne des fédéralistes*, qui est une des branches du grand Mouvement européen.

Chacun de vous peut écrire à la section locale de l’*Union européenne*. Chacun de vous peut y entrer demain moyennant une petite cotisation annuelle.

Mais une fois entrés dans cette *Union européenne*, qu’aurons-nous à faire de précis, de concret ? Allez-vous me dire.

Deux choses.

Tout d’abord, vous serez tenus au courant de l’action générale pour la fédération, et vous pourrez y faire entendre votre voix. Vous ne vous sentirez plus un isolé, vous deviendrez un militant, c’est-à-dire un homme ou une femme responsable, et non pas une victime inconsciente du destin.

En second lieu, vous aurez à propager autour de vous, dans votre milieu immédiat, l’idée fédéraliste européenne, seul grand [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_79.jpg/full/full/0/default.jpg) espoir de notre continent, vous aurez à recruter des adhérents, à distribuer des tracts, à convaincre les sceptiques, à préparer les grands meetings publics, bref, à concrétiser les engagements qui furent pris au congrès de La Haye, il y a un an, par 800 Européens unanimes, militants ou ministres, députés ou « simples pékins » et dont je vous relis le dernier paragraphe :

Nous prenons de bonne foi l’engagement d’appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public, dans nos partis, dans nos églises, dans nos milieux professionnels et syndicaux, les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d’un grand avenir, pour cette génération et celles qui la suivront.

À la question : que devons-nous faire ? je réponds donc : entrez dans notre *Union européenne*, venez-y militer pour notre idée, parlez-en dans votre milieu, faites-la surtout adopter par la section locale de votre parti comme cela vient de se faire à Genève lundi dernier au Parti socialiste. Exigez que votre parti se prononce publiquement en faveur de la fédération de nos peuples. Car une fois que tous les partis en auront ainsi décidé ils mandateront leurs députés pour voter dans ce sens au Parlement. Et nous serons alors à la veille du succès, prêts à nous prononcer dans chaque pays, pour l’adoption du Pacte fédéral de l’Europe par un référendum de tous les peuples.

Voici la route à suivre, elle est simple, entrez-y. Car c’est ainsi seulement que se créera l’opinion, sans laquelle rien ne peut être fait, et qui peut tout.

Il est tard, en Europe, il est très tard. Mais il dépend encore de chacun de vous, chers auditeurs, qu’il ne soit pas trop tard. Avec vous tous, partout, nous gagnerons. Mais pas sans vous ! Pas sans chacun de vous ! Et non pas après-demain, mais demain. Car après-demain, sans vous, il n’y aura plus d’Europe, si nous dormons.

Je vous parlerai la prochaine fois du rôle que doit jouer notre Suisse.

Au revoir, mes chers auditeurs[[10]](#footnote-10).

# [ddr19491024de] Demain l’Europe ! — Militer pour la fédération (24 octobre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_80.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Plusieurs d’entre vous, très sincèrement, et même avec enthousiasme, m’avaient demandé depuis quelques semaines : que faut-il faire, et que *pouvons-nous* faire ? Je leur ai répondu, lundi dernier : commencez par le commencement, entrez dans nos sections locales de notre *Union européenne* en Suisse.

Cette causerie de lundi dernier m’a valu deux séries de questions ? Les unes portant sur l’utilité générale d’une telle démarche, les autres plus immédiatement pratiques. Je vais y répondre ce soir. Certains m’ont dit : c’est trop facile et c’est trop peu. En face des grands périls qui nous menacent à bout portant, ce petit acte individuel qui consiste à s’inscrire dans une association de plus, c’est vraiment bien peu de choses et, croyez-moi, cela n’empêchera ni la terre de tourner, ni la guerre d’arriver, ni la bombe de sauter.

À cette question, où à ce scepticisme, je me contenterai de répondre par un chiffre. Je ne pense pas que nous soyons en Europe plus de 150 000 militants de l’action pour unir nos peuples. Or, ces 150 000 militants ont réussi *en moins d’un an* un véritable tour de force historique. C’est à leur volonté et à leurs plans, c’est à leur pression vigilante, c’est à *eux seuls* qu’on doit la création du Conseil de l’Europe, et la convocation de l’Assemblée de Strasbourg, c’est-à-dire du premier parlement continental, après 2000 ans de divisions. Ce n’est pas si mal pour commencer et si 150 000 ont pu faire cela en un an, je vous le demande : que ne feront pas l’année prochaine 500 000 [ou] un million de militants ?

Ceci dit, venons-en à vos questions pratiques.

Beaucoup d’entre vous m’ont fait sur ce sujet une grave querelle. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_81.jpg/full/full/0/default.jpg) Ils m’ont dit ou écrit en substance : « C’est vraiment trop gentil de nous inviter, mais vous oubliez le principal, vous avez oublié l’adresse à laquelle il s’agit de se rendre. »

À vrai dire, mes chers auditeurs, cet oubli n’était pas totalement accidentel, tout d’abord, il m’est difficile d’utiliser les 6 minutes que le directeur de Radio-Genève, M. Dovaz, met à ma disposition — d’utiliser ces 6 précieuses minutes pour vous lire mon carnet d’adresses ! — car nous avons des groupes dans presque toutes les villes et grandes localités de la Suisse… Ensuite, je me suis dit qu’il n’était pas mauvais que ceux qui veulent entrer dans notre action le manifestent par un petit effort, celui de se renseigner par leurs propres moyens. Beaucoup l’ont fait. Certains n’ont rien trouvé. Sur leur invitation pressante, je m’exécute : voilà : pour entrer dans *l’Union européenne*, écrivez à son secrétaire général, M. Ernest Steffan. Attendez ! Prenez un crayon et un bout de papier, voulez-vous, je vais répéter lentement : M. Ernest Steffan, S-T-E-F-F-A-N, case postale 1833, Lausanne.

M. Steffan est accablé de travail. Mais il vous répondra, je m’en porte garant, je le connais bien. M. Steffan, Case postale 1833, Lausanne, vous donnera l’adresse du groupe fédéraliste européen de votre ville ou de votre région, et toutes informations souhaitables.

Si par hasard, dans votre ville, il n’existe pas de section de notre *Union européenne*, alors il est doublement urgent que vous écriviez au même M. Steffan, pour lui signaler cette lacune, et pour fonder le groupe avec son aide.

Et si enfin, le groupe existe, mais ne vous paraît pas satisfaisant, raison de plus pour y entrer, avec vos amis, et pour l’aider à devenir ce qu’il doit être : un foyer de civisme élargi, une cellule de l’Europe fédérale.

Je vous l’ai dit lundi dernier et je le répète : ce que vous offre *l’Union européenne*, c’est l’occasion de militer, dans vos milieux, pour une action réelle, qui a déjà démarré et qui a dépassé le stade des utopies, qui s’est forgé, à Strasbourg, un instrument déjà puissant.

Notez-le bien : cet instrument forgé par le Mouvement européen, pour une fois *n’est pas un parti*. Et c’est encore bien moins [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_82.jpg/full/full/0/default.jpg) un de ces rassemblements de désespérés et de déracinés sociaux, disciplinés à la schlague ou au knout, dressés pour suivre aveuglément un chef brutal. Nous ne voulons pas former des troupes de choc ! Nous en avons assez des appels à la haine, naissant du désespoir, et l’aggravant avec furie. Si je vous parle ce soir de *militer*, c’est dans un sens vraiment nouveau pour notre siècle. Nous ne voulons plus de soldats politiques, mais *des citoyens alertés*, prêts à parler, et prêts à exiger les moyens concrets de la paix, — c’est-à-dire la fédération, à bref délai, de tous les peuples restés libres en Europe, 300 millions d’hommes et de femmes qui ont subi les deux guerres et refusent la troisième.

Un instrument qui n’est pas un parti, ai-je dit. Et voilà qui est vraiment « du nouveau sous le soleil » ! Car savez-vous qu’en Suisse tous les partis sont représentés dans le conseil du Mouvement européen ? Savez-vous qu’au bureau de ce conseil siègent désormais les 4 présidents des partis socialiste, agrarien, radical, et conservateur ? Si nous avons tous les partis, c’est bien la preuve que nous n’en sommes pas un ! Et qu’il y a quelque chose de neuf, dans notre Suisse comme partout en Europe.

Tout cela signifie, pratiquement, que vous n’aurez jamais une plus belle occasion d’entrer dans un mouvement en plein essor, et d’agir selon vos moyens, à l’échelle quotidienne et dans votre milieu, pour former l’opinion publique.

Car il est peu de pays où l’opinion publique ait autant de pouvoir qu’en Suisse. Le Conseil fédéral, ni les Chambres, ne feront rien sans s’être assurés tout d’abord que notre opinion les soutient, et qu’elle est même prête à les pousser. Mais dans quel sens ? Voilà toute la question.

Quel doit, être, dans cette affaire — qui sera la grande affaire du xxe siècle — le rôle des Suisses ? C’est à quoi j’essaierai de répondre au cours de mes prochaines causeries.

Au revoir, mes chers auditeurs !

# [ddr19491031de] Demain l’Europe ! — La Suisse et Strasbourg (31 octobre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_83.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

La Suisse doit-elle entrer au Conseil de l’Europe, et nommer à Strasbourg des députés ? Pour quelle raison s’est-elle abstenue jusqu’ici ? Comment peut-on justifier sa réserve ? Doit-elle y persister, ou changer d’attitude ?

Telles sont les délicates, mais pressantes questions qui se posent à nous désormais, et auxquelles j’essaierai de faire face, ce soir et d’autres fois encore, sans doute.

Voyons les faits. Le Conseil de l’Europe se compose aujourd’hui de 13 États : Ce sont les 3 États scandinaves, les 3 États du Benelux, les 3 grands : France, Grande-Bretagne et Italie ; la Grèce et la Turquie ; l’Irlande et l’Islande. Il est probable que l’Allemagne occidentale entrera dans le Conseil au cours de cet hiver. L’Autriche n’attend que son traité de paix, qui ne saurait longtemps tarder. Il ne restera donc, dans quelques mois que trois États européens hors du Conseil : Le Portugal, l’Espagne et la Suisse.

Les raisons de l’abstention des États ibériques sont évidentes et bien connues. Il leur est, en effet, difficile de souscrire à la Charte du Conseil de l’Europe, qui garantit, sans restrictions, les droits de l’homme et certaines libertés fondamentales.

Mais il n’en va pas de même pour notre Suisse, qui reste la dernière, et qui, jusqu’à présent, n’a pas pris position clairement et publiquement. Peut-elle donner une raison simple et nette de son absence au Parlement européen ?

Vous allez dire *Neutralité*. Naturellement. C’est ce que tout le monde répond, dès qu’on pose la question, et l’on ne va pas chercher plus loin. Eh bien, je sais que je vais surprendre beaucoup de gens, mais il faut dire les choses comme elles sont : le fameux argument de notre neutralité, qui semble si frappant, ne vaut absolument rien. Ceci pour une raison précise, indiscutable, et que voici :

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_84.jpg/full/full/0/default.jpg) Dès lors que le Conseil de l’Europe renonce à s’occuper des affaires militaires et n’est pas une alliance militaire, la question de la neutralité n’est pas touchée par lui, n’est pas en cause. *Rien*, pas un mot, dans le statut qui est, et doit rester celui de notre pays, rien dans notre statut de neutralité ne saurait justifier notre absence à Strasbourg. Voilà le fait, qu’aucun juriste ne peut songer à contester, et que nos gouvernants ont d’ailleurs reconnu.

Mais alors, direz-vous, s’il en est bien ainsi (contrairement à ce que chacun croit), pourquoi ne sommes-nous pas à Strasbourg ?

Vous commencez à voir que cette affaire n’est pas tout à fait aussi simple qu’il vous semblait à première vue. Elle est même très complexe, et voilà bien pourquoi la position de la Suisse n’est pas des plus faciles à justifier, aux yeux de nos voisins du reste du monde, et même des Suisses.

Essayons, pour ce soir, de déblayer le terrain, d’énumérer les arguments. Une autre fois, je vous dirai mon choix.

Il y a pour justifier l’abstention de la Suisse de bonnes et de mauvaises raisons. Je dirai d’abord les mauvaises.

Il y a les gens qui disent, chez nous : qu’est-ce que c’est que cette histoire européenne ? Tout va bien dans ce pays, et en tous cas, tout va beaucoup plus mal chez nos voisins. Nous sommes des gens de sens rassis, pacifiques et, ma foi, plutôt prospères ; pas tout à fait assez pour notre goût, mais par comparaison, ce n’est pas si mal. Nous sommes sages, les autres sont fous, laissons-les se débrouiller, et poursuivons notre petit bonhomme de chemin.

À quoi La Rochefoucauld répond : « C’est une grande folie que de vouloir être sage tout seul. » Dans le cas présent, c’est surtout de la sottise. Car il est évident que la Suisse, si l’Europe est ruinée, n’ira pas loin sur son bonhomme de chemin.

Il y a les gens qui disent ; surtout, pas d’imprudences ; ou, comme à Berne : pas de précipitation ! Attendons de voir un peu ce que ça donnera, cette espèce de Conseil de l’Europe. Quand il aura bien fait ses preuves, on y entrera, si c’est notre avantage.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_85.jpg/full/full/0/default.jpg) Ceci me rappelle une fable célèbre : La Cigale et la Fourmi. Les Suisses se croient toujours du côté de la fourmi : travailleurs, consciencieux, prosaïques à souhait, en un mot : tout ce qu’il y a de sérieux… Dans le cas présent, ils sont plutôt cigales. Ils laissent les autres travailler, demandent à voir, critiquent, exigent, en de pompeux éditoriaux, jouent les sceptiques et les grands réalistes, et chantent à quatre voix le « Y en a point comme nous ». Quand l’Europe sera faite, on leur dira : « Eh bien, dansez, maintenant ! » À notre tour de faire sans vous !

Mais, il y a d’autre part, de bonnes raisons ou tout au moins, des raisons honorables, qui justifient, dans une certaine mesure notre retrait.

Notre neutralité ne compte pas dans l’affaire, c’est entendu. Mais notre politique traditionnelle nous oblige à certaines précautions. Adhérer au Conseil de l’Europe qui, par la force des choses, ne peut grouper que les nations démocratiques de l’Occident, qu’elles soient capitalistes ou socialistes, d’ailleurs, n’est-ce pas choisir entre l’Ouest et l’Est ? N’est-ce pas prendre un parti politique, contre l’URSS et ses satellites ?

Cet argument n’est pas sans poids. Encore faudrait-il l’énoncer avec franchise et publiquement. Encore faudrait-il dire clairement s’il s’agit là de grands principes ou de gros sous.

Car, enfin, soyons réalistes : sommes-nous vraiment tout à fait neutres, entre l’URSS et les USA ? Notre genre de vie et nos goûts, nos libertés, notre civisme, n’auraient-ils pas déjà choisi pour nous ? Pense-t-on vraiment que l’un des camps nous saura gré de n’avoir pas voulu prendre parti ? Cela me paraît au moins douteux.

Je me suis borné, ce soir, à poser des problèmes. Lundi prochain, j’aborderai d’autres aspects de cette question brûlante. Et j’espère vous conduire non pas devant un choix, mais à l’entrée d’une voie raisonnable et humaine, sans aucun esprit partisan.

Au revoir, mes chers auditeurs !

# [ddr19491107de] Demain l’Europe ! — L’Amérique veut nous unir (7 novembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_86.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

J’ai abordé, lundi dernier, la question difficile et délicate d’une participation de la Suisse au Conseil de l’Europe. J’y reviendrai, c’est bien certain. Mais, ce soir, il me faut vous parler d’une évolution importante qui s’est manifestée pendant la semaine dernière, et dont les conséquences peuvent se révéler considérables, dans un très proche avenir. Il s’agit, en effet, de la première intervention officielle et pressante des Américains, en faveur de l’union de l’Europe.

C’est à l’occasion d’une session de l’Organisation européenne de coopération économique, l’OECE — que l’offensive américaine s’est déclenchée. M. Paul Hoffman, directeur du plan Marshall, est venu prononcer devant les ministres de 19 pays européens, un discours dont la portée dépasse largement celle du bla-bla-bla gouvernemental auquel nous étions habitués dans ce domaine. Je ne ferai pas l’analyse détaillée de ce discours : tous les journaux l’ont publié, et d’ailleurs il peut fort bien se résumer en une seule phrase. M. Hoffman a dit à l’Europe : *aide-toi, l’Amérique t’aidera*. Et comment l’Europe pourrait-elle s’aider elle-même sinon en unissant ses forces dispersées, c’est-à-dire en se fédérant ? L’intervention du chef du plan Marshall signifie donc, avec toute la clarté souhaitable, que si l’Europe ne décide pas de se fédérer dans un proche avenir, l’Amérique la laissera tomber.

Quelles ont été les réactions des 19 ministres européens devant cette mise en demeure polie, mais des plus fermes ? Pris en flagrant délit d’incapacité à s’unir — doublée d’une mauvaise volonté évidente de la part des Anglais — après des mois de tergiversations et de demi-mesures ou quart de mesures, les ministres se sont empressés de déclarer l’un après l’autre qu’ils étaient bien d’accord, qu’ils allaient voir, étudier, considérer, expertiser, améliorer ici ou là, bref, qu’ils étaient décidés à faire mieux l’année prochaine. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_87.jpg/full/full/0/default.jpg) Réaction classique du mauvais élève après une bonne semonce du professeur. L’élève un peu confus manifeste ses bonnes résolutions, et l’OECE elle aussi, a pris une série de résolutions, dont voici la première : « Le Conseil de l’OECE reconnaît la nécessité de créer un vaste marché unique en Europe, dans lequel les biens et services pourraient circuler librement. » Voilà qui est bien, voilà le but que nous autres fédéralistes, définissions il y a deux ans déjà. Mais aussitôt après, les 19 ministres retombent dans leurs mauvaises habitudes. Ils parlent de la nécessité d’aller bien lentement, par toutes petites étapes, et cela veut dire qu’ils sont bien décidés à ne gêner personne, à ne pas exiger de trop grands sacrifices de la part des États. Ils acceptent de réduire les tarifs douaniers, oui certes, mais seulement si les experts montrent que c’est possible et que les intérêts des nations ou des groupes n’en souffrent pas trop. Bref, sous le couvert de formules prudentes et techniques, ils battent en retraite, ils reculent une fois de plus devant la nécessité d’une véritable révolution fédéraliste, d’une union réelle, rapide, complète, telle que la demandent les Américains, et telle que l’exigent avec plus de force les menaces de ruine qui pèsent sur notre continent.

L’opinion américaine ne s’est pas laissé tromper par la réaction des gouvernements européens. Elle se déclare déçue par leur *oui* hésitant, par ce *oui* aussitôt suivi d’un *peut-être* et d’une vingtaine de *si*.

Car en réalité, et malgré tant de belles paroles officielles, que se passe-t-il ? Nous n’avons plus que quelques mois pour unifier l’économie européenne, puisque le plan Marshall se termine dans deux ans. Et l’Europe n’en continue pas moins, comme disait récemment Paul Reynaud, à donner le spectacle grotesque de 19 États dont chacun voudrait grimper sur le dos du voisin.

Quand nous parlions, nous les fédéralistes, de la nécessité d’une union économique rapide et totale, les experts des gouvernements nous démontraient chiffres en main que c’était une utopie, une idée d’amateurs. Et voici qu’aujourd’hui c’est la plus grande puissance économique du monde, l’Amérique, — et par la voix de son expert numéro un, M. Hoffman, qui vient dire à nos États : « *Les fédéralistes ont raison*, ce sont eux qui montraient la seule voie de salut. Pour nous Américains, nous sommes fatigués de vos lenteurs, de vos objections tatillonnes, de votre absence de vues larges et fermes. Unissez-vous et vite, ou alors débrouillez-vous avec vos crises, avec le chômage croissant, avec les dictatures [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_88.jpg/full/full/0/default.jpg) communistes ou autres, avec toutes les misères qui viennent sur vous. »

Il y a deux jours, un journal de Paris, et peut-être le plus sérieux, publiait en énorme manchette la nouvelle suivante : « Déçus par les lenteurs des Occidentaux, les États-Unis proposeraient un projet de fédération européenne. » Et l’on annonçait que M. Acheson viendrait s’en entretenir très prochainement avec MM. Bevin et Schuman, à Paris.

Quand j’ai quitté Paris, samedi dernier, cette nouvelle y faisait sensation, dans les milieux d’affaires comme dans les milieux politiques. Et beaucoup de gens disaient : n’est-il pas humiliant pour l’Europe que ce soit l’Amérique qui la force à s’unir ?

Certes, c’est une humiliation pour nos dirigeants, une dure leçon pour nos sceptiques professionnels. Mais aux yeux de l’Histoire, c’est un juste retour. Car, il ne faut pas l’oublier, c’est l’Europe qui a jadis, contribué à la libération de l’Amérique ; c’est la France en particulier qui a voulu, contre les Anglais, la naissance des États-Unis, qui l’a aidée par sa diplomatie comme par ses armes, et par Vergennes comme par Lafayette. Il n’est pas humiliant, il est beau, que ce soit l’Amérique aujourd’hui qui nous repasse le flambeau, et qui nous tienne la main pour nous aider à le soutenir, à l’élever, malgré notre faiblesse et nos découragements, contre toutes nos fatalités, pour le seul espoir des hommes libres.

Au revoir, mes chers auditeurs.

# [ddr19491114de] Demain l’Europe ! — La Suisse et Strasbourg (II) (14 novembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_89.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Rien, dans notre neutralité, n’empêche la Suisse d’entrer au Conseil de l’Europe. Rien, pas un mot, et pas un seul instant. C’est ce que je vous disais récemment, pour le grand étonnement de plusieurs d’entre vous, et je le répète avec la plus vive insistance. J’irai plus loin, ce soir, et je vous dirai : non seulement la neutralité n’interdit pas à ce pays de faire partie du Conseil de l’Europe, et d’envoyer des députés à l’Assemblée consultative, mais encore, la neutralité, que nous sommes tous prêts à défendre, nous fait un *devoir* de paraître à Strasbourg, et d’y affirmer notre point de vue. Suis-je assez clair ? Faut-il préciser davantage ? On dit et on répète partout : la Suisse est neutre, elle est donc obligée de se tenir à l’écart pour le moment. Mais je vous dis, et je compte le répéter partout : la Suisse, *parce qu’elle est neutre*, doit aller à Strasbourg. Elle doit y aller non pas malgré, mais à cause de sa neutralité. C’est ce paradoxe apparent que je vais tenter de vous expliquer en cinq minutes.

Plusieurs de nos journaux ont déjà exprimé, non sans mille précautions d’ailleurs, l’idée que la Suisse ne devrait pas ignorer totalement le Conseil de l’Europe, et devrait même considérer avec prudence l’idée de s’en rapprocher, peut-être un jour ou l’autre, éventuellement, et pas trop vite bien sûr… car, disent-ils avec le proverbe : les absents ont toujours tort. Je n’aime pas beaucoup cet argument, cette manière de courir lentement après les autres, à seule fin de n’être pas oubliés si jamais l’on partage le gâteau. À supposer que nous allions un jour à Strasbourg, les bons derniers, on nous demandera sans doute d’autres raisons, et [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_90.jpg/full/full/0/default.jpg) de notre arrivée tardive, et de notre désir d’être « dans le coup ». On nous demandera des raisons positives. On nous demandera : qu’apportez-vous ?

S’il fallait que je réponde, ce jour-là, je m’écrierais sans hésiter : Messieurs ! ce que la Suisse vous apporte aujourd’hui, c’est ce qu’elle a de plus précieux, de plus original parmi toutes les nations du continent : *c’est l’idée de la neutralité*, telle qu’elle la vit et l’a vécue depuis cent ans. Cette déclaration surprendra, choquera sans doute les députés européens. Car il faut bien que nous le sachions. En Suisse : notre neutralité n’est pas bien vue, n’est pas très populaire chez nos voisins… On s’imagine — et c’est parfois trop vrai — que la neutralité n’est qu’une manière de laisser les autres se battre, et d’amasser des bénéfices à leurs dépens. Il faut prévoir que si nous apportons cette idée de neutralité, on commencera par nous répondre : — Merci, vous êtes vraiment gentils, mais gardez votre idée pour vous, et ne venez surtout pas vous en vanter devant ceux qui se sont battus, et dans une ville où tant de ruines se voient encore…

Alors il nous faudra bien expliquer que la neutralité n’est pas la peur des coups. Il nous faudra dire bien clairement : ce que nous appelons neutralité, c’est le refus de considérer la guerre comme une solution praticable. Or vous êtes là, Messieurs, pour préparer la paix, pour créer une force de paix. Vous le savez bien, ni la Russie ni l’Amérique ne peuvent gagner vraiment une guerre. On ne peut plus gagner une guerre moderne — personne n’a gagné la dernière — on ne peut plus que détruire sans fin, on ne peut plus s’emparer que de ruines, de cadavres radioactifs. Un bébé mort par la bombe atomique peut faire mourir pendant des semaines les animaux qui s’en approchent. Les cadavres eux-mêmes tueront. Vous êtes ici pour empêcher les choses. Et comment donc le pourrez-vous ? Nous voyons un moyen, un seul. C’est que l’Europe fédérée se déclare neutre. Et qu’elle s’arme, en même temps, pour assurer la défense de sa neutralité. Car nous le savons en Suisse, neutralité n’a jamais signifié désarmement, qui n’est qu’une prime à l’agresseur. Fédérons nos faiblesses pour en faire une grande force capable de dire aux deux camps : pas cela, pas votre guerre, ou pas ici ! Nous sommes là pour vous séparer.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_91.jpg/full/full/0/default.jpg) Tout cela, bien entendu, ne veut pas dire que l’Europe fédérée neutre et armée, cesserait de se sentir plus proche des uns que des autres. Pendant la dernière guerre, en Suisse, nous étions neutres en fait, mais unanimes à condamner le national-socialisme. Le cœur n’est jamais neutre, et l’esprit encore moins.

Mais nous pensions servir la cause de la démocratie que nous aimons, en préservant pour notre part un îlot de liberté contre la guerre, toujours dictatoriale, toujours totalitaire.

Agrandir cet îlot aux dimensions de l’Europe, ce serait servir vraiment la paix, la liberté, l’avenir de nos enfants, — et du même coup servir les intérêts profonds des peuples de Russie et d’Amérique, en contribuant à empêcher leur guerre, qui serait leur perte à tous, que nul ne gagnerait.

Qu’allons-nous faire maintenant en Suisse ? Attendre encore et nous croiser les bras ? Quelle utopie ! Croyez-vous réellement que nos voisins ne vont pas nous poser la question, et nous forcer à prendre position ?

Il est au contraire bien certain qu’au cours des mois qui viennent la question sera posée. Je propose que nous répondions *oui*, la Suisse va venir à Strasbourg, et non pas *en dépit* de sa neutralité, mais *à cause d’elle*, — pour essayer d’en faire triompher le principe et de l’étendre à l’Europe entière.

En disant cela, nous serions à la fois des Suisses fidèles à leur plus forte tradition, et des Européens actifs.

Dites-moi, chers auditeurs, ce que vous en pensez. Et dites-le, c’est plus important, à vos représentants, à nos autorités. Poussez-les ! comme disait M. Spaak. Poussez-les vers la paix que vous voulez, la paix par l’Europe fédérée, oui, par l’Europe helvétisée.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19491121de] Demain l’Europe ! — Encore notre neutralité (21 novembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_92.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Vous dire que ma dernière chronique vous a tous pleinement convaincus serait une exagération. Cette chronique, au contraire, semble avoir provoqué ce que l’on nomme des « mouvements divers », dans une assemblée politique, et je serai le dernier à m’en plaindre. Cela s’explique, au reste, facilement. J’abordais le sujet qui touche le plus les Suisses : je parlais de la neutralité. Et je soutenais ce paradoxe, qui dans le fond n’en est pas un, que la Suisse doit aller à Strasbourg, doit entrer au Conseil de l’Europe, non pas *malgré* sa séculaire neutralité, mais *à cause d’elle*, pour la faire triompher, si possible, sur le plan de l’Europe entière. Ce point de vue m’a valu quelques approbations, mais de beaucoup plus nombreuses objections. Je ne puis y répondre en détail, comme je le voudrais. Je vais donc les grouper en deux classes, en m’excusant de simplifier les arguments de mes correspondants : je suis forcé de simplifier aussi les miens.

Certains me reprochent de sembler faire de la neutralité un idéal, une sorte d’absolu, valable en soi ; alors que la neutralité, disent-ils, n’est rien d’autre qu’une politique, et qu’elle ne peut se justifier que par des conditions ménagées par l’Histoire.

Je suis d’accord. Il n’y a malentendu que sur mes intentions et mon tempérament. Je ne suis pas du tout neutre par nature, ni par goût ! Je ne le suis pas non plus par idéal. Je parlais d’une mesure *politique*, qui me paraît opportune pour l’Europe, champ de bataille désigné pour une guerre inutile entre l’URSS et les USA. Je ne suis pas non plus un sectaire [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_93.jpg/full/full/0/default.jpg) pacifiste. Je ne demande pas que les tigres deviennent végétariens, mais je propose qu’on ne les laisse pas entrer dans la cuisine ou à la salle à manger, à l’heure du souper de la famille. En interdisant aux deux grands l’accès de leur champ de bataille européen, en neutralisant toute l’Europe, nous avons une chance de salut. Qu’on m’en montre une meilleure, et je veux bien avoir tort. Mais qu’on me la montre, et vite, et qu’on m’explique aussi comment une guerre nouvelle pourrait être gagnée, par qui que ce soit, et à quel prix.

Une autre tendance manifestée par mes correspondants est très bien résumée par les deux phrases suivantes, que je vous lis : « Il ne reste qu’une solution à la Suisse, si elle désire s’associer au Conseil de l’Europe, c’est d’abandonner sa neutralité. Cet abandon ne serait pas un sacrifice offert en contre-valeur d’avantages quelconques, mais un acte de foi en la nouvelle assemblée européenne. »

Je suis heureux qu’il y ait chez nous des hommes qui pensent ainsi. Je suis heureux de découvrir des auditeurs qui vont plus loin que moi, qui veulent aller plus vite. Et je serais le bon premier à m’associer à l’acte de foi qu’on nous propose ici. Mais je ne le crois pas politique. La politique, comme vous le savez, est l’art du possible. Et demander au peuple suisse, à une majorité du peuple suisse, qu’il consente un tel acte de foi, me paraît impossible dans le très court délai qui nous reste imparti pour faire l’Europe. Renoncer à la neutralité nécessiterait une révision de la constitution fédérale. Cette révision nécessiterait un vote du peuple, qui sur ce point précis, serait négatif. C’est dire que pratiquement, si l’on subordonnait l’entrée de la Suisse dans le Conseil de l’Europe à l’abandon de notre neutralité, nous n’irions jamais à Strasbourg.

Or, il se trouve qu’en réalité, et je le répète, la Suisse n’a pas besoin de modifier un seul mot de son statut de neutralité pour pouvoir adhérer au Conseil de l’Europe, ce dernier, n’étant pas une alliance militaire.

J’en reviens donc à la solution que je préconisais lundi dernier, parce qu’elle me paraît raisonnable, et praticable immédiatement. Je voudrais que la Suisse aille à Strasbourg, tout de suite, sans condition, sans régime de faveur, mais qu’elle y aille avec l’intention nette de défendre devant [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_94.jpg/full/full/0/default.jpg) l’Assemblée l’idée de la neutralité européenne.

Personne ne peut savoir si nous réussirions. Je vous le disais lundi dernier : l’idée de neutralité n’est pas bien vue chez la plupart de nos voisins. Nous aurions à combattre une masse de préjugés, qui existent aussi chez nous, je ne le sais que trop. Et nous aurions à démontrer, surtout, que la neutralité proposée n’est pas un idéal de bourgeois en pantoufles, mais une mesure de sagesse politique, une chance au moins de sauver l’avenir de l’Europe, et de retarder ou d’empêcher la guerre des Blocs. Tenter cette chance, courir ce risque pour la paix, me paraît digne de nos traditions, et parfaitement possible à bref délai.

J’invite donc les fédéralistes qui font partie de notre mouvement à propager autour d’eux cette idée, préparant ainsi l’opinion pour l’entrée de la Suisse à Strasbourg.

L’opinion, j’y reviens toujours ! Car c’est elle, en fin de compte, qui décidera par ses représentants aux Chambres, ou par un grand vote populaire, vote auquel l’autre jour, à Soleure, le chef du Département politique fédéral a fait une allusion précise, et très remarquée.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain !

# [ddr19491128de] Demain l’Europe ! — Les suites de Strasbourg (28 novembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_95.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Mes trois dernières chroniques ont été consacrées à l’examen de la position de la Suisse à l’égard du Conseil de l’Europe. Il était sans doute nécessaire d’aborder franchement cette question, et les lettres que j’ai reçues me l’ont abondamment confirmé. Cependant, quel que soit l’intérêt — pour nous brûlant — de notre situation particulière — et je me permets de remarquer en passant que *chacun* de nos pays européens estime sa situation particulière, et digne d’attentions spéciales ! — le monde a continué de tourner pendant ce temps-là, et les événements de se suivre, et il est temps, je crois, de résumer rapidement les développements récents de notre aventure européenne.

Je ne sais si vous aurez remarqué qu’il n’est plus possible d’ouvrir un journal, depuis quelques semaines, sans y trouver un article, une dépêche, un écho, ou des allusions éditoriales, mentionnant le Conseil de l’Europe et l’Assemblée de Strasbourg. Je ne parle pas seulement de notre presse suisse, mais aussi de la presse française, britannique, belge, allemande, et même de la presse d’outre-Atlantique. Qu’il soit question de l’aide économique américaine, ou du problème allemand, ou de l’attitude si controversée des Britanniques, on a pris l’habitude de se référer à Strasbourg ; Strasbourg est devenu un point de repère, et je dirai même un symbole. J’entendais l’autre soir la radio française annoncer que M. Robert Schuman venait d’interrompre les débats de politique étrangère, à la Chambre, pour déclarer que son gouvernement, à la suite des accords passés le jour même avec l’Allemagne, était prêt à soutenir l’admission de ce pays dans le Conseil de l’Europe. Certes, la nouvelle était importante, quoique prévue. Mais ce qui m’a frappé, c’était de constater que le Conseil de l’Europe est [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_96.jpg/full/full/0/default.jpg) désormais devenu une pièce considérable sur l’échiquier de la politique des grandes nations, et que la chose a même l’air d’aller de soi. Et pourtant, si je me reporte à notre congrès de La Haye, il y a un an et demi, quel chemin parcouru ! Alors, les quelques fédéralistes qui osaient lancer l’idée d’une Assemblée consultative et d’un Conseil de l’Europe, passaient pour des excités totalement dépourvus du sens des réalités politiques. Et c’était, je le répète, il y a un an et demi. « Pour aller trop vite en besogne, au mépris des méthodes éprouvées — nous disait-on d’un air pompeux et doctoral — vous allez compromettre une cause généreuse », — et ceux qui nous parlaient ainsi pensaient évidemment : une cause pas sérieuse, une cause à laquelle je ne crois pas un instant. Ainsi va le monde. Il n’irait pas bien loin si l’on en croyait la sagesse de certains éditorialistes, et leur goût des méthodes soi-disant « éprouvées », mais dont l’histoire se moque sans pitié, et la preuve : c’est que notre utopie du mois de mai 1948, le Conseil de l’Europe, existe bel et bien, et que l’Assemblée a déjà fait du bon travail, au cours de sa première session.

Mais, direz-vous, quelles sont les suites pratiques qu’on peut attendre des délibérations de Strasbourg ? La réponse n’est pas compliquée. Les suites pratiques ne peuvent être données que par les gouvernements, l’Assemblée n’ayant pour le moment d’autre pouvoir que celui de proposer, tandis que les États disposent. Or les États se font tirer l’oreille, pour dire le moins. On s’y attendait.

Ils se sont résignés à faire quelque chose dans le sens d’une union économique, au conseil de l’OECE, lorsque M. Hoffman, directeur du plan Marshall, les y a fermement invités, mais dès qu’ils se sont retrouvés seuls et entre eux, au Comité des ministres du Conseil de l’Europe, on peut dire qu’ils ont pris leur revanche ! Le fait est là : presque toutes les recommandations de l’Assemblée de Strasbourg ont été soit refusées par les 13 ministres, soit renvoyées pour supplément d’études à divers organismes plus ou moins somnolents, ou mal disposés. En particulier, le Comité des ministres s’est opposé à la convocation de commissions permanentes de l’Assemblée, travaillant entre les sessions.

Mais la riposte de l’Assemblée ne s’est pas fait attendre. Au lendemain de la publication des décisions toutes négatives du [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_97.jpg/full/full/0/default.jpg) du comité ministériel, M. Paul Reynaud annonçait tranquillement que, pour sa part, il convoquait la commission économique, dont il est le président. Et la commission permanente de l’Assemblée, qu’anime et préside M. Spaak, a fait entendre qu’elle ne comptait pas un instant se laisser arrêter ou intimider par les vetos des 13 ministres.

C’est donc à une épreuve de force entre l’Assemblée et le Comité des ministres que nous assistons actuellement. Je vous invite à parier pour l’Assemblée. Et j’ai pour cela trois raisons.

Je pense que l’Assemblée gagnera la partie *à l’usure*, parce que celui qui sait ce qu’il veut gagne toujours, à la longue, contre celui qui sait seulement ce qu’il ne veut pas. Je pense ensuite que l’Assemblée gagnera grâce à l’appui des parlements nationaux, qui l’ont nommée, et dont les ministres dépendent. Je pense enfin que l’Assemblée gagnera parce qu’elle aura, de plus en plus, l’appui de l’opinion publique européenne.

Vous le voyez : j’en reviens toujours à l’opinion, car c’est la force principale de nos libres démocraties. Et si je n’y croyais pas, je ne vous parlerais pas.

Les ministres ne pourront rien, M. Bevin lui-même ne pourra plus dire : « No ! » comme M. Vichinsky dit « Niet ! », le jour où l’opinion en chœur clamera : « Oui, nous voulons l’Europe unie ! » C’est à la formation de cette opinion, et au réveil du sentiment européen que les fédéralistes voueront tous leurs efforts pendant les mois qui viennent. À Lausanne, en décembre — du 8 au 12 décembre exactement —, va se tenir, sous les auspices du Mouvement européen, une Conférence européenne de la culture. Je vous dirai, lundi prochain, comment cette manifestation peut contribuer, et d’une manière peut-être décisive, au réveil nécessaire de la conscience européenne. Et je vous dirai les deux ou trois raisons précises qui font que je suis certain qu’au mois de décembre, on parlera dans le monde entier de ce qui sera dit et décidé dans la capitale vaudoise.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19491205de] Demain l’Europe ! — La Conférence européenne de la culture (5 décembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_98.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Dans trois jours, à Lausanne, s’ouvrira la Conférence européenne de la culture.

Ce n’est pas un congrès de plus. C’est une étape bien définie dans la campagne que conduit, depuis deux ans, notre Mouvement européen. Nous avions décidé d’agir dans 4 domaines différents. Politiquement, nous avons obtenu un premier résultat spectaculaire avec l’Assemblée de Strasbourg. Dans le domaine économique, nous avons convoqué, au mois d’avril dernier, une Conférence d’experts à Londres. Dans le domaine social, nous préparons avec les chefs des syndicats patronaux et ouvriers de toute l’Europe, un congrès qui aura lieu à Rome. Restait le domaine de la culture. C’est à Lausanne que nous avons choisi de réunir une conférence qui doit donner aux intellectuels de 20 pays le signal de la lutte pour l’Europe fédérée.

Vous vous direz sans doute que la culture, c’est moins sérieux que la politique et surtout que l’économie ; que cela ne concerne pas la masse ni la plupart des professions, l’industriel et l’ouvrier, le banquier, l’employé ou le paysan. Et vous aurez complètement tort. La culture vous intéresse tous, directement, dans la réalité de chacune de vos vies. Car la culture, au sens européen, ce n’est pas seulement les livres et les professeurs, c’est aussi tout l’ensemble de nos techniques, des découvertes scientifiques dont vivent des millions d’ouvriers, des procédés de construction et de transport, des progrès de l’hygiène et de l’enseignement. C’est enfin la source directe de nos richesses, de nos institutions, de tout ce qui a fait du continent européen autre chose qu’un « cap de l’Asie » — ce qu’il est physiquement, matériellement, ce qu’il serait resté sans l’esprit d’invention et sans la foi et sans le génie des hommes qui ont édifié notre culture.

C’est tout cela, c’est l’esprit qui peut sauver l’Europe dans la crise décisive qu’elle traverse. Les efforts pour la reconstruire, en politique et en économie, resteront vains si l’Europe ne retrouve pas une volonté de vivre, de guérir, et de rassembler à cette fin ses énergies morales et intellectuelles. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_99.jpg/full/full/0/default.jpg) *Réveiller la conscience commune des pays libres, le sentiment de notre commune appartenance* à une culture qui a fait notre grandeur, et qui reste pour nous le sens même de la vie, voilà la condition première, *sine qua non*, de toute renaissance européenne.

Tandis que s’esquissent à Strasbourg les cadres politiques d’une Europe fédérée, il est grand temps de définir le sens humain et spirituel de cette action, la vocation particulière, dans le monde moderne, de notre communauté européenne. Et c’est cela qu’à Lausanne, nous essaierons de dire, en termes simples et frappants, simples et clairs comme un cri de ralliement, simples et clairs comme un feu dans la nuit.

Ce n’est pas tout. Ce signal de réveil lancé au monde de la culture doit entraîner immédiatement une volonté d’action commune. Pratiquement, que faut-il attendre de Lausanne ?

Un simple rappel des misères et des périls qui nous menacent suffit à définir notre programme.

Vous savez qu’aujourd’hui, en Europe, des dizaines de barrières douanières s’opposent à la circulation des instruments de culture et des personnes, des livres et des étudiants, des films, des œuvres d’art, des appareils de sciences. Nous demanderons aux gouvernements de supprimer toutes les entraves, héritage honteux de la guerre.

Nous demanderons aussi l’institution d’un Centre européen de la culture, — qui existe en germe à Genève, mais qu’il faut développer, afin de pouvoir coordonner tous les efforts, actuellement dispersés, sans moyens suffisants, dans tous nos pays appauvris.

Nous demanderons et nous proposerons que désormais, toutes les écoles du continent donnent un enseignement européen, de l’université jusqu’aux écoles primaires — afin que dans l’esprit des jeunes et des enfants, le sentiment de la grande famille que nous formons, en dépit de nos frontières, devienne vivante, qu’il s’enracine dans les esprits comme dans les cœurs.

Et finalement, devant l’urgence du péril que représente l’énergie atomique, mais aussi devant les possibilités incalculables qu’elle recèle pour la prospérité du continent, nous aurons quelque chose à dire, qui fera sans doute du bruit dans le monde.

L’un des plus grands esprits de notre temps, l’égal d’Einstein, si j’en crois les savants, le prince Louis de Broglie, prix Nobel de physique, proposera au congrès la création d’un Centre européen des recherches atomiques, consacré uniquement à [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_100.jpg/full/full/0/default.jpg) des buts pacifiques, à la médecine, au développement de l’industrie. Aucun de nos pays n’est assez riche pour entretenir un pareil centre de puissance, mais tous ensemble fédérés, nous y arriverons. Et l’Europe, ce jour-là, pourra parler !

Voici, chers auditeurs, ce que nous devons attendre de la conférence de Lausanne. Il y aura des discours, bien sûr : M. Etter, Conseiller fédéral, et M. Spaak, ouvriront le congrès, jeudi, le 8 décembre au Théâtre de Lausanne. Mais il y aura surtout pendant 5 jours, le travail en commun de 200 hommes de science, professeurs, écrivains, éducateurs, pour mettre au point quelques projets concrets. Ces plans seront transmis au Conseil de l’Europe, et les gouvernements, même les plus durs d’oreille, seront forcés cette fois d’écouter et d’entendre.

Soyons fiers que la Suisse accueille ce beau congrès de la conscience européenne. Et merci à tous les Lausannois qui ont donné leur temps et leur cœur pour préparer cette manifestation, permettant à notre pays de prendre sa part, la plus noble, dans la renaissance du continent.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19491219de] Demain l’Europe ! — Optimistes et pessimistes (19 décembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_101.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs !

Je ne vous parlerai pas, ce soir, des résultats pratiques auxquels vient d’aboutir le congrès de la culture, à Lausanne. Certes, ces résultats sont importants. Ils ont exactement comblé l’attente des organisateurs. Mais plutôt que de les énumérer en termes nécessairement techniques ou trop rapides, j’attendrai, pour vous en parler, le moment où, l’une après l’autre, les décisions de Lausanne se traduiront en faits, en institutions établies.

Aujourd’hui, je voudrais évoquer, à propos de notre conférence, un problème beaucoup plus général et plus directement humain : celui du pessimisme ou de l’optimisme devant l’Europe, devant le monde de demain.

Les débats de Lausanne se sont ouverts « sous le signe », comme on dit, d’[un échange de lettres parues le matin même dans un journal vaudois](https://www.unige.ch/rougemont/articles/glaus/ddr19491208glaus), et qui opposait un pessimiste 100 % à l’optimiste très relatif que je crois être. « Vous voulez fédérer l’Europe, m’écrivait Virgil Gheorghiu, l’auteur fameux de la *Vingt-Cinquième Heure*, mais c’est trop tard, il n’y a plus d’Europe. Les Russes et les Américains l’ont déjà partagée. Ils vont la fédérer, à leur manière, et votre Europe n’est plus qu’une illusion. » Je lui répondais : « Non, soyons sérieux. Si notre Europe vraiment n’existait plus, vous n’auriez même pas le droit de le dire et, encore moins, de le publier. Venez donc à Lausanne, et vous verrez l’Europe, cette possibilité de parler librement, de chercher librement la vérité, sans souci de la police politique ni d’un rendement matériel immédiat. » Gheorghiu répétait : les jeux sont faits, la vingt-cinquième heure a sonné. Je répondais qu’en réalité il est très tard, qu’il est peut-être 23h45, mais que nous pouvons utiliser le dernier quart d’heure pour redresser la situation — à condition, bien entendu, de ne pas perdre ces derniers moments à pleurer qu’ils soient les derniers. Celui qui dit : tout est perdu ! aura raison sans [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_102.jpg/full/full/0/default.jpg) se fatiguer, car si on le croit, et si l’on ne fait rien, alors tout sera perdu, c’est évident. Mais nous pouvons encore faire quelque chose : tant va la paix, tant va l’espoir européen ! et c’est même là le vrai ressort de notre action.

Cette discussion ouverte, d’ailleurs fort amicale, a provoqué d’assez vives réactions dans l’opinion de plusieurs pays, et tout d’abord dans notre conférence. M. Spaak s’est élevé avec vivacité contre le défaitisme de l’écrivain roumain. Celui-ci, malgré tout, était venu à Lausanne. Sa seule présence donnait la preuve qu’il espérait encore quelque chose de l’Europe, de ceux qui ont décidé de la sauver malgré tout. Au terme de la conférence, un journaliste lui ayant demandé s’il pensait encore que le congrès n’avait aucune utilité pratique, il répondit (et je le cite) : « Bien au contraire, je crois que cette conférence ne peut manquer d’avoir une portée considérable. »

Mais pour un pessimiste converti, parce qu’il a suivi nos travaux, combien de millions de sceptiques vivent encore en Europe ? Comment être optimiste, quand on y songe ? Le suis-je encore, ou davantage après Lausanne ?

En fait, je ne l’ai jamais été. Je vais, en quelques mots, m’expliquer sur ce point.

Quand je vois tant d’Européens dormir à poings fermés au bord du gouffre ; quand je vois les objections tatillonnes et mesquines qu’ils opposent aux efforts de ceux qui veillent pour eux ; quand je vois les ragots, les calomnies parfois, qui récompensent notre action pour eux ; quand je les vois à la fois inconscients du danger et décidés à ne rien faire pour y échapper ; quand je les vois traiter d’utopistes ceux qui indiquent la seule voie praticable de salut — vous l’avouerais-je ? je me sens parfois tenté de leur dire : dormez en paix ! La police politique ou la bombe vous réveilleront bien assez tôt. Vous n’aurez pas volé votre mort, ou votre abjecte servitude. Pour moi, je retourne à ma littérature, en attendant notre commun naufrage.

Oui, voilà ce que je penserais, et voilà ce que je ferais, si je n’étais pas depuis que j’écris, depuis vingt ans, un *pessimiste actif* et si, depuis 20 ans, ma devise [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_103.jpg/full/full/0/default.jpg) n’était pas celle de Guillaume le Taciturne : Point n’est besoin d’espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer.

Personne ne peut dire aujourd’hui si l’Europe sera sauvée, c’est-à-dire fédérée, par la volonté libre des Européens, en dépit de l’inertie et de la frivolité de nos masses et de nos élites. Personne ne peut le savoir, car les chances sont égales. Mais qu’au moins quelques-uns sauvent l’honneur ! Et pour reprendre la phrase admirable que prononçait en clôturant notre conférence de Lausanne son président, Salvador de Madariaga : — Si l’Europe doit périr, que ce soit au moins une injustice !

Rien n’est perdu, bien au contraire. Lausanne a marqué une étape vers la construction de l’Europe, c’est-à-dire une paix libre et juste. Rien n’est perdu, tant qu’il se trouve des hommes pour refuser les catastrophes, pour nier leur fatalité. On vous demande simplement d’avoir confiance, de consentir les sacrifices locaux qui seront sans doute nécessaires au bien de l’ensemble, de ne pas attendre que le voisin comprenne, et de ne pas vous ranger par inertie, dans le camp du désespoir facile, du cynisme nigaud, de la défaite sans gloire. Ce qui est acquis déjà permet un raisonnable espoir. J’essaierai de vous le montrer lundi prochain, en dressant un bilan provisoire de notre action fédéraliste depuis un an.

Au revoir, chers auditeurs, joyeux Noël à tous !

# [ddr19491226de] Demain l’Europe ! — Bilan 1949 (26 décembre 1949)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_104.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Voici la semaine où, traditionnellement, chacun se [illisible] à faire le bilan de l’an qui passe. Commençons donc ce soir par le bilan de l’Europe, puisqu’elle est le cadre de nos existences, et que le sort de chacun de nous dépend du sien.

De semaine en semaine, j’ai commenté pour vous les progrès du grand œuvre commun d’union des peuples et des élites, et quand on suit une action pas à pas, surtout si son théâtre est vaste, on a souvent l’impression fausse que rien n’avance, qu’on se perd dans les détails ou dans la confusion. Mais prenons les choses de plus haut, essayons d’embrasser d’un coup d’œil le chemin parcouru depuis un an. Que voyons-nous ?

Au début de janvier, rien n’était fait.

Bien plus, il semblait que les efforts du Mouvement européen aboutissaient à un échec total. Une commission d’experts de dix-huit membres, nommés par les gouvernements à la demande de notre Mouvement venait d’enterrer proprement le projet d’un Conseil de l’Europe. Les Anglais refusaient tout, et nous savions pourtant qu’on ne peut pas faire l’Europe sans eux. Et puis soudain, le 28 janvier, Bevin céda. Un modeste communiqué annonça qu’un accord de principe était acquis. Le 5 mai, les ambassadeurs de 10 nations signaient à Londres, le Statut du Conseil de l’Europe. Le 10 août s’ouvrait à Strasbourg la première session de l’Assemblée consultative européenne. Elle se terminait par le vote d’une série de recommandations qui furent transmises aux 13 États formant le Conseil. Et puis, au mois de novembre, un brusque coup d’arrêt interrompait ce beau progrès : les ministres réunis [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_105.jpg/full/full/0/default.jpg) à Paris, opposaient un veto plus ou moins déguisé aux desiderata de l’Assemblée. Mais celle-ci décidait de passer outre, et de poursuivre des travaux.

D’un certain point de vue donc, on pourrait croire qu’après un an, nous voici ramenés à zéro, par la faute des gouvernements. Pourtant, il n’en est rien. *Le Conseil de l’Europe existe désormais*, et cela signifie pratiquement que l’opinion publique européenne dispose d’un moyen de pression, d’une institution régulière, devant laquelle l’obstination même d’un Bevin devra céder un jour ou l’autre, comme elle a cédé plus d’une fois. Toute la question est de savoir si l’on pourra le faire céder *à temps*.

Car le temps presse. Trois événements récents l’ont démontré. La dévaluation britannique nous a prouvé que toutes nos économies sont solidaires, *même désunies*, mais qu’alors elles le sont dans le chaos. L’annonce que la Russie possède la bombe atomique a démontré que nous sommes tous solidaires, mais dans une pauvreté sans précédent.

La situation est donc plus simple que jamais. Désunis, nous constatons que nous sommes pourtant liés les uns aux autres, mais seulement dans la ruine, la misère et la peur. Unis, demain, nous pourrions être solidaires dans la sécurité et la prospérité.

C’est ce que n’a pas cessé de répéter, depuis un an, notre Mouvement européen. Il l’a répété et prouvé à son congrès *politique* de Bruxelles, en février ; à son congrès *économique* de Westminster, en avril ; enfin, à son congrès *culturel* de Lausanne, en décembre. Sans lui, sans son action persévérante sur l’opinion, sur les parlementaires, sur les gouvernements eux-mêmes, bien peu de choses auraient été faites, presque rien. Sans lui, nous n’aurions pas même obtenu cette Assemblée consultative, dont nous sommes les premiers à savoir les lacunes, mais qui existe et qui est plus qu’un espoir : un gage, une première prise sur la réalité.

Voilà donc le bilan de notre année de luttes : à l’actif, le Conseil de l’Europe, au passif, la résistance des États, — cependant que le conflit se précise entre les forces qui veulent l’union d’une part, et d’autre part les experts qui disent *non*, les ministres qui disent *no !* et les nationalistes obtus qui, sans le savoir souvent, disent comme le veulent les Russes : *niet*, *niet*.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_106.jpg/full/full/0/default.jpg) Un Parlement, et trois congrès, je sais très bien ce que beaucoup vont penser : le bilan de 1949, c’est le bilan d’une série de parlottes. Là-dessus, j’ai trois remarques à vous soumettre.

La première, c’est que ceux qui n’aiment pas qu’on parle feraient bien de se taire, logiquement, au lieu de nous expliquer à longueur de journée qu’il faut agir, et ce sont eux qui ne font rien.

La seconde remarque, c’est que l’on ne peut pas agir en commun sans parler d’abord. Que ce soit dans un état-major, dans un gouvernement, dans un conseil d’administration ou dans un syndicat, on ne peut pas dresser un plan d’action sans le discuter en équipe — et c’est bien ce que nous avons fait dans nos congrès.

Et ma troisième remarque, c’est une citation de l’Évangile : *Au commencement était le Verbe*. C’est une Parole qui a créé notre monde, qui a séparé la lumière des ténèbres, qui nous a tirés du chaos. Un verbe, et non pas autre chose.

Après tout, qu’est-ce qu’on nomme une parlotte ? C’est un échange de phrases ou de discours qui n’est suivi d’aucun effet. Or nos congrès ont abouti à des créations importantes : le Conseil de l’Europe par exemple, ou le Centre européen de la culture, tout récemment. Tandis que ceux qui nous critiquent ne font rien d’autre que parler : vous voyez que la parlotte n’est pas toujours où l’on pense.

Et je voudrais terminer sur un mot personnel : mes causeries à leur tour ne seront que parlottes, si elles ne sont pas suivies d’effets pratiques. Mais il dépend de vous aussi, de vous surtout, qu’elles se transforment en action.

C’est sur ce vœu, sur cet appel que je vous quitte, chers auditeurs, jusqu’à l’année prochaine — qui sera lundi prochain.

# [ddr19500102de] Demain l’Europe ! — Bon demi-siècle ! (2 janvier 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_107.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Vous venez d’émettre et d’enregistrer, ces jours derniers, un nombre incalculable de vœux de bonne année. Je suis en retard de 24 heures, mais je me rattrape, car, en effet, ce que je voudrais vous apporter ce soir, ce sont mes vœux pour un bon demi-siècle, pour une bonne deuxième manche de xxe siècle. Mais vous le savez aussi bien que moi, les vœux que nous échangeons le Premier de l’an, comme on se dit bonjour chaque matin, n’ont pas la moindre chance de se réaliser, s’ils ne sont pas les gages d’une volonté, d’une possibilité d’agir. Et certes, les conventions, c’est quelque chose de très sérieux. Sans convention nous ne serions que des brutes. La vie sociale deviendrait un plaisir : celui du tigre dans la bergerie. Les billets de banque aussi sont des signes, des gages, et c’est par convention qu’ils prennent leur seule valeur : s’ils ne sont pas couverts par une réserve d’or, ce sont des bouts de papier, un peu plus sales que d’autres, et qui ne signifient rien du tout. Que peuvent bien signifier nos vœux d’avenir ? Cela dépend d’une part des possibilités que nous a léguées la première moitié de ce siècle, et d’autre part de notre volonté d’en tirer quelque chose d’humain. Voyons d’abord les possibilités : elles sont prodigieusement contradictoires. Quelques exemples suffiront à le rappeler.

Les guerres et les révolutions qui ont occupé la première partie de notre siècle ont tué, rien qu’en Europe, quelque 40 millions de personnes, hommes, femmes, enfants et militaires, parmi lesquels 6 millions de Juifs brûlés vivants par Hitler, et deux millions de koulaks liquidés par Staline. Ce n’est pas mal. C’est plus que toutes les guerres du monde depuis des siècles entiers, n’avaient pu obtenir comme rendement brut. Et pourtant, la population totale de l’Europe a augmenté. Et la longévité moyenne s’est élevée de plusieurs années.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_108.jpg/full/full/0/default.jpg) La bombe atomique a grillé, fondu comme du beurre puis évaporé en quelques secondes plus de 200 000 Japonais qui vaquaient à leurs occupations. Et on en a beaucoup parlé. Mais la pénicilline a sauvé en silence des centaines de milliers de vies.

Jamais les nationalismes n’ont été plus férocement idiots, bornés et intolérants. Mais jamais non plus le désir d’union des peuples n’a été plus général. Certes, la SDN a fait un four, comme on dit au théâtre. Certes, les Nations unies ne valent guère mieux : elles ont commis les mêmes fautes, dès le départ. Mais l’idée d’une vraie fédération, soit mondiale, soit européenne, ne cesse de progresser malgré ces déconvenues et ces détournements d’espoirs.

Un dernier exemple : celui de la liberté de circuler. En 1905, on pouvait lire dans l’Annuaire de la Compagnie des wagons-lits et des grands express européens, au chapitre des passeports, les phrases suivantes : « Le passeport n’est exigé que pour l’entrée en Russie. Pour tous les autres pays, la carte de visite suffit. » Aujourd’hui … je n’insiste pas. Nous avons progressé de 50 ans vers la paralysie finale des échanges, et cela pour des raisons que les bureaucrates sont les seuls au monde à connaître, et qu’ils se gardent bien de nous révéler, si toutefois elles existent. Cependant, les moyens de transport ont progressé en sens inverse. Un avion de tourisme vient de couvrir en 7 heures la distance de New York à Londres. Nos capitales sont à 2 ou 3 heures les unes des autres. Il en résulte que, pratiquement, l’Europe est aujourd’hui plus petite que notre Suisse il y a cent ans.

Oui, tout a progressé, depuis 50 ans — dans un sens ou dans l’autre… Vouloir plus, toujours plus, et de tout à la fois, et même si c’est contradictoire, telle est la passion de notre siècle. On veut augmenter à la fois les bénéfices et les salaires, arrangez-vous ; la production, mais aussi les loisirs ; la puissance des armes, mais aussi celle des remèdes ; la rapidité des transports, mais aussi les contrôles douaniers ; on veut le beurre et l’argent du beurre, et 10 fois, 100 fois plus de l’un et de l’autre…

Des hommes de 1900 croyaient que le progrès c’était tout simple ; qu’il allait toujours dans le même sens, et nécessairement vers le mieux. Nous avons appris en cinquante ans que le progrès va dans les deux sens vers le mal en même temps que vers le bien.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_109.jpg/full/full/0/default.jpg) Tout compte fait, ce mieux et ce pire se neutralisent à peu près. Mais ce qui a vraiment augmenté, ce sont nos risques d’une part, nos chances de l’autre, et par exemple : nos pouvoirs de tuer ou de faire vivre. Il en résulte une formidable augmentation de nos responsabilités d’hommes et de citoyens. Voilà le seul progrès certain.

Rendons-nous compte, en ce début d’un demi-siècle décisif, que jamais l’homme n’a couru plus grand péril d’esclavage et de [illisible], mais que jamais non plus, il ne s’est vu si près d’assurer son pouvoir sur les choses et la vie. Jamais plus près de la ruine générale, mais aussi d’une prospérité sans précédent pour les grandes masses. Tout dépend de ce qu’il va choisir, dans les quelques années qui viennent ; car vous savez que tout va très vite au xxe siècle…

Si l’on ne fait rien, d’ici deux ans au maximum, l’Europe entrera totalement dans la misère et la famine, et je me permets de vous rappeler en passant que la Suisse fait partie de cette Europe menacée même si parfois elle paraît l’oublier. Si l’on ne fait rien, tous nos bons vœux n’empêcheront pas les camps de concentration. Ce qu’il fait faire, ce que l’on peut faire, je crois vous l’avoir dit parfois. Les vœux que je forme pour un bon demi-siècle ne peuvent avoir un sens sérieux que si vous décidez de les transformer en volonté et en action rapide. Ils signifient : Demain : l’Europe, ou bien se réduisent à quelque chose qui n’a de nom dans aucune langue.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500109de] Demain l’Europe ! — Par où commencer ? Par l’économie ? (9 janvier 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_110.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Dans les lettres que vous m’adressez, et dans les réponses à quelques enquêtes récentes sur l’union de l’Europe, je suis frappé de voir revenir régulièrement un argument que nos contemporains ont l’air de tenir pour évident, et que voici : « Si vous voulez unir l’Europe, écrit-on, commencez par le commencement, c’est-à-dire par l’économie. Lorsque vous aurez unifié les économies nationales, tout le reste suivra nécessairement. » Cette croyance est si irrépandue, et si typique de notre siècle, qu’il vaut la peine de l’analyser, je dirais presque de la psychanalyser.

Pourquoi pense-t-on et répète-t-on que les réalités économiques sont à la base de tout, pourquoi s’imagine-t-on que cela va de soi ? Parce qu’on croit que l’économie, c’est plus « sérieux » que les idées ou la politique, et l’on entend par là que c’est plus solide, plus concret, en somme : plus matériel. On répète : *Primum vivere*… D’abord vivre, manger, gagner de l’argent, et ensuite, s’il reste du temps, philosopher… La grande majorité de ceux qu’on appelle aujourd’hui des bourgeois, partage ces idées, et se croient réalistes. Cependant ils accusent les communistes d’être d’affreux matérialistes. C’est étrange, car la croyance fondamentale du communisme, c’est précisément : qu’il faut commencer par l’économie, parce que tout en dépend et qu’il n’y a que cela de sérieux. À cet égard, la seule différence entre les bourgeois et les communistes, c’est que les seconds sont logiques et cohérents, et qu’ils tirent toutes les conséquences de la croyance un peu vague, mais populaire des premiers.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_111.jpg/full/full/0/default.jpg) Or cette croyance est radicalement fausse, contraire aux faits, abstraite, utopique, décourageante, inhumaine, et à certains égards comique — vous allez le voir. En effet, dire que tout commence par l’économique, c’est-à-dire par les machines et la production, et non point par l’esprit, cela revient à dire que la locomotive a précédé Stephenson, que la turbine a précédé Euler, son inventeur, que la bombe atomique a précédé Einstein ; que l’argent a précédé ceux qui ont imaginé le système monétaire, que les produits alimentaires enfin ont précédé l’homme qui a besoin de manger.

Or il me semble bien que c’est le contraire qui est vrai ; et qu’au commencement de tout, y compris des réalités économiques, il n’y a pas de la matière, mais au contraire une invention, c’est-à-dire de l’esprit.

Prenons l’économie moderne. Sa base comme chacun le sait, c’est l’industrie. Et l’industrie, ce sont d’abord les machines. Mais d’où viennent les machines ? Ce ne sont pas elles qui ont commencé, tout de même ! Prenons la turbine. Elle a été inventée aux xviiie siècle par le célèbre mathématicien suisse Leonhard Euler, en marge de ses travaux sur le calcul différentiel et intégral, comme un jeu, comme un sous-produit de ses plus hautes spéculations abstraites. Sans Leonhard Euler, sans ce phénomène de l’esprit pur, non seulement il n’y aurait pas eu cet élément de base de l’économie moderne qui est la turbine, mais encore vous ne pourriez même pas employer ces mots courants qui symbolisent aujourd’hui le travail : turbiner, aller au turbin. Voici donc l’ordre véritable des choses : au commencement il y a eu les mathématiques supérieures, donc de l’esprit, de la culture ; puis il y a eu la turbine ; puis les ouvriers qui la faisaient marcher, et le capital qui utilisait à la fois le turbin des ouvriers et la turbine d’Euler pour s’enrichir, puis enfin le communisme qui a décidé que les turbines étaient plus importantes que tout pour le bonheur des hommes, et qu’il fallait donc tout subordonner à leur production, y compris les libertés civiques élémentaires, qu’il fallait organiser la société autour des turbines, par la force au besoin, et que l’on continuerait d’appeler bonheur l’immense malheur qui en résultait.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_112.jpg/full/full/0/default.jpg) Nous voici donc en pleine irréalité, en pleine folie, pour avoir cru, à partir du xixe siècle, que l’économie était la vraie base de la vie, et qu’il fallait commencer par là. Revenons à la réalité, et à l’Europe.

J’admets bien volontiers qu’il faut commencer par le commencement. Mais cela veut dire, en réalité, qu’il faut commencer par l’esprit, et non point par l’économie et les réalités dites matérielles, puisque celles-ci dépendent de l’esprit, et n’existeraient point sans lui.

Il est facile d’illustrer ce point de vue. Nous avons assisté, en 1949, à l’échec de l’OECE, c’est-à-dire de l’Organisation économique de l’Europe dans le cadre du plan Marshall. D’où vient cet échec ? Il a pour cause l’illusion générale que l’économie vient d’abord, vient avant la politique, avant la culture. Or l’économie n’est pas un fait matériel, comme on se l’imagine, mais un fait humain, qui dépend donc de nos volontés et de nos passions. Et c’est parce que les gouvernants et leurs experts n’avaient pas la volonté réelle de s’unir, en esprit d’abord, qu’ils n’ont pas réussi à organiser l’économie continentale. Ils n’ont pas mis sur pied un plan unique, vraiment européen, mais 19 plans nationaux contradictoires. Et ils ont ainsi donné le spectacle grotesque dont parlait Paul Reynaud : celui de 19 pays donc chacun essaye de grimper sur les épaules de l’autre.

Il est temps de renverser la vapeur, et si l’on veut sérieusement commencer par le commencement, il est temps de réveiller d’abord nos esprits, de chercher à unir d’abord nos cœurs. C’est pourquoi j’estime que le récent congrès de la culture, à Lausanne, a marqué le vrai début d’un travail constructif et pratique, loin d’avoir été la « parlote » que prétendent certains plats matérialistes sans logique et sans réalisme. Fort heureusement, cette espèce répandue n’est plus la seule à s’exprimer. On vient précisément de me communiquer les résultats d’une large enquête organisée parmi les étudiants de Lausanne à l’occasion du congrès de la culture. Il y a là-dedans du meilleur et du pire. Je vous en rendrai compte la prochaine fois.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500116de] Demain l’Europe ! — Une enquête chez les étudiants (16 janvier 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_113.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

À l’occasion de la récente Conférence européenne de la culture, un groupe d’étudiants de Lausanne a pris une initiative qui mérite d’être signalée, commentée, et partout où cela sera possible imitée.

Ce groupe de jeunes gens désirait participer, sous une forme ou une autre, à la conférence culturelle. Mais comment faire ? Le nombre des délégués était strictement limité — six ou sept seulement pour la Suisse, par exemple —, et d’autre part il eût été difficile de faire admettre des représentants des étudiants, car en somme, qu’eussent-ils représenté ? En effet, personne ne connaissait l’opinion, ou plus probablement les opinions diverses des étudiants sur les problèmes européens. Ne fallait-il donc pas commencer par les découvrir ? C’est ainsi qu’a germé l’idée d’une enquête à l’Université. Quelques camarades se sont réunis pour en rédiger le texte, celui-ci a été approuvé par le recteur, M. Cosandey, et les réponses, recueillies auprès de 700 étudiants environ, en peu de jours, ont été communiquées à la conférence, au cours de sa dernière séance plénière.

Quelles étaient les questions posées ? Elles consistaient essentiellement à demander aux étudiants s’ils croyaient à la réalisation de l’Europe unie, à l’utilité de l’Assemblée de Strasbourg, ou de la conférence de Lausanne, et enfin s’ils avaient eu connaissance jusqu’ici de l’activité du Mouvement européen.

Je ne puis vous donner ce soir une analyse détaillée des réponses. Je souhaite vivement que notre presse publie tout au moins le texte des questions et le nombre des oui et des non qui leur répondent. Dans l’ensemble, il apparaît qu’une assez nette majorité des étudiants croit à la *nécessité* d’unir nos pays ; qu’une petite moitié environ croit à *l’utilité* de Strasbourg et de la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_114.jpg/full/full/0/default.jpg) conférence de Lausanne, mais qu’une très grande majorité demande surtout à être mieux *informée* de ce qui est en train de se faire, et révèle son ignorance de ce qui s’est déjà fait, c’est-à-dire avoue n’avoir pas connaissance du Mouvement européen, par exemple.

Ces résultats sont intéressants à divers titres. Certes, certains d’entre eux sont provisoires par définition. En effet, si je demande à quelqu’un, à brûle-pourpoint : avez-vous jamais entendu parler du pithécanthrope ? et qu’il me réponde *non* je n’en ai jamais entendu parler, je devrai faire une coche dans la colonne des réponses négatives à mon enquête ; mais un autre enquêteur, posant la même question le lendemain, à la même personne devra faire une coche dans la colonne des réponses positives, nécessairement, puisque j’aurai passé la veille à parler du pithécanthrope… Ainsi, les étudiants qui ont répondu que *non*, qu’ils n’avaient jamais entendu parler de notre Mouvement, seraient obligés de répondre aujourd’hui que *oui*, puisqu’ils en ont eu connaissance justement par cette enquête. Voilà qui montre bien l’utilité d’une pareille initiative : en questionnant les étudiants sur le Mouvement européen, elle leur en révèle l’existence, elle les invite à prendre position, ou tout au moins à s’informer, — et elle constitue par elle-même une première information.

Il faut donc espérer que des enquêtes du même genre se multiplieront désormais, tout d’abord dans les universités, en Suisse et à l’étranger, mais aussi, et en même temps, dans d’autres milieux, plus larges et aussi variés que possible : dans les ateliers et entreprises comme dans les bureaux, dans les quartiers de grandes villes comme dans les villages, et enfin dans les sociétés de tout genre dont vous faites partie, vous qui m’écoutez ce soir… Et pourquoi n’en prendriez-vous pas l’initiative ? Cela ne coûte rien, c’est souvent amusant, et c’est la propagande la plus honnête qui soit, puisqu’elle consiste simplement à attirer l’attention des gens sur les questions qui se posent aujourd’hui, — sans forcer les réponses ou les prises de parti.

Je voudrais insister enfin sur ce qui ressort le plus nettement de l’enquête des étudiants lausannois : sur cette demande générale de documentation, d’information. Je crois ce besoin très répandu, bien au-delà des milieux de l’Université, dans toutes les couches de la population. Comment le satisfaire ?

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_115.jpg/full/full/0/default.jpg) On ne peut pas se contenter de renvoyer tout le monde à une lecture plus attentive de la presse. Car la presse, en Europe, manque de place pour publier des documents de première main, des textes complets — comme cela se fait en Amérique. Elle doit se borner à résumer en quelques lignes les travaux d’une longue conférence de 5 jours et 4 nuits, et souvent l’essentiel se perd, un détail pittoresque accapare l’attention… D’autre part, on ne peut pas non plus écrire à chacun, visiter chaque foyer, parler individuellement à des millions.

Je suggère donc à tous ceux d’entre vous qui auraient le désir de savoir mieux ce qui se passe deux moyens assez simples.

Le premier, c’est de vous mettre en rapport, personnellement ou par écrit, avec le groupe le plus proche de l’Union européenne, organisation suisse rattachée au Mouvement européen et qui vous donnera les informations précises que vous souhaitez.

Le second moyen d’information, c’est tout bonnement d’ouvrir les yeux, de voir la situation de l’Europe divisée entre les deux grands blocs hostiles, et de vous demander quelles sont les mesures qu’appelle d’urgence une pareille situation. Vous rejoindrez ainsi par vous-même j’en suis sûr, les positions de notre Mouvement. Ces positions, en effet, ne sont pas théoriques, ni subtiles : elles sont dictées par les grands faits que tout le monde connaît. Prenez la peine d’y réfléchir : vous vous trouverez naturellement à nos côtés.

Le temps me manque ce soir pour commenter les très nombreuses remarques personnelles que les étudiants lausannois ont jointes à leurs réponses à l’enquête. Je me promets d’y revenir la prochaine fois, et d’en discuter quelques-unes, car elles me paraissent bien typiques des réactions infiniment diverses, parfois savoureuses, souvent encourageantes, que l’on peut observer dans le grand public, et que beaucoup de vos lettres m’apportent chaque semaine. En répondant aux étudiants, c’est donc à beaucoup d’entre vous que je me trouverai répondre du même coup, personnellement.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500123de] Demain l’Europe ! — Questions et objections des étudiants de Lausanne (23 janvier 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_116.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je vous ai parlé lundi dernier d’une enquête menée par quelques étudiants de Lausanne parmi leurs camarades, et portant sur l’union de l’Europe, sur l’utilité de nos congrès. Un grand nombre des étudiants interrogés ne se sont pas contentés de répondre par oui ou par non, mais ont ajouté quelques remarques personnelles au bas de la page de questionnaire. Ce sont ces réactions spontanées que je voudrais commenter ce soir.

Il serait exagéré de dire qu’elles manifestent un courant de pensée général et bien défini. Au contraire, leur infinie variété, du noir au blanc par toutes les nuances imaginables, prouve que l’individualisme n’est pas mort chez nous, et qu’un des plaisirs de la vie reste encore, aux yeux de mes cadets, de se faire leur propre opinion, ou au moins d’en affirmer une qui ne soit pas celle d’un parti. Je ne trouve même pas une opinion commune par faculté, et l’on dirait parfois que chacun s’ingénie à soutenir le point de vue qu’on attend le moins de sa spécialité : c’est ainsi qu’un étudiant en lettres exige des actes, et non plus des paroles ! Tandis que c’est un ingénieur qui déplore que l’idéal ne domine pas sur l’économique ; un théologien qui s’écrie : économique d’abord ! ; un étudiant en droit qui ne croit qu’à la force ; et pour comble, un pharmacien qui trouve la situation sans remède !

L’un dit qu’il faut commencer par l’économie, l’autre par la politique, un 3e par l’esprit et un 4e, qu’on ne peut pas commencer du tout, et qu’il faudra une nouvelle guerre (qu’est-ce qu’il lui faut !). Deux seulement sur cent dont j’ai lu les remarques déclarent que la question ne les intéresse pas. Mais parmi les cent autres, quels sont les arguments qui [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_117.jpg/full/full/0/default.jpg) reviennent le plus souvent ?

Il me semble, tout d’abord, que la majorité affiche une saine méfiance à l’égard des combines politiques, et redoute que l’union européenne serve de paravent à des manœuvres impérialistes ou agressives. C’est en effet l’un des dangers que les fédéralistes ont la mission de prévenir, et au besoin de démasquer dès qu’il ferait mine d’apparaître, et je puis dire qu’ils n’y ont pas manqué jusqu’ici. Mais je suis frappé de voir que la notion d’engagement politique des intellectuels est si peu populaire parmi nos étudiants. S’ils entendent par engagement la démission de la pensée au profit d’une tactique de parti, ils ont raison. Mais s’ils croient que l’intellectuel n’a rien à dire dans la cité, ils servent mal l’esprit et la culture, et ce sont eux qui livrent la cité aux politiciens qu’ils n’aiment pas. Je leur rappellerai, au surplus, que l’union de l’Europe n’est pas du tout un problème politique d’abord, mais la condition de salut d’une civilisation qui fait le sens de nos vies.

J’ai répondu d’avance, dans une autre chronique, à ceux qui estiment que l’on doit bien commencer par des mesures économiques. Je me borne à leur répéter que ce point de vue n’est pas bien réaliste, car seul un pouvoir fédéral, *politique*, et soutenu par l’*opinion*, pourra forcer les égoïsmes, les intérêts et les routines que défendent les experts économiques, toujours prêts à prouver qu’on ne peut rien faire, sauf en temps de guerre naturellement…

Certains croient désirable et nécessaire l’union fédérale de l’Europe, mais ils estiment qu’elle exigera beaucoup de temps : quatre générations, dit l’un, dix au moins pense un autre. Voilà les optimistes incorrigibles. Ils s’imaginent sans doute que les deux Grands nous laisseront prendre notre temps, comme des Bernois. Mais s’il faut plus de 100 ans pour faire l’Europe, autant dire qu’on ne la fera jamais. On ne peut pas fédérer des esclaves dans les ruines.

Mais voici s’approcher allègrement la petite escouade des communistes, attentifs à marcher du même pas. Citer un seul d’entre eux suffit pour savoir ce que les autres pensent ; je le citerai donc : « La Conférence européenne de la culture — affirment-ils sans sourciller — est faite par les Américains [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_118.jpg/full/full/0/default.jpg) pour répandre leur politique agressive et impérialiste, en Europe et dans le monde entier. »

Voilà qui est clair et je pense que je ferais bien de passer aux aveux complets avant que l’on ne me force aux aveux spontanés. Je croyais que le congrès de Lausanne avait été organisé par le Bureau d’études dont je m’occupe à Genève. Quelle illusion ! La vérité, c’est que Pierrepont Morgan, dictateur de Wall Street, et trotskiste bien connu, m’a fait remettre par Goebbels en personne les dollars nécessaires pour l’achat de 200 intellectuels qui ont voté par acclamations, sur l’ordre de Churchill, une résolution finale dictée car le président Truman en faveur du coca-cola. Pierrepont Morgan est mort il y a dix ans, dit-on, mais cela prouve simplement que je sais cacher mon jeu… Passons.

J’ai gardé pour la fin un argument bizarre, mais qui revient plus d’une fois dans cette enquête : on ne peut pas unir l’Europe, objectent quelques pessimistes, car elle est vraiment trop divisée ! Je croyais, dans ma candeur naïve, qu’on ne peut unir, précisément, que les choses qui sont divisées — de même qu’il faut bien qu’une bouteille soit vide pour qu’on puisse la remplir…

Enfin, à ceux qui nous répètent : assez de discours, il faut des actes ! Je dis bravo, et je réponds que j’attends leurs actes, à eux aussi. Car le temps presse, ils ont raison, et nous avons besoin surtout de ceux qui veulent agir sans plus de bavardages ou de vaines critiques purement verbales.

Au revoir, à lundi prochain, chers auditeurs, à demain matin, chers étudiants avides d’action.

# [ddr19500130de] Demain l’Europe ! — Un tiers-ordre européen (30 janvier 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_119.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

J’ai reçu l’autre jour une modeste brochure d’une douzaine de pages, qui ne portait pas de titre, et qui était signée Daniel Villey, professeur de droit à Poitiers. Cette brochure était un appel adressé aux jeunes gens de France. Elle m’a ému plus que tout autre chose que j’aie pu lire depuis longtemps. Je voudrais vous la lire tout entière. Faute de temps je me bornerai à vous en citer des extraits, — et tout d’abord je vous dirai le peu que je sais de son auteur : il n’est pas inutile de le situer, pour vous faire mieux comprendre la portée de son geste, le simple et beau courage que son acte révèle.

Daniel Villey doit avoir aujourd’hui 35 ans tout au plus. Je l’avais rencontré, à Paris, dans les petits groupes personnalistes qui lançaient la revue [*Esprit*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/espr), vers 1935 je pense. Je me souviens d’un très jeune homme, d’un visage bien arrondi, à l’expression attentive, presque candide, d’un esprit vif et scrupuleux tout à la fois. Le contraire de l’image courante du meneur d’hommes, du jeune chef impatient de s’affirmer. Et puis la guerre est venue, nos chemins ne se sont plus croisés, le jeune Daniel Villey est devenu professeur et père de 5 ou 6 enfants. Écoutez maintenant ce qu’il nous dit, d’une voix calme et tout unie, cette voix tranquille de ceux qui ont pris leur décision, et que l’on peut croire.

Tout d’abord, il a interrogé ses étudiants de la faculté de Poitiers, et il les a trouvés indifférents, désabusés, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_120.jpg/full/full/0/default.jpg) et résignés au pire, c’est-à-dire à la guerre qu’ils jugent inévitable, au communisme, aux camps de concentration. Nous n’y pouvons rien, déclarent-ils. Travaillons dignement, en attendant les catastrophes. Nos cris ou notre action n’y sauraient rien changer.

Est-ce bien vrai ? s’est demandé le jeune professeur ? Ce découragement est-il fondé, ou bien ne serait-il pas une sorte de maladie morale, qu’un espoir neuf pourrait guérir ? L’Europe, avec son potentiel immense de ressources humaines et techniques ne peut-elle pas encore se sauver, et tout sauver si elle s’unit ? Mais que faire, par où commencer ? Peut-être n’avons-nous pas plus de deux ans pour nous unir, ou pour périr. Et voici, nous dit-il modestement voici « ce qui m’est venu à l’idée ». Ici je vais citer ses propres phrases :

Un certain nombre de jeunes gens et de jeunes filles (une dizaine par exemple pour commencer, une centaine si possible au bout de quelques semaines, pas nécessairement davantage) décideront de donner non pas deux ans de leur vie, mais *toute leur vie pendant deux ans — au service de l’Europe unie*.

Je crois à la vertu de la vie donnée… Une vie donnée est un témoignage et en a la force. Ces jeunes se lieront jusqu’au 1er janvier 1952 par une promesse… Cette promesse les obligera à se consacrer entièrement et exclusivement à l’Europe, jusqu’à son expiration ou sa révocation. Ils devront interrompre leurs études ou leur carrière professionnelle. Ils recevront en principe de l’organisation une mensualité pour subvenir à leurs besoins en menant la vie pauvre qui convient à leur engagement… Il est souhaitable que tous soient — et demeurent pendant deux ans — célibataires. (Quiconque a la charge d’autres vies que la sienne ne peut se moquer de l’argent ni de sa carrière…) Ils s’engageront à obéir avec la plus exigeante discipline aux ordres du chef de l’organisation. J’assumerai ce rôle jusqu’à ce que se révèle un chef plus digne et plus apte… L’organisation sera au service des objectifs définis par le Mouvement européen, dont elle demeurera distincte, mais comme une avant-garde, comme [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_121.jpg/full/full/0/default.jpg) un corps franc.

J’interromps ici mes citations. Vous avez tous compris, je pense, ce que Daniel Villey va faire : en demandant à quelques jeunes gens de consacrer deux ans de leur vie à une action précise pour l’Europe, dans la pauvreté, le célibat et l’obéissance, *il fonde un ordre*. Ce sont les ordres qui ont créé la civilisation de l’Occident. Lui-même quittera sa chaire de professeur. Et tous ensemble, ou deux par deux, ils s’en iront par les villages et par les villes, expliquer, travailler, convaincre. Il ne s’agit plus de groupes d’études, de discussions intéressantes, de comités ou de manifestes. Il s’agit d’une croisade. Il s’agit d’un grand risque.

À tous les jeunes, dit encore Daniel Villey, je demande de sonder leur cœur et de le soupeser. Je leur propose un risque et un sacrifice. Excède-t-il leur générosité ? Deux ans d’interruption dans vos études ou votre carrière, est-ce vraiment plus que vous ne pouvez donner ? Tant de vos aînés ont, à votre âge, été mobilisés, prisonniers, volontaires dans la Résistance, déportés plus longtemps que cela… Même humainement, c’est bien souvent que l’on sauve sa vie en consentant à la perdre. Pensez à la tâche exaltante qui s’offre à vous. À la chaleur de l’amitié qui vous unira à vos compagnons de lutte. À la reconnaissance de tous les humbles qui mettront en vous leur espoir. Et que le témoignage de quelques vies peut, à toute une génération, rendre de l’espoir, de l’enthousiasme, de la ferveur… Pensez qu’il n’y a pas d’exemple qu’une grande entreprise n’ait conduit à de grandes choses… Pensez à Jeanne d’Arc. Songez qu’il y a aujourd’hui grande pitié sur la terre d’Europe. Voulez-vous, comme Jeanne, quitter vos moutons, chevaucher sur les routes, relever une cause qui semble désespérée ? Vous donner de tout votre être à une tâche très précise et très concrète, humblement temporelle (comme la délivrance d’Orléans) et la poursuivre de toutes vos forces par les moyens les plus réalistes. Relisez l’histoire de Jeanne d’Arc, et écoutez ce qu’elle vous dira. J’attends votre réponse, et je vous attends.

Chers auditeurs, je ne veux rien ajouter à cet appel noble et direct. Pour les détails pratiques, je vous renvoie à la brochure de Daniel Villey. S’il se trouve parmi vous quelques [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_122.jpg/full/full/0/default.jpg) jeunes gens ou jeunes filles qui ont entendu cet appel dans leur cœur, qu’ils m’envoient simplement leur nom et leur adresse. Ils recevront cette modeste brochure qui peut les faire entrer demain dans la grande aventure de notre temps et de leur vie.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500206de] Demain l’Europe ! — Passer à l’action (6 février 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_123.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

La semaine dernière, j’ai consacré toute ma chronique à présenter l’appel que vient de lancer un jeune professeur de Poitiers, Daniel Villey. Il demandait qu’un petit nombre de jeunes gens et de jeunes filles consacrent toute leur vie, pendant deux ans, à la cause de l’Europe unie. Je vous ai lu quelques extraits de sa brochure, je vous ai dit de m’écrire si le risque vous tentait, et je me suis demandé si 2 ou 3 jeunes Suisses auraient le courage d’entrer dans l’aventure.

Le soir même, six d’entre vous m’ont écrit, et pendant tous les jours qui ont suivi, c’est par douzaines que me sont parvenues des lettres d’auditeurs intéressés ou enthousiastes. Les uns demandent des précisions, d’autres, sans plus attendre, se disent prêts à s’engager dans l’action immédiate. Tous auront reçu, à l’heure qu’il est, la petite brochure dont j’ai parlé. Si l’appel a trouvé son écho dans leur cœur, dans leur conscience et leur esprit, qu’ils écrivent à Daniel Villey : il les attend. Mais je ne sais s’il s’attendait à ce que tant de jeunes Suisses des deux sexes répondent si vite et manifestent pour une fois si peu de crainte des précipitations…

Ce succès très rapide, et dans tous les milieux, d’un appel qui ne promet rien que des risques et des sacrifices, m’a surpris, enchanté, et parfois inquiété. Certes, je vois, sans trop chercher, ce qui l’explique. L’un d’entre vous m’écrit — et sa phrase vaut pour tous : « J’attendais du pratique, de l’action. Vous pouvez donc compter sur moi. » Et comment ne pas comprendre une pareille faim d’agir, dans [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_124.jpg/full/full/0/default.jpg) un monde abreuvé de discours, tout ahuri de propagandes contradictoires et de platitudes politiciennes. Assez de paroles, passons aux actes, s’écrient en chœur ceux qui ont encore des vitamines.

Et pourtant, je voudrais mettre en garde une partie de mes jeunes auditeurs contre une tentation trop facile, le goût de l’action pour l’action, le frisson de « l’en avant ! » qui ne sait même pas où il va.

Je ne suis pas là pour vous décourager d’agir, c’est entendu. Bien au contraire, je voudrais vous demander d’agir en connaissance de cause, en connaissance de but aussi. Voyez-vous, il ne suffit pas de crier : Allons-y tous ensemble : il faut encore savoir où l’on va, et pourquoi. L’action n’a donc de sens qu’en vertu de la pensée qui est derrière elle pour l’inspirer, et devant elle pour l’orienter.

Daniel Villey vous appelle à l’action, et vous vous écriez : « Enfin, ça devient sérieux ! » Oui, mais ça n’est sérieux, prenons-y garde, que parce que son action couronne une longue préparation de pensée, et veut réaliser des objectifs bien définis. Derrière son geste et son appel, il y a deux ans de travail de comités, de commissions, de sections et de rapporteur, de congrès et de théoriciens ; il y a beaucoup de paroles et beaucoup de circulaires, et croyez-m’en, ça n’est pas passionnant tous les jours. Il y a l’immense labeur de déblaiement des perspectives, de rassemblement des esprits, de détermination des objectifs concrets ; et tout cela, tout ce travail que certains jugeaient bien inutile et peu pratique, c’est ce qui va permettre demain l’action réelle, au lieu de l’agitation.

Lundi dernier, je me suis borné à mentionner que Daniel Villey entend agir selon les lignes tracées par le Mouvement européen. Je n’ai pas eu le temps d’insister sur ce point, qui est tout de même de première importance. Les très nombreuses lettres reçues, ces derniers jours, me prouvent qu’il est urgent de dissiper deux malentendus qui se font jour.

Tout d’abord, qu’il soit clair que Villey ne fonde pas « un nouveau mouvement », « un mouvement de plus, quand il y en a déjà tellement ». Je comprends bien que le Petit Poucet [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_125.jpg/full/full/0/default.jpg) moderne se sente perdu dans la forêt des initiales désignant les organisations mondiales et autres : SDN ; ONU ; UNESCO ; OECE ; IRO ; OMS et tout ce que vous voudrez. Mais voici le fil conducteur : il n’y a qu’un seul mouvement qui s’occupe de l’Europe comme unité, de l’Europe et non pas du monde entier, et de l’Europe sous tous ses aspects : c’est le Mouvement européen. On y trouve rassemblés, en un comité unique, toutes les organisations fédéralistes et autres qui veulent l’union du continent. Daniel Villey et ses compagnons ne formeront pas un groupe rival, mais voudraient être l’avant-garde et le corps franc de notre Mouvement.

Deuxième malentendu possible : il ne s’agit pas ici de sauver la paix en général, ou l’humanité en général, mais il s’agit uniquement de militer pour la fédération européenne. Aucun rapport avec Garry Davis et ses gestes spectaculaires, mais sans lendemain. La tâche précise, c’est de sauver l’Europe d’abord. Non point parce que l’Europe vaut mieux que l’Asie ou l’Amérique, ou parce qu’il n’y en a point comme nous. Mais parce que dans ce corps unique que forme sans doute l’humanité, l’Europe se trouve être l’organe à la fois le plus menacé, le plus fragile et le plus vital, — le cœur ou le cerveau du monde. Nous ne pouvons agir utilement pour la paix du reste du monde, qu’en agissant d’abord là où nous sommes.

Ces précisions, je crois, n’étaient pas superflues.

Que chacun donc, avant de s’engager, réfléchisse et calcule la dépense. Tous sont appelés, tous ne seront pas élus, mais que personne ne perde une si belle occasion de remettre en question sa vie et son rôle dans un monde menacé.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19500213de] Demain l’Europe ! — Les deux raisons de fédérer l’Europe (13 février 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_126.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Ceux d’entre vous qui me font le plaisir de suivre assez régulièrement ma chronique du lundi soir, auront remarqué que j’aborde, à chaque fois, un aspect différent du même problème : celui de l’union européenne. Je suis loin d’avoir épuisé les questions précises qui se posent dans les domaines les plus divers, car l’Europe, c’est très compliqué, et c’est même cette complication (qu’on pourrait comparer à celle du corps humain) qui fournit la meilleure définition de l’Europe.

Cependant, il est bon, parfois, de reprendre le problème dans son ensemble. Plusieurs personnes m’ayant demandé, ces temps derniers, de leur dire en quelques mots : pourquoi faut-il unir l’Europe ? et quels sont les facteurs principaux de cette union ? Je voudrais leur répondre sans détour, d’une manière aussi simple que possible.

À l’origine des fédérations qui, dans l’histoire, ont réussi, et durent encore, on trouve deux facteurs principaux : le premier c’est la *menace extérieure*, le second c’est l’*absurdité des divisions intérieures*. Selon les cas, l’un de ces facteurs est plus actif ou plus puissant que l’autre, mais ils sont en général présents tous les deux. C’est ainsi que les États-Unis d’Amérique se sont fédérés principalement pour résister à l’Angleterre, pour se libérer de son joug, et pour prévenir la menace d’une nouvelle conquête étrangère. Tandis que nos cantons suisses ont été amenés à se fédérer, en 1848, bien moins par des menaces ou pressions extérieures, qui étaient faibles ou inexistantes, que par la constatation claire et nette de l’état d’impuissance et de crise où les mettaient leurs divisions économiques, politiques et militaires.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_127.jpg/full/full/0/default.jpg) Il se trouve qu’aujourd’hui, ces deux facteurs — la menace extérieure et l’absurdité reconnue de nos divisions internes — jouent à plein pour l’Europe, et simultanément.

Détrônée par la dernière guerre de sa position dominante dans le monde, l’Europe est devenue le terrain de manœuvres de deux empires tout neufs, qui ont peur l’un de l’autre, et que mesurent leurs forces sur notre territoire, dans nos esprits, dans nos vies et nos mœurs. Oh, certes ! je pense bien que l’un et l’autre de ces empires sont animés des meilleures intentions, et ne veulent que notre bonheur, chacun à leur manière. Les uns nous voudraient heureux, bien nourris et de bonne humeur, grands lecteurs de « digests » et buveurs de coca-cola : car ainsi nous ferions de bons clients. Les autres nous voudraient fanatiques et disciplinés, car ainsi nous ferions de bons citoyens, d’excellents esclaves volontaires. La menace n’est pas la même des deux côtés, vous le sentez bien. Il est absolument faux de prétendre que nous n’avons plus qu’à choisir entre la peste et le choléra, car en réalité, ce qu’on nous offre, c’est d’un côté le sourire obligatoire, de l’autre le travail forcé. Les uns financent notre reconstruction, les autres poussent au sabotage. Il y a donc une légère différence, et je vous laisse à faire votre choix. Mais si tout de même nous trouvions le moyen de rester des Européens, de rester libres à notre guise, entre nous, dans l’indépendance, cela vaudrait peut-être mieux… Et nous ne le pourrons [que] si nous sommes forts, et nous serons forts [que] si nous fédérons nos faiblesses — tout comme les cantons suisses il y a cent ans.

Prenons maintenant le second facteur qui peut pousser à la fédération, et qui est la prise de conscience générale de la stupidité de nos divisions. Ce qui a décidé nos ancêtres à créer un pouvoir fédéral et à voter notre constitution, c’était l’état scandaleux d’impuissance où nous mettait la souveraineté jalouse de 25 États minuscules, hérissés de barrières et de péages, entravant la circulation, sans armée unifiée, sans marché assez large, sans politique vraiment commune. Or, nous en sommes exactement au même point, dans l’Europe d’aujourd’hui, et c’est aussi stupide, mais plus dangereux qu’alors. Les marchandises et les personnes ne peuvent plus circuler, sur notre continent, qu’à la faveur d’une tolérance des fonctionnaires, et d’une espèce de tricherie générale. La preuve, c’est que si les douaniers décident d’appliquer strictement les règlements, plus [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_128.jpg/full/full/0/default.jpg) personne ne passe une frontière, le trafic est embouteillé sur des dizaines de kilomètres. Et ce n’est là qu’un exemple entre cent de nos routines. Allons-nous continuer longtemps ces jeux puérils, qui n’amusent plus personne, qui ne rapportent pas un sou de plus qu’ils ne coûtent, et qui nous affaiblissent au point que dans deux ans, nous serons sans doute à la merci soit d’une police totalitaire, soit des experts d’une commission d’achat qui sera le vrai gouvernement de nos pays ?

Voilà, me semble-t-il, des raisons suffisantes pour justifier l’effort de nos fédérateurs, et du Mouvement européen. Je vais les résumer en quelques mots un peu brutaux, mais qui disent bien ce qu’ils veulent dire. Je les emprunte à un slogan que les fédéralistes français ont inscrit sur des carnets de timbres de propagande européenne, qui seront mis en vente un de ces jours. Le voici :

« Européens, fédérez-vous pour sauver votre indépendance ! Si vous ne faites pas demain l’Europe, l’Amérique vous laissera tomber ; et la Russie vous ramassera. »

Ce langage, certes, n’est pas diplomatique. Il a l’avantage d’être clair.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500220de] Demain l’Europe ! — La guerre impossible (20 février 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_129.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je viens de recevoir la visite d’un journaliste qui débarquait tout droit de la planète Mars, sortant d’une somptueuse fusée-limousine à l’hydrogène atomique. Il m’a demandé ce qui se passait sur la Terre, et quel était le sujet de conversation le plus général, quand les gens qui se rencontrent ne trouvent plus rien à se dire. J’ai réfléchi quelques instants, et j’ai répondu en ces termes : — Les gens parlent de tout au monde, de leurs amis, de leurs ennemis particulièrement, de leurs salaires ou de leurs dividendes, du bébé de Rita Hayworth ou des champions du monde de ski, du temps qu’il fait, du dernier film, de leurs amours. Mais sans le savoir, le plus souvent, derrière tout cela, ils ne parlent au fond que d’une seule chose. Ils parlent de leur vie ou de leur mort, c’est-à-dire, qu’ils parlent au fond, de la guerre qui vient ou qui ne viendra pas. L’idée de la guerre possible est devenue l’arrière-plan de tous nos projets dans ce siècle.

— Qu’est-ce que la guerre ? m’a demandé le journaliste débarqué de la planète Mars. Je me suis senti assez embarrassé. J’avais peut-être un peu honte pour mes frères, pour les humains qui peuplent notre Terre. J’ai fait de mon mieux, j’ai dit ceci.

— Autrefois, il y avait des nations, représentées par des rois ou des princes, qui décidaient de prendre un morceau de la nation voisine, ou de lui rabattre le caquet. On formait alors une armée composée de gens qu’on payait pour cela, et le jeu consistait à tuer les soldats de l’armée ennemie, après quoi l’on s’appropriait les territoires ou les richesses convoitées. Ceux qui n’aimaient pas cela restaient chez eux. Et puis il y eut un phénomène nommé Révolution française, qui transforma les règles du jeu de la guerre.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_130.jpg/full/full/0/default.jpg) À partir de ce moment-là, faire la guerre au voisin ne signifiait plus seulement battre sa petite armée de mercenaires, mais aussi lui imposer un régime politique dont il n’avait aucune envie. C’est ainsi que le nommé Napoléon apporta le système jacobin à tous les peuples de l’Europe, sur la pointe de ses baïonnettes. À cette époque, toutefois, on se bornait encore à faire la guerre aux militaires et aux gouvernements. On changeait les ministres et les drapeaux, on imposait un nouveau roi, et la vie reprenait son cours normal ; le vainqueur s’emparait d’un pays bien vivant. Au xxe siècle, nous avons fait d’immenses progrès. La guerre est devenue *totale*, et cela veut dire : que les soldats, les femmes et les enfants, les machines, les savants qui les inventent, les professeurs et les paysans, les ouvriers dans leurs usines, les mineurs dans leurs mines, tous sont mobilisés, c’est-à-dire obligés de travailler non plus pour la conquête du voisin, mais pour sa destruction si possible totale.

Car, en effet, si toutes les forces d’un pays participent maintenant à la guerre, on ne peut gagner qu’en les détruisant toutes. Il en résulte logiquement qu’on ne peut plus s’emparer que d’une nation morte. On ne peut donc plus gagner une guerre, à proprement parler. On dépense des efforts et des capitaux gigantesques pour occuper des ruines, et ensuite il faut tout reconstruire à ses frais. Ainsi le vaincu perd tout en une seule fois, mais le vainqueur lui, perd deux fois. La victoire ne paye plus. Voilà le fait nouveau.

À cela s’ajoute un phénomène encore plus grave. C’est qu’on ne peut plus, de nos jours, changer le régime de la nation vaincue en changeant simplement le gouvernement. Car les régimes modernes forment et déforment les individus eux-mêmes, ils sont enracinés dans les esprits, dans les réflexes, dans les nerfs, dans l’inconscient de tous et de chacun. Il faudrait donc exterminer un peuple, ou le rééduquer totalement. Dans les deux cas, c’est un très gros travail.

Prenez l’exemple de l’Allemagne hitlérienne. Les Américains, dans leur zone, ont eu sur les bras, depuis l’armistice, quelque 20 millions d’Allemands qui venaient de subir 12 ans de régime nazi. Douze ans seulement, c’est-à-dire à peine une demi-génération. Eh bien, les Américains m’ont dit souvent : Il y a dans notre zone autant de nazis qu’en 1945, il n’y a qu’Hitler en moins, nous avons donc échoué. Imaginez maintenant une guerre entre ces mêmes Américains et l’Empire soviétique. Supposez que l’Amérique « gagne » cette guerre, le mot « gagner » peut-il encore avoir un sens ? Au lieu de 20 millions d’endoctrinés, les Américains cette fois-ci auraient sur les bras [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_131.jpg/full/full/0/default.jpg) 200 millions d’hommes, de femmes et d’enfants formés par le régime depuis plus de 30 ans, 200 millions qui ne savent rien de la démocratie occidentale, qui lui sont totalement imperméables, par nature et par éducation. Comment feront les Américains pour nourrir ce grand peuple dans ses ruines, et en même temps pour transformer son âme, et ses mœurs et son inconscient ? Sont-ils préparés pour cette tâche ? Ont-ils prévu un système politique adapté à la nature slave, et les institutions nouvelles ? Pas du tout. Ils n’ont donc pas prévu, ni même envisagé, que je sache, les conditions d’une victoire praticable.

Et le même raisonnement vaudrait, en sens inverse, si la Russie gagnait la guerre militairement. Ni l’un ni l’autre des 2 blocs ne peut gagner, c’est évident.

Mais il est non moins évident que dans ce conflit sans issue, l’Europe serait anéantie, et sans bénéfice pour personne, totalement détruite en passant.

Le problème du siècle est donc simple :

Il s’agit d’empêcher la guerre, et cela non point au nom du pacifisme, le pacifisme est dépassé, il a perdu beaucoup de son sens, depuis que la guerre elle-même n’en a plus, — mais pour empêcher un chaos total, fatal et cette fois-ci irrémédiable.

— Et que proposez-vous ? me dit le journaliste descendu de la planète Mars.

— Je propose de constituer une puissance qui s’interpose entre les Russes et les Américains, une puissance qui s’affirme indépendante, l’Europe unie, armée et neutre. De quoi faire réfléchir les 2 blocs.

— C’est raisonnable, conclut le journaliste. Mais les hommes de la Terre sont un peu fous. Ceux de l’Europe se laisseront-ils convaincre ? Je suis curieux de vos prochaines émissions. Au revoir donc, à lundi prochain !

# [ddr19500227de] Demain l’Europe ! — Après les élections anglaises (27 février 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_132.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je m’étais promis de vous parler ce soir du problème que pose l’Angleterre, dans ses relations avec l’Europe, au lendemain des élections. Eh bien, je n’en sais pas beaucoup plus aujourd’hui qu’il y a une semaine. Mais pendant que le sujet reste actuel, je voudrais tout de même vous proposer quelques remarques que j’ai pu faire, depuis longtemps, sur l’attitude de ces Européens qui tiennent tant à rester en marge. Essayons donc de dissiper un peu les brouillards londoniens dont ils enveloppent leurs calculs politiques ou leurs incertitudes.

Depuis deux ans, il est devenu courant d’accuser l’Angleterre et ses chefs de freiner les efforts d’union européenne. On a même parlé de sabotage. Quels sont les faits ?

Le premier fait, c’est que Churchill fut le premier homme d’État de grand calibre qui osât parler d’unir l’Europe, au lendemain même de la guerre. On se rappelle son discours de Zurich, en septembre 1946. Il demandait que la France et l’Allemagne se tendent la main, pour amorcer l’union de notre continent. À vrai dire, si l’on relit son discours, on s’aperçoit qu’il n’engage pas beaucoup son propre pays dans l’affaire. Toutefois, Churchill fonda, peu de temps après, un mouvement anglais pour l’Europe. Et d’accord avec les fédéralistes, qui l’avaient largement précédé dans cette voie, il convoqua le congrès de La Haye, d’où devait sortir notre Mouvement européen. Mais Churchill n’engageait que lui-même et refusait encore le mot fédération. Il était au surplus chef de l’opposition. Que pensait son gouvernement ?

M. Bevin tenait de son côté de beaux discours. Il déclarait, devant la Chambre des communes, qu’il était décidé à tout faire pour la fédération des peuples et qu’il rêvait du jour où il pourrait enfin prendre librement un billet pour n’importe quel pays du [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_133.jpg/full/full/0/default.jpg) monde, sans passeport ni permis de devises. Mais quand le Mouvement européen proposa de convoquer le Conseil de l’Europe, M. Bevin opposa son veto. Le Conseil de l’Europe fut cependant établi, et M. Bevin s’y rallia. Mais on vit bien que c’était à contrecœur, lorsqu’il s’opposa brutalement à presque toutes les recommandations issues des débats de Strasbourg, contribuant ainsi plus que tout autre à rendre vaines ces décisions, pourtant urgentes et unanimes.

Tels sont les faits, et vous le voyez : le brouillard londonien n’en est pas éclairci. Essayons cependant de distinguer les motifs de ces deux attitudes — celle de Churchill et celle de son grand adversaire — si curieusement apparentées *en fait*.

On a dit que Bevin s’opposait à l’Europe parce que c’était une idée de Churchill. Écartons cette raison un peu puérile, et peu digne d’un homme d’État. M. Bevin avait deux arguments bien plus sérieux. Le premier, c’était les *dominions*. Le second, *l’expérience socialiste* qu’il tentait de réussir dans son île, en vase clos.

Pendant longtemps, les Anglais nous ont dit : nous serions bien d’accord de faire l’Europe, mais nous pensons d’abord à notre empire, aux dominions avec lesquels nous sommes liés.

J’avoue que cet argument ne m’a jamais convaincu. Le hasard a voulu qu’à La Haye, j’aie pu lire le premier, les télégrammes adressés à notre congrès par le maréchal Smuts au nom de l’Afrique du Sud, et par le Premier ministre d’Australie : ils étaient chaleureux et enthousiastes. Mais ils ne figurent pas dans le compte rendu du congrès, qui parut à Londres. D’ailleurs, la récente conférence des dominions, à Colombo, a réduit à néant ce prétexte : à Colombo, les chefs des dominions ont proclamé que la politique du Commonwealth n’était en rien contradictoire avec une union de l’Europe.

Reste donc l’argument des travaillistes anglais. Comment voulez-vous, nous disent-ils, que nous puissions ouvrir nos frontières à l’Europe, en pleine expérience socialiste ? Nous n’avons pas confiance dans la manière dont vous administrez vos différents pays. Quand vous serez tous socialistes, on verra !

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_134.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais l’Europe, en réalité, ne va pas vers le socialisme. Une grande partie du continent se trouve aujourd’hui gouvernée par les partis du centre catholique : démo-chrétiens en Italie, MRP en France, chrétiens-sociaux en Belgique, en Hollande, en Allemagne et en Autriche, L’Angleterre se voit donc isolée par son régime ; elle ne trouve plus que les 3 Scandinaves à ses côtés.

Il faudra bien qu’elle en tienne compte. Car si elle persiste à s’isoler sous prétexte de socialisme, elle ne sera pas seulement séparée de l’Europe, mais aussi des États-Unis, et bien plus : de ses propres dominions, qui sont tous revenus au système libéral.

Enfin, les élections de la semaine dernière font apparaître un fait nouveau : c’est que l’expérience socialiste, menée depuis cinq ans par les Cripps et Bevin n’a pas même convaincu la moitié des Anglais ! En effet, le Parti travailliste n’a réuni que 13 millions de voix, tandis que les autres partis totalisent plus de 15 millions.

Sans juger un instant de la valeur de cette expérience socialiste, il faut avouer que l’argument qu’on en tire contre la participation des Anglais à l’Europe unie repose sur une base bien fragile. L’argument qui était fort dangereux en théorie, n’est même plus justifiable en fait. On ne peut donc plus fonder sur lui une politique anglaise à l’égard de l’Europe.

Quelles conclusions nous faudrait-il tirer de cette analyse ? Je dirais qu’à mon sens, les principales raisons que pouvaient avoir les Anglais pour se tenir à l’écart de l’Europe, sont désormais caduques, ou tout au moins très affaiblies. Les dominions ont dit clairement à l’Angleterre et à M. Bevin : « Allez-y, entrez dans l’union ! Passez la Manche ! » Et les électeurs britanniques ont dit, non moins clairement : « L’expérience socialiste n’est pas *toute l’Angleterre*, bien loin de là. » Voici donc les deux grands prétextes, les deux grands motifs de méfiance derrière lesquels se réfugiait M. Bevin, fortement ébranlés, pour dire le moins. Et voilà qui rouvre la porte à une coopération plus franche et plus active des Anglais à l’Europe unie. En attendant qu’ils aient pris le temps d’y réfléchir, travaillons ferme sur le continent, entre [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_135.jpg/full/full/0/default.jpg) Allemands et Français surtout. Si nous créons ce cœur de la fédération, je vois des chances désormais fort accrues pour que l’Angleterre se décide à constater que la Manche n’est vraiment pas si large !

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19500306de] Demain l’Europe ! — Neutralité européenne (6 mars 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_136.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs !

L’année dernière, à plusieurs reprises, j’ai abordé dans cette chronique la question de la neutralité européenne. Je proposais d’étendre à l’Europe tout entière le statut actuel de la Suisse : fédérée, neutre, et armée. Mes dernières émissions sur ce thème, en novembre dernier, ont donné lieu à quelques malentendus, dont le plus grave était celui-ci : on a cru que je proposais à l’Europe de se retirer purement et simplement de la grande bagarre entre l’Est et l’Ouest, et de se réfugier derrière une simple déclaration pacifiste. Et l’on m’a dit : l’Histoire n’acceptera pas des démissions aussi commodes.

Le même malentendu vient de se reproduire, sur une beaucoup plus vaste échelle, et il occupe la presse mondiale depuis quelques semaines.

En effet, le journal qui passe pour le plus sérieux de Paris, [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), a repris l’idée d’une Europe neutre, dans un éditorial qui a fait beaucoup de bruit. De son côté, le non moins sérieux *Times*, de Londres, écrivait prudemment, et je cite : « Il n’est pas nécessaire que le monde se divise en deux camps rigidement hostiles… et il peut être de l’intérêt des deux parties que certaines régions aient la certitude de conserver une sorte de neutralité. »

Les réactions de la presse ont été vives et immédiates, dans toute l’Europe et aux États-Unis. On s’est écrié avec indignation que le moment était mal choisi pour parler de neutralité, alors que l’Amérique commençait justement à réarmer nos pays ; qu’il était absurde de penser que la volonté de neutralité suffirait à protéger le continent, alors qu’elle n’avait protégé ni la Belgique, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_137.jpg/full/full/0/default.jpg) ni la Hollande, ni la Norvège ; et qu’enfin il n’était pas digne de dire aux Américains : « Vous nous avez aidés, merci beaucoup, et maintenant nous tirons notre épingle du jeu. »

Ainsi les uns, comme François Mauriac, demandent la neutralité parce que la querelle des deux Grands n’est pas nécessairement celle de l’Europe, et ils n’ont pas tort ; tandis que les autres, comme Raymond Aron, objectent que la neutralité dans la guerre froide est une utopie, et ils ont raison.

Cependant, leur dialogue passionné repose sur un étrange malentendu. Les uns et les autres ont oublié l’essentiel. Ils ont oublié la condition préalable de toute neutralité européenne qui serait la fédération de l’Europe.

En effet, si l’Europe n’est pas unie, on ne voit pas comment elle pourrait se déclarer neutre. Qui ferait cette déclaration ? Seul, un gouvernement fédéral du continent aurait le pouvoir de prendre une telle décision et de la proclamer. Il est donc absurde de parler de neutralité si l’on ne veut pas d’abord et sans réserve la fédération. C’est ce que [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond) et surtout le *Times*, malgré leur sérieux bien connu, semblent avoir bien étourdiment oublié.

Mais chose curieuse, leurs adversaires n’y ont pas pensé une seconde de plus : toutes leurs critiques se fondent sur l’idée fausse, mais généralement répandue, que neutralité est synonyme de démission et d’impuissance, surtout dans le domaine militaire. Ce ne sont pas les déclarations de nos juristes qui arrêteront les chars et les avions, remarquent-ils avec la sombre vanité du réaliste qui vient de dire son fait au doux rêveur. Dialogue de sourds, en vérité, je dirai même : histoire de fous. Car *primo*, il est pratiquement impossible de déclarer l’Europe neutre, si cette Europe n’est pas tout d’abord fédérée, si elle n’a pas un gouvernement capable de parler en son nom ; et *secundo*, une Europe fédérée sera seule en mesure de se défendre, c’est-à-dire de créer une force armée puissante. Nos petites armées nationales, même dotées de surplus américains, seraient tout juste bonnes à se faire anéantir plus ou moins décemment en une semaine.

Le seul point de vue raisonnable et vraiment réaliste, en l’occurrence, me paraît être celui-ci : nos pays doivent *d’abord* se [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_138.jpg/full/full/0/default.jpg) fédérer, politiquement et économiquement ; ensuite seulement ils pourront créer une armée purement défensive, comme l’armée suisse, mais à l’échelle du continent ; et *enfin*, une fois solidement fédérés et armés, ils pourront proclamer une neutralité qui alors ne sera pas du tout une démission, mais au contraire une fière affirmation d’indépendance.

Voilà qui me paraît simple à concevoir, évident, et irréfutable. Je m’étonne que tant de journaux importants, et pompeux, tant d’excellents esprits en France, en Angleterre et aux États-Unis, se ferment à ces évidences. Et je suis d’autant plus heureux de pouvoir vous citer trois opinions qui tranchent sur l’aveuglement général, et qui expriment exactement le même point de vue que j’ai toujours défendu dans cette chronique.

C’est d’abord un journal italien, la *Gazzetta del Popolo*, qui écrit : « La neutralité de l’Europe ne peut être que la conquête d’une Europe unie. » C’est ensuite M. René Payot, qui écrit dans le [*Journal de Genève*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/jg) : « L’Europe aura le droit de se proclamer neutre le jour où elle sera consolidée et forte, et que les belligérants éventuels devront compter dans leurs calculs avec son potentiel militaire et sa volonté de résistance. » Et c’est enfin le grand chroniqueur américain Walter Lippmann, qui ne voit pas d’autre solution à la crise actuelle que dans la formation d’une troisième force européenne neutre et armée, et *reconnue* comme telle par les deux autres.

Je me résume : la discussion qui bat son plein depuis un mois pour ou contre la neutralité de l’Europe n’a malheureusement *aucun sens*, si l’on n’admet pas tout d’abord que l’Europe doit se fédérer, et que seule une Europe fédérée pourra s’armer d’une manière efficace, pour sa défense.

Mais le temps presse hélas, et l’on s’indigne de voir le temps perdu en discussions stupides. Fédérez-vous, ou taisez-vous ! serait-on tenté de dire à ces messieurs. On leur conseille, plus poliment, de réfléchir encore ou de parler d’autre chose. On leur dit comme à vous, chers auditeurs : au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19500313de] Demain l’Europe ! — L’Europe n’est pas pour « demain » (13 mars 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_139.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

L’un d’entre vous, qui a pris la peine de m’écrire une belle lettre pour me faire part de sa trouvaille, rapproche le titre de ma chronique « Demain l’Europe » d’une plaisanterie que tous les enfants connaissent : « Demain, on rasera gratis ! »

Je ne sais si la remarque de mon correspondant traduit une impatience légitime, ou simplement une ironie facile. Le fait est que le mot *demain*, dans toutes nos langues, a plus d’un sens, ou que son sens est élastique.

Demain peut signifier : après cette nuit-ci, comme quand on dit : demain matin. Mais cela peut signifier aussi : dans quelque temps, ou même dans un avenir probablement fort éloigné, comme dans l’hymne des socialistes : « Groupons-nous et demain, l’Internationale sera le genre humain. »

Enfin, lorsque je vous dis : Demain l’Europe ! — il s’agit moins d’une prophétie que d’un appel. Je n’annonce pas quelque chose de certain, mais j’invoque un espoir, le seul.

Toute la question, c’est de savoir dans quel délai nous arriverons à ce *demain*.

Je répondrai : demain, pour notre Europe, doit signifier *avant 1952*, qui est la date de la fin du plan Marshall. À ce moment-là, si nous ne sommes pas arrivés à nous fédérer, l’Amérique nous laissera tomber, et c’est… l’Autre qui nous ramassera. Cette précision une fois donnée, je crois que l’alternative est la suivante : ce sera demain l’Europe, ou après-demain la Bombe.

Quelles sont donc aujourd’hui nos chances ?

Il m’arrive tous les jours, et plusieurs fois par jour, de rencontrer des gens qui me disent : « Eh bien, et votre Europe, comment va-t-elle ? » Ces temps-ci, je voudrais leur répondre comme le faisait C. F. Ramuz, les dernières fois où je l’appelais au téléphone en lui disant : « Comment allez-vous ? » — « Très mal merci ! » disait-il d’une [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_140.jpg/full/full/0/default.jpg) voix ferme.

L’Europe va mal, c’est évident, vous n’avez qu’à lire un journal. Les quatre grands pays qui constituent les deux tiers de sa population sont en crise gouvernementale, ou en crise sociale, et s’approchent de la crise économique. En Italie, M. de Gasperi ne s’est assuré une légère majorité qu’après six replâtrages de son cabinet, et l’agitation sociale grandit. La France n’est pas dans une meilleure situation. En Allemagne, le gouvernement de Bonn cherche encore ses bases politiques. À Londres, enfin, le cabinet travailliste, avec sa majorité de 6 voix, est à la merci de quelques rhumes de cerveau ou de quelques trains manqués. Quant aux petits pays, plus solides, on ne les voit prendre aucune initiative. Voilà pour le plan politique.

Dans le plan économique, les choses ne vont pas mieux. L’Organisation économique de coopération européenne, l’OECE, a dû reconnaître son échec, par la voix même de son secrétaire général, M. Marjolin. Personne ne sait comment, d’ici deux ans, nos États désunis parviendront à payer leurs achats en dollars. Et s’ils n’y parviennent pas, ce sera demain non pas l’Europe, mais la misère.

Le Conseil de l’Europe, à Strasbourg, paraît entré en pleine léthargie hivernale. Certes, deux de ses commissions travaillent en silence et presque en secret, malgré l’opposition du Comité des ministres. Mais l’Assemblée ne se réunira pas avant le mois de juillet, et il lui reste encore à conquérir le minimum de pouvoir nécessaire pour légiférer…

Quant à l’opinion publique : la faible partie qui semblait alertée se montre déçue par tant de lenteurs ; et le reste, la majorité, dort à poings fermés et se contente de grogner vaguement quand on essaye de lui parler. On se demande en vérité ce qui pourra bien la réveiller, avant que la bombe à l’hydrogène ne la fasse passer d’un seul coup dans le sommeil définitif.

Oui, l’Europe va très mal, merci. Elle ne s’unira pas demain matin. Et pourtant il lui reste un court délai de grâce : deux ans au plus, je le répète, mais il dépend de nous tous que ces deux ans suffisent. Si l’opinion publique prend conscience du danger, il se peut que l’Assemblée de Strasbourg, cet été, ose enfin le pas décisif : qu’elle se proclame Constituante, ou qu’elle adopte un Pacte fédéral de l’Europe.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_141.jpg/full/full/0/default.jpg) Il se peut que certains hommes d’État aient enfin la sagesse de se montrer hardis, de risquer les grands gestes qu’on attend — comme le chancelier Adenauer, qui vient de proposer non sans témérité l’union totale de l’Allemagne et de la France : ce serait la seule solution d’un problème qui a causé jusqu’ici des millions de morts. Mais déjà les sceptiques ricanent, tandis que la presse, déconcertée, se tait… Quand Jupiter veut perdre une société, il ne la rend pas toujours folle, il se contente parfois de la livrer aux prudents et aux petits malins.

L’Europe va mal, le seul moyen de salut, c’est tout d’abord de voir les faits — et c’est ensuite de refuser la fatalité de ces faits. Nous jouerons notre sort l’été prochain. C’est à l’été que je pense quand je vous répète : demain l’Europe, ou après-demain la Bombe.

Au revoir, mes chers auditeurs.

# [ddr19500320de] Demain l’Europe ! — De l’Europe au monde (20 mars 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_142.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je suis frappé — et très reconnaissant — de constater que les lettres que vous m’envoyez sont pour la grande majorité des messages d’adhésion, ou tout au moins d’approbation. Quant aux critiques que certains formulent, et que je lis avec intérêt, je les répartis en deux classes : les uns reprochent au Mouvement européen d’aller trop vite en besogne ou de viser trop loin ; d’autres pensent au contraire que nous venons trop tard : il faut vouloir le monde entier, pour le moins 2 ou 3 continents. C’est ce dernier point de vue que je voudrais examiner ce soir.

Le terme de fédéralisme désigne en fait plusieurs grands mouvements qui ne diffèrent au fond que par l’ordre de grandeur de leurs ambitions immédiates.

Les fédéralistes européens sont, si vous le voulez bien, les moins gourmands : ils seraient contents d’unir pour commencer les quelque 20 pays de notre continent déchiré. Quant aux fédéralistes mondiaux, disciples ou prédécesseurs de Garry Davis, ils vont tout de suite aussi loin que possible : rien d’autre que la Terre entière ne saurait satisfaire leur appétit. On a parfois l’impression que s’ils apprenaient que la planète Mars est habitée, ils songeraient à lui proposer sans retard un parlement commun et des échanges d’étudiants pendant les vacances.

Entre ces deux extrêmes vient d’apparaître une troisième tendance : celle des fédéralistes atlantiques. Ceux-ci estiment, à tort ou à raison, que l’Europe est déjà trop petite pour constituer un ensemble viable, mais que le rêve des mondialistes [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_143.jpg/full/full/0/default.jpg) n’est qu’un rêve, puisque les Russes et tous leurs satellites, auxquels vient de se joindre la Chine, refusent absolument et avec colère l’idée d’un gouvernement mondial. Ils proposent donc la création d’une union fédérale des peuples libres, union qui engloberait les pays de l’Europe, le Canada et les États-Unis.

Il me paraît utile de fixer rapidement la position de notre Mouvement européen devant ces deux tendances, la mondialiste et l’atlantique, afin d’éviter, s’il se peut, que des oppositions artificielles ou des malentendus fâcheux ne se créent dans l’opinion publique, ou même parmi les militants européens.

Les fédéralistes européens ont adopté dès le début de leur campagne le slogan suivant : *L’Europe une dans un monde uni*. C’est dire qu’ils n’ont jamais voulu séparer, isoler l’Europe d’une plus vaste assemblée de peuples, et que bien au contraire, dans leur pensée, l’Europe unie représenterait la première condition, mais *nécessaire*, d’une organisation fédérale de la Terre. Je vous le répète ici depuis un an déjà : faire l’Europe, c’est vouloir transformer notre fameux panier de crabes nationalistes, source de tant de guerres et de doctrines perverses, en un puissant facteur d’équilibre et de paix, capable de prévenir le choc des deux empires qui se livrent à la guerre froide.

Mais un problème nouveau se trouve posé par deux initiatives récentes et retentissantes. D’une part, une cinquantaine de sénateurs et députés américains viennent de déposer une résolution demandant l’union des États-Unis et de l’Europe. D’autre part, le délégué de la France au comité militaire des Nations unies, le général Billotte, vient de démissionner avec éclat, afin de consacrer tous ses efforts à la constitution de cette même fédération atlantique. La presse française, et une partie de la presse suisse, ont fait écho, très largement, à l’acte et aux déclarations courageuses et intelligentes de ce jeune général français. Que disent les sénateurs américains, et que dit le général Billotte ? Ils constatent que l’Europe ne saurait être défendue, dans son état présent de désunion, que par la force américaine. Ils constatent également que notre économie ne peut survivre que par le plan Marshall. Ils concluent donc à la nécessité de [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_144.jpg/full/full/0/default.jpg) compléter l’alliance militaire et les mesures économiques par une vaste union politique, sans s’attarder à la fédération de l’Europe seule. *L’étape européenne*, disent-ils, *est dépassée*. Moi, je veux bien, je ne m’opposerai jamais à l’élargissement de notre union. Mais j’ai deux remarques à faire, qui me semblent décisives.

Premièrement, pour que l’Europe puisse s’unir à l’Amérique, il faut qu’elle forme un tout, et qu’elle dispose d’un gouvernement capable d’engager tous ses peuples à la fois. Sinon, ce serait l’alliance du pot de terre et du pot de fer, et nous serions réduits au rôle de satellites.

Deuxièmement, qui dit fédération dit respect des autonomies dans le cadre de l’union. Pour sauver l’autonomie spirituelle de l’Europe, ses mœurs et son esprit et ses authentiques grandeurs, il nous faut tout d’abord lui restituer le droit de parler d’égale à égale avec ses grands voisins. C’est là notre tâche primordiale, et personne n’osera dire qu’à cet égard, l’étape européenne est dépassée : elle est l’étape de la restauration d’une civilisation, et par elle, de l’homme même. Je suis heureux de vous dire que ces deux objections, que j’ai pu faire valoir ces derniers jours auprès des porte-parole de l’union atlantique, sont prises on considération de la manière la plus sérieuse. Beaucoup de franchise, certains ajustements de langage de part et d’autre, nous permettront, je n’en doute pas, de fédérer bientôt tous les fédéralistes, c’est-à-dire d’unir dans l’action les quelques équipes grâce auxquelles des millions de sceptiques et de découragés seront un jour peut-être, et malgré eux, sauvés.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500327de] Demain l’Europe ! — Deux enquêtes sur l’union (27 mars 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_145.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

L’un des traits caractéristiques du xxe siècle, c’est *l’enquête*, le goût des enquêtes, des *Gallup poll*, et leur multiplication dans tous les domaines de la vie publique, et même privée. Rien de plus naturel, après tout, dans une époque qui essaye d’être démocratique, c’est-à-dire de tenir compte de l’opinion publique ; rien de plus naturel, hélas, aussi, dans une époque d’affaiblissement de la pensée personnelle, où chacun cherche à savoir ce que pense le plus grand nombre, avant d’oser affirmer son point de vue.

L’union européenne étant l’un des sujets les plus souvent mentionnés dans la presse, depuis deux ans, il est normal que les enquêtes sur l’Europe se succèdent à un rythme accéléré. Je vous ai déjà parlé de celle qu’avaient conduite les étudiants de Lausanne, parmi leurs condisciples. Elle se poursuit depuis plusieurs semaines dans d’autres universités du continent, et nous en connaîtrons les résultats vers le mois de mai. Aujourd’hui, je vous signalerai deux autres consultations publiques entreprises sur une échelle beaucoup plus large, l’une auprès des hommes d’État européens, l’autre auprès des lecteurs d’un hebdomadaire à grand tirage.

Un groupe de personnalités américaines, qui a formé un comité en faveur de l’union européenne, a eu l’idée de demander à 50 hommes d’État de nos pays ce qu’ils pensaient de notre fédération et des efforts du Conseil de l’Europe. Tous ont répondu : présidents de la République, présidents du conseil, anciens et futurs ministres, chefs de partis ou de fédérations syndicales, tous et partout, sauf dans un seul pays, la Suisse. Le Conseil fédéral, en effet, n’a envoyé aux enquêteurs qu’un bref télégramme par lequel il se récusait, au nom de la réserve qu’impose à la Suisse sa position particulière parmi les nations. Je ne [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_146.jpg/full/full/0/default.jpg) sais trop s’il y a lieu de déplorer cette abstention bernoise, quand je lis les cinquante autres réponses. En effet, parmi tous ces hommes d’État qui déclarent à l’envi leurs bons sentiments à l’égard de l’union, qui la disent nécessaire, qui se congratulent sur les progrès (à vrai dire infimes) déjà réalisés dans ce sens, parmi tous ces hommes d’État, dis-je, on reconnaît les signatures de quelques-uns de ceux qui ont bloqué nos efforts avec le plus d’obstination. À lire ces textes parfois sonores, mais plus souvent plats, ou même creux, on ne peut s’empêcher de penser : si tous ces messieurs sont d’accord pour faire l’Europe, que ne la font-ils, et rondement ? En vérité, bien peu d’entre eux sont prêts aux sacrifices nécessaires. Mais il reste frappant de constater que s’ils ne saluent notre union que du bout des lèvres, ils se sont cependant sentis *obligés* de la saluer.

Retenons cette indication. Nos hommes d’État, liés pour la plupart à d’étroits intérêts nationalistes et partisans, sentent malgré tout que l’opinion de leur pays veut davantage, réclame l’union, et s’impatiente de sa lenteur.

On en trouvera les confirmations les plus nettes dans la deuxième enquête que je désirais vous signaler, celle que vient de publier en 4 numéros l’hebdomadaire parisien *Samedi Soir*. Là, ce ne sont plus seulement les chefs politiques qui ont parlé, mais les lecteurs, l’homme de la rue, et dans tous nos pays, Suisse comprise cette fois-ci.

Les conclusions tirées de son enquête par l’hebdomadaire parisien me paraissent dignes d’être citées et soulignées à votre intention. « Il est probable, écrivent les rédacteurs, que beaucoup de ceux qui nous lisent ne se doutaient pas que le mouvement européen avait des racines si profondes, qu’il n’intéressait pas seulement quelques officiels, mais les masses elles-mêmes. Après avoir pris connaissance des réponses qui nous ont été adressées, ils en seront désormais convaincus. Dans leur quasi-unanimité, ces réponses révèlent un ardent désir de rapprochement entre les peuples libres d’Europe. » Quels sont les principaux points d’accord que manifestent les milliers de réponses reçues par *Samedi Soir* ? Le journal lui-même en relève quatre, que je vais résumer comme suit :

1. Une majorité très nette se dégage en faveur d’une Europe fédérale, laissant à chaque pays une assez large autonomie, et dotée d’une armée commune. C’est en somme une Europe [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_147.jpg/full/full/0/default.jpg) organisée sur le modèle de la Suisse qui paraît souhaitable au plus grand nombre.

2. La plupart des lecteurs pensent qu’il faut instituer une autorité politique européenne, avant de pouvoir agir utilement sur le plan économique.

3. Le Conseil de l’Europe à Strasbourg est approuvé, mais tout le monde voudrait que son Assemblée ait beaucoup plus de pouvoir, et son Comité des ministres beaucoup moins.

4. Les rédacteurs de l’hebdomadaire français se déclarent frappés « par l’insistance des lecteurs à rappeler la nécessité d’un réveil de la conscience européenne ». Et ils ajoutent : « Si tous les peuples libres de l’Europe occidentale n’arrivent pas à se pénétrer de l’idée qu’ils appartiennent à une même civilisation, aujourd’hui menacée, il n’y a aucun espoir d’aboutir. S’ils y parviennent, tous les espoirs sont permis. Car ce sont les peuples qui décideront finalement de leur sort, en restant inertes, ou en faisant pression sur leurs gouvernements, qui ne peuvent rien sans eux. »

Je répète que c’est l’hebdomadaire *Samedi Soir* qui s’exprime ainsi, car autrement vous pourriez croire que je n’ai fait que citer l’une de mes chroniques de l’an dernier… Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, et une enquête ne fait pas l’Europe, mais il y a de nouveau un peu d’espoir dans l’air.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19500403de] Demain l’Europe ! — Les politiciens et l’Europe (3 avril 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_148.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

L’expression « faire l’Europe », qui est le refrain de mes chroniques, a plus d’un sens. Pour les fédéralistes, dont je suis, faire l’Europe signifie pratiquement créer sans retard des institutions communes, au-dessus des États — et rallier pour cette œuvre tous les groupes organisés et vivant dans tous nos pays. Pour certains ministres au contraire, faire l’Europe signifie : dire qu’on veut bien la faire, puisque l’opinion publique le demande, mais empêcher par tous les moyens qu’elle se fasse vite, et affirmer surtout qu’il est urgent d’attendre, avec une obstination aussi acharnée qu’anglo-saxonne. Pour les uns, faire l’Europe, c’est une croisade. Pour les autres, c’est une combinaison diplomatique. Pour les uns, c’est sauver notre culture, nos libertés et le sens même de notre vie, pour les autres, c’est réunir des commissions, qui convoqueront des comités, lesquels nommeront des bureaux, dont il peut être intéressant de faire partie. Ainsi va le monde. Prenons-le comme il est, et demandons-nous ce soir, à la lumière de l’actualité, ce que signifie « faire l’Europe » pour un homme comme Winston Churchill, d’une part, et pour le Comité des ministres qui vient de se réunir à Strasbourg, d’autre part.

On a souvent écrit et répété — la semaine dernière encore, dans tous nos journaux — que M. Churchill avait été l’initiateur et le pionnier du mouvement pour l’Europe unie. Ce n’est pas tout à fait exact. M. Churchill s’est fait, s’il me permet de le dire, le haut-parleur d’un grand courant d’idées qui circulait depuis longtemps déjà dans les milieux les plus divers, et parfois les plus éloignés de celui de l’homme d’État conservateur. Mais le fait est que, quand certains d’entre nous répétaient depuis 1945, qu’on ne pouvait résoudre le problème allemand qu’en [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_149.jpg/full/full/0/default.jpg) intégrant l’Allemagne dans une Europe fédérale, le grand public n’entendait rien, certains souriaient, quelques-uns se fâchaient. Or, l’autre jour, M. Churchill a prononcé un grand discours à la Chambre des communes, préconisant l’intégration de l’Allemagne dans une Europe unie, et tout le monde s’est écrié : voilà une idée géniale, voilà enfin un homme qui ose dire la vérité, et qui voit loin !…

Mais il n’est pas besoin de voir très loin pour voir que le problème allemand est le problème numéro un de l’Europe actuelle, et qu’il n’a qu’une seule solution : l’Europe unie. Il suffit de voir ce qui est, dans l’immédiat, et sous nos yeux. L’étonnant, le stupéfiant, ce n’est pas que M. Churchill, après les fédéralistes et avec eux, l’ait vu ; mais c’est que les autres hommes d’État ne le voient pas, ou qu’ils agissent comme s’ils n’avaient rien vu.

La seule nouveauté véritable du discours de M. Churchill, c’est qu’il a proposé que l’Angleterre soutienne effectivement la France, au cas où celle-ci s’unirait à la jeune République allemande, comme le propose avec une belle hardiesse le chancelier Adenauer. Prions le Ciel pour que M. Churchill soit entendu dans son propre pays !

Donc, pour le grand homme politique anglais, celui qui a seul tenu tête à Hitler, et qui nous a sauvé du fol orgueil allemand, faire l’Europe aujourd’hui signifie avant tout réconcilier l’Allemagne avec tout l’Occident, et l’accueillir dans la famille des peuples libres.

C’est aussi ce qu’a pensé le Comité des ministres, réunis avant-hier à Strasbourg, dans le cadre du Conseil de l’Europe.

Il a décidé d’inviter la République fédérale de Bonn à venir siéger dans l’Assemblée consultative, qui doit se réunir au mois d’août à Strasbourg, pour sa deuxième session normale. On attend désormais la réponse des Allemands, très divisés sur cette question à cause d’une affaire ridicule.

Les Français voudraient que la Sarre entre en même temps que l’Allemagne au Conseil de l’Europe. Mais les Allemands voudraient y entrer avant. Car les Français voudraient que la Sarre soit autonome, donc soumise à leur influence, tandis que les Allemands la veulent allemande, et s’offensent de la voir traitée en État libre. Je dis que l’affaire est ridicule, s’agissant du Conseil de l’Europe, puisqu’il est clair que, dans notre fédération, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_150.jpg/full/full/0/default.jpg) de tels problèmes précisément ne se poseraient plus, — et voilà bien pourquoi il faut la faire.

Faire l’Europe, ce n’est pas seulement réconcilier l’État français et l’État allemand, mais c’est surtout, et avant tout, faire de ces deux pays, et aussi de la Sarre, des cantons sans frontière dans la grande république européenne. Il s’agit à Strasbourg de *dépasser* le stade des points d’honneur nationalistes. Mettre comme condition à l’entrée de l’Allemagne dans l’union supranationale une question de nationalisme, c’est un non-sens dont les politiciens devraient rougir jusqu’aux oreilles, tant à Paris qu’à Bonn, et même à Londres. Mais un politicien peut-il rougir ?

Nous saurons, à la fin du mois, si l’Allemagne entre ou non dans le Conseil de l’Europe. De son refus ou de son acceptation dépendra le succès de l’entreprise de Strasbourg. Si le Conseil de l’Europe, mis sur pied grâce aux efforts privés de notre Mouvement réussissait à absorber les Allemands dans une vaste union, son rôle serait justifié devant l’Histoire. S’il y échoue, eh bien nous ferons autre chose, — comptez sur nous !

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500410de] Demain l’Europe ! — Les volontaires de Daniel Villey (10 avril 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_151.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs !

Il y a quelques semaines, à ce micro, je vous lisais deux extraits d’un appel que venait de lancer le professeur Daniel Villey, de la faculté de droit de Poitiers. Il demandait à quelques volontaires de consacrer deux ans de leur vie à la lutte pour l’union européenne. Ces courts extraits d’une modeste brochure ont suffi pour que 150 de mes auditeurs de tous âges m’écrivent, écrivent aussi au professeur Villey, demandent plus de détails, et souvent même, offrent de faire partie de l’équipe des volontaires. Ces lettres me venaient pour la plupart de Suisse, mais quelques-unes aussi de France, ou d’Italie ; l’une même était datée de Tel-Aviv, en Palestine — où je ne soupçonnais pas que les ondes suisses fussent aussi bien écoutées et reçues.

Ces nombreuses marques d’enthousiasme pour l’initiative de Villey me font un devoir, aujourd’hui, de vous décrire la suite de cette belle aventure. Certes, elle en est encore à ses débuts, mais elle est déjà mieux qu’une promesse.

Daniel Villey, sans avoir fait d’autre publicité que l’envoi de sa brochure à ceux qui la demandaient — à la suite de quelques articles de Daniel-Rops, de Jules Romains, et de ma chronique —, Villey, donc, a reçu plus de 2000 lettres d’adhésion en quelques semaines. Sans secrétaire, aidé seulement par sa jeune femme, il a dépouillé cet énorme courrier, et s’est efforcé de répondre à ceux qui le demandaient. Surtout, il a opéré un choix dans ce courrier très disparate. Une cinquantaine de jeunes gens et jeunes filles ont été convoqués pour une première rencontre à Paris le 12 février. Le texte de la convocation avait été rédigé en termes exigeants, afin que [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_152.jpg/full/full/0/default.jpg) puissent se distinguer celles de ces bonnes volontés qu’appuyait une solide résolution.

Le 17 février, en présence de M. Raoul Dautry, ancien ministre, et président du conseil français du Mouvement européen, un premier groupe de dix volontaires a prêté un serment solennel, et s’est engagé pour deux ans au service exclusif de l’unité européenne. Trois autres sont venus s’ajouter au noyau, le 8 mars. Au nombre de ces premiers volontaires, je relève deux étudiants, un secrétaire d’inspection de l’enseignement, un horticulteur, une directrice d’école d’infirmières, une diplômée en économie politique, une ouvrière de Toulouse et un voyageur de commerce.

Pour l’Europe, ils ont quitté leurs familles, interrompu leurs études ou leur carrière, accepté tous les risques d’une entreprise incertaine et d’une vie dénuée de toute assurance du lendemain.

Que feront donc ces volontaires ? C’est ce qu’un grand nombre de correspondants ont demandé à Daniel Villey, qui leur répond en ces termes :

Que feront les volontaires ? Question bien naturelle, mais peut-être aussi trop impatiente. Quiconque contracte un engagement militaire ignore sur quel front il devra se battre. Ce qui importe avant tout à mes yeux, c’est que les volontaires demeurent à tout moment disponibles pour provoquer les sursauts que réclameront les circonstances, pour lancer des campagnes que d’autres ensuite amplifieront. Il faut voler de chance en chance. Comment tracer d’avance l’itinéraire d’une telle démarche ?

Pourtant, des objectifs précis sont assignés d’ores et déjà à l’action des volontaires. Tout d’abord, ils devront répandre dans toutes les communes de France le drapeau de l’Europe, le E vert sur fond blanc, afin qu’il flotte au fronton des mairies à côté du drapeau national. Et ils prépareront l’institution d’une fête légale de l’Europe, pour le 10 août de chaque année. Ces deux mesures supposent une intense propagande dans les villages et dans les villes, pris un à un et « travaillés » en profondeur. Ensuite, les volontaires lutteront pour amener les esprits, en France, à accepter l’intégration de l’Allemagne dans la fédération, à exiger l’élection directe du Parlement européen, et la création [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_153.jpg/full/full/0/default.jpg) d’un exécutif européen responsable devant ce Parlement. Agiter, réveiller, informer, rendre l’espoir au peuple : c’est leur mission.

Vous vous demanderez sans doute comment les Suisses qui ont été touchés par cet appel vont pouvoir participer, eux aussi, à la croisade. Craignant de décevoir tant de bonnes volontés qui s’étaient signalées spontanément, j’ai posé la question à Villey. Il m’a répondu ceci : son intention est de former d’abord sa première équipe pour la France. Un ou deux Suisses ont été invités à suivre de près l’expérience. Si celle-ci se révèle concluante, il faudra qu’une équipe analogue se constitue chez nous, comme dans d’autres pays, pour élargir l’action conduite en France, en adaptant ses méthodes à nos mœurs, à nos problèmes, à nos mentalités. Je souhaite que le succès de Daniel Villey en France permette une suite rapide chez nous, car je crois qu’aujourd’hui rien n’est plus nécessaire que ce travail direct dans la population. Son urgence apparaît clairement quand on voit ce que les gouvernements, laissés à eux-mêmes, sont capables de faire, ou plutôt de ne pas faire. C’est ainsi qu’à Strasbourg, tout récemment, les ministres du Conseil de l’Europe ont tenté d’étouffer le premier projet d’un organisme exécutif européen, en le renvoyant à des sous-commissions d’étude, d’approches, et de consultation indéfiniment préalables. On sait que la procédure est le meilleur moyen de s’occuper sérieusement et coûteusement à ne rien faire. Et l’on a honte de voir des hommes d’État se livrer à ce jeu d’escamotage des espoirs dont ils sont, après tout, responsables devant leurs peuples. On voudrait que Daniel Villey et sa petite troupe de jeunes croisés se présentent devant eux, simplement, et qu’ils leur fassent comprendre, sans discours, que le temps est venu d’être sérieux : leur seul exemple suffirait.

À Villey donc et à ses volontaires, j’adresse au nom de beaucoup nos vœux de joyeuses Pâques. Le printemps de l’Europe est à eux, cette année !

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500417de] Demain l’Europe ! — Branle-bas mondial (17 avril 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_154.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Que se passe-t-il dans le monde, ce printemps ? Quantité de petits événements vont et viennent dans l’actualité, et voudraient faire les importants. Des grèves un peu partout s’allument et s’éteignent ; le cours des changes monte et descend ; les travaillistes en Angleterre, le roi Léopold en Belgique, le cabinet Bidault en France, obtiennent de justesse des majorités peu concluantes ; les ministres volent en tout sens, se rencontrent et se séparent, à douze, à deux, à treize, à quatre, comme dans les figures d’un ballet, et tout cela n’est pas exaltant. C’est le train-train de l’Histoire, et s’il est vrai que les temps heureux n’ont pas d’Histoire, on serait tenté d’être optimiste. On aurait tort.

Car derrière tout ce va-et-vient, caché par lui comme la forêt par quelques arbres, un événement immense monte et prend forme. Les deux blocs dont on parle depuis quatre ans sont en train de devenir des hémisphères. Déjà, ce n’est plus de la Russie et de l’Amérique qu’il faut parler, mais de l’Orient et de l’Occident, des deux moitiés de la Planète, prêtes à s’unir chacune de son côté, et contre l’autre. Une gigantesque simplification du monde est en train de s’opérer sous nos yeux. Il est incontestable qu’il s’agit d’un fait sans précédent dans l’histoire des hommes. Essayons d’en prendre conscience. L’Orient d’abord : tout s’y passe en secret, mais le dessin général transparaît lentement malgré tout. De l’Oder à Vladivostok, de Budapest à Pékin, de la Baltique à l’océan Indien, les Russes ont entrepris d’unifier totalement près de la moitié de la population du globe. Unification monétaire — par la création du rouble or, seule monnaie valable de [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_155.jpg/full/full/0/default.jpg) Pékin à Berlin —, unification économique, unification militaire et politique des satellites, et par-dessus tout, unification idéologique. En vérité, il ne s’agit plus guère de communisme ou de marxisme, en tout cela, mais de la création d’un Empire eurasien — plus asiatique qu’européen — reposant sur deux principes fondamentaux : la puissance absolue de l’État, et la collectivisation totale de la pensée comme de la production. Devant cette entreprise sans précédent, méthodiquement poursuivie dans le secret et l’efficacité glaciale, l’Occident commence à s’agiter, à palabrer, à discuter sur ce qu’il faudrait faire, et à publier à grand bruit 22 projets d’action contradictoires, au lieu d’exécuter en silence un seul plan. Comme le disait un jour à la Chambre française M. Paul Reynaud : « À l’Est, un Empire se fait, tandis que les États de l’Ouest hésitent et ânonnent. »

C’est qu’à l’Ouest, nous devons tenir compte de mille réalités qu’un Staline néglige ou liquide : les traditions nationales, les intérêts économiques locaux, les parlements curieux et indiscrets, la presse, l’opposition, et l’opinion publique. Alors qu’à l’Est se poursuit, avec un acharnement mécanique, *l’uniformisation* des choses et des esprits, nous tâtonnons vers des formules d’union respectueuses des diversités. Alors qu’à l’Est s’est imposée du premier coup la direction unique du Kremlin, nous nous disputons sur des dosages nationaux, sur des questions de préséance diplomatiques héritées d’un autre âge. Nous louchons vers une direction américaine, qui hésite d’ailleurs à s’imposer, tout en déclarant fièrement que nous ne boirons pas de coca-cola. Il y a souvent de la sottise, mais parfois aussi de la grandeur, dans cette répugnance générale à prendre sans délai les mesures qui s’imposent. Il y a de la sottise à refuser *l’union*, mais il y a de la grandeur à refuser *l’unification* mécanique à la manière des dictatures.

La seule tentative un peu sérieuse de réponse au péril eurasien, nous la voyons se dessiner depuis quelques semaines avec le renforcement du Pacte Atlantique. Mais là encore, la confusion domine. Une bonne moitié des nations de l’Europe n’ont pas voulu signer ce pacte, comme la Suisse, la Suède et l’Irlande ; ou ne l’ont pas pu, comme l’Allemagne, l’Autriche, l’Italie, la Grèce et l’Espagne. Et pourtant, ces pays sont [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_156.jpg/full/full/0/default.jpg) menacés comme les autres. Le pacte, sans eux, sera trop faible ; et seuls, ils ne peuvent pas se défendre. Une fois de plus, nous voyons que la clé du problème, c’est de *fédérer d’abord tous les pays de l’Europe*, afin de pouvoir conclure ensuite une vaste union occidentale englobant les deux Amériques, les dominions et l’Afrique. Une fois de plus, nous voyons qu’il est faux de prétendre que « le stade de l’Europe » est dépassé. C’est l’Europe qui, dans le monde occidental, représente le foyer vital. C’est elle dont la présente désunion empêche encore de réaliser un plan de défense de l’Occident. Et c’est elle dont l’union garantirait non seulement l’efficacité de ce plan, mais encore et surtout le sens des valeurs humaines que ce plan est chargé de défendre contre l’immense poussée de la masse orientale. L’enjeu de ce conflit mondial, dont les données concrètes se simplifient terriblement depuis quelques semaines, essayons de le formuler en termes simples, eux aussi. C’est l’enjeu le plus total qui ait jamais été proposé à l’humanité. Il s’agit aujourd’hui de savoir si c’est *l’homme personnel* qui va subsister et créer l’avenir, comme le veut l’Occident, ou si c’est *la masse organisée par l’État* qui va tout écraser, comme c’est le cas en Orient.

Ce qu’il s’agit de gagner, ce n’est pas une guerre, c’est beaucoup plus : c’est la cause de l’homme personnel, de chacun de nous, un à un, la cause de l’homme qui a droit à *ses* passions, à *ses* péchés, et à *sa* foi, et qui refuse de se les laisser dicter en masse par les fonctionnaires d’un tyran. Ceux qui auront compris cela auront aussi compris le sens dernier de notre effort fédéraliste.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500424de] Demain l’Europe ! — L’union atlantique (24 avril 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_157.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

La semaine dernière, je vous décrivais le partage du globe non plus entre deux puissances isolées, mais bien en deux hémisphères, dont l’une s’organise d’une manière rigide, en silence, sous la direction du Kremlin, et dont l’autre s’agite et discute sans trouver sa formule d’union. Et je vous disais que les cercles officiels me paraissaient tendre de plus en plus vers l’union atlantique, au risque de faire oublier la condition indispensable à cette union, qui est la fédération européenne.

Comme pour confirmer ce diagnostic, le jour même où je vous parlais, la presse nous apprenait que M. Georges Bidault venait, au nom de la France, de proposer la création d’un haut Conseil de l’Atlantique.

Je ne puis donc mieux faire, ce soir, que de reprendre ma dernière causerie au point précis où l’actualité s’est chargée de la prolonger. Que faut-il penser de la proposition Bidault, du point de vue européen ? Faut-il en déduire comme certains journaux que nos hommes d’État ont renoncé à faire l’Europe, avant d’avoir sérieusement essayé d’y réussir, et qu’ils prétendent aujourd’hui réaliser le plus, après avoir raté le moins, et comme pour masquer leur échec ? Faut-il répéter avec beaucoup que l’étape européenne est dépassée ? Et faut-il enfin que je change le titre même de ma chronique ? Je pense que je n’étonnerai personne en vous disant que je ne le crois pas un instant. Je veux bien que « Demain : l’Europe ! » signifie « Après demain l’union atlantique », mais je persiste à croire qu’on n’arrivera jamais à cet après-demain sans passer d’abord par demain.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_158.jpg/full/full/0/default.jpg) À l’appui de cette affirmation, je voudrais développer rapidement deux remarques :

1. Je ne pense pas que les ministres qui parlent déjà d’union atlantique feront rien de sérieux pour la réaliser ;

2. Je ne pense pas que cette union soit réalisable tant que l’Europe n’existe pas politiquement, et qu’elle n’a pas donné à l’Amérique la preuve qu’elle peut s’unir elle-même.

Je dis d’abord que les ministres ne feront rien, parce qu’ils n’ont pas la volonté réelle d’imposer et de mettre en pratique les beaux projets sur lesquels ils discourent. Ils se disent tous, ou presque, partisans de l’union et même de la fédération de nos pays. Mais dès qu’il s’agit d’accepter une mesure bien pratique et efficace, qu’elle soit de première importance, comme l’élection directe d’un Parlement européen, ou secondaire, mais significative, comme la suppression des visas, les ministres et tous leurs experts refusent absolument d’agir. Tous leurs réflexes sont des réflexes de refus ou de timidité. Ils trouvent toujours que « c’est prématuré », sans qu’on puisse deviner à quel moment cela cessera d’être prématuré, à leur avis. Ils prétendent toujours que l’opinion n’est pas mûre, sans qu’on puisse deviner quand et comment ils auraient consulté cette opinion. Enfin, ils demandent toujours du temps pour réfléchir. Ce qui revient à dire, évidemment, qu’ils sont bien décidés à ne rien faire. Car si nous leur laissions tout le temps qu’ils demandent, il est très peu probable qu’ils l’emploieraient à réfléchir : on sait qu’ils ont trop d’autres choses à faire… Je suis prêt à les plaindre ; je suis prêt à saluer la sincérité de plusieurs en tant qu’individus ; je suis même prêt à prendre au sérieux quelques-unes de leurs objections. Mais je me refuse à croire un seul instant qu’ils vont vraiment réaliser une union par-dessus l’Atlantique, quand ils ont démontré depuis un an qu’ils étaient incapables de créer une union par-dessus la Manche, ou même par-dessus le Rhin, cependant que les peuples la veulent, et que les circonstances l’exigent avec une tragique évidence.

Je pense ensuite que l’Amérique elle-même va se montrer fortement hésitante devant la suggestion de M. Bidault. Certes, celle-ci rejoint l’action très vigoureuse d’une fraction du Sénat américain en faveur d’une fédération des démocraties [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_159.jpg/full/full/0/default.jpg) libres des deux mondes. Mais du côté du State Department, il est probable qu’on va se montrer très réservés, et cela se comprend. Comment les États-Unis accepteraient-ils d’entrer sur pied d’égalité dans une union avec nos peuples désunis, donc faibles, avec nos gouvernements qui n’ont pas réussi à harmoniser leurs économies, malgré le plan Marshall ; qui n’ont pas voulu abaisser leurs barrières douanières ni même supprimer les visas ; et qui ont refusé jusqu’ici de sacrifier la plus petite parcelle de leur souveraineté nationale ?

Certes, la direction générale indiquée par M. Bidault est la bonne : c’est celle qu’il nous faudra prendre après-demain, et nous devons nous y préparer, en imagination, dès aujourd’hui. Pour cela, il nous faut d’abord éclaircir, assainir l’atmosphère, et déblayer les ridicules malentendus qui faussent tous nos jugements sur l’Amérique, et ceux que les Américains portent sur nous. J’y reviendrai dans ma prochaine chronique. Ensuite, il s’agit de bien voir que ce ne sont pas nos petits États souverains qui seront capables de s’unir à l’Amérique, en ordre dispersé ; mais que si nous voulons qu’un jour le grand rêve atlantique soit une réalité, il nous faut commencer par nous en rendre dignes, il nous faut faire demain l’Europe.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500501de] Demain l’Europe ! — L’Europe et l’Amérique (1er mai 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_160.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Voilà ce soir le cinquantième lundi que je vous parle de l’Europe. Si elle n’est pas encore faite, cette Europe, personne au moins ne pourra dire que c’est ma faute ! Elle est d’ailleurs en train de se faire, et peut-être plus vite que nous ne le saurions croire, nous qui avons, si j’ose dire, le nez sur l’événement. Je vous ai décrit les étapes de ce progrès encore bien lent et plein d’à-coups, mais au total indiscutable. Le Conseil de l’Europe est encore vagissant, mais il est né. La presse de nos pays est encore divisée, souvent sceptique, mais vous ne pouvez plus ouvrir un journal sans y lire une nouvelle, une allusion, souvent même un long commentaire sur le problème européen. Les enquêtes, les sondages se multiplient, et démontrent que l’opinion, si elle n’est pas encore passionnée, commence tout de même à se réveiller, se frotte les yeux, et se demande si l’union de l’Europe ne serait pas autre chose qu’une « idée généreuse » — ne serait point, par hasard, le problème politique, économique et culturel le plus urgent, le plus concret de notre époque.

C’est à ce *réveil de l’opinion* que ma chronique essaye de contribuer. Je ne puis rêver d’agir ici sur les décisions des ministres. D’abord, ils n’en prennent pas beaucoup, de décisions. Et puis, les seuls qui auraient le temps de m’écouter sont ceux que l’on vient de renverser, et qui se retirent à la campagne. Pour les autres, ils sont trop occupés car ce n’est pas de ce côté-là que le pouvoir véritable réside, dans nos régimes. Je ne puis agir, en fait, que sur un petit secteur de ce que l’on nomme le grand public, mais [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_161.jpg/full/full/0/default.jpg) c’est peut-être là que notre sort se jouera, — dans l’opinion, puisqu’elle seule est en mesure d’exiger ce que les pouvoirs refusent encore.

Six minutes par semaine, dans une seule langue, à la seule Radio suisse, évidemment, c’est peu. Mais après tout, qui sait ? Il s’agit de réveiller. Or le sommeil humain a des lois bien étranges. Il arrive qu’il résiste au pire vacarme, canonnade ou bombardement. Mais il est rare qu’un homme qui dort à poings fermés résiste à de petits coups d’épingle. Mettons que ce soit là mon ambition. La petite piqûre hebdomadaire ! Mais il existe encore d’autres moyens. On peut aussi réveiller ceux qui dorment en changeant leur orientation. Ou bien en provoquant un large courant d’air. C’est ce que sont en train de faire, pour le réveil d’une opinion européenne, certains souffles glacés qui viennent parfois des steppes, certains appels aussi, qui nous obligent à nous tourner vers l’Amérique. Depuis que M. Bidault a proposé le haut Conseil de l’Atlantique, on sent que quelque chose bouge, en Europe. À cet égard, le plan Bidault peut être utile même s’il ne doit pas aboutir. Car cette confrontation spectaculaire dans laquelle il nous place avec toute l’Amérique, nous invite à prendre une conscience beaucoup plus claire de l’Europe en tant qu’unité de culture, de mœurs et d’attitude humaine.

Certes, l’Europe considérée dans son ensemble, est la terre des diversités. Je dirais, paradoxalement, que le premier caractère commun à tous les Européens, c’est qu’ils sont différents les uns des autres, et qu’ils tiennent à leurs différences. On m’a dit bien souvent : Comment voulez-vous donc unir ou fédérer des gens aussi divers par le poil et l’esprit que, mettons, les Suédois et les Grecs, les puritains d’Écosse et les chanteurs napolitains ? Est-ce que les Hollandais, les Belges, les Anglais, n’ont pas beaucoup plus d’intérêts en commun avec l’Amérique, qu’avec les Yougoslaves ou même les Autrichiens ? — Tout cela est vrai. Mais la diversité n’est pas un obstacle à l’union, et encore moins à la fédération. Elle en est même une des premières conditions. Prenez l’exemple de la Suisse, et ma thèse devient évidente. L’homme d’affaires de Stockholm n’est pas plus différent du [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_162.jpg/full/full/0/default.jpg) paysan de la Provence, que le banquier genevois du pâtre d’Appenzell, ou le Bâlois du Valaisan. Mais par-dessous tous ces contrastes frappants, il y a en Europe comme en Suisse, la grande communauté de la civilisation occidentale, beaucoup plus profonde qu’on ne le croit. Il y a cette origine commune du christianisme, que l’on retrouve dans la similitude des liturgies romaine, luthérienne et anglicane. Il y a la longue histoire de nos alliances et de nos guerres civiles. Il y a les mêmes partis socialistes, catholiques, libéraux et conservateurs, que les Américains ne connaissent pas, des structures juridiques, communales, professionnelles, parlementaires, qui se ressemblent dans tous nos pays et qui nous distinguent tous, profondément, de la Russie et de l’Orient. Il y a surtout ce goût de l’original et cet amour jaloux des différences locales et traditionnelles, qui semble à première vue nous diviser, mais qui surtout nous oppose *tous ensemble* au goût du nivellement, qui est asiatique, et au goût du mélange et de l’imitation, qui est américain. Je voudrais conclure par deux remarques. La première, c’est qu’en face de la Russie ou de l’Amérique, nous sentons bien que nous formons en Europe une grande famille, malgré toutes nos diversités, ou à cause d’elles.

La seconde, c’est que nous sommes actuellement séparés de nos Américains par autre chose encore que par ces différences authentiques et valables. Nous sommes séparés d’eux par des malentendus, des préjugés et des informations superficielles.

J’y reviendrai la prochaine fois, plus à loisir.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500508de] Demain l’Europe ! — L’Europe et l’Amérique (II) (8 mai 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_163.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Que pense de l’Amérique l’Européen moyen ? Et que pense-t-on de nous, dans les États-Unis ?

Ces deux questions sont importantes. Car d’une entente raisonnable ou d’un malentendu trop persistant entre les peuples des deux continents, dépendront de grands événements, dans un avenir peut-être proche.

Bernard Shaw disait un jour, par allusion aux déformations que l’anglais subit en Amérique : « Les Yankees et les Britanniques sont séparés par une langue commune. » On pourrait dire de même que les Américains et les Européens s’ignorent, à cause de tout ce qu’ils savent les uns des autres.

La presse américaine contient certes plus d’informations sur l’Europe que nos propres journaux. Mais elle ignore l’esprit et l’âme du Vieux Monde. Et nous avons tous vu quantité de films américains, nous savons à peu près ce qu’est le plan Marshall, nous avons cotoyé chez nous des milliers de GIs en vacances, mais nous n’en continuons pas moins à répéter des jugements inspirés à notre insu par la propagande communiste, ou par tel livre ancien de M. Duhamel, qui raconte des histoires de pouces de nègre dans les conserves de Chicago.

S’il fallait résumer en quelques mots les préjugés européens à l’égard de l’Amérique, cela donnerait à peu près ceci : « Coca-cola, whisky, digest, dollars, Hollywood et encore du whisky, impérialisme économique et encore des dollars, barbarie culturelle et les pieds sur la table. »

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_164.jpg/full/full/0/default.jpg) OK comme ils disent quelquefois. Regardons-y maintenant d’un peu plus près.

Une campagne violente s’est déchaînée récemment en Europe contre le coca-cola importé d’Amérique. Si bien que cette innocente et quelconque limonade est devenue pour la presse de nos pays latins le symbole même de l’invasion yankee, contre laquelle nous aurions à défendre les antiques vertus de la race, la santé de nos enfants et l’intégrité de notre conception du monde, laquelle inclut, bien entendu, l’apéritif qui ronge le foie, en attendant la vodka pour toutes les bourses… J’estime qu’en cette affaire, c’est à nous de rougir. Gardons nos grands principes pour des questions sérieuses.

Je ne suis pas sûr que la question des « digests », ou des digestes, comme on dit, en soit une. À en croire une certaine propagande, M. Truman lui-même, appuyé par la meute de requins de Wall Street, imposerait machiavéliquement ces lectures optimistes à l’Europe. En réalité, le Reader’s Digest est une entreprise absolument privée, et il se trouve que son succès dans nos pays est proportionnellement plus grand encore qu’en Amérique. Au lieu de chercher dans cette affaire des calculs politiques qui ne *peuvent* pas y être, demandons-nous plutôt si cet immense succès fait aux digestes par le public *européen* n’est pas révélateur d’une profonde ressemblance entre les goûts de la masse des deux côtés de l’Océan ? Si notre grand public se jette sur les digestes, n’est-ce pas aussi qu’on a trop négligé, en Europe, la culture populaire, — dont les Américains s’occupent très sérieusement, depuis longtemps ?

Le reproche d’impérialisme économique, je vous en ai parlé souvent ici. Je ne crois pas un instant que les États-Unis nourrissent à notre égard de noirs desseins. Mais nous les forcerons à prendre en main, plus qu’ils ne le désirent, nos affaires matérielles, si nous n’arrivons pas, à temps, à nous unir pour rebâtir l’Europe. Notre prospérité, et plus : notre réelle autonomie, sont à ce prix.

Quant au reproche de barbarie matérialiste que nous faisons par habitude à l’Amérique, voici comment j’y répondais [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_165.jpg/full/full/0/default.jpg) naguère, dans [un petit livre adressé aux Français](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1947va), mais qui vaut aussi bien pour les Suisses :

Ils dépensent plus que vous pour avoir un frigidaire, du lait contrôlé, des jus de fruits et des céréales ; vous dépensez plus qu’eux pour avoir un bifteck et du vin rouge. Ils ne lisent pas tous Pascal, vous non plus. Ils décorent trop luxueusement leurs églises, mais elles sont pleines. Ils parlent constamment d’argent, sans la moindre pudeur, tandis que vous y pensez constamment, mais en le cachant. Ils sont matérialistes, vous aussi. La différence est qu’ils ont mieux réussi dans ce domaine. De plus, ils pensent que vous manquez d’idéalisme…

Que dire maintenant des préjugés américains à l’égard de l’Europe ? Voici : l’Américain moyen nous considère, nous les Européens, comme à moitié ou mal civilisés ; plus soucieux du passé que de l’avenir ; nihilistes et méchants pour le voisin ; incapables de faire fonctionner nos économies nationales et de réparer nos robinets ; chicaneurs, susceptibles, désunis, et au total inefficaces. L’Europe, c’est les Balkans, disent-ils. On essaye de les sauver, et ils se dressent sur leurs ergots, au nom de grands principes qu’ils n’appliquent pas.

Eh bien ! tout cela est vrai, osons l’avouer. Mais ce qui échappe à la grande masse américaine, c’est que tous ces défauts sont le revers d’un certain nombre de réalités que l’Amérique doit encore découvrir. L’Européen, et je ne veux pas parler *seulement* de nos plus grands esprits, l’Européen du peuple est resté, malgré tout, un homme qui a très souvent le sens de l’absolu, le sens de la passion et de la pauvreté, le goût de se rendre compte et de juger pour lui-même, et de préférer cela au succès à tout prix. Un certain sens aussi de la fatalité, acceptée avec humilité…

Que conclure de ces observations, qu’il serait trop aisé de multiplier ? Je crois que c’est clair : nous avons grand besoin les uns des autres. Nous avons besoin de leurs moyennes, eux de nos extrêmes ; nous de leur générosité, eux de notre sens créateur ; nous de leur confiance en la vie, et eux de notre sens critique.

Si quelque jour nous arrivons à quelque chose de plus qu’une alliance militaire : à un alliage de nos vertus [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_166.jpg/full/full/0/default.jpg) complémentaires, la civilisation occidentale sera sauvée. Mais il nous faut d’abord sauver notre moitié à nous de ce grand tout, il nous faut donc d’abord unir l’Europe.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500515de] Demain l’Europe ! — Lenteurs et progrès (15 mai 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_167.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Le mois de mai ramène des astres favorables pour l’Europe, spécialement dans ses premiers jours. Il y a deux ans, le 7 mai 1948, s’ouvrait le *congrès de La Haye*, qui devait donner l’impulsion principale à la campagne pour l’Europe unie. Un an plus tard, le 6 mai 1949, les statuts du *Conseil de l’Europe* étaient signés à Londres par 10 États. Cette année enfin, le 8 mai, voici qu’un ministre français propose officiellement de réaliser l’une des plus importantes mesures d’union que les fédéralistes ne cessaient de demander, depuis leurs premiers manifestes.

Deux jours avant que M. Schuman ait tranquillement posé sa bombe diplomatique sur le tapis vert, le comité du Mouvement européen s’était réuni à Paris. M. Spaak était venu nous parler. Il commença son discours en ces termes : « Messieurs, les progrès du Conseil de l’Europe sont *très lents*, très lents, très lents… très lents, très lents, très lents… et je pourrais continuer ainsi indéfiniment ! » Nous fûmes unanimes à l’applaudir.

La situation dans laquelle nous nous trouvions, deux ans après notre départ à La Haye, était évidemment paradoxale.

Car d’une part, nous pouvions nous féliciter des progrès très rapides de notre idée dans l’opinion publique, dans les masses et dans la presse. Il y a deux ans, en effet, nous n’étions qu’une poignée d’idéalistes — comme dit avec pitié le premier nigaud venu —, tandis qu’aujourd’hui tout un chacun déclare : c’est la seule solution, et je l’ai toujours pensé !

Mais d’autre part, ce progrès de l’idée fait sentir par contraste l’extrême lenteur de son application par les gouvernements.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_168.jpg/full/full/0/default.jpg) Plus on en parle, et plus il devient surprenant qu’on n’agisse pas. Déjà l’opinion doute et se décourage, au lieu de redoubler sa pression.

Nous en étions donc là, dimanche dernier. Et nous venions d’adresser un appel très pressant au Conseil de l’Europe pour qu’il *réalise* quelque chose, lorsque se produisit le coup de théâtre de la proposition Schuman.

De quoi s’agit-il, dans ce plan ? On propose de mettre en commun au service de l’Europe unie, les ressources en charbon et acier de la France et de l’Allemagne, puis des autres pays s’ils acceptent.

Mais ne pensez pas qu’il s’agit là d’une simple mesure économique, comme les États ne cessent d’en prendre sans rien changer aux causes profondes de la crise. Il s’agit en réalité d’une mesure politique décisive, et il s’agit de poser la première pierre de la fédération européenne, M. Schuman l’a souligné lui-même.

Mesure politique, tout d’abord, puisque c’est un ministre des Affaires étrangères qui la propose, et qui l’impose bon gré mal gré aux éternelles objections des experts.

Et première pierre de la fédération européenne, puisque cette mesure aurait pour effet : premièrement de rendre matériellement impossible une guerre entre la France et l’Allemagne ; secondement de produire, pratiquement, un abandon de la souveraineté nationale des pays adhérents à ce plan.

Le charbon et l’acier, vous le savez, sont plus importants que l’argent pour faire la guerre. La France et l’Allemagne, mettant en commun leur production dans ce domaine, se trouveraient aussi incapables d’entrer en conflit armé que deux de nos cantons suisses ou que deux armées dont l’une aurait les canons, l’autre les obus. Et dès l’instant où les industries clés des deux pays seraient unifiées, il en résulterait la suppression automatique des barrières douanières entre les deux pays, puis, par la suite, des échanges de main-d’œuvre et de techniciens, une unification progressive du régime social, une productivité accrue, bref, la paix fédérale entre les deux nations les plus puissantes du continent.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_169.jpg/full/full/0/default.jpg) On peut donc dire, sans rien exagérer, qu’avec le plan Schuman, c’est le sort pratique de l’Europe fédérée qui va se jouer au cours des mois qui viennent.

Aussi n’est-il pas étonnant que les réactions qui accueillent ce plan soient passionnées, contradictoires, tantôt enthousiastes et tantôt presque paniques.

Depuis deux ans, on nous disait de tous côtés : vos projets de fédération sont très beaux, bravo ! Nous sommes d’accord, mais de grâce, proposez quelque chose de pratique ! Eh bien ! voilà M. Schuman qui prend le taureau par les cornes, en s’offrant de réaliser sans délai notre plan le plus évidemment pratique. Et que voit-on ? On voit les grands industriels français et allemands, se renfrogner, parce qu’ils ont peur de perdre le contrôle absolu de leurs entreprises et de leurs bénéfices. On voit les socialistes bouder, parce qu’ils ont peur que les capitalistes gardent encore trop de contrôle. On voit les Anglais freiner l’action, comme d’habitude, parce que cette fois ils devront se décider entre l’isolement insulaire et l’union. On voit enfin les communistes partir en guerre au nom de l’indépendance et de la souveraineté nationale de leur pays, sur un ordre reçu d’un tout autre pays, comme on sait.

Cette révolte des intérêts particuliers et des doctrines partisanes contre une mesure de bon sens et d’intérêt commun, cette révolte prouve simplement qu’avec le plan Schuman, nous sommes entrés dans le concret de notre lutte fédéraliste. Tous ces messieurs étaient d’accord tant que notre plan restait vague à leurs yeux. Et ils se réservaient tout l’avantage de nous reprocher d’être dans le vague. Nous voici dans le concret, les voilà pris de panique. La paix du monde, disent-ils, c’est bien ; mes intérêts ou ma doctrine, c’est mieux.

La bataille est ouverte. Notre bataille à tous. Seule, la pression accrue de l’opinion publique qui veut la paix, qui doit vouloir les sacrifices matériels qu’elle implique — provisoirement, soulignons-le —, seule cette pression de l’opinion sauvera la paix. Reste à savoir ce que veut l’opinion. Je vous dirai la prochaine fois les résultats d’un Gallup poll conduit dans nos pays sur l’union de l’Europe.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500522de] Demain l’Europe ! — L’opinion (22 mai 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_170.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Il y a quelques mois, j’étais le témoin d’un bref dialogue entre deux hommes politiques, au sujet des mesures à prendre pour hâter la fédération. Le premier était un Norvégien, président de la Chambre des députés de son pays, le second un ancien ministre français. Le Norvégien disait : « Surtout, soyons prudents, marchons lentement ! Chez nous en Norvège, l’homme de la rue s’intéresse fort peu au Mouvement pour l’Europe, il n’y croit guère. N’avançons donc pas trop loin ni trop vite, car les peuples se refuseraient à nous suivre. » À quoi le Français répondait : « Mon expérience est exactement inverse. Je constate que si l’homme de la rue ne nous suit pas, et ne croit guère à nos efforts, c’est parce que nous n’allons pas assez vite ni assez loin. Avançons hardiment, et alors, alors seulement, les peuples nous suivront ! »

Or je viens d’avoir sous les yeux les résultats d’une enquête menée précisément en Norvège, et je constate que 64 % des Norvégiens sont favorables à l’union européenne, 11 % seulement s’en déclarent adversaires, 25 % sont indécis. Voilà la preuve indiscutable que le président du Parlement norvégien se trompait sur son propre peuple, et qu’en lui attribuant une vaste indifférence, voire une hostilité que ce peuple n’a pas, il cherchait simplement un alibi pour justifier son scepticisme personnel.

Je crois que l’exemple est très typique, et qu’il révèle assez exactement la situation de la plupart des hommes d’État européen. Leurs prudences formalistes devant le péril urgent, leur crainte d’innover et de prendre des risques, leur tendance à ne jamais faire demain ce qu’ils peuvent renvoyer à la semaine prochaine s’expliquent par des motifs très divers, où la maladie pour certains, la surcharge de travail et les soucis électoraux pour [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_171.jpg/full/full/0/default.jpg) d’autres, jouent un rôle important. Mais ils ont coutume de masquer ces vrais motifs derrière un faux prétexte facile à invoquer : c’est *l’opinion*, disent-ils, qui n’est pas mûre. Eux voudraient bien, ils n’ont rien contre, enfin, ils nous l’assurent, « Mais les masses, voyez-vous, nous les connaissons bien, elles ne sont pas prêtes à nous suivre. »

Je leur réponds qu’en vérité, ils n’en savent absolument rien ; qu’ils n’ont jamais eu le temps d’aller sonder les masses, et que dans les rares occasions où ils prennent des décisions sérieuses, comme celle de déclarer une guerre, ils ne vont pas demander leur avis à ces masses. Pour ma part, et depuis des années, je sentais que l’opinion de nos peuples, dans sa majorité, serait favorable à une fédération du continent. Depuis que j’ai vu les résultats de l’enquête que je vous citais tout à l’heure, ce sentiment s’est transformé en certitude. Et voici sur quoi je me fonde.

Un institut de recherche de l’opinion publique vient d’opérer un large sondage dans 5 pays européens, représentant un total de 153 millions d’habitants : Norvège, Hollande, France, Italie et Allemagne. Il s’agissait de savoir si l’opinion, dans ces pays, favorisait ou non l’union européenne. Ce sondage me paraît valable, parce qu’il n’a pas pris le public par surprise. Au contraire, on a posé des questions très concrètes, en prenant soin d’attirer l’attention sur les sacrifices qu’entraîneraient nécessairement certaines mesures d’union.

Par exemple, on a demandé à des hommes de tous les milieux s’ils étaient pour une totale liberté du commerce, c’est-à-dire pour que les produits d’un pays entrent dans tous les autres sans payer de droits. 72 % ont répondu oui, 9 % non, 19 % restant indécis. Après quoi, on leur a fait remarquer très honnêtement que cette liberté du commerce, tout en amenant une prospérité accrue pour beaucoup, obligerait aussi certaines entreprises à cesser leur activité, celles qui ne vivent qu’à force de protections douanières. Dans ces conditions, étaient-ils encore favorables à l’union ? Là, comme on pouvait s’y attendre, le nombre des indécis a fortement augmenté, tandis que le nombre des opposants passait de 9 à 23 %. Mais 45 % ont persisté à vouloir, malgré tout, l’union économique.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_172.jpg/full/full/0/default.jpg) Enfin, après avoir envisagé de la même manière un certain nombre de problèmes précis, voici ce qu’on a posé comme dernière question : « *Compte tenu de tous les points examinés, pensez-vous que l’union européenne serait une bonne ou une mauvaise chose ?* »

64 % ont répondu que l’union serait bonne,

9 % qu’elle serait mauvaise et

27 % sont demeurés indécis.

Nous trouvons donc, en gros, dans 5 pays qui forment à eux seuls plus de la moitié de la population du continent : un tiers seulement de sceptiques ou d’opposants, et deux tiers de partisans déclarés de l’union européenne.

Eh bien ! voilà, me semble-t-il, de quoi donner à réfléchir aux hommes d’État, et de quoi fortifier notre espoir. Une majorité de 2/3 en faveur de l’union, cela doit rassurer les plus timides : on connaît des gouvernements qui se contentent de beaucoup moins pour se cramponner au pouvoir… L’un d’entre eux, en particulier, vient de s’en tirer avec *une* voix de majorité, une seule, lors d’un vote de confiance au Parlement. Et c’est, comme par hasard, ce gouvernement-là qui freine le plus nos efforts vers l’union. Qu’il dise franchement qu’il est bien décidé à ne pas tenir compte de l’opinion, mais qu’il renonce à se cacher derrière elle, derrière la prétendue, indifférence du peuple.

On annonce que l’enquête se poursuit dans d’autres pays de l’Europe. Quels vont être ses résultats en Suisse ? Voilà qui dépend de vous, chers auditeurs, car l’opinion, c’est vous ! Les paris sont ouverts.

Au revoir, à lundi prochain !

# [ddr19500529de] Demain l’Europe ! — Conversation avec un Américain (29 mai 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_173.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

J’ai reçu l’autre jour à Genève une visite fort intéressante, et dont je voudrais vous donner une idée en 5 minutes, bien qu’elle ait duré quelques heures. Mon hôte était un professeur américain, chargé de s’informer de l’état de l’Europe, et des efforts en cours pour unir nos pays.

Avec un mélange de sympathie curieuse et de méfiance toute scientifique, mon visiteur a commencé par me poser une énorme question fondamentale : « Quels avantages, m’a-t-il dit, faut-il attendre, selon vous, de la fédération européenne ? »

Je lui ai dit en riant : c’est ce qu’on appelle chez vous « une question de 64 dollars », la question difficile entre toutes et qui fait gagner le prix à la radio, quand on sait y répondre immédiatement.

Et puis j’ai pris mon temps pour réfléchir. J’aurais pu dire à mon sympathique visiteur : my dear sir, quand une maison brûle, est-ce bien le moment de faire une enquête auprès des habitants de cette maison en les priant de dire quels avantages ils espèrent retirer de l’extinction du feu ?

Je n’ai pas répondu cela, parce que d’abord l’Europe n’est pas encore en feu, elle est seulement menacée d’incendie, et l’on a donc encore le temps de faire des enquêtes. Ensuite, je me suis dit qu’il était bon, parfois, de reposer les questions fondamentales, et d’éprouver la valeur des réponses qu’on peut y faire sans hésiter.

J’ai donc rappelé au professeur américain les deux grands faits incontestables que voici.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_174.jpg/full/full/0/default.jpg) Premièrement, *nous n’avons pas le choix*. Il nous faut faire l’Europe, unir ses 20 pays, parce que c’est la seule solution. Une crise économique sans précédent menace notre vieux continent. Et pas un seul de nos pays — pas même la Suisse ! — ne peut prétendre s’en tirer tout seul et par ses seuls efforts, si ses voisins sont en faillite. Il nous faut donc nous entraider, et mettre en commun nos ressources, qui pourraient être immenses une fois organisées. Pour cela, il nous faut une union politique, car elle seule peut forcer les intérêts particuliers à s’effacer provisoirement au bénéfice de l’intérêt commun. Et comme nous sommes très opposés à l’unification totale, car nos diversités sont notre vraie richesse, nous demandons que l’union de nos pays s’opère dans un esprit fédéraliste, — nous demandons l’union dans la diversité, sur le modèle qui a fait ses preuves en Suisse. Le premier avantage de la fédération sera donc d’éviter la ruine de l’Europe, tout en sauvant nos valeurs nationales.

En second lieu, il nous faut faire l’Europe, parce que si nous tardons à réaliser une vraie fédération, à notre idée, conforme à nos coutumes et à nos intérêts, nous y serons bientôt forcés par d’autres : nous y serons forcés par vous, Américains, — ou bien par une doctrime, un parti, un empire, qui ne sont pas précisément de vos amis. La nature a horreur du vide. Les empires ont horreur d’un continent ruiné, d’un marché vide. Si nous n’arrivons pas à faire demain l’Europe, elle sera faite malgré nous, par vous ou par les autres. Nous serons Russes ou Américains, si nous ne sommes par simplement supprimés.

— Cher Monsieur, m’a dit alors mon visiteur américain, permettez-moi de vous répondre que j’ignore les intentions de M. Staline, mais que je sais très bien que nous, en Amérique, nous ne vous *forcerons* jamais à vous unir. Nous continuerons même à vous aider quand le plan Marshall aura pris fin.

— Fort bien, lui ai-je dit, mais soyons réalistes. Pensez-vous que l’Amérique va continuer longtemps à taxer ses contribuables pour venir au secours de l’Europe, sans exiger [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_175.jpg/full/full/0/default.jpg) un jour ou l’autre de contrôler l’emploi des fonds qu’elle nous envoie ? Ce serait tout simplement absurde de sa part. Mais contrôler ces fonds, cela signifie bientôt : organiser l’économie européenne. Ainsi, que vous le vouliez ou non, vous serez un jour *forcés de nous forcer* à faire l’union européenne. Nous préférons la faire avant, à notre idée.

À ce moment, mon visiteur américain m’a déclaré qu’à son avis, je n’avais pas répondu à sa question : pourquoi faut-il unir l’Europe, et quel serait l’avantage de cette union ?

Je vous laisse juges. Mais soyons justes. J’ai bien compris que mon interlocuteur voulait savoir en réalité deux choses :

1. si la fédération élèverait le niveau de vie des masses européennes ;

2. si par suite de cette prospérité, l’Europe unie ne deviendrait pas un concurrent gênant pour les États-Unis.

À quoi j’ai répondu que certainement le niveau de vie des masses sera d’abord sauvé, puis élevé par la mise en commun des ressources du continent. Tous nos économistes sont d’accord sur ce point. Mais il est clair que cette prospérité posera certains problèmes à l’Amérique. Le tout est de savoir si l’Amérique préfère l’Europe ruinée à l’Europe concurrente. C’est là son choix, c’est son affaire. La nôtre est d’éviter la ruine. Et nous refusons de penser que la santé des uns puisse vraiment nuire à celle des autres. L’Amérique n’est-elle pas pour la libre entreprise ? Elle doit donc accepter la concurrence. Mais nous n’en sommes pas encore là. Commençons par sauver notre Europe !

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500605de] Demain l’Europe ! — Le règne des experts (5 juin 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_176.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

L’actualité m’invite, me contraint même, à vous parler de nouveau du plan Schuman. Les journaux en sont pleins, depuis des semaines, et le refus anglais d’y adhérer passionne à son sujet l’opinion des deux mondes.

Je vous ai dit que ce plan de mise en commun des ressources en acier et charbon du continent était l’un des points principaux du programme des fédéralistes. Nous l’avions proposé à Montreux dès 1947, puis à La Haye en 1948, et à Westminster en 1949. L’Assemblée de Strasbourg l’an dernier l’avait repris en compte et remis en vedette. Enfin, depuis quelques mois, M. Schuman en a fait étudier les données par ses services techniques, avant de le présenter officiellement. Il déclare aujourd’hui que même sans les Anglais, il poursuivra l’exécution du plan, d’accord avec l’Allemagne, le Benelux et l’Italie.

Sans vouloir anticiper sur les résultats des travaux qui vont s’ouvrir à Paris, nous pouvons dès maintenant faire deux constatations sur l’accueil réservé au projet.

La première, c’est qu’il est évident que la mauvaise volonté des dirigeants européens dépasse encore tout ce que l’on pouvait craindre. Tous nous parlent d’union, proclament qu’elle est urgente, mais personne ne veut rien sacrifier, et ne veut rien *payer* pour que l’union se fasse. Sans union, chacun sait, l’Europe court à sa perte. Mais les raisons de notre perte ne seront pas la Russie, ni le diable ! Elles sont inscrites dans l’égoïsme insane des partis et des professions. Elles sont dans la résistance des industriels d’un côté, des syndicats de l’autre, qui veulent bien l’union, mais sans renoncer à la moindre parcelle de leur puissance ou de leur doctrine, ce qui revient à dire que [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_177.jpg/full/full/0/default.jpg) *pratiquement*, ils refusent l’union de l’Europe. Elles sont aussi dans les préjugés invétérés de certains gouvernements, comme celui de la Grande-Bretagne, qui disent vouloir l’union, mais qui refusent de céder la moindre parcelle de leur souveraineté nationale, ce qui revient à dire que *pratiquement*, ils refusent la première condition de l’union. Quant aux masses, au lieu de se dresser pour exiger les conditions *concrètes* de la paix, de leur paix, elles sont hypnotisées par quelque tour cycliste, en attendant la Bombe et le travail forcé. Leur fatalisme nous conduit tout droit à ces fatalités.

La deuxième conclusion que je veux tirer des résistances que l’on oppose au plan Schuman, c’est que nous vivons de plus en plus sous le règne des experts, sous leur domination.

On l’a bien vu la semaine dernière : quand un gouvernement veut refuser un plan, mais n’ose le dire par crainte de l’opinion, il va se cacher derrière l’avis des spécialistes. Il dit : je veux bien, mais cela demande un examen sérieux et surtout prolongé, c’est-à-dire un renvoi aux *experts*.

Parlons donc un peu de ces messieurs.

Il y en a toujours eu, dans les gouvernements, à toutes les époques de l’histoire. Ce qui est nouveau, c’est le rôle qu’on leur fait jouer. Autrefois, l’on n’avait pas l’idée de leur confier la *conduite* des affaires politiques. Ils étaient là pour conseiller d’abord, et ensuite pour exécuter. Quant aux gouvernements, ils gouvernaient, c’est-à-dire décidaient les buts qu’ils jugeaient nécessaire d’atteindre. Le xxe siècle a changé cela. C’est aux experts que le pouvoir politique va demander les décisions, qu’il devrait normalement *dicter*. Or, que peuvent en fait les experts ?

Ils peuvent tout simplement, à propos d’un projet qu’on vient leur soumettre, calculer ce que cela coûtera. Ensuite de quoi, le gouvernement peut toujours dire que c’est trop cher. Bien sûr ! Tout dépend de l’envie qu’il ou qu’il n’a pas, de réaliser le projet. On trouve toujours trop cher, c’est évident, l’objet dont on n’a pas envie, ou qu’on ne juge pas indispensable, en l’occurrence l’union de l’Europe, c’est-à-dire finalement, la paix. Je vous l’ai dit bien souvent, quand on veut faire la guerre, quand on y est décidé ou forcé, les mêmes experts qui [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_178.jpg/full/full/0/default.jpg) démontraient chiffres en main que cette guerre ne pourrait durer plus de trois semaines (comme ils l’ont fait en 1914), ces mêmes experts se mettent à faire des plans pour 5 années de lutte. Tous ces calculs sont donc des alibis. Ils masquent, aux yeux l’opinion, la fuite des gouvernants devant leur vocation.

Si l’on va au fond des choses, on s’aperçoit que le règne des experts trahit un phénomène moral et spirituel fort inquiétant. Nous assistons à la décadence de *l’autorité*, au profit de la dictature des *pouvoirs*, c’est-à-dire des mécanismes abandonnés à eux-mêmes.

Les pouvoirs se multiplient, foisonnent, se combattent mutuellement et se neutralisent. Mais l’autorité s’évanouit. Vous avez en Europe une bonne vingtaine d’États soi-disant souverains, avec tous leurs offices nationaux et leurs polices variées ; vous avez des centaines de comités, des dizaines de milliers de techniciens. Mais où sont les grandes voix qui montrent les grands buts, qui orientent les efforts vers une vision commune ? Où est l’autorité qui, seule, peut exiger le sacrifice des intérêts contradictoires au bien commun ?

Ce qui manque tragiquement à l’Europe d’aujourd’hui, ce sont les hommes ou les femmes qui par-dessus le fourmillement des petits calculs à courte vue dans tous les sens, lèvent un drapeau et montrent un chemin. Jeanne d’Arc et Nicolas de Flue ne disposaient d’aucun pouvoir. *Ils n’avaient rien, mais ils étaient l’Autorité*. Tous les experts du monde réunis en congrès auraient certainement démontré, chiffres en main, que la France ne pouvait être délivrée, ni les cantons suisses pacifiés. Pourtant deux voix y ont suffi, deux faibles voix, une toute jeune fille et un vieillard. Mais saurions-nous encore les écouter ?

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500612de] Demain l’Europe ! — Valeur de l’Europe (12 juin 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_179.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs !

Je vous parlais la semaine dernière d’un phénomène bien inquiétant : le déclin de *l’autorité*, au xxe siècle, et l’avènement au pouvoir des experts, c’est-à-dire des purs techniciens, sans vision générale des choses.

Sur quoi j’ai reçu pas mal d’approbations, quant au principe tout au moins, mais aussi pas mal de critiques, déguisées d’ailleurs en bons conseils… D’accord, me dit-on, il faut aller au fond des choses, et ne pas se contenter de palliatifs. Mais le fond des choses, pour l’un, c’est la question militaire, pour l’autre ce sont des subventions aux paysans, pour un troisième, ce sont des citations de la Bible, et pour un quatrième c’est une réforme de la monnaie ! Le fond des choses est vaste, comme vous le voyez, on y trouve vraiment beaucoup de choses, on y trouve presque tout, et en tout cas, toutes les marottes de chacun d’entre nous.

Dans le cadre de cette chronique et de l’action que je commente pour vous, le fond des choses, c’est simplement de fédérer l’Europe pour établir la paix. Ni plus, ni moins. Et c’est déjà beaucoup.

Mais on me dit : « Au fond, *qu’est-ce que l’Europe ?* » Et je sais bien que cette question n’est pas absolument loyale, car tout le monde sait, en réalité, ce qu’est l’Europe, et ceux qui reposent le problème sont, en général, ceux qui refusent les conditions de l’union nécessaire ; qui cherchent à gagner du temps en discussions académiques. Pourtant, je veux répondre sans détour, car le fait même de poser des questions est quelque chose de très européen. Personne n’aurait l’idée de demander : « Qu’est-ce que l’Amérique, qu’est-ce que l’Inde ou la Chine, ou qu’est-ce que la Russie ? » Ces grands empires sont bien délimités, physiquement et historiquement. Mais l’Europe, personne ne peut dire [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_180.jpg/full/full/0/default.jpg) où elle commence et où elle s’arrête à la fois dans l’espace et dans le temps. Comme la Grèce, elle n’est rien qu’un cap, et ses frontières vers l’Est sont indécises, comme celles de la Grèce vers le Nord. Dans ce cap de l’Asie sont venues se mêler trois influences décisives : Athènes, Rome et Jérusalem, — une idée raisonnable de l’homme, le droit et les institutions, et la révélation chrétienne. Tout cela s’est mêlé, noué, marié au cours des siècles, et dès la Renaissance, l’Europe est apparue comme un ensemble, une civilisation, qui a dominé la Terre entière jusque vers 1939.

Je ne vais pas vous faire un cours d’histoire en cinq minutes. Ce que je voudrais vous rappeler ce soir, c’est justement ce que nous, Européens, avons tendance à oublier, c’est la grandeur unique de notre continent, et ce sont ses causes véritables. Posez-vous simplement cette question : Comment se fait-il que ce cap de l’Asie, qui ne représente qu’un petit coin très découpé et divisé, environ 5 % des terres du globe, soit devenu le foyer vital de la seule civilisation qui ait su gagner la Terre entière ?

La réponse tient en un seul mot. C’est la *culture* qui a fait l’Europe, cœur et cerveau de la planète. C’est la culture qui a fait de notre péninsule tout autre chose que ce qu’elle paraît physiquement. Sans la culture, nous n’aurions ni puissance, ni richesse matérielle, ni libertés civiques. Vous croyez que la culture est un luxe, l’affaire de quelques spécialistes à lunettes ? Vous croyez que le sérieux, le concret de la vie, c’est l’argent, le vêtement, la nourriture, l’auto ? Vous oubliez seulement que toutes ces choses sont des produits secondaires de la culture, d’elle seule. Vous oubliez que sans nos inventeurs, qui poursuivaient des travaux de science pure, vous n’auriez ni y chauffage, ni éclairage, ni moyens de transport, ni remèdes. Vous oubliez que sans nos philosophes et nos juristes, vous n’auriez pas l’idée de l’homme industriel, distingué du troupeau, de la tribu, capable de critique, protégé par des lois. Vous oubliez que pour le bien comme pour le mal, le monde moderne tout entier est un produit européen, qu’il est sorti du cerveau de l’Europe, de sa culture encore une fois, et de rien d’autre. Les grands empires qui nous disputent la puissance, l’Amérique et l’URSS, sont eux-mêmes nés d’idées européennes, l’un de Calvin et du puritanisme anglo-saxon, l’autre de Marx et de notre industrie.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_181.jpg/full/full/0/default.jpg) Si donc l’on veut rester concret, pratique, il faut reconnaître cette réalité : l’Europe est une culture, ou elle n’est pas grand-chose. Pour la sauver, dans la crise qu’elle traverse, il faut revenir aux sources de sa force, qui sont intellectuelles et spirituelles, et qui ne sont pas le nombre et la matière — car de cela, les autres en ont plus que nous. Vouloir défendre notre vieille Europe, il faut bien voir que c’est défendre tout d’abord les deux plus grandes conquêtes de sa culture : l’idée de l’homme personnel, l’idée de liberté, sans lesquelles il n’est plus de création ni d’invention, donc, en fin de compte, plus même de puissance matérielle.

Je reviendrai la prochaine fois sur l’action culturelle entreprise par le Mouvement européen, et sur l’institution qui doit mener cette action, le Centre européen de la culture. Pour aujourd’hui, dans un bref raccourci, je voulais simplement vous rappeler que les chances de l’Europe, après tout, ce sont les chances de l’homme personnel, car en face de la terre des masses qu’est la Russie, de la terre des machines qu’est l’Amérique, de la terre des fatalités qu’est l’Asie, l’Europe est seule à demeurer la Terre des hommes.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19500619de] Demain l’Europe ! — Le Centre européen de la culture (19 juin 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_182.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

J’ai parfois mentionné, dans mes chroniques, le *Centre européen de la culture*. Si je n’en ai pas parlé plus longuement et plus tôt, c’est simplement parce qu’il s’agissait là d’un projet dont la mise au point a demandé deux ans d’études, de négociations difficiles et d’expériences préalables. Aujourd’hui, nous touchons au but. Un comité formé de vingt représentants d’instituts culturels de toute l’Europe va se réunir cette semaine pour apporter la dernière main aux statuts de cette institution, dont le siège sera probablement fixé à Genève et, peut-être, au château de Coppet.

La création du Centre européen de la culture avait été demandée d’abord par le congrès de La Haye, en 1948, elle fut ensuite recommandée par l’Assemblée de Strasbourg, l’an dernier. Enfin la conférence de Lausanne, il y a quelques mois, en avait précisé le programme. Pendant ce temps, un Bureau d’études fondé par le Mouvement européen travaillait en silence à Genève, dressait les plans, cherchait les fonds, et formait un réseau de collaboration. [[p. 1bis]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_183.jpg/full/full/0/default.jpg) Ceux qui savent que j’ai pris quelque part à cette œuvre, aidé depuis le début par mon ami Raymond Silva, l’un des pionniers français du fédéralisme, ceux-là nous demandent souvent : *Que fera donc votre Centre ?* Pouvez-vous me l’expliquer en deux mots ?

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_182.jpg/full/full/0/default.jpg) J’ai coutume de répondre ceci :

D’abord, nous allons prendre exactement le contre-pied des usages devenus courants dans les organisations internationales : dès le départ, guerre au papier, dépenses réduites au minimum le plus sévère, personnel qui se compte sur les doigts de la main, et nos bureaux non pas dans un palace ni dans un gratte-ciel flambant neuf, mais dans une aimable baraque, qui ressemble à un refuge du Club alpin.

Ensuite, nos tâches seront définies tout simplement par les besoins *réels* qui se font sentir dans la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_184.jpg/full/full/0/default.jpg) vie de l’Europe d’aujourd’hui.

Par exemple, personne ne sait où s’adresser pour obtenir des documents sur l’Europe et sur les problèmes que pose son union. Nous commencerons donc par dresser un inventaire des forces culturelles dans nos pays, et une liste des lacunes à combler. C’est la base. Chose curieuse, personne encore n’y avait pensé, ou en tout cas ne l’avait fait.

Ensuite, nous constatons que dans tous nos pays surgissent des instituts dont les programmes se ressemblent, pour double emploi, et qui s’ignorent mutuellement. Nous allons donc les fédérer progressivement au service d’un même but : l’union de l’Europe.

Nous voyons aussi que partout se posent des problèmes très urgents, comme celui des recherches scientifiques, ou du cinéma en pleine crise, problèmes qui ne peuvent être résolus dans le cadre d’un seul pays, parce qu’ils débordent les limites nationales, les budgets nationaux partout insuffisants. Nous allons donc créer un lieu de rencontres, où des représentants de nos divers pays étudieront ces problèmes tout nouveaux, afin de les résoudre à l’échelle de l’Europe, la seule possible, par la mise en commun de nos ressources. Ce sera, si vous le voulez, un plan Schuman, mais dans le domaine de la culture.

Enfin, nous constatons qu’aucun de nos États et leurs instituts officiels ne peut parler au nom de l’Europe *entière*, quand il s’agit de s’adresser soit aux Russes, soit aux Américains. Il faut donc une autorité qui puisse élever la voix de l’Europe comme unité et formuler son idéal, par-dessus nos frontières anachroniques et nos intérêts nationaux, économiques ou partisans. C’est là le rôle que peut jouer un jour le Centre européen de la culture, s’il obtient l’appui de l’opinion et s’il parvient à grouper nos élites.

Tels sont l’esprit, les méthodes et les buts de l’institut qui va se fonder.

Je me rends compte qu’il n’est pas facile d’en mesurer d’un seul coup d’œil toute l’importance. Et plusieurs d’entre vous se demanderont encore à quoi tout cela peut bien conduire dans la pratique. Je leur réponds par deux exemples bien précis, qui feront voir la nature de nos activités.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_185.jpg/full/full/0/default.jpg) Premier exemple : les recherches scientifiques. Aucun de nos pays n’est assez riche pour développer la recherche atomique et ses applications à la médecine, à l’industrie et aux transports. Nous sommes très en retard sur l’Amérique. Mais si tous nos pays groupent leurs savants, leurs appareils et leurs ressources matérielles, l’Europe unie peut se voir dotée demain de moyens de puissance aussi grands, sinon plus grands que l’Amérique et la Russie. Privée de ces moyens, elle sera bientôt réduite à l’état de colonie décadente. Si elle les a, son indépendance est assurée. Nous allons donc convoquer nos savants : et ils vont voir ensemble ce qui doit être fait, ce qui peut être fait sans retard, dans ce domaine.

Second exemple, dans un domaine tout différent. Il existe en Europe des douzaines de foyers régionaux de culture, très actifs, pleins de foi, mais isolés. Nous avons entrepris de les mettre en contact, et de les fédérer en un vaste réseau d’amitiés par-dessus les frontières. Les jeunes gens membres d’un foyer seront chez eux dans tous les autres et dans tous les pays de l’Europe. Ils seront sûrs de trouver dans leurs voyages, à pied ou à bicyclette, logis, lecture, occasion de s’instruire dans une langue étrangère ou des métiers nouveaux. Et pour ces compagnons du Tour d’Europe, le continent tout entier deviendra une seule patrie, une amitié aux cent visages. Voilà deux types d’initiatives prises par le Centre en formation. Je pourrais en citer vingt autres analogues, dans les domaines les plus variés. Tout cela, vous commencez peut-être à le voir, tout cela n’a rien de théorique, mais doit servir, bien au contraire, à construire une Europe rajeunie, libérée de ses barrières, et renaissant à la puissance qui fut toujours la sienne : celle de l’esprit.

Un mot encore : le siège du Centre européen de la culture, je vous le disais, doit être en Suisse. N’est-il pas beau que ce soit *de* la Suisse, espace neutre au milieu du continent, que puisse s’élever demain la voix de l’Europe ?

Au revoir, chers auditeurs, et à lundi prochain, pour ma dernière chronique avant l’été[[11]](#footnote-11).

# [ddr19500626de] Demain l’Europe ! — Avant Strasbourg (26 juin 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_186.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Voici l’été ; pour beaucoup d’entre vous, les vacances ; pour le studio de Genève l’interruption normale de plusieurs émissions, dont la mienne en juillet et août si bien que ce soir, je vous présente la dernière chronique d’une série qui aura duré près d’une année.

Il est bien naturel que je m’interroge sur la portée des événements qui ont marqué la vie de l’Europe durant ces mois, et sur l’avenir immédiat. Avons-nous avancé vers l’union ?

Prenons d’abord notre Mouvement européen, qui fut depuis deux ans le moteur de l’action. Depuis son grand succès de l’an dernier, la création du Conseil de l’Europe, il faut avouer qu’il n’a pas déployé d’activités spectaculaires. Cependant, en sourdine, il travaillait sur le plan politique, il a fait sienne l’exigence de son aile fédéraliste, il a demandé la création d’une véritable *Autorité européenne*, dotée de pouvoirs limités, mais réels. Nous verrons à Strasbourg, cet été, si ce projet peut passer dans les faits, malgré l’opposition tenace des Anglais et des Scandinaves.

Sur le plan de la culture, dont je vous disais, dans mes deux dernières chroniques, qu’il est le vrai fondement de toute l’Europe, et même de sa puissance matérielle, les projets ont été décisifs. Le Centre européen de la culture, dont les statuts et le programme ont été mis au point il y a trois jours, sera inauguré l’automne prochain à Genève. Et peu après, le Collège de l’Europe, sorte d’école des sciences politiques pour l’Europe fédérée de demain, ouvrira ses portes en Belgique, dans la très vieille cité de Bruges, ressuscitée pour un avenir continental. Voilà deux créations qui [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_187.jpg/full/full/0/default.jpg) marqueront une date : elles signifient que nos élites intellectuelles ont enfin réussi à grouper leurs efforts par-dessus les frontières nationales ; qu’elles ont pris la tête du mouvement, et sont prêtes à réaliser l’union des esprits et des cœurs, sans laquelle aucune autre n’est possible.

Enfin, dans le domaine économique, le plan Schuman pose les bases matérielles d’une renaissance de notre continent. Né d’un projet conçu par les fédéralistes, il restera l’honneur du gouvernement français, qui osa le prendre en charge et le proposer au monde, en dépit de toutes les intrigues d’intérêts, de partis, et d’égoïsmes nationaux. Ainsi la France aura montré que son génie domine encore les jeux de ses politiciens. Et maintenant, tournons-nous vers l’avenir.

La deuxième session de Strasbourg s’ouvrira le 8 août. Elle sera décisive. Formée de députés régulièrement élus par 15 parlements de l’Europe, cette Assemblée consultative porte le grand espoir fédéraliste : on verra, cet été, si elle s’en montre digne. On le verra d’une manière précise. Car l’Assemblée sera saisie d’une proposition capitale, tendant à instituer, au-dessus des États, un Pacte européen et une Autorité dotée de pouvoirs bien réels. Si elle recule, si elle refuse l’obstacle, nous cesserons non pas certes d’espérer, ni de lutter, mais de croire à son existence.

Je ne suis pas député, et mon pays d’ailleurs n’est pas représenté à Strasbourg. Je n’ai donc pas de titre à y parler. Si j’en avais, voici quel serait mon discours :

Messieurs les députés européens ! vous êtes ici pour faire l’Europe, et non pour faire semblant de la faire. Faire l’Europe signifie la fédérer. Comment fédérer des nations qui se croient encore souveraines ? Voyons l’histoire. Les Suisses ont réussi. Voyons la Suisse. Son exemple vivant suffit à démontrer que la solution fédéraliste est non seulement praticable en principe, mais pratique. Vous allez m’objecter que les Suisses sont les premiers à se montrer réservés quand il s’agit de faire l’Europe. C’est qu’ils sont déjà fédérés. Ils vous attendent. Vous dites encore qu’il faut être prudent quand on s’engage dans une entreprise [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_188.jpg/full/full/0/default.jpg) aussi vaste. C’est aller trop vite en besogne : car vous ne vous êtes, jusqu’ici, engagés dans rien que l’on sache. Quand vous y serez, il sera temps de voir si la prudence, ou au contraire un peu de hâte, conviennent à nos calamités.

Vous dites qu’il y a de grosses difficultés. Vous êtes-là pour les surmonter, — sinon, pour quoi ?

Vous m’assurez enfin de vos bonnes intentions. Prouvez-les ! Je n’ai jamais rencontré personne qui ose se dire contre la paix ou contre la vertu en général, ou contre l’union de nos peuples. Nous sommes tous de bonne volonté, à nous en croire… Mais certains souhaitent un peu d’union, bien sûr, tandis que d’autres *veulent* ses conditions. Certains préfèrent s’en tenir au possible — et presque rien ne leur paraît possible —, tandis que d’autres veulent le nécessaire. Certains déplorent éloquemment nos divisions, tandis que d’autres *veulent abolir la cause du mal*, qui est la souveraineté nationale. Les autres, qui savent ce qu’ils veulent, je les nomme les fédéralistes. Eh bien ! Messieurs les députés européens, si vous n’êtes pas fédéralistes, allez-vous-en ! Si vous l’êtes, osez le dire, prouvez-le, faites la nuit du 4 août des souverainetés, bousculez le Comité des ministres, prenez le pouvoir et donnez-nous l’Autorité européenne.

Tel serait mon discours, chers auditeurs, et je ne pourrai pas le prononcer, mais la voix de l’opinion parlera dans le même sens, et je voudrais vous avoir convaincu, depuis un an, que c’est la vôtre.

Nous nous retrouverons, je l’espère, au mois de septembre, et je vous dirai si nous avons gagné. Merci de m’avoir suivi si fidèlement, merci pour toutes vos lettres, et de l’invisible appui que vous m’avez donné dans vos pensées. C’est avec cet appui de l’âme que nous ferons demain l’Europe.

Mes chers auditeurs, au revoir !

# [ddr19500909de] Demain l’Europe ! — Un été orageux (9 septembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_189.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je reviens vous parler après un été orageux. Le titre de ma chronique n’a pas changé : il est resté « Demain : l’Europe ! », ce qui revient à dire évidemment, que cette Europe n’est pas encore faite aujourd’hui, n’a pas été formée et fédérée pendant l’été, exige encore, pour devenir demain réalité, beaucoup d’efforts, beaucoup de sacrifices, et de bonnes volontés, et de volonté tout court. Mais avant de vous informer de ce qui s’est fait, ou ne s’est pas fait, pour nous unir, depuis deux mois ; avant d’en revenir à des problèmes précis, je voudrais vous parler de l’été qui s’écoule.

Ce fat un été chaud, sur toute la terre. De jour en jour, les prévisions du temps annonçaient des orages locaux. Elles se trompaient rarement. Il y eut même, au début de juillet, un certain orage local, à l’extrême pointe de l’Asie, en Corée, qui fit craindre à beaucoup que le Ciel ne se fatigue de localiser les dégâts. Ce fut un été mouvementé, dominé par une vague angoisse, trop vague encore, souvent, mais qui n’a pas manqué de faire prendre, à certains d’entre nous, une conscience plus claire du danger et de la fragilité de notre paix.

Je ne saurais mieux décrire cette atmosphère chargée qu’en évoquant ici quelques souvenirs que m’ont laissés mes déplacements dans les pays voisins de la Suisse.

Aux derniers jours du mois de juin, je me suis envolé vers Berlin, par-dessus la zone soviétique. L’affaire de Corée venait d’éclater. Le congrès auquel j’allais prendre part se tenait dans les ruines de Berlin, à 600 mètres de la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_190.jpg/full/full/0/default.jpg) limite du secteur russe. Personne ne savait, à ce moment-là, si le conflit coréen n’allait pas se généraliser. Nous étions en tout cas aux premières loges, là où l’on sent que les choses peuvent devenir sérieuses d’une heure à l’autre. Et pendant plusieurs jours, nous avons entendu des hommes comme le grand romancier italien Silone, ou comme Arthur Koestler, ou comme David Rousset, proclamer les droits de la pensée libre, et le refus du système concentrationnaire, celui qui commençait à l’autre bout de la rue. Lors de la dernière séance publique du congrès, le bourgmestre de Berlin, qui présidait, se leva soudain pour lire une dépêche qu’on venait de lui donner. D’une voix grave, il annonça que les Russes, à partir de minuit, le soir même… allaient couper le courant pour toute la ville. Ce n’était que cela, une longue panne d’électricité, en somme. Mais si beaucoup avaient eu chaud, pendant que le bourgmestre commençait très lentement sa phrase, ce n’était pas seulement parce qu’il faisait 35 degrés à l’ombre ce jour-là. Deux semaines plus tard, j’étais à Beaune, capitale des vins de Bourgogne, où s’étaient réunis pour le 14 juillet les fédéralistes français. Là, dans ce riche pays de vignobles touffus, sous les voûtes séculaires et patinées de l’hospice et du palais des Ducs, on se sentait bien à l’abri dans un passé dense et profond, comme l’histoire même de la France, bien loin du siècle, de ses grandes villes en ruines, du rideau de fer et des camps. Pourtant, une voix s’éleva, dès le premier jour, comme un rappel à la réalité : c’était la voix de mon ami Gheorghiu, l’auteur de la *Vingt-Cinquième Heure*. Il évoquait le sort des nations de l’Est européen, qui viennent de perdre, sous nos yeux, cette liberté que l’on fêtait autour de nous, et que nous risquions de perdre à notre tour, demain peut-être… Quand il eut terminé, je vous l’assure, notre congrès ne pensait plus guère à s’amuser.

Je passai tôt après quelques jours sur une plage de la Méditerranée, royaume solaire de l’insouciance et de l’oubli des petits et grands soucis. Mais de quoi parlait-on, près de moi, dans un groupe animé de gens très riches ? On discutait le prix d’un bateau qu’on tiendrait toujours prêt pour fuir l’Europe et gagner l’Algérie en cas de guerre prochaine. [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_191.jpg/full/full/0/default.jpg) L’ombre de la Corée s’étendait jusqu’ici.

Voilà pourquoi, lorsqu’on m’a demandé de prononcer le discours du 1er août à Neuchâtel, j’ai tenté de résumer mes impressions récentes en tenant à peu près ce langage :

Nous sommes tranquilles ici dans un pays prospère. Mais ce pays est au cœur d’une Europe qui se sent, tout d’un coup, cet été, sans défense. Et notre sort, au bout du compte, sera celui du continent. L’Europe aussi, comme la Corée, est une presqu’île de l’Asie… Elle aussi peut être envahie. Vous pensez que la Corée, c’est bien loin. Mais la Corée touche la Russie. Et les Russes, ne l’oubliez pas, sont à une heure et demie d’avion de notre pays. Les Américains à 16 heures. Le jour n’est-il pas venu pour nous tous d’obéir à l’exemple des petits cantons suisses, lesquels, considérant la malice des temps, jurèrent de se prêter secours mutuel et de faire cause commune contre quiconque chercherait à les molester ? Le moment n’est-il pas venu de nous unir au-dessus de nos partis, de nos vieilles querelles et de nos vieilles frontières, et de fédérer nos faiblesses pour en faire la force du siècle, la seule garantie de la paix, et de la liberté qui vaut mieux que la paix ?

L’orage, une fois de plus, s’était mis de la partie. La pluie tombait. Des milliers d’auditeurs ouvrirent leur parapluie et restèrent là. S’ils n’avaient pas approuvé mes paroles, je suppose qu’ils seraient partis…

À quelques jours de là, sous les auspices d’un ciel non moins chargé de nuées menaçantes, s’ouvrait à Strasbourg la deuxième session de l’Assemblée consultative européenne. Et Churchill demandait la création immédiate d’une armée de l’Europe.

De mes souvenirs tout récents de Strasbourg, je compte vous entretenir plus en détail au cours de mes prochaines chroniques. Car beaucoup de choses dépendent, pour notre avenir à tous, de ce qui s’est fait, ou ne s’est pas fait là.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain !

# [ddr19500911de] Demain l’Europe ! — L’atmosphère de Strasbourg (11 septembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_192.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Beaucoup de gens ignorent le fonctionnement des institutions politiques de leur propre pays. Comment pourraient-ils donc connaître les institutions naissantes d’une Europe qui en est encore au stade des plans et des discussions sur devis ? Je ne crois pas inutile de rappeler brièvement ce que c’est que le Conseil de l’Europe, et l’assemblée consultative de Strasbourg.

Le Conseil de l’Europe est né au mois de mai de l’année dernière, à la suite d’une campagne vigoureuse conduite par le Mouvement européen. Il réunit 15 États de l’Europe sur les 19 situés à l’ouest du rideau de fer.

Manquent à l’appel l’Espagne et le Portugal, parce qu’ils sont en régime de dictature, l’Autriche parce que les Russes refusent encore de signer son traité de paix, et la Suisse parce qu’à Berne, on n’aime pas trop se presser…

Le Conseil de l’Europe se compose d’un Comité ministériel formé par les ministres des Affaires étrangères des États membres, et d’une Assemblée consultative de 125 députés, élus par les parlements nationaux. Le rôle de l’Assemblée consiste à étudier et à voter toutes mesures tendant à unir l’Europe. Le rôle du Comité ministériel consiste à examiner les résolutions de l’Assemblée, et à les refuser régulièrement, sur la demande des Anglais. Après quoi les résolutions renvoyées à l’Assemblée sont étudiées à nouveau, et soumises à des experts, lesquels répondent invariablement que les mesures qu’on propose sont prématurées, mais qu’il ne faut rien faire [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_193.jpg/full/full/0/default.jpg) en attendant.

Comme vous le voyez, le mécanisme est parfaitement réglé pour s’enrayer *à coup sûr* avant chaque départ. On pourrait penser que c’est une farce. Mais on n’aurait pas entièrement raison. Car les ministres un jour se fatigueront peut-être de dire non. Et l’Assemblée, un jour, peut se révolter contre le sempiternel veto de M. Bevin. Elle peut un beau jour passer outre, et décider que ses résolutions seront examinées par les parlements de chaque pays, qui sont plus stables que les ministres. Et l’opinion, un jour, peut se fâcher, et dire clairement aux députés : faites quelque chose tout de suite, ou bien allez-vous-en ! Or les ministres, comme on sait, sont nommés par les parlements, et les parlements sont élus par l’opinion *réelle* d’un pays, celle qui vote au scrutin libre et secret. Celle qui ne ment pas. Tout dépend donc, en dernier ressort, de l’opinion. Quand elle sera mûre, quand elle dira ce qu’elle veut, avec clarté, avec passion, les députés suivront, les ministres obéiront, et tout d’un coup, malgré les arguments des experts, des prudents ou des lâches, l’Europe se fera. Vous voyez que je n’ai pas d’illusions. Mais je calcule nos chances, qui sont celles de la paix, et je trouve qu’elles ne sont pas si mauvaises. Encore faut-il que l’opinion se réveille. Le canon de la Corée peut l’y aider. La crise économique, qui s’approche à grands pas, peut l’y pousser plus puissamment encore. Et Strasbourg demeure un espoir, en dépit de toutes ses faiblesses.

Si vous me demandiez maintenant : qu’a fait Strasbourg pendant l’été ? Je serais forcé de vous répondre : pas grand-chose. Mais une évolution décisive se prépare.

Dans l’atmosphère de l’été orageux que je vous décrivais lundi dernier, cette deuxième session de l’Assemblée fut beaucoup plus passionnée que l’an dernier. On sentait que les choses devenaient sérieuses, non seulement en Corée, mais en Europe. Des oppositions plus tranchées se sont fait jour, des masques sont tombés. On a vu que les Anglais ne voulaient rien, à aucun prix, qu’ils fussent conservateurs ou travaillistes. Et qu’il était parfaitement inutile de consentir des concessions dont ils se moquent. On a vu que la fédération ne se ferait jamais qu’entre nations du continent. Et qu’elle ne se [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_194.jpg/full/full/0/default.jpg) ferait point par des politiciens, mais par ceux qui les poussent au nom de l’opinion. Et l’on a vu enfin que l’Assemblée réclamait plus énergiquement les droits que les ministres lui refusent.

C’est qu’elle se sent plus sûre d’elle-même, mieux en contact que l’an dernier avec les forces morales et politiques qui la poussent à l’action rapide. Et puis, c’est un détail, mais qui a son importance, l’Assemblée est chez elle, dans sa propre maison, qu’on lui a bâtie en quelques mois. Et quand le bâtiment va, tout va, dit un proverbe. Le Palais de l’Europe a été édifié sur un ancien terrain de football. On y jouait un match le 1er mars encore. Aujourd’hui c’est une longue bâtisse moderne, où se jouent des parties non moins disputées. Il s’agit toujours et encore de se renvoyer la balle. Mais quelques buts ont été marqués.

Premièrement, l’Assemblée a décidé de se réunir une seconde fois cette année, au mois de novembre. Et quatre fois l’année prochaine. Voilà qui permettra d’aller plus vite, et de maintenir l’opinion en alerte.

Deuxièmement, l’Assemblée s’est donné le droit d’aborder les questions militaires, de parler de la défense de l’Europe, qui est le problème le plus urgent. Je reviendrai lundi prochain sur ce sujet.

Troisièmement, elle a proposé à l’examen du Conseil des ministres, un projet d’Autorité politique européenne au-dessus des nations. Et c’est là le point capital. Les ministres ont deux mois pour répondre. S’ils refusent une fois de plus, j’ai l’impression très nette que la session du mois de novembre verra des actes révolutionnaires, de la part des fédéralistes. Ceux-ci ne représentent, à vrai dire, qu’une minorité de l’Assemblée. Mais ils se sentent soutenus par l’opinion publique. Des groupes de jeunes fédéralistes, prêts à l’action, animés par le professeur Daniel Villey, hantaient déjà, pendant le mois d’août, les couloirs du Palais de l’Europe, créant une atmosphère d’urgence et de salutaire inquiétude. À la veille de la première séance de l’Assemblée, ils s’étaient réunis à la frontière franco-allemande, pour brûler les barrières et les poteaux de douane. Ce geste symbolique en annonce d’autres.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_195.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce feu de joie et de fraternité peut s’étendre à toutes les frontières. On y travaillera ferme, au cours des semaines qui viennent.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500918de] Demain l’Europe ! — L’armée européenne (18 septembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_196.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Pendant que la guerre éclatait en Orient, pendant que l’Amérique se réveillait, s’armait, et pendant que la Russie observait d’un œil froid l’état des forces en présence, qu’a-t-on fait en Europe, à Strasbourg, cet été pour répondre au défi de l’Histoire ?

La session de l’Assemblée s’est ouverte par un grand discours de Churchill. Le sujet de ce discours était la création immédiate d’une armée de l’Europe.

L’idée de Churchill était simple. L’Europe est sans défense. Elle peut être envahie demain, ou cette nuit même. Si nous pensons qu’elle vaut d’être sauvée, constituons une armée sérieuse, qui ne saurait être qu’une armée européenne, à l’échelle de la menace elle-même continentale qui pèse sur nous.

Le génie de Churchill est indéniable : il consiste à dire simplement les évidences que tout le monde voit, mais que l’on traiterait de paradoxes ou d’utopies si vous ou moi osions les dire. Tout le monde sait que l’Europe n’a point d’armée, si l’on excepte l’armée suisse, laquelle est neutre. Tout le monde sait qu’il est urgent de faire quelque chose. Mais il faut que Churchill le dise pour qu’on appelle cela du réalisme. Ainsi va le monde, et quand Churchill eut terminé son discours de Strasbourg, l’Assemblée tout entière lui fit une ovation, et vota sa motion par 89 voix contre 5, et point d’abstentions. C’était trop beau pour être vrai. L’Assemblée ne tarda point à se ressaisir, c’est-à-dire à revenir aux réalités, qui sont pour elle les paragraphes [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_197.jpg/full/full/0/default.jpg) de son statut.

Dès que le projet Churchill fut mis en discussion plus détaillée, un député anglais, M. James Callaghan, se leva pour faire observer que l’article 1, alinéa d des statuts de l’Assemblée lui interdisait de s’occuper des problèmes militaires de l’Europe. M. Callaghan a raison, l’article 1 alinéa d dit bien cela. M. Callaghan sait fort bien cependant que l’Europe est désarmée, et que ce n’est pas avec des paragraphes qu’on peut stopper des divisions blindées. Mais il semble parfois que certains Britanniques sont hélas plus travaillistes qu’intelligents… Arrêtée par un alinéa, l’Assemblée décida de ne rien faire de sérieux, c’est-à-dire d’affirmer qu’il était urgent de faire quelque chose, bien sûr, un jour ou l’autre, mais qu’il ne semblait pas très opportun de dire comment et à quelles conditions.

Le problème reste donc posé. On ne saurait dire que l’Assemblée ait résolu de le résoudre, et encore moins qu’elle ait vraiment tenté de le faire… Devant cette carence incroyable je me sens libre de dire ici ce qu’un chacun pense qu’il faut faire.

Premièrement, face au danger d’invasion, nous savons tous qu’il est nécessaire de nous armer, ne fût-ce que pour forcer l’envahisseur à réfléchir, et sauver ainsi la paix.

Deuxièmement, il est clair qu’on ne peut pas défendre l’Europe avec dix-neuf petites armées nationales, à la fois ruineuses pour chacun de nos pays, et ridiculement insuffisantes pour l’ensemble du continent. Réarmer dans le cadre national, c’est courir à la ruine par l’endettement illimité, c’est étouffer le progrès social, c’est réveiller le nationalisme qui est l’origine même de nos maux, enfin, c’est opposer dix-neuf faiblesses à une grande force, et donc se condamner à l’écrasement certain.

D’où l’on déduit nécessairement qu’il faut, pour défendre l’Europe, non pas dix-neuf armées nocives et faibles, mais une armée continentale, beaucoup moins coûteuse et beaucoup plus efficace.

Mais cette armée européenne, à supposer qu’on l’organise, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_198.jpg/full/full/0/default.jpg) ce qui paraît possible avant deux ans, — encore faut-il qu’elle soit mise au service d’une politique d’ensemble de l’Europe. Elle suppose donc l’institution d’un gouvernement fédéral, capable de la contrôler, et de l’utiliser pour assurer la paix, non point pour nous jeter dans les pires aventures.

Comme vous le voyez, tout cela se tient : je vous parlerai donc, la prochaine fois, du gouvernement fédéral, sans lequel une armée d’Europe serait plus dangereuse encore que notre faiblesse actuelle. Mais je voudrais ajouter une remarque importante. M. Churdhill a proposé que l’on donne des armes aux citoyens de l’Europe. Encore faut-il que ces soldats soient décidés à employer ces armes. Or, dans l’état politique et social où sont plusieurs de nos voisins, *rien n’est moins sûr*. On dit que M. Churchill est un grand réaliste, parce qu’il parle de canons et d’avions. Mais ce ne sont là que des objets, des instruments. Le réalisme véritable, c’est de donner d’abord à chaque Européen la conviction profonde et passionnée qu’il a quelque chose à défendre. On n’accepte de mourir que pour des raisons de vivre. Le réalisme véritable c’est donc de commencer la défense de l’Europe *dans les esprits et dans les cœurs*.

Il nous faut une armée, — hélas ! Mais il nous faut d’abord une mystique de l’Europe, c’est-à-dire de la liberté, sans laquelle cette armée ne serait qu’un poids mort. De cela aussi, je compte vous reparler ; c’est même le principal sujet de ma chronique.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19500925de] Demain l’Europe ! — Une autorité politique européenne (25 septembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_199.jpg/full/full/0/default.jpg) Pendant toute la session de l’Assemblée de Strasbourg, cet été, les députés n’ont pas cessé de recevoir des centaines de lettres de simples citoyens qui, dans tous nos pays, les adjuraient de faire quelque chose, et vite. Je me suis joint au mouvement pour ma part, en faisant imprimer [une brochure de lettres aux députés européens où je les priais sur tous les tons d’agir ou de s’en aller](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1950lde). Car, en effet, le néant déclaré vaut mieux qu’un faux-semblant.

Que voulaient dire les auteurs de ces lettres pressantes et angoissées, lorsqu’ils réclamaient avec une impatience sans cesse accrue par le danger de guerre — que quelque chose fût fait ? Ils voulaient dire, sans aucune équivoque : donnez-nous une autorité politique au-dessus des États, faites le saut, faites une révolution, créez un vrai gouvernement européen, capable d’assurer notre défense *commune*, car isolés nous périrons,

Cet effort n’a pas été vain. Il a fortement contribué à transformer l’ambiance de l’Assemblée, à faire sentir à plusieurs députés que l’opinion publique les suivait du regard, à renforcer les convictions de ceux qui en avaient, à mettre mal à l’aise ceux qui n’en ont aucune, et qui, par conséquent, usurpent leur fonction en passant leurs vacances à Strasbourg.

Créer au-dessus des États une autorité politique capable d’obtenir ou d’imposer les sacrifices indispensables au salut de la communauté, c’est la thèse des fédéralistes. Ceux-ci ne sont encore, dans l’Assemblée, qu’une minorité certes très remuante, mais réduite à peu de chose quand on vote. La plupart des députés préfèrent à la formule d’un gouvernement européen, celle [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_200.jpg/full/full/0/default.jpg) d’une série d’autorités spécialisées, dont le plan Schumann du charbon et de l’acier offre le meilleur exemple. Ils proposent que l’on crée de la même manière une autorité régissant les transports en Europe, une cour de justice, une autorité sociale, un office européen de la production du blé, un Centre européen de la culture, et un état-major européen.

À quoi les fédéralistes répondent : d’accord, prenons les problèmes les uns après les autres après tout, on ne peut faire autrement dans la pratique. Mais rassemblons toutes ces autorités spécialisées en un gouvernement unique, doté de pouvoirs réels, c’est-à-dire réellement supérieurs à ceux des États. Tous les chemins sont bons, pour qui veut aboutir. Prenez les problèmes séparément, ou prenez-les tous à la fois, peu nous importe. L’important, c’est de les résoudre, et de nous unir effectivement en temps utile, avant que notre état de division n’ait provoqué la guerre, qui nous mettra tous d’accord dans les camps.

Mais il est apparu très clairement, à Strasbourg, qu’une fraction de l’Assemblée *ne voulait pas* qu’on aboutisse à rien de sérieux. Je veux parler des Anglais et de certains Scandinaves, qui prennent leurs directives à Londres.

Depuis deux ans, les Anglais nous disaient : ne parlez pas de fédération, c’est utopique et théorique. Faisons plutôt quelque chose de concret dans un domaine bien limité. Sur quoi M. Schumann leur a offert son plan, qui est parfaitement concret, dans un domaine bien défini : celui du charbon et de l’acier. Mais tous les Anglais ont dit non, qu’ils soient conservateurs ou travaillistes. Les conservateurs, par la voix de M. Macmillan, ont déposé un contre-projet. Ils acceptaient en principe le plan Schumann, disaient-ils, mais à une condition : c’est que ce plan n’ait aucune autorité, qu’il ne limite en rien la souveraineté sacrée de l’État anglais, et n’exige de sa part pas le moindre sacrifice, soit d’intérêt soit d’orgueil national.

Il est bien évident qu’un tel état d’esprit rend toute union réelle impraticable. Comment peut-on se marier, si l’on réserve d’avance le droit de se séparer à la première scène de ménage ?

La question s’est donc trouvée posée dans toute son acuité : faut-il faire l’Europe sans les Anglais — ou faut-il rechercher [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_201.jpg/full/full/0/default.jpg) de nouveaux compromis dans l’idée de plaire un jour à ces messieurs, qui finalement refuseront quand même ?

Je vous parlerai, lundi prochain, de la possibilité de faire l’Europe sans les Insulaires, sans l’insolent M. Dalton et avec la bénédiction toute platonique de M. Churchill.

Mais puisque j’ai entrepris, dans mes premières chroniques, de vous donner un compte rendu de ce qui s’est fait — ou non — à Strasbourg, cet été, je terminerai par les précisions suivantes :

L’Assemblée a fini par se mettre d’accord pour proposer au Comité des ministres l’institution d’une série d’autorités européennes. Pour permettre aux ministres de se prononcer, M. Spaak a décidé de suspendre la session à la fin d’août, et de la reprendre en novembre. C’est donc à la fin de novembre, seulement, que nous saurons si l’Assemblée a fait quelque chose de concret, ou si elle a seulement fait semblant de vouloir faire quelque chose en dépit des Anglais.

Sans attendre les résultats des laborieuses négociations diplomatiques en cours, les fédéralistes, conscients des dangers mortels que court l’Europe, ont dressé leurs plans d’action. Je vous en informerai bien sûr dès qu’il sera convenu de les faire connaître à tous, afin que beaucoup puissent y prendre leur part.

Au revoir, à lundi prochain.

# [ddr19501002de] Demain l’Europe ! — Le Serment de Strasbourg (2 octobre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_202.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Si l’on admet que la faiblesse tragique de l’Europe résulte de sa désunion ; que sa seule chance de salut est donc la mise en commun de ses ressources et de ses énergies ; mais si l’on constate d’autre part que les politiciens qui détiennent le pouvoir en Grande-Bretagne s’opposent systématiquement à cette union, — on est conduit, par la logique, à se poser la question suivante : faudra-t-il fédérer l’Europe continentale sans les Anglais ?

À Strasbourg, cet été, un certain nombre de députés ont envisagé cette question, et tenté d’y répondre par un acte. Le récit de leur échec est significatif, vous allez le voir.

L’idée qui animait ce groupe de députés, et à laquelle Daniel Villey et quelques-uns de mes amis n’étaient pas totalement étrangers, c’était de proclamer sur place, à Strasbourg, au mois d’août, la volonté d’union immédiate des principaux pays du contient ; et c’était de concrétiser cette volonté par un Pacte, qui se fût appelé le nouveau Serment de Strasbourg.

Voici plus de onze siècles, en effet, que les fils de Charlemagne avaient prêté un premier Serment de Strasbourg. De ce traité devait résulter le démembrement de l’Europe et sa division en nations. Il y avait, cet été, une belle chance de remembrer, de rassembler ce continent, qui reste — comme le disait Paul Valéry — la partie la plus précieuse de la planète.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_203.jpg/full/full/0/default.jpg) Un groupe de députés parmi lesquels on remarquait MM. André Philip, Paul Reynaud et Jacquet pour la France, Benvenuti pour l’Italie, Carlo Schmid pour l’Allemagne, de la Vallée Poussin pour la Belgique, tentèrent de passer aux actes. Un texte de serment fut établi. Bien qu’il n’ait pas été rendu public, j’ai de très bonnes raisons de le connaître en détail, et vais vous dire quel était son contenu. Les délégués s’engageaient à se considérer non plus comme les députées de leur seul pays ou parti, mais comme les représentants de l’Europe entière. Ils déclaraient que, sans plus attendre, les nations du continent devaient franchir une étape décisive vers l’union, en provoquant l’élection directe d’un Parlement européen, ainsi que la constitution d’un gouvernement fédéral comprenant des ministères de la Défense, de la Production, des Finances, de l’Agriculture, des Transports, et de la Justice. Les députés se disaient décidés à prêter le serment suivant :

Nous soussignés,

Nous proclamant les délégués de notre commune patrie, l’Europe,

Constatant qu’il faut aujourd’hui périr isolément ou se sauver ensemble,

Faisons serment d’unir dès maintenant les nations du continent qui acceptent de renoncer à une part de leur souveraineté, première étape vers l’unité de l’Europe.

Une soixantaine de députés se déclarèrent d’accord. Le serment devait être prêté hors de l’enceinte de l’Assemblée, en présence de la population. Déjà la presse en parlait par allusions. Des affiches étaient préparées, la police en alerte. Les Anglais avaient affirmé publiquement qu’ils donneraient leur bénédiction à ce pacte fédéral du continent, et qu’ils en seraient les meilleurs amis du dehors.

Mais à la veille du jour fixé, les travaillistes britanniques firent savoir discrètement aux socialistes allemands qu’on pourrait leur faire payer cher leur signature éventuelle. Devant cette espèce de chantage les socialistes allemands reculèrent. Leurs compatriotes catholiques ne voulurent point se séparer d’eux. Les Italiens objectèrent que des raisons religieuses les empêchaient de prêter serment. Les Belges découvrirent que cette action publique était incompatible avec la discipline de l’Assemblée. Le groupe français lui-même se divisa. [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_204.jpg/full/full/0/default.jpg) Bref, il ne resta plus que 12 députés décidés à prendre leurs responsabilités personnelles. Le projet fut par conséquent abandonné, ou plutôt renvoyé à la prochaine session, qui doit se réunir en novembre.

C’est ainsi que la session d’été prit fin sur un échec des activistes. Et certes, la manœuvre anglaise, ou plus exactement : travailliste, joua son rôle dans cet échec. Mais il est juste de dire qu’elle ne l’eût pas joué, si les continentaux, de leur côté, avaient montré plus de courage, une plus claire volonté d’aboutir à tout prix. En réalité, beaucoup d’entre eux ne s’étaient point ralliés au projet de serment sans réserves ou hésitations. L’un des chefs socialistes les plus influents de notre époque me disait quelques jours auparavant : « Que serait cette Europe fédérée sans les Anglais et sans les Scandinaves ? » Ce serait une Europe catholique (car les partis démo-chrétiens y tiennent presque partout le pouvoir), une Europe libérale (du point de vue économique) et enfin une Europe dominée par les Allemands qui en seraient le plus grand pays. Il y manquerait leurs éléments vitaux : le protestantisme et le socialisme.

Je lui répondis : Si vous refusez de faire cette Europe-là, si vous n’en faites aucune vous savez ce qui nous menace : la misère et l’occupation. Je ne vois pas d’autre alternative. Au surplus si les Anglais supportent mal que se forme une fédération continentale à prédominances catholique, libérale et germanique, ce sera pour eux une bonne raison d’y entrer, afin de rétablir l’équilibre. Peut-être n’avons-nous pas d’autres armes, puisqu’il devient bien évident que nos concessions ne servent à rien.

Mais j’aurais pu répondre aussi par cette parole d’un homme qui passe en France pour le symbole vivant du dirigisme, je veux parler d’André Philip — qui s’écriait : « J’aime mieux une Europe libérale que pas d’Europe du tout ! » Voilà l’esprit qu’on voudrait voir animer l’Assemblée de Strasbourg. L’esprit de ceux qui ont enfin vu que pour sauver n’importe quelle partie, ou parti de l’Europe, il faut d’abord sauver le tout, « périr isolément ou se sauver ensemble », tel est le dilemme qu’il faut rappeler sans cesse, même et surtout dans notre Suisse qui croit encore qu’elle peut s’en tirer. Mais j’y reviendrai.

Bonsoir chers auditeurs, à lundi.

# [ddr19501009de] Demain l’Europe ! — Le Centre européen de la culture (9 octobre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_205.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Avant-hier soir, à Genève, le Centre européen de la culture était officiellement inauguré, au cours d’une cérémonie très simple suivie d’une réception qui permit aux autorités, aux diplomates, aux journalistes, de rencontrer les quelque 25 membres du conseil supérieur du Centre, ainsi que les responsables de ses groupes de travail. Dès le lendemain, la villa Mon Repos (siège de ce nouvel institut) faisait mentir son joli nom : on y travaillait ferme, dans toutes les langues. Et certes, c’est très mal de travailler le dimanche, mais il fallait profiter de la présence des nombreuses personnalités venues de Rome, de Londres, de Paris, de Vienne, de Bruxelles pour cette occasion. Le spectacle de la villa en ce premier jour d’activité ne manquait pas de pittoresque. Dans une salle, un groupe d’historiens sérieux et méthodiques ; dans une deuxième, des cinéastes exubérants, italiens, français et allemands ; plus loin, les directeurs des instituts qui se consacrent, dans divers pays, à l’étude et à l’enseignement des grandes questions européennes ; enfin, au coin d’une table, cinq personnages discrets, traçaient les plans d’une collaboration qui peut avoir de vastes conséquences : il s’agissait des administrateurs de la recherche scientifique en France, en Italie et en Belgique, décidés à mettre en commun au service de l’Europe entière, les travaux actuellement en cours sur l’énergie atomique, dont chacun sait quelles merveilleuses révolutions elle est capable de produire bientôt, dans la médecine et l’industrie pour la prospérité des hommes cette fois-ci, non pour leur évaporation instantanée.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_206.jpg/full/full/0/default.jpg) Le rassemblement de ces groupes composés moins de grandes vedettes que de techniciens passionnés, donnait immédiatement au spectateur une première idée de l’ampleur du programme assumé par notre Centre. Mais ceux qui ne l’ont pas vu sont en droit de se demander pourquoi cet institut nouveau, quel est son but, et quelle est sa nécessité ? Il y a déjà, n’est-ce pas, surtout à Genève, tant d’organismes internationaux !

À cette question bien naturelle, je suis heureux de vous répondre ce soir.

Le Centre européen de la culture correspond à une double exigence : d’une part, il voudrait réveiller notre opinion européenne ; d’autre part, il entend regrouper les forces culturelles, les puissances d’invention, qui ont fait la vraie richesse de ce vieux continent. Pour faire l’Europe, les constructions politiques ou économiques, et même sociales, ne peuvent suffire. On plutôt, elles ne réussiront que dans la mesure où les esprits seront préparés à les faire vivre. Et c’est à cette préparation que la culture doit apporter dorénavant toutes ses ressources. Certes, le matériel est important. Mais un grand réaliste, Napoléon, avait coutume de répéter : le moral est au matériel comme 3 est à 1. Tout le monde applaudit à cette phrase, mais en fait, bien peu de gens y croient vraiment. Le Centre européen de la culture a décidé de la prendre au sérieux. Il ne croit pas que la culture est un luxe, une distraction réservée aux élites. Il ne la compare pas à de la broderie, comme le faisait récemment à Strasbourg un illustre homme d’État français. Au contraire, il estime que la culture est notre atout majeur dans la lutte engagée entre deux conceptions du monde : celle des totalitaires et celle des démocrates. Les totalitaires le savent bien ! Ils prennent le moral au sérieux. Lorsque Staline rédige lui-même les directives de la science linguistique dans son empire, ou lorsqu’il lance une offensive contre la conception chrétienne du monde, avec l’aide de 500 000 propagandistes entraînés, munis de films et de 20 millions de brochures, lorsqu’il déclenche ces deux campagnes culturelles, soyons certains qu’il ne pense pas un seul instant qu’il perd son temps, qu’il fait de la broderie. Il sait qu’une fois gagnés les esprits et les cœurs, le reste sera conquis sans résistance sérieuse.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_207.jpg/full/full/0/default.jpg) Le Centre européen de la culture ne va pourtant pas opposer le fanatisme au fanatisme. La propagande massive et mécanique n’est pas son but, car il ne veut pas endormir ou paralyser les consciences : il entend au contraire les réveiller. Il n’est pas là pour répandre une mystique qui promet la lune pour demain et la police en attendant, mais pour rappeler les hommes à leur réalité, à leur responsabilité. Certes, nos libertés sont loin d’être parfaites. Mais si nous les perdons un jour, nous penserons, dans les camps, qu’elles valaient bien qu’on les défende. Et la démocratie n’est pas une panacée, elle ne résout aucun de nos grands problèmes, mais s’ils sont un jour résolus sans réplique, derrière les barbelés, nous comprendrons qu’il eût peut-être mieux valu protéger ces problèmes pendant qu’on le pouvait, sauver au moins la possibilité de les *vivre* à notre manière…

Pour cette action de réveil des consciences, de défense et d’illustration de nos libertés, le Centre européen de la culture utilisera ce qu’on appelle les grands moyens : la radio, le film, et la presse. Mais il utilisera aussi les cerveaux de nos meilleurs savants, les foyers de culture populaire, et les travaux patients de chercheurs isolés, qui vont trouver, par le moyen de cet institut, la possibilité d’entrer dans une communauté vivante et militante.

Mais tout cela, pensez-vous, va coûter des fortunes ? Je vais vous dire exactement combien : tout cela coûtera *le tiers du prix d’un char d’assaut* — et vous savez que la Suisse veut en acheter 500… De plus nous espérons que l’action du Centre européen contribuera à empêcher que l’on ait un jour à se servir des chars. La villa Mon Repos ne sera certes pas notre repos, mais nous voulons qu’elle soit un jour — le vôtre, et celui de nos enfants. Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501016de] Demain l’Europe ! — L’opinion et l’Europe (16 octobre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_208.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Dans tous nos pays libres, les gens au pouvoir sont inquiets, le soir d’une élection : obtiendront-ils au moins 51 % des voix ? Dans les pays totalitaires, le seul souci réel, c’est de ne pas dépasser 100 %, par suite d’un excès de zèle des fonctionnaires locaux. C’était hier le problème d’Hitler. C’est aujourd’hui celui de ses successeurs. N’insistons pas. Ce que je veux souligner ici, c’est que, dans l’un et l’autre cas, on se sent obligé de rendre hommage à l’opinion publique, soit qu’on respecte ses libres décisions, soit qu’on les obtienne par la force, la terreur, et la ruse combinées.

Mais si, dans nos pays démocratiques, on respectait *réellement* l’opinion, il en résulterait des conséquences bizarres. Et en particulier celle-ci : c’est que la fédération européenne devrait être faite dès demain. Car, en effet, le résultat d’une consultation de l’opinion dans 12 pays européens vient de révéler que la grande majorité des citoyens de toutes tendances, dans ces pays, se déclare en faveur de la fédération. Voici les faits, et voici quelques chiffres, qui sans nul doute vous surprendront.

L’Institut de recherche de l’opinion publique Éric Stern, à Paris, a posé des questions générales, et des questions précises. À la question générale : « Êtes-vous en faveur de l’idée d’une union de l’Europe occidentale ? », 53 % des consultés ont répondu oui, 8 % non, le reste n’avait pas d’opinion arrêtée sur le sujet.

Mais ce n’était là qu’une première approche. Il était beaucoup plus intéressant de savoir si l’opinion publique était en faveur d’une suppression des frontières, permettant à la fois la liberté du commerce et la liberté de déplacement des [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_209.jpg/full/full/0/default.jpg) travailleurs. Là-dessus, 71 % des consultés ont dit qu’ils étaient pour, 9 % seulement se sont déclarés contre, 20 % sont restés indécis.

Cependant, s’il est bien facile de se déclarer pour la liberté en général et contre les barrières douanières, il est moins facile d’accepter les petits sacrifices matériels que ces mesures peuvent entraîner. Il a suffi de signaler aux consultés que la liberté du commerce et du travail causerait peut-être la ruine de certaines entreprises, pour que la majorité de 71 % en faveur de la suppression des barrières de douanes tombe à 43 %.

Mais au total, et après que toutes les questions précises aient été envisagées et discutées, une majorité très nette s’est reformée, en faveur de l’union immédiate de nos pays. 63 % pensent que l’union serait bonne pour eux personnellement ; 65 % qu’elle serait bonne pour leur pays ; et 70 % qu’elle serait bonne pour la paix du monde.

Dans ces conditions, on se demande ce que nos divers gouvernements attendent encore, pour prouver qu’ils sont vraiment démocratiques, c’est-à-dire pour montrer qu’ils respectent l’opinion de la majorité, et que, par conséquent, ils acceptent de s’unir. Vous avez sans doute remarqué que les hommes politiques aiment parfois se réfugier derrière cet argument qui leur sert d’alibi : nous voulons bien, disent-ils, mais l’opinion ne nous suivrait pas. Or c’est exactement le contraire qui est vrai. La preuve en est administrée par l’enquête que je vous résume. Ce qui est le plus frappant, dans cette enquête, ce sont les résultats qu’elle a donnés en Angleterre — et dans notre pays. Au départ, ressemblance curieuse : nous trouvons les mêmes chiffres dans les deux pays : 51 % sont pour l’union, 9 % contre, 40 % indécis. Mais quand on explique aux Suisses que l’union européenne entraînerait pour eux certains sacrifices, 24 % seulement se déclarent encore prêts à cette union, c’est-à-dire que plus de la moitié de nos compatriotes veulent bien se dire favorables au bien et à l’union en général, mais prennent la fuite en masse dès que cela devient sérieux, et qu’il s’agit d’y aller de sa poche. Au contraire, dans les mêmes conditions, les Anglais persistent à approuver l’union : le déchet n’est que d’*1 %*, dans leur cas, alors qu’il est de 27 % dans le [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_210.jpg/full/full/0/default.jpg) cas des Suisses.

D’où je me permets de déduire qu’en dépit des proverbes sur la « perfide Albion » et « l’honnêteté helvétique », nous méritons plus que d’autres, en Suisse, les reproches d’égoïsme et d’isolationnisme qu’on adresse volontiers aux Anglais. C’est du moins ce que prouvent les chiffres. Mais ils prouvent aussi autre chose.

Vous savez qu’à Strasbourg, les travaillistes anglais, par la voix de M. Dalton, ont déclaré qu’ils s’opposaient à la fédération européenne, parce qu’elle était contraire au vœu des masses, dont ils sont les représentants. Or cette enquête démontre à l’évidence qu’il n’en est rien. Les électeurs conservateurs et les électeurs travaillistes anglais sont curieusement d’accord pour affirmer, en fait, que l’union de l’Europe serait bonne : pour eux d’abord en tant qu’individus (55 %), pour leur pays ensuite (71 %) et enfin pour la paix du monde (82 % chez les conservateurs, 81 % chez les travaillistes).

Jamais l’on n’avait mieux montré que la politique partisane ne traduit pas les vœux réels des hommes réels. La vérité, c’est qu’une très forte majorité de nos peuples, quel que soit leur parti politique, souhaite et veut l’union européenne. Il faut maintenant que cette majorité se fasse entendre.

Si chacun d’entre vous, ce soir, écrivait à son député : « Faites l’Europe, ou renoncez à ma voix », les choses changeraient sans doute en quelques semaines.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501023de] Demain l’Europe ! — Neutralité européenne (23 octobre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_211.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Quelques-uns d’entre vous se souviendront peut-être de m’avoir entendu, au début de cette année, exposer les avantages d’une neutralité militaire de l’Europe, soit en cas de conflit entre la Russie et les États-Unis, soit, surtout, pour essayer d’empêcher ce conflit. Je disais en substance, à ce moment-là : si l’Europe forme un troisième bloc solide, bien décidé à n’attaquer personne, mais aussi à maintenir une position indépendante et à la défendre s’il le faut, les autres grands y regarderont à deux fois avant de déclencher une guerre sur notre sol. J’ajoutais qu’à l’exemple de celle de la Suisse, la neutralité de l’Europe devait remplir trois conditions : elle devait être armée — reconnue par les autres puissances — et fédérale. Si ces trois conditions se trouvaient remplies, la Suisse perdrait toutes ses raisons de rester à l’écart de l’Europe fédérée.

Depuis lors, l’idée de neutralité européenne a fait du chemin. Elle a occupé la presse, en France surtout, pendant des mois, provoquant de vives polémiques. Et comme il arrive toujours, à la faveur d’une polémique, l’idée s’est déformée. Nous voyons aujourd’hui s’opposer les partisans du Pacte Atlantique, c’est-à-dire de l’alliance américaine, d’un côté, et de l’autre côté ceux qu’on appelle les *neutralistes*, c’est-à-dire ceux qui refusent absolument d’appuyer l’Amérique en cas de guerre, ou même de se défendre contre l’Est.

Or, je me vois obligé d’avouer mon désaccord avec les uns comme avec les autres. Je suis contre toute agression, bien sûr, mais aussi contre toute démission. Car je suis pour la paix *et* pour la résistance.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_212.jpg/full/full/0/default.jpg) L’idée de neutralité européenne me paraît devoir être abandonnée, pour le moment, puisqu’elle sert de prétexte aux pires démissions, et donne par conséquent une prime à l’agresseur.

Je m’explique. Il y a un an, je souhaitais une Europe neutre. Et je pense que j’avais raison. Aujourd’hui, je souhaite une Europe indépendante, certes, mais surtout résistante. Il n’y a pas là contradiction. Je n’ai pas changé de principes, mais les faits ont changé. Quand l’horloge parlante vous dit à midi trois quarts : il est exactement 12 heures, 45 minutes, elle a raison. Mais si elle répète la même phrase une heure plus tard, elle aura tort ; car le temps a changé.

Or les faits ont changé, en ce sens qu’à Strasbourg, cet été, aucune des trois conditions nécessaires pour proclamer la neutralité de l’Europe ne s’est vue réalisée. Je disais que cette neutralité devrait être armée, reconnue et fédérale. Or la fédération n’est pas encore faite — les travaillistes anglais l’ont sabotée. L’armée européenne n’existe pas, malgré le discours de Churchill. Et quant à la reconnaissance par les autres empires, personne ne peut même la demander puisqu’il n’y a pas encore d’autorité capable de parler pour toute l’Europe. Dans ces conditions de fait, se dire neutre, sur le plan de l’Europe, c’est simplement refuser l’aide américaine, donc renoncer à toute possibilité de résistance efficace contre l’Est.

Osons voir en face la situation présente de l’Europe. La *menace* militaire éventuelle vient d’un seul côté, sérieusement car il n’y a pas la moindre chance que l’Amérique nous envahisse.

*L’aide* économique vient aussi d’un seul côté, pratiquement. La Russie ne nous envoie rien. Quant à notre impuissance militaire en tant qu’Européens, elle est totale. Notez-le bien : ce ne sont pas là des *opinions* que j’exprime, mais des constatations que chacun peut faire et doit faire, s’il est de bonne foi. Quel sens pourrait-il donc y avoir à dire dans de telles conditions : entre une menace sérieuse et un appui pratique, je reste neutre ? Entre la mort et les [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_213.jpg/full/full/0/default.jpg) remèdes, il n’y a pas de neutralité. Pourtant je ne suis du parti ni de la mort, ni des produits pharmaceutiques : car je suis du parti de l’hygiène préventive, c’est-à-dire du parti de la santé.

La santé de l’Europe, c’est son union. Tant qu’on n’aura pas fait l’Europe unie, il sera dangereux de parler de sa neutralité, mais aussi de ses alliances militaires. Car pour pouvoir se déclarer neutre, il faut tout d’abord exister ! — De même, avant de s’allier à qui que ce soit, il faut avoir soi-même une certaine force. Lorsque l’Europe existera — mais pas avant —, lorsqu’elle aura son pouvoir fédéral, celui-ci pourra faire son choix : ou bien l’alliance américaine, ou bien la neutralité pure. On verra ce qui sert le mieux la paix du monde. Pour le moment, le seul problème urgent, c’est de créer un pouvoir fédéral, qui à son tour pourra former une armée défensive, de type suisse.

Mais il est évident que si l’on renonce, pour le moment, à l’idée de neutralité générale du continent, le problème de la neutralité particulière des Suisses doit être examiné de nouveau, dans une perspective différente. Noyée dans une fédération inspirée de ses propres principes, la neutralité suisse eût cessé d’être une question. Elle en redevient une, et combien délicate, au sein d’une Europe incapable d’assurer sa défense en s’unissant. C’est ce problème que je voudrais aborder, objectivement, dans mes prochaines chroniques.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501030de] Demain l’Europe ! — La neutralité suisse (I) (30 octobre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_214.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Si la neutralité européenne est impossible, pour les raisons que j’exposais lundi dernier, la question de la neutralité particulière de la Suisse se trouve posée dans une perspective différente. Comment allons-nous justifier, aux yeux de l’Europe qui essaye de se fédérer, cette exception, ce privilège que représente notre neutralité, cette raison de nous tenir à l’écart, ou de bénéficier d’un traitement tout spécial, que nos autorités et nos journaux ne se lassent pas d’invoquer — comme si cela allait de soi — chaque fois qu’on nous propose d’entrer dans une forme quelconque d’union européenne ?

Le fait est que nos voisins d’Europe comprennent de moins en moins notre abstention. Le fait est que les Américains ne la comprennent absolument pas, et que les Russes n’y croient pas plus qu’ils ne croient à nos libertés, et vraiment, ce n’est pas beaucoup dire.

Il serait donc temps qu’*en Suisse au moins*, l’on essaye de comprendre un peu mieux les raisons véritables de ce statut spécial, qui ne résulte pas d’une loi éternelle de la Nature, ni d’un commandement de Moïse, ni d’un droit divin des Helvètes, bref, — qui n’est pas tombé du ciel et qui ne va pas du tout de soi.

Je suis bien obligé de l’avouer publiquement : pour beaucoup de mes compatriotes, la neutralité suisse est devenue un tabou, aussi sacré que l’égoïsme. On refuse de la discuter, parce qu’on craint que cette discussion n’aboutisse à des conclusions gênantes et n’oblige à des prises de position. On n’aime pas cela… Ce qu’on veut, c’est la paix chez soi et tant pis pour les voisins. Ce qu’on veut, c’est faire du commerce avec tout [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_215.jpg/full/full/0/default.jpg) le monde, sans se compromettre avec personne, tout en échappant au reproche d’égoïsme par des œuvres philanthropiques. Il faut bien le reconnaître, ce repliement intéressé, qui tient parfois de raisonnement de l’autruche, et parfois d’une sagesse rusée, a parfaitement réussi jusqu’ici, matériellement parlant. Quant aux effets moraux sur notre peuple, de ce tour de force prolongé, ils sont hélas plus discutables. Et si vraiment notre neutralité n’était rien d’autre que ce que le Suisse moyen semble croire aujourd’hui, il ne faudrait pas s’étonner qu’elle impatiente de plus en plus le reste du monde. Comment les Suisses, si jalousement ennemis des privilèges dans leur pays, peuvent-ils prétendre avoir *en bloc* ce privilège exorbitant ? Pour commencer de répondre à cette question, je me contenterai ce soir d’un rapide aperçu sur *l’histoire* de notre neutralité, car je soupçonne qu’elle n’est pas bien connue de la plupart de nos contemporains.

Aux origines lointaines de notre État, il y a le Pacte de 1291. Ce pacte fut juré par les représentants des trois communautés des Waldstätten qui étaient en somme des corporations ou coopératives forestières. Le Pacte avait pour but de maintenir les libertés impériales acquises par ces communautés. Et ces privilèges avaient été accordés par l’Empereur afin que le passage du Gothard fût gardé libre pour tout le Saint-Empire. Ainsi donc, dès le début, ce premier noyau de la Suisse a reçu un statut spécial *dans l’intérêt de l’Europe entière*, au moins autant que pour lui-même.

La première idée d’une *neutralité négative* des Confédérés apparaît vers 1648, lorsque la Suisse se sépare de l’Empire par le traité de Westphalie. L’expérience de la guerre de Trente Ans a montré que les cantons ne peuvent rester unis que s’ils s’abstiennent de prendre part aux guerres entre rois catholiques et protestants, — puisqu’ils sont eux-mêmes divisés en deux confessions.

Mais ce n’est qu’en 1815 que la neutralité de la Suisse se voit proclamée, sanctionnée par les puissances et déclarée perpétuelle. En même temps, elle prend un aspect positif. On sait, en effet, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_216.jpg/full/full/0/default.jpg) que le traité de Vienne dit en tous termes que « la neutralité et l’inviolabilité de la Suisse… *sont dans les vrais intérêts de l’Europe entière* ».

En 1914, on retrouve ce même mélange d’intérêt propre et d’intérêts européens dans notre abstention du conflit. Si la Suisse avait pris parti, à ce moment-là, elle se fût déchirée en deux : une partie tenant pour la France, l’autre pour l’Allemagne. Il était évident que notre neutralité dépendait donc, au début de ce siècle, du fameux « équilibre européen ».

Mais déjà, en 1939, la question se posa différemment. L’équilibre étant rompu au profit des puissances fascistes, la Suisse ne dut son salut qu’à une chance extraordinaire, aidée par une armée solide et un terrain redoutable aux divisions blindées.

Qu’en est-il aujourd’hui ? Tout est changé. Les conflits qui menacent d’éclater n’opposeront plus les catholiques aux protestants, comme pendant la guerre de Trente Ans ; ni la France à l’Allemagne, ou l’Autriche à l’Italie, comme en 1914 ; ni même des Européens à d’autres Européens comme de 1939 à 1945. Il n’est donc plus question pour la Suisse d’essayer de maintenir sa place centrale et réservée dans le jeu des puissances voisines. Il n’y a plus d’équilibre européen. Il y a l’Europe entière qui essaye de survivre et de s’unir contre un danger commun. Nous sommes tous dans le même sac, si j’ose dire.

La seule question réelle qui se pose désormais, c’est de savoir si la neutralité de notre pays est encore « dans les vrais intérêts de l’Europe entière ». Apporte-t-elle, ou non, une contribution effective à la défense commune de l’Europe ? C’est la question que j’aborderai dans une semaine.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501106de] Demain l’Europe ! — La neutralité suisse (II) (6 novembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_217.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Reprenons ce soir la question sur laquelle je vous ai quittés lundi dernier. C’était la question de savoir si la neutralité de la Suisse est encore aujourd’hui « dans les vrais intérêts de l’Europe entière », comme le dit son statut ; et si elle apporte, ou non, une contribution effective à la défense commune de l’Europe.

D’abord, avant tout essai de réponse, on fera bien de se demander quels sont, en somme, les vrais intérêts de l’Europe entière ? Sont-ils les mêmes aujourd’hui qu’il y a 150 ans, ou même qu’il y a 10 ans ? Je ne le pense pas. Ce que les auteurs des traités de 1815 entendaient par l’intérêt de l’Europe, c’était un certain degré de concorde entre nos pays et leurs régimes, concorde qui ne semblait pouvoir être assurée que par l’équilibre entre les grandes puissances du continent. Il s’agit aujourd’hui d’autre chose. L’idée d’une guerre prochaine entre pays européens n’empêche personne de dormir. Mais tout le monde pense à deux dangers communs : l’un idéologique et militaire, à l’Est ; l’autre économique et social, parmi nous. Pour y faire face, personne n’a proposé une meilleure solution que l’union. « Les vrais intérêts de l’Europe entière », c’est donc tout simplement que l’Europe devienne entière, qu’elle mette en commun toutes ses forces pour relever son économie, son niveau de vie, son moral, et pour assurer sa défense. Or peut-on dire que l’attitude plus que réservée de la Suisse contribue sérieusement à l’union ? Peut-on dire que la Suisse, en refusant de se risquer à Strasbourg, contribue à renforcer le Conseil de l’Europe ? Certes nous avons fini par adhérer, avec d’infinies précautions, à quelques entreprises internationales, telles que l’OECE et l’union des paiements. Mais c’était en réalité parce que nous ne pouvions plus faire [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_218.jpg/full/full/0/default.jpg) autrement. Ce n’était pas pour hâter l’union, mais par intérêt bien compris. Il serait donc excessif de citer nos adhésions tardives et réticentes comme autant de contributions à l’unité. Sur ce plan général, il semble difficile de soutenir que la neutralité représente un apport positif à la fédération du continent, c’est-à-dire à ses vrais intérêts.

Mais sur le plan précis de la défense de l’Europe, la situation est différente. M. Churchill a parlé à Strasbourg de créer une armée européenne. M. Pleven a fait voter un projet similaire par la chambre française. Et déjà, l’on commence à regarder de travers cette petite Suisse qui prétend rester neutre, quand tout le monde réarme à grands cris. Mais attention : les cris ne sont pas des armes ! La vérité, c’est que la Suisse neutre est le seul pays d’Europe qui soit matériellement et moralement prêt à se défendre en cas d’attaque, demain. Je sais très bien que la seule mention de l’armée suisse a le don de provoquer des sourires légèrement ironiques ou incrédules chez certains de nos voisins. Qu’ils comptent plutôt leurs divisions ! Nous en avons, je le crains, plus qu’eux tous réunis. Il n’y a qu’un seul coin de l’Europe qui soit sérieusement défendu, et le fait est, paradoxal, mais évident, que ce petit coin, c’est la Suisse neutre. Quand l’armée de l’Europe commencera d’exister, il sera temps d’aborder la question d’un plan de défense unifié.

Vous le voyez, mes chers auditeurs, la réponse que j’essaie de trouver n’est pas simple. Si l’effort militaire considérable que nous impose notre statut de neutralité, est une contribution réelle à la défense du continent, on ne saurait vraiment pas en dire autant de notre attitude méfiante et presque négative à l’égard de l’union nécessaire.

À la question qu’on me pose de tous côtés : êtes-vous pour l’abandon de notre neutralité ? Je ne puis donc pas répondre *oui* ou *non*. La question ne peut pas être posée, encore moins résolue dans l’abstrait. Ce qu’il faut savoir tout d’abord, c’est pour quelle raison grande et forte, c’est en somme *au profit de quoi* la Suisse devrait renoncer à sa neutralité. Je réponds pour ma part : au profit de l’Europe, c’est-à-dire au profit de son union fédérale, et de cela seul. Encore faut-il que cette question prenne forme, et qu’en son nom, des questions très précises nous [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_219.jpg/full/full/0/default.jpg) soient posées. Cela viendra, n’en [doutons] pas. Demain, soit les États-Unis, soit le Conseil de l’Europe s’il sort de son impasse, soit encore une menace de guerre contre le continent tout entier, nous poseront ces questions précises.

Il faut que notre opinion soit prête à y répondre. Il ne faut pas que notre gouvernement se trouve placé devant des options graves, qu’il lui sera difficile de trancher, ne sachant pas ce que pense le peuple suisse. Il ne faut pas que l’histoire nous surprenne endormis dans la fausse sécurité d’une tradition qui a peut-être fait son temps, endormis derrière la neutralité, comme la France en 1940 derrière la ligne Maginot, comme l’Amérique derrière sa bombe.

Je voulais introduire, ce soir, une discussion qui je l’espère, deviendra générale, et qui me paraît vitale pour notre avenir. Je me borne à proposer, pour l’orienter, un seul principe de jugement politique. Tant que la neutralité de la Suisse se révèle utile à l’Europe — comme aujourd’hui sur le plan militaire — il faut la maintenir. Si au contraire elle devient un prétexte à freiner l’union de l’Europe et à ne pas y prendre notre part, elle est contraire à l’esprit même de son statut, et elle peut donc demain devenir une trahison.

Car je le répète : notre neutralité a été reconnue par les puissances « dans l’intérêt de l’Europe entière », et non pas comme un privilège qu’il n’y aurait plus à mériter. *Elle est relative à l’Europe*. Et ceux qui par erreur ou par malice veulent aujourd’hui la transformer en neutralité absolue, précisons : *en neutralité entre l’Europe et les ennemis de l’Europe*, ceux-là sont infidèles à notre tradition. Ils violent notre statut légal, et l’esprit même de nos institutions. Je me promets de revenir sur ce point capital, que personne encore n’a touché, tout au moins à ma connaissance.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501113de] Demain l’Europe ! — Un Conseil européen de vigilance (13 novembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_220.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Lorsqu’au mois d’août dernier, le président de l’Assemblée de Strasbourg, M. Spaak s’aperçut que l’on n’arriverait à rien de positif au cours de la session, il décida d’interrompre celle-ci huit jours avant la date prévue, et de la reporter au mois de novembre. Cet artifice de procédure présentait un double avantage. D’une part, il permettait à l’Assemblée de tenir deux sessions au lieu d’une, et cela sans violer son règlement ; d’autre part, il lui donnait le temps de soumettre au Comité des ministres quelques-unes des recommandations déjà votées, et de forcer ainsi ces Messieurs à prendre position dans un délai rapide.

Le second objectif vient d’être atteint à Rome. Le Comité des ministres a pris position, nettement, et dans le sens prévu. Paralysé par le veto des Britanniques, il a refusé la majorité des recommandations de l’Assemblée, et renvoyé le reste à des experts. Ce qu’il n’ose pas tuer, il l’enterre. C’est donc en pleine conscience de cet échec flagrant que va s’ouvrir, dans quelques jours, la seconde partie de la session régulière de l’Assemblée européenne. Elle ne doit durer qu’une semaine. Mais c’est, au cours de cette semaine que l’on verra si le Conseil de l’Europe mérite son nom, c’est-à-dire s’il est décidé à faire l’Europe, ou s’il ne sert en somme qu’à retarder l’union malgré le désir de tous nos peuples, et pour la seule raison que l’Angleterre est une île.

On me dit que cette situation impatiente et irrite de plus en plus nombre de députés européens. Nous allons voir dans quelques jours s’ils ont le courage de traduire par leurs votes cette généreuse irritation, ou s’ils suivront une fois de plus, en dernière heure, les ordres distribués dans les couloirs par les travaillistes anglais. Je rappelle que M. Attlee, Premier [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_221.jpg/full/full/0/default.jpg) ministre britannique, est l’auteur de cette phrase célèbre : « *L’Europe doit se fédérer, ou périr.* » Si j’étais député à Strasbourg, je me lèverais pour lui demander bien poliment ce qu’il a voulu dire au juste, puisqu’il est le chef du parti qui refuse notre fédération. Veut-il donc que l’Europe périsse ? Quoi qu’il en soit, je ne pense pas que l’Assemblée fera beaucoup plus que répéter que la prudence est la mère des vertus, ce qui n’est pas neuf, et d’ailleurs faux.

C’est pourquoi les fédéralistes européens ont décidé d’agir d’une manière plus directe. Pacifiquement, comme il se doit lorsqu’on veut travailler pour la paix, mais non sans esprit de défi, ils ont organisé une marche sur Strasbourg. Ainsi, les députés européens ne seront plus seuls. Ils se sentiront, selon les cas, surveillés, dénoncés ou soutenus par plusieurs milliers de militants.

Voici en quelques mots, notre ordre de bataille, c’est-à-dire la composition de nos troupes, face à l’Assemblée.

*L’Union fédéraliste interuniversitaire*, qui groupe des étudiants de 56 universités d’Europe, compte amener à Strasbourg deux à trois mille jeunes gens, à pied, en camions, ou en train. Je le signale en passant, c’est à l’initiative de cette union des étudiants qu’il faut attribuer le feu de joie de poteaux-frontière organisé en août dernier, et non pas à Daniel Villey, comme je l’avais indiqué par erreur. Ainsi la jeunesse sera là, et j’imagine qu’on l’entendra.

Daniel Villey sera là, lui aussi, et ses *Volontaires de l’Europe* bouteront le feu — moralement s’entend — dans les couloirs de l’Assemblée, dans le public des séances, et parmi la population. Ils forment le « corps franc » de notre mouvement.

Dès jeudi, *l’Union européenne des fédéralistes* tiendra son congrès annuel à Strasbourg, amenant elle aussi plusieurs centaines des premiers militants de la lutte pour l’Europe. On sait que l’Union fédéraliste est l’aile marchante du Mouvement européen. Elle groupe dans 15 pays plus de 120 000 membres, dont 2 000 Suisses.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_222.jpg/full/full/0/default.jpg) Enfin pour couronner cette campagne unanime, et pour donner une voix à l’opinion publique, une assemblée d’un genre nouveau, et quasi révolutionnaire, s’ouvrira dès le 20 novembre dans le Palais de l’Orangerie, juste en face du Palais de l’Europe. Elle prendra le nom et le titre de *Conseil européen de vigilance*.

Ce conseil comprendra autant de délégués que l’Assemblée officielle avec ses suppléants : 250. Mais ces délégués ne seront pas des parlementaires, trop habiles et prisonniers de leurs partis. Ils seront les porte-parole de l’opinion publique réelle, des grandes associations syndicales et patronales, coopératives et agricoles, familiales et professionnelles de tous nos pays. Ces États-généraux de l’Europe vont dresser contre les prudences et la paralysie de l’Assemblée, la revendication du réalisme et de l’espoir européen : c’est-à-dire la revendication de l’union politique du continent, de l’élection d’un véritable parlement, et d’un gouvernement fédéral de l’Europe.

La Suisse seule n’a pas envoyé de délégation nationale. Mais quelques Suisses seront présents tout de même dans ce *Conseil européen de vigilance*, pour marquer, à titre privé, que malgré sa neutralité et malgré les problèmes urgents du prix des tomates ou du lait, la Suisse est située en Europe.

Vous me demanderez ce qu’on peut attendre de cette vaste mobilisation des énergies fédéralistes. Un simple manifeste, ou une révolution ? Je ne crois guère à une révolution contre le Conseil de l’Europe. Il a trop peu de pouvoir hélas, pour qu’on se fatigue à le lui prendre. Mais si le Conseil de vigilance est un succès, il saura faire entendre enfin la Voix de l’Europe. Il suffit quelquefois d’un cri pour déclencher une avalanche, et l’opinion des peuples pouvait bien en être une, balayant les routines, les préjugés stupides, les astuces partisanes et les petits calculs qui seuls encore entravent l’élan vers la fédération des nations libres.

J’espère en savoir plus lundi prochain, et vous le dire directement, de Strasbourg même.

Au revoir, mes chers auditeurs.

# [ddr19501121de] Demain l’Europe ! — À Strasbourg (21 novembre l950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_223.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

La maison de laquelle je vous parle, à Strasbourg, s’appelle d’un bien beau nom : la Maison de l’Europe. Toute la question est de savoir si elle mérite ce nom, vraiment, et si elle le méritera devant l’Histoire.

Je voudrais vous décrire ce soir, à bout portant, pour ainsi dire, l’atmosphère qui l’anime depuis trois jours.

Tout le monde est là, la presse, les photographes, la radio et le cinéma, les huissiers en noir à collier d’argent, la garde d’honneur en guêtres blanches sur les marches du palais, le public, des milliers de militants — je dis bien des milliers — et les grands et petits ténors de la vie politique européenne. Paraphrasant une déclaration célèbre de la Révolution française, je pourrais dire : qu’est-ce que c’est que l’Assemblée européenne ? Rien. Que dit-elle être ? Tout. Que peut-elle faire ? Quelque chose. Je ne suis pas du tout sûr qu’elle fera quelque chose. Mais je suis sûr comme de ma propre vie qu’elle doit agir, d’ici la fin de la semaine, ou faire place à un autre avenir, qui pourrait être ou bien l’Europe des militants fédéralistes, ou bien l’armée d’un empire étranger.

Je ne voudrais pas dramatiser outre mesure, mais chacun sait que l’Europe est menacée, et chacun de nos pays, et la paix avec elle. Il faut agir très vite, et le Conseil de l’Europe se conduit, en réalité, comme s’il avait devant lui un siècle entier pour se livrer au petit jeu des partis et des intérêts nationaux.

Quelques instants avant l’ouverture de la première séance de l’Assemblée, le comte Sforza, ministre italien des Affaires étrangères, retrouvait par hasard dans les couloirs deux amis de son temps d’exil en Amérique et leur disait : « Comme le monde est petit ! mais les politiciens réussissent à le diviser ! » Dix minutes plus tard, le même Comte Sforza défendait devant l’Assemblée le point de vue du Comité des ministres qu’il préside et qui refuse en fait toutes les propositions d’union faites par [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_224.jpg/full/full/0/default.jpg) l’Assemblée ; puis il ajoutait, en son nom personnel, une profession de foi fédéraliste… Rien ne me semble plus typique de la situation de Strasbourg. Les individus sont souvent pleins de bonne volonté, mais en tant que ministre, ou en tant que députés d’un parti ou d’un pays, ils agissent au rebours de leurs convictions intimes, ils sont pris dans la mécanique des routines et des paragraphes, et leurs plus beaux élans, leurs appels à l’urgence, finissent régulièrement par un renvoi lassé à quelque groupe d’experts qui décideront d’attendre.

Le tragique d’une telle situation, qui ressemble à un enlisement, se trouve souligné avec force par la présence de ces milliers de militants dont je vous parlais. Quatre mouvements fédéralistes ont tenu leur congrès annuel à Strasbourg même, ces jours derniers. Leur impatience grandit, je puis le dire, d’heure en heure. La pression sur l’Assemblée et sur ses commissions s’accroît. Beaucoup de signes font sentir que l’heure de la décision approche.

Cet après-midi même s’est ouvert, solennellement, en face de la Maison de l’Europe, le Conseil européen de vigilance, que l’on appelle ici, plus couramment *Conseil de l’Orangerie*, du nom du bâtiment où il se tient. Son premier but est d’exercer une pression maximum sur l’Assemblée pour qu’elle décide de former sans délai une fédération continentale, sans les Anglais pour commencer, avec tous ceux qui ont compris. Hautement représentatif des professions, des syndicats, des familles spirituelles, de l’opinion vivante, le Conseil de l’Orangerie ne possède pas de légalité proprement dite, mais à bien des égards, il peut revendiquer une plus grande *légitimité* morale que l’Assemblée.

Demain matin, un très grand nombre des députés de l’Assemblée régulière feront leur entrée en cortège dans la grande salle de l’Orangerie, marquant ainsi par un acte solennel leur volonté de suivre ceux qui marchent.

Vous le voyez, la fièvre monte. Elle atteindra son point de crise dans trois ou quatre jours, probablement, lorsque convergeront sur Strasbourg, notre capitale, 3 000 jeunes gens venus de 15 pays, par des chemins d’eux seuls connus, pour se livrer à une immense démonstration autour du Palais de l’Europe. Trois mille jeunes gens qui viendront dire aux députés et aux ministres :

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_225.jpg/full/full/0/default.jpg) « Messieurs, vos lenteurs, vos erreurs ou vos prudences devant la catastrophe possible, c’est *nous*, les jeunes, qui les payeront, et peut-être demain, de notre vie. Nous avons donc le droit de parler et de demander qu’on nous entende. »

Je n’en dis pas plus aujourd’hui. Mais ce n’est pas sans émotion que je pense à la marche lente, déjà commencée ce soir même, à travers nos frontières et nos pays, de ces jeunes enthousiastes et décidés, qui portent l’avenir de la paix, *de leur paix* !

Accompagnez-les de vos vœux, marchez tous avec eux en esprit.

Je vous dirai ce qu’ils auront fait pour vous, lundi prochain.

# [ddr19501127de] Demain l’Europe ! — Jeunesse d’Europe (27 novembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_226.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je viens de rentrer de Strasbourg, où il s’est passé bien des choses, et je trouve enfin le loisir de feuilleter nos principaux journaux. Qu’ont-ils donc publié dans leurs colonnes pendant cette semaine importante pour le sort de l’Europe entière ? J’ai fini par trouver quelques communiqués sur certains débats de l’Assemblée, choisis comme par hasard, tous les deux ou trois jours. Mais ces échos se trouvaient noyés dans un flot de nouvelles détaillées sur la pluie. Pour le reste : on précisait que l’avion de M. Maurice Thorez avait décollé d’Orly à 14h08, exactement, que les Sud-Coréens avaient occupé ou reperdu un certain nombre de villages aux noms imprononçables et que vous chercheriez en vain dans vos atlas ; enfin, l’on consacrait des colones aux comptes rendus d’un congrès pour la paix qui vient de se tenir en Pologne, pour protester paraît-il une fois de plus contre l’impérialisme de nos démocraties assoiffées de sang. Ainsi, pour l’historien futur qui examinera la presse de nos pays, durant la semaine dernière, les deux faits dominants auront été la pluie… et le congrès de Varsovie. Sur Strasbourg, on reste muet avec la plus étrange obstination. Le discours de Robert Schuman, qualifié d’historique par les Anglais eux-mêmes ; le rassemblement sans précédent de 6 000 jeunes gens accourus de 12 pays pour proclamer leur volonté d’union au seuil du Palais de l’Europe, — c’est à peine si on les mentionne en quelques lignes négligentes et inexactes. La plupart de nos quotidiens n’en ont pas dit un mot, faute de place sans doute : ils publiaient en effet, le même jour, la liste interminable des membres inconnus d’un comité de plus formé à Varsovie. Je me frotte les yeux. Qu’est-ce que cela [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_227.jpg/full/full/0/default.jpg) signifie ? Toute la publicité dans *nos* journaux, pour les ennemis jurés de la fédération ; tout le silence et l’ironie pour nos amis ! On ne fait pas autrement dans la presse de Moscou. *De quel côté du rideau de fer sommes-nous* ? Je bornerai mon commentaire à cette question. Demandez la réponse à vos journaux. Et dites-le-moi, s’ils vous la donnent.

En attendant, j’essaierai de suppléer à ce refus d’information et je vous parlerai non pas encore ce soir des résultats de la session de Strasbourg, mais d’une grande manifestation qui en a marqué la conclusion.

Depuis deux mois, un jeune professeur d’université, Michel Mouskhély, parcourait l’Europe en tout sens et confiait son projet à des groupes d’étudiants. Il rêvait d’organiser une grande marche de la jeunesse sur la capitale de l’Europe. Quand je l’ai revu, il y a huit jours, il m’a dit : nous serons 3000. Je l’espérais, sans trop oser y croire. Car les obstacles étaient considérables : manque d’argent, méfiance bien naturelle de la police devant cette invasion d’étrangers, et difficultés de transport. Combien de ces jeunes gens parviendraient-ils à vaincre la fatigue de deux ou trois nuits de voyage sans sommeil, et à franchir tant de frontières car la plupart n’avaient point de passeports, ou refusaient d’en faire usage ?

Et voici qu’au lieu de 3000 ils furent près de 6000, vendredi à Strasbourg ! Venus de France, d’Allemagne, de Scandinavie, du Benelux, de l’Italie et de la Suisse. Silencieusement, dans les bosquets pluvieux du parc de l’Orangerie, près du Palais de l’Europe, ils se concentrèrent en bon ordre. À 4 heures de l’après-midi, leurs délégués présentèrent une requête à M. Spaak, président de l’Assemblée. Ils demandaient à lire eux-mêmes un message aux représentants réunis en séance plénière. L’accès de la salle leur fut refusé, mais le message fut distribué à la presse et aux députés. Il était digne, mais très ferme.

Vous avez le devoir de nous écouter, disait-il aux députés, et nous avons des droits particuliers à vous parler. Car vos lenteurs et vos prudences inexplicables devant les catastrophes qui [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_228.jpg/full/full/0/default.jpg) s’approchent, c’est nous les jeunes qui les payeront demain, peut-être même de notre vie. Nous ne sommes pas prêts à nous faire tuer pour les souverainetés nationales. Nous n’accepterons de mourir, que pour des raisons de vivre. Donnez-nous ces raisons : faites l’Europe ![[12]](#footnote-12)

Le message demandait que l’Assemblée se prononce en faveur d’un Pacte fédéral. « Si vous avez le courage de faire cet acte simple, ajoutait-il, vous réveillerez le grand espoir des peuples qui balayera devant vous les obstacles. »

La nuit tombait. Les jeunes gens allumèrent des milliers de torches et commencèrent à s’approcher du Palais de l’Europe. Un important barrage de police en défendait l’entrée. La foule s’impatientait. Prévenant avec sagesse, et non sans courage, les désordres qui auraient pu se produire, M. Spaak sortit du Palais, et du haut des marches, harangua les jeunes gens. Il commença par les féliciter d’être venus en si grand nombre. Il leur conseilla de renouveler cette manifestation dans leurs pays, devant leurs propres parlements. Mais quand il voulut leur expliquer que les réalités politiques, hélas, ne permettaient pas d’aller aussi vite qu’il le faut et que la jeunesse ne le souhaite, une clameur de protestations couvrit sa voix. Puis l’un des jeunes gens, dans une improvisation enflammée, dénonça les égoïsmes nationaux et partisans qui se dissimulent trop souvent sous le nom de « nécessités politiques ». Et les 6000 prêtèrent le serment solennel de consacrer leurs forces à la fédération, de ne plus tenir compte des frontières et de défendre désormais l’Europe, mais seulement comme une patrie commune. Puis ils firent un cortège aux torches dans la ville, et disparurent comme ils étaient venus. Je viens d’apprendre que des milliers d’entre eux rentrèrent dans leurs pays en forçant les frontières, conformément à leur serment. C’est un début.

Cette manifestation n’est qu’un avertissement. L’an prochain, ils seront 20 000. Les députés, décidément, ne seront plus seuls, et je crois bien qu’ils l’ont compris. L’Histoire retiendra sans nul doute le Serment des jeunes à Strasbourg.

Mais nos journaux préfèrent vous apprendre qu’il pleut. Pensent-ils sauver l’Europe avec des parapluies ?

# [ddr19501204de] Demain l’Europe ! — État de la construction européenne (4 décembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_229.jpg/full/full/0/default.jpg) Sur le fond tragique de la guerre en Asie — car il ne s’agit plus de la seule Corée ou de la seule Indochine, ou du seul Tibet, mais c’est la moitié de la terre qui se voit menacée —, les questions européennes semblent diminuer d’importance, se perdre dans la brume des détails régionaux et des pluies diluviennes couvrant le continent. Et cependant, M. Acheson d’un côté, M. Churchill de l’autre, viennent de le répéter avec force : c’est l’Europe qui demeure l’enjeu de la lutte mondiale, c’est elle qui est menacée le plus gravement. Oui, l’Europe est la terre décisive. Et tout le monde est d’accord, en principe, qu’il n’y a plus qu’un moyen de la sauver, c’est de l’unir. Qu’a-t-on fait pour cela, depuis un mois ?

Le Comité des ministres du Conseil de l’Europe a refusé, le 4 novembre, toutes les mesures concrètes que proposait l’Assemblée. Mais celle-ci est revenue à la charge, 15 jours plus tard, avec une énergie qu’on ne lui avait pas connue l’été dernier.

Certes, la fraction fédéraliste du Parlement de Strasbourg n’est pas encore arrivée à ses fins. Ses efforts pour faire voter le principe d’un Pacte fédéral du continent ne sont pourtant pas restés vains. Douze députés seulement, sur 125, avaient voté dans ce sens au mois d’août. En novembre, leur groupe a passé à 37. Mais bien qu’ils n’aient pas encore emporté la décision, les fédéralistes ont obtenu des résultats indirects d’une réelle importance. En demandant le maximum avec obstination, ils ont conduit les plus hésitants de leurs collègues à accepter au moins quelque chose.

Contre les fédéralistes, accusés d’utopie et d’impatience dangereuse quand ils exigent un Pacte fédéral, la majorité [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_230.jpg/full/full/0/default.jpg) des prudents et des tièdes a recommandé la création d’une série d’autorités européennes spécialisées. C’est ainsi qu’elle a discuté et accepté le plan Schuman pour le charbon et l’acier. Qu’elle a demandé une autorité commune pour les transports européens. Et qu’elle s’est enfin prononcée par 83 voix contre 7 en faveur d’une armée européenne. L’Allemagne peut y participer à droits égaux, mais dans le cadre d’une organisation commune, calculée de manière à *interdire* que se reforme une Wehrmacht autonome redoutée par la France, non sans raison.

Voilà du bon travail, enfin. Mais en réalité, tous ces projets ont eu pour origine nos congrès fédéralistes depuis 3 ans, et les travaux du Mouvement européen. Tout en persuadant qu’ils s’opposent victorieusement à nos plans excessifs, les tièdes et les prudents sont en train de réaliser ces mêmes plans un par un ! Si l’on continue ainsi, l’Europe se fera, sans que ses adversaires puissent l’empêcher, et sans que les sceptiques s’en doutent.

Au fond, la querelle qui oppose à Strasbourg les fédéralistes, partisans d’une constitution européenne, et les unionistes, partisans de simples accords spéciaux, est une fausse querelle. Je voudrais le faire voir par une image.

Il s’agit de construire une maison, l’Europe. Les fédéralistes en ont dressé les plans. Mais les autres leur disent : bornons-nous à creuser des fondations, et à bâtir un solide rez-de-chaussée. Je ne vois pas là de contradiction sérieuse. Car les fédéralistes savent très bien qu’on ne peut bâtir tous les étages à la fois, et qu’il faut commencer par le bas. Mais les autres devraient bien reconnaître qu’on ne se met pas à construire une maison si l’on n’a pas un plan d’ensemble. Rien ne sert de dire comme les Anglais : allons-y prudemment, étage par étage, si l’on refuse de saisir où l’on va, et si l’on n’a pas décidé que c’est une maison que l’on bâtit.

Il faut un plan. Il faut donc que les fédéralistes continuent à montrer le but et à demander à grands cris qu’on bâtisse la maison tout entière, ce sont eux, et eux seuls, qui entraîneront les autres, comme ils les ont déjà forcés à commencer les fondations.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_231.jpg/full/full/0/default.jpg) Je suis heureux de pouvoir relever ce soir deux aspects positifs des débats de Strasbourg. Le premier, c’est l’attitude plus conciliante des Anglais ; les travaillistes, cette fois-ci, se sont abstenus dans les votes concernant le Pacte fédéral, — au lieu de voter contre, comme cet été, et d’empêcher les socialistes continentaux de voter pour. Il y a là une promesse de compromis, au moins.

En second lieu, j’ai été frappé par la haute tenue et le sérieux des débats de l’Assemblée sur le plan Schuman et sur l’armée européenne. Je me disais, en les écoutant : nous avons vraiment dépassé l’étape de la Société des Nations. Les hommes politiques et les économistes qui parlent ici ne se bornent plus à exposer le point de vue égoïste de leur gouvernement : ils étudient un plan d’action commune, bien précis, et définissent les *sacrifices* que chaque nation devra faire à l’Europe, pour qu’elle vive, et par elle, chacun de nos pays.

Ces progrès, plus considérables en réalité qu’ils n’apparaissent dans les journaux, c’est à la pression grandissante de l’opinion qu’il faut les attribuer. C’est l’impatience tant critiquée des fédéralistes, des étudiants, du Conseil de vigilance, qui les a rendus possibles, en créant le climat nécessaire. Le temps presse, vous le savez. Et pour que les pouvoirs se décident à aller moins lentement, il faut que vous exigiez tous qu’on aille vite, très vite, toujours plus vite. C’est le seul moyen de mettre en marche les lambins.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501211de] Demain l’Europe ! — Sur l’opinion en général et la presse en particulier (11 décembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_232.jpg/full/full/0/default.jpg) La liberté de l’opinion est sans doute celle que nous devons défendre avec le plus de vigilance. Avec elle naît la démocratie. Là où elle meurt, naissent les régimes totalitaires. Nous avons su créer et maintenir chez nous une très large mesure de cette liberté-là. Nous avons le scrutin secret, ce qui est la plus sûre des garanties. Cependant on ne saurait appeler les citoyens à voter sur tous les sujets qui les occupent ou les passionnent. Lorsqu’il n’y a pas de vote, comment manifester la liberté des opinions ? Par les propos que chacun tient dans sa famille, dans son milieu professionnel, au café du commerce ou au cercle, et cela sans crainte d’être inquiété ou arrêté, tant que l’on vit dans une démocratie… tout court. Mais ces propos n’atteignent forcément qu’un nombre restreint d’auditeurs. Pratiquement, l’opinion publique délègue le soin de l’exprimer à la presse et à la radio. Mais ces moyens sont loin d’être parfaits : rien ne garantit, en effet, que l’article de M. X ou la chronique de M. Y devant le micro traduisent les convictions réelles des lecteurs ou des auditeurs. La seule manière de remédier à cet écart inévitable entre l’opinion telle qu’elle est et les organes qui parlent en son nom, c’est, je pense, la libre critique, c’est-à-dire la libre expression des réactions favorables ou non de ceux qui lisent ou qui écoutent. Et c’est pourquoi les magazines anglo-saxons font une si large place aux lettres des lecteurs. Eh bien, c’est une espèce de lettre de lecteur que j’adressais, il y a quinze jours, devant ce micro, à la presse suisse dans son ensemble. Je lui reprochais d’avoir trop peu parlé de l’Assemblée de Strasbourg, du discours de Robert Schuman et d’une grande manifestation faite par 6000 jeunes gens devant le Palais de l’Europe.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_233.jpg/full/full/0/default.jpg) Cette chronique a provoqué des réactions parfois fort vives : beaucoup d’auditeurs m’ont approuvé avec chaleur. Mais les journaux, comme je pouvais m’y attendre, ont été plus frais. L’un qui me traite assez souvent de « misérable propagandiste au cachet » — expression qui elle-même ne manque pas de cachet — m’a traité cette fois-ci d’enragé, simplement. Un hebdomadaire religieux a déclaré que si les journaux ne recevaient pas de nouvelles de Strasbourg, c’était ma faute — comme si j’étais une agence de presse ! Un troisième se borne à me reprocher d’être injuste, sans d’ailleurs le prouver. Enfin, un quatrième écrit qu’en son nom, comme au nom de la presse suisse en général, il oppose « un démenti formel à (mes) allégations ». Comme je viens de vous le dire, j’aime la libre critique. Encore faut-il qu’elle soit fondée. Prenons donc, à titre d’exemple, l’excellent organe qui, précisément, m’inflige ce « démenti formel ». J’ai sous les yeux tous les numéros qu’il a publiés du 15 au 26 novembre, c’est-à-dire pendant la période où siégeait l’Assemblée de Strasbourg. Je cherche bien, page après page, et je trouve ceci :

Informations sur l’Assemblée : zéro

Informations sur le discours Schuman : zéro

Informations sur la manifestation des jeunes : zéro

C’est à peu près ce que j’avais dit ; c’est même plus net. Le démenti que l’on m’oppose n’est donc formé que dans ce sens : qu’on ne m’a pas montré son contenu. J’ajoute, pour être scrupuleux, que deux dépêches d’un correspondant de Londres décrivent, l’une les réactions de l’opinion anglaise devant Strasbourg, l’autre, les effets de cette même opinion du discours Schuman, que le journal avait omis de nous annoncer. Ce n’est donc qu’à travers les brumes londoniennes que les lecteurs suisses ont pu percevoir un reflet de l’Assemblée européenne, et savoir qu’elle délibérait, du 17 au 24 novembre. Tels sont les faits, et je m’excuse d’avoir dû descendre au détail, mais la valeur de ma petite analyse est justement celle d’un exemple bien précis.

Maintenant, point de malentendus. Je ne cherche point querelle au journal que je cite : je réponds simplement à sa critique. Et je ne suppose pas un instant qu’il [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_234.jpg/full/full/0/default.jpg) ait mis la moindre malice à passer Strasbourg sous silence, car en maintes autres occasions, ce même journal a parlé avec sympathie de l’action des divers mouvements fédéralistes, dont Strasbourg est un résultat.

Laissons de côté tout esprit de chicane, et cherchons à comprendre le pourquoi des silences que j’ai signalés, ou de la parcimonie avec laquelle on publie les dépêches d’agences relatives aux travaux de Strasbourg.

C’est un fait que Strasbourg a déçu, jusqu’ici. On trouve en général que l’Assemblée est trop timide dans ses résolutions. On en déduit que ses efforts ne passionnent pas beaucoup les lecteurs. Ceux-ci ne lisant pas de nouvelles sur l’Assemblée, se persuadent qu’on n’y fait rien du tout. Et les députés à leur tour, s’écrient : comment pourrions-nous avancer, quand l’opinion refuse de nous suivre !

Voilà donc un beau cercle vicieux. Il existe, je pense, trois moyens d’en sortir :

Le premier, c’est que les députés se décident à marcher sans regarder derrière eux, si on va les suivre. Car on suit ceux qui marchent, dit Péguy.

Le second, c’est que nos journaux cessent d’imprimer que la fédération européenne n’intéresse pas notre opinion, car en disant cela, ils contribuent eux-mêmes à fabriquer cette opinion à laquelle ils croient ensuite obéir.

Le troisième moyen, c’est que l’opinion elle-même, c’est-à-dire vous et moi, disions et écrivions à nos journaux : l’union de l’Europe nous intéresse directement. Elle ne fera de mal à personne, elle dépasse les querelles de partis, elle est une raison d’espérer, une œuvre constructive enfin ! Que vous faut-il de plus pour en parler souvent ?

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19501218de] Demain l’Europe ! — Équiper l’Europe (18 décembre 1950)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_235.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Noël approche, et nos pensées voudraient se détourner un peu de la politique et de ses décevantes complexités. Je ne vais pas négliger cette occasion, d’autant plus que la semaine dernière n’a rien apporté pour l’Europe qui marque une nouveauté dans ce domaine ; cependant qu’à l’écart de toutes les controverses, sur un tout autre plan, vous allez le voir, un projet que je crois d’importance pour l’avenir de notre continent prenait corps, ici même, à Genève. Dans les quelques minutes dont je dispose, je voudrais vous en faire entrevoir la portée.

Le 12 décembre, au Centre européen de la culture, nous avions convoqué une dizaine de savants, d’une sorte très particulière. C’étaient les directeurs (ou leurs représentants) des principaux instituts nationaux de *recherches atomiques* existants en Europe. Je suppose que ce mot « atomique » vous fait dresser l’oreille — et vous avez raison —, mais vous inquiète aussi, et là, vous auriez tort. Car ces savants français et italiens, suisses et belges, hollandais et norvégiens, ne s’étaient pas réunis mardi dernier en vue de construire une monstrueuse bombe atomique ! Ils étaient là, bien au contraire, pour essayer de mettre en commun les ressources de tous leurs pays à des fins hardiment constructives, dans un domaine d’où peut sortir bientôt la grande révolution des temps modernes. Je vous dirai tout de suite que cette rencontre, préparée par beaucoup de contacts et d’études, a conduit à des résultats entièrement positifs et concrets. Le fait est rare, et il vaut bien qu’on le souligne. Mais avant de vous donner quelques détails sur la nature des résultats acquis, il faut que je vous décrive la situation qui rendait nécessaire cette entreprise.

L’énergie atomique est la plus bouleversante de toutes les découvertes de notre temps. Le grand public ne l’a connue que [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_236.jpg/full/full/0/default.jpg) par une seule de ses applications, la Bombe, spectaculaire certes, au pire sens du mot, mais accessoire du point de vue scientifique ; et, sans mauvais jeu de mots, purement accidentelle. Car en réalité, l’énergie atomique contient des possibilités presque infinies non seulement pour la connaissance de la matière et du cosmos, mais encore pour la vie courante, pour la médecine, pour l’industrie, pour les transports, pour toute l’économie en général.

Nous sommes vraiment au seuil d’une ère nouvelle dans tous ces domaines-là, *l’ère atomique*, — et nous devons d’ores et déjà prévoir des formes d’existence bien différentes de celles que nous menons encore, vers la fin de l’ère qu’on peut appeler celle du charbon et du pétrole, matières promises à l’épuisement dans un avenir plus ou moins proche.

Les Américains et les Russes, plus largement réalistes que nous, l’ont bien compris. Ils sont en train de prendre sur l’Europe une avance proprement inquiétante et qu’un seul chiffre va vous faire sentir : cette année, l’Amérique a consacré aux recherches de physique nucléaire environ 5 milliards de dollars tandis que la France n’y consacrait que 5 milliards de francs français, donc 380 fois moins.

Comment soutenir une pareille concurrence ? Il est bien clair qu’aucun de nos pays ne peut y réussir à lui tout seul. Aucun de nos pays n’est assez riche, et ne dispose d’un nombre suffisant de savants et de grands appareils. Il en résulte que l’Europe divisée en quelque 20 pays, tous trop petits pour la tâche, est en train de se laisser dangereusement distancer dans un domaine qui détient, je le répète, les secrets de la puissance de demain. Or, sans puissance industrielle comparable à celle des deux Grands, l’Europe ne pourra pas sauver longtemps ses libertés concrètes et son indépendance. De plus, elle voit l’élite de ses savants tourner les yeux vers l’Amérique, où beaucoup sont déjà partis, parce qu’ils y trouvent des instruments de recherche dont nous manquons.

Cette situation commande, vous le voyez, un redressement rapide et décisif. Il y a un an déjà, la Conférence européenne de la culture, réunie à Lausanne, s’en était occupée sur l’impulsion de M. Raoul Dautry. Elle avait formulé le projet d’un [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_237.jpg/full/full/0/default.jpg) *« pool » européen des recherches atomiques*. Cela semblait alors bien utopique. Certains des délégués craignaient encore que l’Amérique n’en prenne ombrage, ou que les gouvernements ne s’y refusent. Ces objections tombèrent, lorsqu’à Florence, au mois de juin, la conférence de l’Unesco adopta un plan similaire en tous points à celui de Lausanne, sur la proposition précisément d’un délégué américain. La voie devenait donc libre, et nous y sommes entrés résolument dès que le Centre européen de la culture s’est ouvert à Genève, au mois d’octobre.

Voici maintenant les résultats acquis par notre réunion du 12 décembre.

La création d’un *laboratoire européen de recherches atomiques* a été décidée à l’unanimité. Cet institut sera doté du plus puissant appareil atomique actuellement réalisable. Il s’agit d’un énorme instrument d’une puissance de 6 milliards de volts nommé *Cosmotron*, dont il n’existe au monde qu’un seul autre exemplaire en cours de construction près de New York. Seule la collaboration de tous les pays européens, acquise en principe, peut en permettre la réalisation. Celle-ci doit être commencée vers la fin de l’année prochaine, sur les plans mis au point par un bureau d’études, qui travaillera dès demain à Paris. En outre, pour former les théoriciens indispensables à ce laboratoire européen, une école de spécialistes s’ouvrira l’été prochain dans la région du Mont-Blanc. L’ensemble de cette vaste entreprise d’équipement de l’Europe en énergie est placé sous le patronage du Centre européen de la culture, avec l’appui de l’Unesco.

L’ampleur d’un tel projet, ses conséquences pratiques pour l’avenir de l’Europe entière, donc de chacun de nos pays, apparaissent dès maintenant considérables aux yeux des spécialistes et des industriels. Sans bruit, sans vaines discussions partisanes, c’est l’un des premiers piliers de l’Europe unie que nous avons posés l’autre jour à Genève. Je suis heureux que mes chroniques de cette année puissent prendre fin sur une si bonne nouvelle !

Lundi prochain, et le lundi suivant, ce sera Noël et Nouvel An. Il va de soi que je céderai la parole à ces actualités éternelles. Et je vous dis, donc, au revoir, à l’année prochaine.

# [ddr19510108de] Demain l’Europe ! — Espérer, c’est agir (8 janvier 1951)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_238.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je commencerai par remercier ce soir ceux d’entre vous qui ne m’ont pas oublié dans leur distribution de vœux pour l’an nouveau. Plusieurs m’ont assuré qu’ils tiraient de mes chroniques sur l’Europe des raisons d’espérer. Voilà qui me touche, voilà qui m’encourage, mais aussi voilà qui m’incite à redoubler de prudence dans mes jugements sur notre situation réelle. Certes, nous avons tous besoin d’espoir, et plus que jamais. Nous en avons tellement besoin, qu’il faut éviter à tout prix d’éveiller de fausses espérances, qui nous laisseraient, une fois déçues, dans un état de fatalisme irrémédiable. Il y aura toujours de l’espoir pour ceux qui veulent faire quelque chose contre le destin et les fatalités.

Mais cela ne doit pas nous faire penser qu’il y ait beaucoup à espérer de la situation présente, et des faits tels qu’ils sont. Car si on laisse ces faits tels qu’ils sont, nous courons à l’abîme, c’est bien clair. On dit qu’il faut de l’espoir pour agir, mais je dirai plutôt qu’il n’y a d’espoir que dans la mesure où l’on agit. Ce n’est pas l’espoir qui modifie les faits, mais c’est l’action. Je m’en tiens donc plus que jamais à la doctrine que je formulais, il y a 16 ans déjà, dans [un de mes premiers livres](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1934polpers) : à la doctrine du *pessimisme actif*. Si nous démissionnons, si nous nous écrions : il n’y a plus rien à faire, le désastre est fatal, eh bien oui, le désastre *est* fatal et nous sommes sûrs d’avoir raison. Mais, au contraire, si nous disons : « La situation est désastreuse, redoublons donc d’activité ! », alors il nous reste une bonne chance de faire l’Histoire, et de modifier notre destin.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_239.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce que je dis-là n’est pas de la morale en l’air, mais se rapporte concrètement à notre situation présente, vous allez le voir. Je résumerai la chose de la façon suivante qui a le mérite de la simplicité :

1. l’Europe a fait, l’année dernière, toutes les bêtises imaginables, plus une ou deux qu’on ne pouvait pas imaginer.

2. Il lui reste un an pour décider de faire autre chose, et pour le faire.

Dresser le bilan de 1950, c’est énumérer des échecs. Parler de l’espoir qui nous reste, c’est fixer un programme d’action pour l’an qui vient. J’esquisserai l’un et l’autre en trois minutes. Vous me pardonnerez, j’espère, de simplifier un peu…

En 1950, Strasbourg nous a déçus. Cette assemblée de délégués des parlements de 15 pays, au lieu de faire l’Europe, a fait de la politique. Elle a voté plusieurs résolutions utiles, mais n’a pas supprimé le veto des ministres, qui condamne au néant toutes ces résolutions.

Le Mouvement européen, qui avait par ses efforts et ses initiatives créé l’Assemblée de Strasbourg, et qui devait la pousser dans la voie de l’action, s’est immobilisé depuis des mois. Quant aux gouvernements européens, un seul, celui de la France, a proposé du neuf : le plan Schuman dans le domaine économique, le plan Pleven dans le domaine militaire. Mais au lieu de faire l’union dans une action commune, ces deux plans jusqu’ici n’ont provoqué qu’un concert de cris discordants. La droite prétend que le plan Schuman est dirigiste, tandis que la gauche le trouve trop libéral. Personne ne veut rien sacrifier. Pour la défense du continent, c’est encore pire. Veut-on ou ne veut-on pas armer l’Allemagne ? Tout le monde crie à la fois, je n’y comprends plus rien, et je crois bien que je ne suis pas le seul dans ce cas. En attendant de savoir au juste ce qu’ils veulent, tous nos pays votent des budgets astronomiques pour leur réarmement sur le plan national, lequel présente seulement *deux* graves inconvénients : celui d’être trop cher pour chaque pays, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_240.jpg/full/full/0/default.jpg) et celui d’être insuffisant pour défendre vraiment l’Europe, c’est-à-dire en fin de compte, chacun de ses pays. Nos rapports avec l’Amérique sont encore plus absurdes, si possible. Quand l’Amérique propose de nous défendre, une partie de l’opinion hurle à l’impérialisme. Quand l’Amérique fait mine de se détourner de nous, une autre partie de l’opinion l’accuse d’égoïsme sordide. L’Amérique juge l’Europe comme un tout. Elle comprend mal toutes nos contradictions. Elle comprend mal que nous ayons toutes les raisons du monde de nous unir, et que pourtant nous ne fassions rien.

J’avoue que je ne comprends pas non plus ! Ce que je vois beaucoup plus clairement, c’est ce qu’il nous reste à faire pendant les mois qui viennent.

Un sondage récent de l’opinion, dans douze pays, a prouvé que la majorité — 54 % de nos peuples, — est en faveur de la fédération. Le rassemblement de 6000 jeunes gens venus de loin pour manifester à Strasbourg est une raison de penser que la jeunesse veut agir. Le plan Schuman, le plan Pleven, le plan de recherches atomiques établi par le Centre européen de la culture, montrent comment l’Europe *peut* se faire pratiquement, peut se défendre, peut redevenir une grande puissance. Nous sommes 250 millions d’hommes et de femmes qui préférons encore nos libertés, relatives, au régime concentrationnaire, et qui pensons que le progrès social est plutôt du côté des ouvriers qui ont le droit de grève, que du côté de ceux qui ne l’ont plus. Nous avons des atouts considérables. Nous serions fous de ne pas les jouer. Les jouer, cela veut dire pratiquement : créer l’armée européenne, Allemands compris ; mettre en application le plan Schuman, et les plans similaires pour les transports, l’agriculture, les recherches scientifiques, l’abaissement des barrières douanières. Unifier l’action pour l’Europe, en dehors des politiciens, par la jeunesse ; et surtout persuader l’Européen moyen que ses libertés présentes, si imparfaites qu’elles soient, ont l’avantage d’être réelles, valent encore mieux que de fausses promesses assénées par une [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_241.jpg/full/full/0/default.jpg) vraie police, et ménagent un meilleur avenir pour la grande masse et pour la paix.

Voilà mes vœux, au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19510115de] Demain l’Europe ! — Peut-on fabriquer un Européen ? (15 janvier 1951)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_242.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Un magazine du genre « digeste » vient de me poser une question saugrenue. Il me demande de lui décrire en 4 pages « Comment on fabrique un Européen ». J’ai répondu sans hésiter, en 4 mots : « C’est absolument impossible ».

J’imagine assez bien que l’on puisse fabriquer, soit un Yankee, soit un citoyen des Soviets, mais jamais un Européen. Parce que l’Européen moyen n’existe pas.

Pour réussir un bon Américain moyen, voici la recette. Prenez deux Européens de nations différentes si possible. Mariez leur fils avec la fille de deux autres Européens. Attendez une génération. Répétez le processus quatre ou cinq fois. Lorsque Schmidt, fils de Schmidt, sera baptisé Smith, déclarez qu’il descend en droite ligne des émigrants venus d’Angleterre sur le fameux bateau nommé le Mayflower. Il semble bien que ce bateau ait transporté plusieurs dizaines de milliers d’ancêtres d’un seul coup : un Smith de plus ne le fera pas couler. Apprenez maintenant au jeune homme la phrase célèbre de Lincoln sur le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ; apprenez-lui le jeu du base-ball et le prix du dollar, lavez-lui les dents avec du chewing-gum, psychanalysez, agitez sur un rythme africain, emballez dans de la cellophane, et servez frais.

Pour fabriquer un Soviétique, c’est plus rapide : prenez un Russe, passez-le au NKVD — sorte de DDT moral qui nettoie les idées subversives, et tirez le rideau.

Mais pour fabriquer un Européen, que prendrez-vous ? Si vous mélangez toutes nos nationalités au hasard, vous n’obtiendrez, au mieux, que des Américains manqués. Si vous essayez de combiner nos croyances, nos partis et nos traditions, cela n’ira pas mieux. Un mélange de catholiques et de juifs ne donnera pas des protestants ; pas plus qu’un mélange de socialistes et de conservateurs ne donnera des libéraux, ou un mélange de Français et d’Allemands, des Suisses. Nos vertus, caractères et partis pris [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_243.jpg/full/full/0/default.jpg) vitaux ne sauraient être additionnés pour composer l’Européen moyen.

La vérité, c’est que le problème posé est insoluble par définition. Car si l’Américain est une moyenne, si le sujet des Soviets est le produit d’un plan, l’Européen, lui, sera toujours par essence un être qui diffère et tient à différer de son voisin et des modèles qu’on essaierait de lui imposer. Il n’y a pas de type européen moyen. Il n’y a en Europe que des Français, des Hollandais, des Bernois, des Croates ; des parpaillots, des mécréants, ou des papistes ; des socialistes suédois et luthériens, des anarchistes espagnols et athées, des conservateurs autrichiens et catholiques ; des Monégasques insouciants et des partisans motorisés de la paix concentrée. Il n’y a donc que des hommes habitués à *différer* les uns des autres, et c’est tout cela qu’on nomme l’Europe. Et c’est pourquoi, faire un Européen moyen, ce serait tenter de faire quelque chose qui ne ressemblerait à rien d’européen.

Le vrai problème n’est pas de nous mélanger, mais de nous unir dans nos diversités. Il faut nous prendre comme nous sommes, avec nos 20 nations, nos 3 religions, nos 12 langues, nos 36 partis et nos innombrables coutumes, toutes supérieures à celles du pays d’à côté. Et si l’on me dit qu’il faut tout de même baser l’union sur quelque chose qui soit commun à tous, je répondrai : ce que nous avons tous en commun, c’est justement cette volonté de rester nous-mêmes, chacun à sa façon. Voilà ce qui nous distingue en bloc des Russes et des Américains. Voilà ce qui fait que nous sommes Européens, — même si nous détestons qu’on nous parle de l’Europe.

J’ai l’air de faire du paradoxe, mais voyez-vous : ce qu’il y a de plus humain chez tout homme, c’est l’idée qui lui vient un jour — angoissante pour l’adolescent — qu’il est le seul de son espèce, qu’il est un cas absolument unique. Or, tout le monde dit cela, et chacun se sent seul, et c’est en quoi nous nous ressemblons tous. De même, ce qu’il y a de plus européen chez les habitants de nos pays, c’est l’idée qu’ils ont tous d’appartenir *d’abord* à une famille, à une région, à une patrie, à des coutumes, à une langue *bien distinctes* ; c’est l’idée qu’ils perdraient leurs libertés si on les empêchait de vivre à leur manière, qui n’est pas celle de leur voisin. J’en vois la preuve dans le reproche si courant qu’à tort ou à raison nous faisons à l’Amérique : là-bas, répétons-nous, tout se ressemble ! (Que dirions-nous d’autres régimes, où ce n’est pas la pression de la mode, mais celle de la police qui ramène « dans la ligne »…?) Nous n’aimons pas [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_244.jpg/full/full/0/default.jpg) l’idée que tout se ressemble, nous tenons à nos diversités. Et nous sentons que le droit de les préserver est la vraie condition de nos libertés, non point seulement légales et théoriques, mais personnelles. Parce que nous sentons cela, nous sommes Européens.

Eh bien, ce n’est pas pour devenir tous pareils qu’il nous faut aujourd’hui nous fédérer, mais au contraire : si nous voulons rester Suisses, ou Français, ou Italiens, ou même Anglais, si nous voulons rester nous-mêmes, à notre idée, il n’y a plus une minute à perdre : il nous faut réunir nos ressources. Faute de former à temps cette libre union, nous serons unifiés par la force, mis au pas, ou froidement liquidés.

Les nationalistes les plus myopes, comme on en trouve encore dans certains de nos pays, et même, ici ou là, dans nos cantons, ne peuvent tout de même pas espérer que leur nation serait capable de s’opposer à la marée totalitaire, *donc de rester ce qu’elle est*, sans l’aide de ses voisins. Les vrais amis de l’indépendance de leur nation, ce sont ceux qui réclament et préparent la fédération de nos pays ; ceux qui disent : « Surmontons nos divisions, pour sauver nos diversités ».

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain !

# [ddr19510122de] Demain l’Europe ! — Contre une « mystique européenne » (22 janvier 1951)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_245.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Il y a quelques années que je m’occuper de « faire l’Europe », comme on le dit couramment, et je crois bien qu’il n’existe pas au monde un seul argument *pour* ou *contre* que je n’aie entendu plusieurs douzaines de fois, et souvent des centaines de fois. Peut-être penserez-vous que j’en suis bien fatigué ? Mais il est des sujets inépuisables. Pour ne prendre qu’un seul exemple : les auditeurs les plus fidèles de la radio peuvent entendre parler du « temps probable » exactement 2920 fois par an, — et ne s’en portent pas plus mal. Mais notez qu’ils ne peuvent rien pour changer le temps qu’il fera demain, alors que nous pouvons beaucoup pour qu’il y ait demain l’Europe unie, la paix, ou au contraire la bombe à hydrogène. Et c’est pourquoi je continue à vous parler de l’état du problème européen, qui est un aspect du problème de la paix. Cela vaut bien cinq minutes tous les lundis.

Pourtant, il est un argument dont j’avouerai qu’il me fatigue, pour ne pas employer de mots plus énergiques. Voici [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_246.jpg/full/full/0/default.jpg) cet argument : « Ce qu’il nous faut, dit-on, pour combattre la grave menace totalitaire, *c’est une mystique* ! Donnez-nous une bonne mystique occidentale, qui soit plus forte que la mystique de l’Est ! L’Europe capitaliste, bourgeoise et fatiguée, la pauvre vieille Europe, Europe où nous vivons, est devenue indéfendable ! On ne peut pas défendre du passé contre le grand espoir qui se lève à l’Orient ! »

J’entends répéter cela dans les conversations, dans la presse, sur les ondes, partout. L’un de nos meilleurs chroniqueurs suisses l’écrivait encore l’autre jour. Un colonel français me l’avait dit la veille. Des millions de braves gens le pensent. Je serai pendu, et eux avec, s’ils ont raison ! Grâce au ciel, ils ont tort, et je vais vous dire pourquoi.

*Primo*, il est très difficile, pour ne pas dire totalement impossible, de confectionner sur commande une mystique aussi forte que celle d’en face.

*Secundo*, nous n’avons nul besoin d’une telle mystique, car les réalités nous suffisent amplement.

Reprenons tranquillement ces deux points.

Une mystique, au sens moderne (et d’ailleurs dénaturé) du mot, ne se crée pas à volonté. La mystique hitlérienne par exemple est née de la combinaison d’une misère noire, causée par la défaite et l’inflation, et d’un névrosé fanatique soutenu par les industriels qui se trompaient. Cette mystique consistait à proclamer que la race allemande dominerait le monde. Elle a produit ce que chacun sait. Quant à la mystique communiste, elle est née il y a plus de cent ans, avec la doctrine de Karl Marx, qui voulait libérer les ouvriers, et son résultat le plus [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_247.jpg/full/full/0/default.jpg) clair est un régime de dictature, dans un pays qui était surtout paysan. J’avoue que je vois très mal quelle mystique du même genre l’on pourrait imposer à des hommes libres, qui n’ont aucune envie de perdre leur sens critique. L’opération me paraît impraticable. Et de plus, elle est inutile.

Car je comprends fort bien que des peuples malheureux — comme l’étaient les Allemands sous Hitler — aient besoin d’une mystique qui les soutienne par la promesse d’un avenir moins dur. *Mais notre vie présente vaut mieux que la leur !* Voilà le fait fondamental, incontestable, archiprouvé, — et pourtant oublié, semble-t-il, par tous ces bons bourgeois et ces intellectuels qui réclament une mystique nouvelle avant de défendre l’Europe.

Quand on me dit qu’il est impossible de défendre l’Europe telle qu’elle est, avec ses injustices sociales, devant le grand espoir qui se lève à l’Est, je me frotte les yeux, et plutôt que de me laisser aller à voir rouge, je demande qu’on regarde les faits.

Les faits sont les suivants et je citerai des chiffres.

Les Nations unies viennent de publier les statistiques des revenus moyens, par tête d’habitant, dans tous les pays du monde. Nous apprenons ainsi que le revenu moyen d’un Américain est de 1453 dollars. Celui d’un Suisse de 840 dollars. Celui d’un Russe, de 308 dollars seulement. Je demande alors ceci : est-ce qu’un système économique qui donne 308 dollars par habitant vaut mieux qu’un système qui donne 840 ou 1400 dollars ? Est-ce qu’il représente vraiment un « grand espoir » ?

On me dira peut-être que la Russie est partie d’un niveau très bas, et que la comparaison n’est [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_248.jpg/full/full/0/default.jpg) pas très équitable. Je me suis donc informé auprès de l’un des meilleurs économistes d’aujourd’hui, Maurice Allais. Je lui ai demandé : quels sont les progrès récents accomplis en réalité dans ces divers pays ? Et il m’a répondu ceci : en 1913, sous les tsars, le pouvoir d’achat de l’ouvrier russe était à peu près égal à ce qu’il est aujourd’hui. Il n’y a donc ni recul ni progrès. Mais en France, le pouvoir d’achat est aujourd’hui 3 fois plus grand qu’en 1913, et aux États-Unis il est 4 fois plus grand. Je réitère donc mas question : où est le véritable espoir ? S’il s’agit d’un progrès purement économique et matériel, c’est vers l’ensemble de l’Amérique qu’il faudrait logiquement se tourner, non pas vers l’Est. Mais s’il s’agit d’un progrès moral, c’est l’Amérique et la Russie qui devraient se tourner vers l’Europe. Elles y trouveraient, en plus d’un niveau de vie qui s’améliore, et *peut* s’améliorer sans cesse, un désir de paix plus grand que partout ailleurs, des libertés, certes imparfaites encore, mais tout de même supérieures à celles des dictatures, enfin une capacité de travail, d’invention et de création que la Terre entière nous envie.

N'est-ce pas assez ? Avons-nous le droit de désespérer de notre civilisation et de notre avenir à tous, quand nous regardons les faits prouvés et reconnus ? Oserons-nous dire encore que notre Europe ne vaut pas d’être défendue, lorsque malgré toutes ses imperfections, ses injustices, ses divisions absurdes, elle offre encore un niveau de trois fois meilleur que celui qu’on nous vante à l’Est comme l’espoir de l’humanité ?

Croyez-moi, laissons la mystique aux chefs qui en ont terriblement besoin pour faire supporter à leurs peuples un état de misère générale. Ce que nous avons vaut bien qu’on le défende, quand on le compare à ce qu’on nous offre. Non, ce n’est pas d’une mystique dont nous manquons, c’est au contraire d’informations réelles, — de *réalisme* ! Fondons l’Europe unie non pas sur des slogans, mais sur des faits.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19510212de] Demain l’Europe ! — Nos libertés (12 février 1951)[[13]](#footnote-13)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_249.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Je voudrais revenir ce soir sur une phrase que je vous citais lundi dernier, une phrase que j’entends trop souvent répéter, et qui est celle-ci : « L’Europe, la vieille Europe fatiguée, ne mérite plus qu’on la défende. L’Europe, c’est du passé. L’avenir est… ailleurs, dans quelque grande mystique. »

Je reviens sur cette phrase parce que beaucoup non seulement la répètent, mais la pensent sincèrement. Et pourtant, ce n’est qu’un mensonge, une mystification bien évidente. Comment peut-il se faire que beaucoup, jeunes et vieux, croient sincèrement ce mensonge-là ? Comment donc s’expliquer une illusion aussi radicalement réfutée par les faits ? J’y réfléchis depuis longtemps. Et voici ce que je pense avoir trouvé. Ceux qui disent que l’Europe actuelle ne mérite pas qu’on la défende, ce sont ou bien des gens qui ont perdu la conscience des libertés réelles dont ils jouissent ; ou bien des gens que la tyrannie attire, dans le secret de leur cœur et sans qu’ils osent l’avouer.

Nos libertés réelles et quotidiennes, nous les avons toujours connues, dans cette génération du moins ; elles sont devenues si naturelles que nous oublions qu’elles existent. Elles sont l’air que nous respirons. Or, on pense bien rarement à l’air que l’on respire. On en perd la conscience, pour ne la retrouver que lorsque soudain l’air nous manque, comme à un homme auquel on vient de passer la corde au cou. Si nous sentions — si vous sentiez maintenant — que nos libertés demain peuvent nous manquer, vous sentiriez tout de suite de toutes vos forces qu’elles méritent bien qu’on les défende.

Essayons donc de nous imaginer ce qui se passerait dans nos [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_250.jpg/full/full/0/default.jpg) vies quotidiennes, si notre vieille Europe que l’on dit décadente, misérable et pourrie d’injustices, se trouvait demain rajeunie à grands coups de règlements uniformes.

La première liberté qui serait perdue serait celle de nous *exprimer*, en public, entre amis, au café, au travail. Et je ne dis pas que la liberté de l’expression soit sans limites dans nos pays. Il arrive qu’on lui fasse parfois quelques entorses, ici ou là. Mais elle s’en remet. On ne fusille pas chez nous, pour simple délit d’opinion. Et je dis bien : chez nous. Voici un petit exemple : il y a deux ans, je vous annonçais assez souvent qu’à Berne, il n’y aurait pas de précipitations. Eh bien, si je vivais un peu plus loin d’ici, il y a longtemps qu’on m’aurait envoyé beaucoup plus loin encore ; peut-être à l’infini…

Si ce que je suis en train de vous raconter vous irrite ou seulement vous ennuie, vous avez *le droit de fermer votre radio*, ou de prendre un poste étranger. Cela vous paraît tout naturel. Eh bien, demain, on vous ôterait ce droit, et vous ne pourriez plus écouter au garde à vous que des chroniques officielles de l’État vous expliquant que vous êtes libres.

Vous avez *le droit de voyager* où bon vous semble. Certes, il y a des visas, les passeports et les douanes. Mais on s’arrange et finalement, avec un peu de retards inutiles, tout le monde passe, y compris les espions à lunettes noires et les agents doubles ou triples. Au lieu de cela, vous seriez bouclé pour la vie aux lieux où le hasard vous a fait naître. Serait-ce donc un progrès sur nos visas ?

Vous pouvez lire le journal qui vous plaît, aimer qui vous voulez, haïr qui vous voulez, vous marier selon votre cœur, aller le dimanche dans telle église de votre choix, ou au contraire n’y pas aller. Tous ces droits, vous n’y pensez pas. Si demain vous veniez à les perdre, ils vous sembleraient essentiels. Or des peuples entiers les ont perdus, sous nos yeux, à côté de nous. Ces droits acquis chez nous par des luttes séculaires, croyez-vous qu’ils soient du passé, des vieilleries indéfendables ?

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_251.jpg/full/full/0/default.jpg) Ils sont hélas, redevenus l’avenir pour beaucoup.

Vous pouvez aujourd’hui déclarer que votre métier ne vous satisfait plus, que votre patron vous traite en esclave, que vous donnez votre congé, que vous cherchez de l’embauche ailleurs. Eh bien, ces droits n’existent pas partout. Vous pouvez les perdre demain, si l’Europe est vraiment perdue. Il existe aujourd’hui plusieurs pays où *le droit de changer d’employeur* est tout simplement inconnu, où *le droit de grève* est supprimé, où la moindre critique murmurée contre le patron ou l’employeur est punie comme un crime social. J’en déduis que le progrès est de notre côté. Je suis peut-être un peu simpliste ?

Nous avons *le droit d’avoir plusieurs partis*. L’opposition, chez nous, peut parler publiquement, publier ses journaux parfois vociférants. C’est utile et souvent amusant. Si vous aviez perdu ces droits tout naturels comme on l’a vu déjà non loin d’ici en 1933 et même avant, vous penseriez que la pagaille des partis avait du bon : elle vous ménage le droit de penser par vous-même. Ce droit aussi nous pouvons le perdre…

Certes nos libertés sont imparfaites ? Elles ne sont pas vieillies, elles sont plutôt trop jeunes. Un certain nombre d’entre nous n’en possède jusqu’ici que le principe légal, non la jouissance effective. Mais ce principe légal, vaut encore mieux que la privation légale des droits élémentaires. Car il est le gage et la promesse, il est la permission pratique de nos futurs progrès matériels et moraux. Il nous faut donc garder nos jeunes libertés, si nous voulons demain les rendre plus réelles, pour un bien plus grand nombre, en unissant nos forces.

Au revoir, chers auditeurs, à lundi prochain.

# [ddr19510219de] Demain l’Europe ! — L’Europe et la paix (19 février 1951)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_252.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Il y a des gens qui trouvent déjà qu’on leur parle trop de l’Europe, qu’on leur en rebat les oreilles. Ces délicats, vite fatigués, oublient que l’Europe n’est pas une question de mode, mais de prospérité ou de misère, de guerre ou de paix, de vie ou de mort pour toute une civilisation. S’ils préfèrent parler sports ou chiffons, l’on se résignera à faire sans eux. Dans un tout autre esprit, sérieux cette fois, d’autres personnes estiment qu’on parle trop de l’Europe pour ce qu’on en fait pratiquement. Ces personnes ont raison de demander si vraiment quelque chose s’effectue, derrière les belles déclarations multipliées par les grands ou moins grands politiciens. Y a-t-il, derrière tant de discours, des faits, des créations, un progrès mesurable vers le but ?

En toute prudence, je puis répondre : oui. Depuis deux ans que je vous parle à ce micro, quelque chose a changé, et des départs sont pris.

Avec le plan Schuman et l’Union des paiements, avec le plan Pleven pour une défense commune, avec l’Assemblée de Strasbourg, avec le Centre européen de la culture et le récent Conseil des communes de l’Europe, les pierres d’attente d’une construction continentale se trouvent posées. Si vous pensez qu’il y a deux ans seulement, rien n’était fait, rien n’était même prévu sur le papier, dans bien des cas, vous serez surpris par l’ampleur du mouvement. Pourtant, l’heure n’est pas venue de se féliciter de ces premiers progrès, péniblement acquis. Les cadres sont posés. Les idées des pionniers sont devenues ici des plans techniques, là des institutions en plein essor. Mais dans le drame mondial de la paix et de la guerre, la voix de l’Europe n’a pas encore autorité. Or, c’est ce drame qui [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_253.jpg/full/full/0/default.jpg) nous importe à tous, quelle que soit notre condition.

Si les masses sont encore indifférentes à l’idée d’une Europe unie, la raison simple en est que la peur de la guerre passe avant tout autre souci.

Essayons donc de raisonner cette peur. Quels sont les risques d’une guerre, pour nous autres, en Europe ? Je n’en vois qu’un : c’est le risque d’invasion puisqu’il est clair que nous n’avons ni l’envie ni le pouvoir d’attaquer qui que ce soit. Mais quelle pourrait bien être l’occasion d’une invasion prochaine du continent ? Je n’en vois qu’une : *notre faiblesse, résultant de notre division*. Si nous étions unis, nous serions assez forts pour décourager toute action de l’extérieur au moins, contre la paix. De plus, si nous étions unis, nous saurions nous passer progressivement d’une aide qui peut fournir le seul prétexte à nous « libérer », — comme on dit. De ces constatations très simples, il résulte clairement que l’union de l’Europe est la meilleure chance de la paix. Si nous comprenons cela, si nous comprenons bien que *faire l’Europe, c’est faire la paix*, — alors nous voudrons tous, de toutes nos forces, la fédération de nos pays. Alors seulement, les parlements et les États, poussés dans le dos par l’opinion des masses, feront ce qu’il faut, sans plus de faux-fuyants.

*Faire l’Europe, c’est donc faire la paix*. Je ne dis pas cela pour le plaisir de lancer un slogan de plus. Je le dis parce que j’y crois, et que depuis quatre ans, j’ai donné le plus clair de mes forces à cette cause de la paix par l’union de l’Europe.

Aussi comprendrez-vous que je me frotte les yeux quand j’entends répéter chaque semaine par une opinion qui représente le 10 % des Européens, que l’Europe fédérée n’est qu’une machine de guerre au service de Wall Street et des marchands de canons. Que veulent-ils donc, ceux qui me traitent couramment d’enragé, de frénétique, de va-t-en-guerre ? Je ne perdrai pas deux secondes à me demander s’ils croient ce qu’ils disent. Leurs attaques orchestrées font partie d’une tactique. [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_254.jpg/full/full/0/default.jpg) La seule question que je soulève à leur sujet, c’est la suivante : s’ils veulent vraiment la paix comme j’ai bien des raisons de le croire, leur refus de l’Europe unie est-il le bon moyen d’y parvenir ?

Ils savent aussi bien que vous et moi que la faiblesse, en général, n’est pas une assurance de paix. Elle n’a point protégé la Belgique, ni la Hollande, ni le Danemark, ni la Norvège dans l’autre guerre. Ils savent que l’Amérique le sait aussi. Si nous nous obstinons à rester divisés, nous resterons une double tentation : l’un des empires sera tenté de nous occuper, l’autre de nous unir à sa façon, qui n’est pas forcément la nôtre.

Examinons le second de ces cas.

Je ne suis pas dans les secrets de la Maison-Blanche. On peut imaginer — non sans quelque délire — que le plan Marshall ait été le complot d’un sombre impérialisme destiné à ruiner l’Europe en ayant l’air de la nourrir. Mais alors, ce fameux plan Marshall serait un formidable échec. Car l’un de ses résultats les plus frappants, c’est qu’il a permis à l’Europe de diminuer son déficit dollar d’environ 7 milliards et demi de francs suisses l’an dernier. Autant de gagné pour notre indépendance. Autant de perdu pour tout impérialisme supposé.

D’autre part, je constate que les États-Unis décident l’envoi de nouvelles troupes en Europe. Ils se sentent donc contraints d’intervenir dans la mesure exacte où nous sommes incapables d’assurer notre propre défense. Or le moyen d’assurer cette défense serait évidemment de nous fédérer. Ceux qui redoutent l’emprise américaine devraient donc, semble-t-il, en bonne logique, appuyer notre fédération. Sinon, quelle solution croient-ils possible dans notre faiblesse évidente ? Manifester contre le voyage d’un général américain ne résout pas le problème d’une manière positive. Il faudrait au moins se déclarer en faveur d’une armée purement européenne, telle que la veut le plan Pleven. Car on ne peut pas être *à la fois* contre l’intervention de l’Amérique, *et* contre l’union de l’Europe, *qui rendrait* [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_255.jpg/full/full/0/default.jpg) *cette aide inutile*.

Vouloir l’Europe désunie, désarmée, et livrée dans défense au premier occupant, c’est pratiquement appeler et forcer l’Amérique à prendre en charge l’Europe occidentale, à l’exception de la Suisse et de la Suède, neutres et armées. C’est provoquer ce que l’on redoute si fort. J’attends une réponse bien sincère. Voilà qui va me laisser du temps pour travailler.

Je persiste à demander, pour ma part, l’union fédérale de l’Europe, seul gage sérieux de notre indépendance militaire, et par suite politique, à l’égard de l’Ouest autant que de l’Est. Sans notre indépendance, il n’y aura pas de paix. Si vous voulez la paix, il faut vouloir l’Europe !

Au revoir, chers auditeurs, et à lundi prochain, pour ma dernière chronique de cette série.

# [ddr19510312de] Demain l’Europe ! — Dernière chronique (12 mars 1951)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_256.jpg/full/full/0/default.jpg) Chers auditeurs,

Eh bien oui, je m’arrête. Tout a une fin. Pendant deux ans, je vous ai parlé à ce micro près d’une centaine de fois, sur un sujet unique : l’Europe qu’il nous faut faire, l’Europe en train de se faire. Le sujet reste inépuisable, je n’en dirai pas autant des possibilités d’un chroniqueur qui circule constamment d’un bout de l’Europe à l’autre, et ne s’arrange souvent que par miracle pour attraper au passage un micro, soucieux qu’il est de tenir sa promesse d’« au revoir, à lundi prochain ! » Une extinction de voix, un retard survenu au cours d’un long voyage, comme ces derniers lundis, et voilà le rendez-vous manqué. Et puis, il y a un temps pour tout, dit l’Ecclésiaste, un temps pour parler de l’Europe et un temps pour la faire dans le concret ; un temps pour poser les problèmes, un temps pour essayer de les résoudre. Le Centre européen de la culture, que je dirige à Genève, est l’un de ces efforts de réalisation. J’espère pouvoir bientôt revenir vous en parler, avec quelques amis, mais c’est une autre histoire. Puis-je vous prier de garder une oreille là-dessus ?

Ce soir, en guise d’adieu ou d’au revoir, je vaudrais passer en revue les quelques idées simples qui ont guidé mes chroniques. Et ceci me donnera l’occasion d’une mise au point urgente sur la question de la neutralité suisse.

Mon premier thème, le plus constant et le plus insistant, fut celui-ci : *il faut unir l’Europe, pour assurer la paix*. Car seules nos divisions en vingt nations rivales expliquent notre faiblesse présente, malgré tant de richesses, humaines et matérielles, nos 300 millions d’habitants, notre pouvoir de création. Cette faiblesse de l’Europe est anormale. C’est à cause d’elle qu’une guerre reste possible, mais d’autre part, elle serait surmontée par notre union. Faire l’Europe, c’est donc faire la paix.

De ce thème général de mes chroniques, certains totalitaires ont cru pouvoir déduire que j’étais ce qu’ils appellent un « va-t-en-guerre ». [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_257.jpg/full/full/0/default.jpg) Ces gens-là nous affirment qu’ils parlent au nom des masses. Comme ils n’ont recueilli aux dernières élections, qu’environ 2 % des voix, et qu’ils traitent couramment d’exploiteurs et de bellicistes frénétiques les 98 % qui votent contre eux dans notre peuple suisse et au scrutin secret, vous comprendrez que je ne me sente pas troublé. Si 2 % représentent « les masses », si 98 % représentent la minorité, si l’on appelle « démocraties populaires » des dictatures qualifiées et avouées, je veux bien être un va-t-en-guerre.

Mon deuxième thème fut celui de l’opinion, la vraie, celle qui s’exprime au vote secret. Je vous ai dit et répété que l’opinion réelle, c’est ce que vous pensez, et non pas ce que les hommes politiques, la grande presse et les radios d’État prétendent que tout le monde pense, sans avoir fait une enquête préalable. Je vous ai dit que l’Europe se ferait seulement par la pression de cette opinion vraie, — opinion que j’ai tenté d’informer selon mes modestes moyens, c’est-à-dire, 6 minutes par semaine. C’est bien peu, mais je ne suis pas seul dans cette action.

En troisième lieu, j’ai tenté d’illustrer nos libertés réelles en Occident, celles que nous possédons en fait, comme le droit de circuler, le droit de grève, le droit de changer de bureau ou d’atelier, le droit d’opposition et de critique, le droit de s’exprimer sans risquer aussitôt le camp de concentration ou de rééducation. Et je n’ai pas défendu nos libertés parce que je les tenais pour parfaites. Elles ne le sont pas. Mais, telles qu’elles sont, elles nous permettent de lutter librement pour les rendre meilleures, pour les étendre au plus grand nombre. Elles sont le gage des progrès à venir. Elles sont le grand atout de notre Europe. Si nous devenons conscients de ce trésor immense, nous reprendrons espoir pour l’Europe et la paix.

En quatrième lieu, j’ai dénoncé l’ennemi intime de notre union : le pessimisme européen. Et je me suis efforcé de vous montrer qu’en dépit de cette apathie, héritage de la guerre ou produit de la peur, des hommes travaillent de tous côtés à la fédération du continent, et non seulement par la parole et par l’écrit, mais par toute une série d’actions pratiques ; non seulement par le Parlement de Strasbourg et par des publications multipliées, mais par le moyen du plan Schumann, de l’Union des paiements, du plan Pleven, du Plan vert pour l’agriculture, du Centre culturel de Genève, du Laboratoire européen de physique nucléaire, ou encore d’une récente Union européenne du cinéma.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_258.jpg/full/full/0/default.jpg) Je me suis gardé comme du feu des procédés de la propagande moderne. La propagande cherche à priver les hommes de leur libre examen, de leur esprit critique. J’ai cherché, au contraire, à vous mettre en présence des faits, des chiffres, et des problèmes réels, qu’ils soient *ou non* encourageants pour notre cause fédéraliste. Parler à la radio, ce n’est pas faire des discours. Car on s’adresse peut-être à des millions, mais on ne les trouve en réalité, en vérité humaine, que dans leur chambre, dans leurs foyers, tous seuls ou en famille. Cette familiarité de la radio est précieuse. Si le chroniqueur l’a comprise, il doit s’interdire l’éloquence et parler simplement d’homme à homme. C’est le contraire de la propagande et des hurlements hitlériens.

Enfin, j’ai soulevé plusieurs fois le problème des relations de la Suisse avec le Conseil de l’Europe. Problème à coup sûr délicat, puisqu’il se trouve lié, pour nous, à celui de la neutralité. Aussi bien ne l’ai-je pas tranché, quoi qu’on en dise. Je me suis borné à le poser ou à le reposer dans ses données nouvelles. Puisque certains l’ont mal compris apparemment, je résume en trois phrases mes arguments :

1. L’adhésion de la Suisse neutre au Conseil de l’Europe, si elle se révélait possible, présenterait l’avantage d’accentuer le caractère *pacifique* de l’institution de Strasbourg.

2. La neutralité traditionnelle de la Suisse n’est pas comprise par les Américains, n’est pas crue par les Russes, et ne dépend plus, comme naguère, de l’équilibre européen : elle est donc *en fait* discutée à l’étranger.

3. Si nous voulons maintenir notre neutralité, il faut qu’en *Suisse d’abord* nous sachions bien la justifier avec des arguments solides et actuels. Refuser d’en parler n’est pas un argument. L’argument de l’autruche n’a rien de patriotique.

Je demandais donc l’ouverture d’un débat. Un point, c’est tout. Sur quoi, aux deux extrêmes de l’opinion publique, ce fut un beau tollé, puis un étrange accord de cris d’indignation ! Un me traita d’ennemi de notre neutralité parce que j’avais demandé qu’on en revoie les bases. Et beaucoup d’auditeurs m’invitèrent à me défendre. Mais devant de micro, *je dois* me limiter à cette très simple mise au point. Je ne puis pas discuter ici avec la presse : ce serait injuste, car la radio atteint des centaines de milliers d’auditeurs, qui pratiquement ne peuvent pas lire les articles des journaux en question. Le texte de mes émissions a paru dans deux périodiques suisses, en allemand et [en français](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cp/ddr195011cp). Chacun peut donc s’y reporter.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/demain-europe-1949-1951/iheid_cec_demain_europe_259.jpg/full/full/0/default.jpg) Aux attaques venues de la droite, j’opposerai la brochure récente d’un conservateur catholique, Gonzague de Reynold, qui se trouve soutenir les mêmes thèses que moi, exactement. Aux attaques des totalitaires, je n’opposerai que le mot d’un de mes amis : je suis un libéral, dit-il, donc toujours prêt à discuter avec n’importe quel adversaire. Je peux même discuter avec un imbécile, mais pas avec un gramophone.

Chers auditeurs, il me reste à vous remercier de votre fidélité à l’écoute pendant deux ans, des innombrables messages que vous m’avez envoyés, non seulement de Suisse, mais de presque tous les pays de l’Europe, de Copenhague à Barcelone, de Cherbourg à Brindisi, et du fond de l’Afrique. Messages de sympathie pour la cause que je défends, qui n’est pas une cause politique au sens étroit du mot, qui n’est pas une affaire de partis, de confession ou de nations, mais qui est la cause d’une civilisation et de sa grande patrie continentale, la cause même de la *paix*, et de sa condition première : la *liberté*.

Si mes chroniques, pendant deux ans, n’ont rien fait d’autre que de poser pour vous le problème de l’Europe et de son union nécessaire, c’est assez, vous jugerez, vous agirez vous-mêmes, je n’aurai pas perdu ma peine.

Au revoir, mes chers auditeurs, et peut-être à bientôt, qui sait ?

1. [NdE] L’auteur note un titre alternatif : « Vers l’Europe fédérée ». [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] Première chronique, sans date. Selon nos recoupements, elle a été diffusée le lundi 21 février 1949. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] Ici, l’auteur renvoie aux pages d’un tapuscrit intitulé *L’Europe en jeu* (à distinguer du [volume publié en 1948 sous le même titre](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej)), dont certains extraits ont été publiés en revues à la même époque : par exemple, « [Pourquoi l’Europe](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1948-1950/ddr19481225rpf) » (25 décembre 1948) ou « [Commencer par l’Europe](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1948-1950/ddr194902fed) » (février 1949) [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Titre rajouté par nous pour cette édition numérique. [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Émission retransmise depuis Bruxelles. [↑](#footnote-ref-5)
6. [NdE] Titre rajouté par nous pour cette édition numérique. [↑](#footnote-ref-6)
7. [NdE] Émission retransmise directement de Bruxelles. [↑](#footnote-ref-7)
8. [NdE] Titre rajouté par nous pour cette édition numérique. [↑](#footnote-ref-8)
9. Ce passage a été censuré : « … et notre ruine, ce serait la porte ouverte à la ruée des Cosaques de Staline ». [↑](#footnote-ref-9)
10. [NdE] Le texte est étrangement signé : « Henri Meyer de Stadelhofen ». [↑](#footnote-ref-10)
11. [NdE] Un point d’interrogation en marge. [↑](#footnote-ref-11)
12. [NdE] Ce texte a été rédigé par Denis de Rougemont, sur la demande de Mouskhély. Voir le compte rendu que Rougemont fera plus tard de cet épisode : « [Trente-cinq ans d’attentes déçues, mais d’espoir invaincu : le Conseil de l’Europe](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cadm/ddr1985cadm_n30) ». [↑](#footnote-ref-12)
13. [NdE] Une note indique : « Chronique du 5 février modifiée après censure ». On trouvera ici l’original manuscrit. [↑](#footnote-ref-13)